



**LABORATOIRE
ESPACES -
TRAVAIL
(LET)**

Tél : 01 53 72 84 62

Fax : 01 53 72 84 78

Mél :

let@paris-
lavillette.archi.fr

Site : www.let.archi.fr

**Programme interministériel de recherche
« Cultures, villes et dynamiques sociales »**

Programme de recherches territorialisées Rhône-Alpes,
mené par le ministère de la Culture et de la Communication et ses partenaires
interministériels : le Fonds d'action sociale et de lutte contre les discriminations, le
ministère de l'Équipement MEEDDAT / Plan urbanisme construction architecture

**Collectif d'action artistique et
projet de renouvellement urbain**
Le Grand Projet de Ville de La Duchère

Rapport final

avril 2009

ECOLE
NATIONALE
SUPERIEURE
D'ARCHITECTURE
DE PARIS
LA VILLETTE

144
Avenue
de Flandre
75019 Paris

Isabelle Genyk, responsable scientifique
Elise Macaire, chercheuse
avec la collaboration de
Olivier Chadoin, conseiller scientifique
Armelle Thonnart, assistante de recherche

Remerciements

Nous tenons à remercier toutes celles et ceux qui ont accepté que nous suivions leur travail, qui nous ont accordé du temps pour un entretien et nous ont fourni des documents. Nous leur devons la matière sur laquelle nous avons basé nos analyses.

Le directeur et l'agent de développement en charge du quartier de La Duchère à Mission de coopération culturelle, le directeur adjoint, la responsable du pôle Communication Concertation, l'ancienne responsable du pôle Social et Culturel de la Mission GPV La Duchère, l'urbaniste-paysagiste du projet urbain et l'architecte en chef de la ZAC, la codirectrice et la chargée de communication de la compagnie Là Hors De, le directeur de la Régie de quartier, l'expert du cabinet Bleu Sud et la sociologue Catherine Foret.

Nous remercions également Olivier Chadoin pour son conseil scientifique et sa collaboration à nos réunions de travail, Armelle Thonnart pour sa contribution à notre recherche, Isabelle Grudet pour la relecture du texte et l'ensemble des membres du Laboratoire Espace Travail pour leurs participation à la définition du cadre de la recherche.

Sommaire

Introduction	6
Les artistes, la ville, et l'action culturelle.....	6
L'action culturelle au cœur du projet urbain	8
La portée de l'action artistique dans un projet urbain	12
Démarche méthodologique	13
Chapitre I. Description du terrain et de son contexte	20
I. Politique de la ville et projet urbain	20
A) Politique de la ville (GPV et Renouveau Urbain).....	21
B) Le « Grand Lyon » et sa politique urbaine.....	22
C) La ville de Lyon et le GPV de La Duchère.....	24
II. Politiques culturelles et échelles territoriales	31
A) Cadre général de la communauté urbaine	31
B) Lyon et la « coopération culturelle ».....	31
C) Le GPV de La Duchère.....	33
III. Présentation de Là Hors De.....	37
A) La compagnie.....	37
B) Le <i>Projet Sputnik</i>.....	39
Chapitre II. Une action publique prise entre projet urbain et intervention artistique.....	55
I. Discours et représentations sur l'action publique.....	56
A) Transformer un quartier en souffrance	56
B) Trouver des solutions « sociales ».....	66
C) Tentatives de définitions de l'action artistique et culturelle	80
D) Un contexte d'intervention : le projet urbain	94
II. Interactions entre les partenaires du projet urbain.....	106
A) Compétences et légitimité	106
B) Rôles et missions	130
C) Apprentissages et territorialisation.....	161
Synthèse - Conclusions	189
Bibliographie	198
Table des matières.....	203

Introduction

Les artistes, la ville, et l'action culturelle

L'art et la culture sont aujourd'hui mis à l'épreuve de la « démocratisation » de la culture redéfinie à la fois par les politiques sectorielles (culturelle, de la ville, collectivités locales...) et à la fois par des actions locales menées par les acteurs de la société civile¹. C'est l'action publique qui est ainsi redéfinie au regard de la diversité culturelle et de l'interculturalité², conçues comme productrices de lien social et d'intégration. Au carrefour des préoccupations ministérielles actuelles concernant le « dialogue interculturel » et la « cohésion sociale », la ville se trouve alors au premier plan et fait partie des nouveaux centres d'intérêt des politiques culturelles. Mais aussi, des dispositifs de financement ont été créés dans le cadre de la politique de la ville, incitant les artistes à investir de « projets culturels de quartier » afin de travailler avec les populations³. Les politiques urbaines deviennent alors l'un des lieux du renouvellement de l'action publique qui tente une expérimentation de ce que nous pourrions appeler « démocratie culturelle ».

D'un autre côté, des collectifs d'actions artistiques se développent pour porter des pratiques en relation avec la ville, appréhendée comme espace d'expression mais aussi comme cadre de production. Elle devient ainsi le lieu d'une nouvelle interface entre l'art et la société en ce qu'elle est un lieu de rencontre avec le public. Avec le développement de ce type d'activité, non seulement les artistes construisent aujourd'hui de nouveaux rapports au public mais aussi ils mettent en question leurs pratiques habituelles, voire même leur conception de l'art. Pour exemple, le développement des arts de la rue a introduit un rapport spécifique à l'espace public, en le transformant et en y laissant parfois des traces physiques, mais surtout en modifiant les représentations des espaces eux-mêmes et la façon de les pratiquer⁴.

¹ Voir notamment Culture & Recherche, *Démocratisation culturelle, diversité culturelle, cohésion sociale*, n°106-107, décembre 2005.

² L'« interculturalité » a récemment fait l'objet de nombreux débats, notamment avec la mise en place de l'année européenne du dialogue interculturel en 2008, contribuant à la redéfinition de la notion qui regroupe maintenant tout aussi bien des aspects identitaires, sociaux et de langages (comme les rencontres interdisciplinaires). Voir notamment, Culture & Recherche, *De la diversité culturelle au dialogue interculturel*, n° 114-115, hiver 2007-2008.

³ Virginie Milliot (dir.), *Faire œuvre collective aux frontières des mondes de l'art*, rapport de recherche, programme Cultures, villes, dynamiques sociales, ARIESE, Lyon, 2003.

⁴ Augoyard Jean-François, Leroux Martine, *Médiation artistique urbaine, une matière sensible pour la culture ; une épiphanie de l'ordinaire*, rapport de recherche, programme « culture, villes, dynamiques sociales », Ecole d'architecture de Grenoble - Laboratoire Cresson, 1998.

Surtout, nombre de collectifs associatifs interviennent dans des projets culturels ayant une implication territoriale importante. Se réclamant d'une approche plurielle de la ville et d'une sensibilité spécifique, ils se démarquent des approches des acteurs qui ont en charge traditionnellement les actions de transformation sur la ville (urbanistes, ingénieurs, architectes). Au delà d'une simple intervention « physique » sur le territoire et la ville, ces collectifs d'actions artistiques entendent également proposer un projet social et politique⁵. Se voulant moins élitistes et développant des démarches « participatives », ils ouvrent, d'une part, des lieux au public (de façon légale ou illégale) et, d'autre part, interviennent dans l'espace public en associant ce public à une réflexion sur l'art et la ville ou en l'invitant à participer au travail de création⁶.

Leur action se caractérise fondamentalement par une participation à la vie locale. Ils constituent une force de proposition culturelle mais aussi citoyenne et politique. Dans ce cas, comme le souligne Fabrice Raffin, « l'économie culturelle et sociale des projets réalisés réside moins dans l'œuvre et du côté des questions de production artistique que du côté des protagonistes eux-mêmes, d'un public impliqué, de leur démarche, de la force de leur engagement et de leur lien personnel et collectif avec le territoire »⁷. Une expérience de plus de trente ans de squats, appelés quelques fois « squarts », d'occupation de friches et d'espaces à l'abandon dans les villes, rencontre aujourd'hui les intérêts des politiques publiques⁸. Nous assistons ainsi à une progressive reconnaissance institutionnelle de pratiques artistiques, longtemps produites à la marge des espaces traditionnels dédiés à la culture que sont par exemple les musées ou les théâtres.

Aujourd'hui, un ensemble de travaux de recherche sont produits sur ces pratiques, participant à une meilleure connaissance de ces actions artistiques en relation avec la ville et le territoire, tels que les études effectuées sur le thème de ces « nouveaux territoires de l'art »⁹, que ce soit dans le cadre du programme de recherche interministériel « Cultures, villes et dynamiques

⁵ Ces artistes ont un « *projet de ville*, lié à une conception socioantropologique de la culture » où « les fonctions sociales, culturelles, économiques, politiques sont intégrées notamment dans le centre ville, et dans la proximité avec la fonction résidentielle ». Fabrice Raffin, « Economie culturelle et sociale des friches artistiques comme enjeux des politiques urbaines locales », in *Démocratisation culturelle, diversité culturelle, cohésion sociale*, n° spécial de Culture & Recherche, n°106-107, décembre 2005.

⁶ Voir à ce sujet par exemple Kellenberger Sonja, *Espaces publics et formes de mobilisation politique : le rôle des pratiques artistiques*, rapport de recherche, programme « culture, villes, dynamiques sociales », IPRAUS, 2000.

⁷ Raffin Fabrice, *op. cit.*, voir également, *Aux temps des hybrides : les dynamiseurs de culture*, Appel d'offres 2000 de Cultures en ville, Association pour la recherche et le développement en urbanisme (ARDU), 2005.

⁸ "Nouveaux" territoires, vieux enjeux, revue *Cassandra*, n°46, mars-avril 2002.

⁹ Terminologie proposée par Fabrice Lextrait, *Une nouvelle époque de l'action culturelle*, rapport à Michel Duffour, secrétariat d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation Culturelle, Mai 2001.

sociales »¹⁰ ou des programmes de recherche propres à la DAP et notamment à l'intérieur du thème « L'art et la ville », ou à l'Institut des Villes.

L'action culturelle au cœur du projet urbain

Aujourd'hui se font jour également des réflexions sur les modalités de l'intégration de l'action artistique au sein de processus de fabrication du projet urbain, notamment à travers des propositions récemment présentées publiquement.

Le pari culturel du Grand Paris pourrait être celui-là. Organiser une vaste plate forme de coopération culturelle entre les différents secteurs de la société permettant aux artistes d'interférer avec les process de transformation métropolitaines afin que l'art ne soit plus jamais considéré comme un « supplément d'âme » mais bien le cœur des mutations politiques, économiques, sociales et urbaines d'aujourd'hui.¹¹

En effet, à l'heure où sont rendus publics les résultats de la consultation pour le Grand Paris, l'intégration de l'approche culturelle au sein des processus de fabrication ou de renouvellement de la ville résonne tout particulièrement avec les questions dont est porteuse cette recherche élaborée dans le cadre du programme interministériel « Cultures, villes et dynamiques sociales ». Fabrice Lextrait¹², auteur de cette citation ne s'exprime pas ici en tant qu'expert externe sur les questions de programmation culturelle mais en tant que membre de l'équipe Nouvel / Duthilleuil / Cantal-Dupart¹³. Cette vision d'une pratique artistique et culturelle intimement liée à l'ensemble des phases du processus de fabrication de la ville, de la programmation à la réalisation en passant par la conception ou la concertation/participation des habitants, trouve aujourd'hui un écho certain dans la formulation d'autres projets concernant la revalorisation de territoires urbains. On peut citer par exemple le projet de *Ville* + définit comme « un dispositif visant à enrichir la transformation d'un territoire urbain grâce

¹⁰ Voir notamment les rapports signalés dans la bibliographie et le site internet <http://www4.culture.gouv.fr/actions/recherche/culturesenville/>

¹¹ Fabrice Lextrait, « De larges compétences culturelles pour le Grand Paris », *Le grand Paris nous appartient. Ou la culture métropolitaine partagée*. Dossier documentaire du cycle *art[espace]public* 2009 dans le cadre du Master 2 professionnel Projets culturels dans l'espace public, de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

¹² Fabrice Lextrait est, depuis 2002, membre de l'équipe des Ateliers Jean Nouvel. En tant que chargé de mission au sein du Cabinet du Secrétariat d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation Culturelle, il a contribué à la mise en œuvre la politique en faveur des friches artistiques. Il a notamment rédigé un rapport intitulé *Une nouvelle époque de l'action culturelle*, en mai 2001. Il a été administrateur général de la Friche Belle de Mai à Marseille de 1990 à 2000 et est désormais membres du Conseil d'Administration. Dossier documentaire *Le Grand Paris nous appartient. Ou la culture métropolitaine partagée, ibid.*

¹³ Pour cette occasion de réflexion sur l'avenir de la métropole parisienne, l'équipe Nouvel/Duthilleuil/Cantal-Dupart, s'est entourée également de Maud Le Floc'h, une urbaniste ayant une expérience importante dans le domaine des Arts de la rue, et développant une réflexion à l'interface de la production artistique et de la production urbaine.

à la commande artistique »¹⁴. Ces deux exemples, extraits de rencontres-débats *Art[espace]public* organisées pour la troisième année consécutive dans le cadre du Master 2 professionnel Projets culturels dans l'espace public de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, illustrent ce qui pourrait apparaître aujourd'hui comme un ensemble de tentatives qui expérimentent des projets urbains considérés comme des projets culturels¹⁵.

La double question de la place de la production artistique dans la ville et du territoire envisagé comme matière artistique a fait l'objet de nombreux échanges entre chercheurs et acteurs (par exemple, nous pouvons citer les colloques *Les arts de la ville dans la prospective*¹⁶ ou *les Nouveaux territoires de l'art*¹⁷). Il semble toutefois que ces réflexions, portant notamment sur les arts de la rue comme révélateur de « sens » dans la ville ou encore sur les friches comme incubateurs de nouveaux rapports entre art et ville, aboutissent aujourd'hui à faire émerger des questions sur l'intégration de l'action artistique non plus de manière parallèle au projet urbain mais bien au sein, voire au centre des processus de fabrication de la ville. Ce qui marque en effet les réflexions qui émergent aujourd'hui, est certainement l'ambition idéale de construire une démarche innovante axée sur un processus d'élaboration du projet ouvert et impliquant de nouveaux partenariats, mais aussi sur le fait de donner une place centrale aux habitants des territoires investis.

Nombre d'initiatives intégrant l'action culturelle comme élément fondamental du projet urbain, avaient fait l'objet d'ateliers à la 27^e rencontre nationale des agences d'urbanisme, intitulée *Créa-cité, l'innovation urbaine en débat*¹⁸. Au-delà d'un consensus sur la culture

¹⁴ « Mis en œuvre par la Ville de Paris en 2009, ce programme pluriannuel accompagne la revalorisation de l'Est parisien dans le cadre d'un Grand Projet de Renouveau Urbain. Par la création d'œuvres artistiques révélant des univers variés, ce laboratoire de projets expérimente de nouveaux outils dans le processus de fabrication de la ville en impliquant des architectes, artistes, graphistes, designers, paysagistes, mobilisés pour la singularité de leurs savoir penser et leurs savoir faire. » *La fabrique de l'urbanité. Focus sur Ville +*. Dossier documentaire du cycle *Art[espace]public* 2009 dans le cadre du Master 2 professionnel projets culturels dans l'espace public de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

¹⁵ Le cycle de rencontre-débat avait comme thème principal « la fabrique de l'urbanité » en 2009. Parmi les études de cas : l'île de Nantes où Alexandre Chemetoff, architecte-urbaniste-paysagiste en charge de la direction du projet urbain de l'île de Nantes rapporte les propos de Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes qui voit définir la fabrication de la ville comme un acte culturel. *La fabrique de l'urbanité, focus sur l'île de Nantes*. 1^{er} rencontre du cycle *Art[espace]public* 2009 dans le cadre du Master 2 professionnel projets culturels dans l'espace public de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

¹⁶ Colloque international *Les arts de la ville dans la prospective urbaine*, sous l'égide du groupe SFSIC Cultures et médiation, 9-10 mars 2006.

¹⁷ Le colloque sur les « nouveaux territoires de l'art » qui a eu lieu en février 2002 à la Friche Belle de Mai à Marseille, a donné lieu à une publication : Fabrice LEXTRAIT et Frédéric KHAN, *Nouveaux territoires de l'art*, Sujet-Objet, 2005.

¹⁸ Ce colloque s'est tenu à Dunkerque en novembre 2006.

comme vecteur de développement urbain, économique et social¹⁹, deux ateliers ont cherché à établir des passerelles entre les acteurs du projet urbain ou de renouvellement urbain et des « nouveaux territoires de l'art », friches mais aussi d'autres interventions artistiques ayant pour trait commun de se développer dans des quartiers situés sur des territoires en politique de la ville. Au constat d'un territoire français déjà bien balisé de projets culturels et artistiques, répondait celui d'une certaine inquiétude quant aux modalités de leurs réalisations (tant du point de vue, selon Edmond Hervé, président de l'Institut des villes, des décalages fréquents entre les potentialités, les attentes et les moyens, que des ressources engagées qui ne sont pas toujours justes et efficaces)²⁰. Il se dégage de la synthèse de ces ateliers-débats l'image d'un vaste champ d'expérimentation dont l'une des problématiques seraient l'action artistique et culturelle comme vecteur d'une nouvelle culture du projet urbain, notamment chez les acteurs traditionnels du projet urbain comme les urbanistes ou les architectes, et les relations renouvelées entre la politique et la population²¹. « Facteur d'innovation culturelle, le changement de regard serait ainsi également un facteur de transformation des jeux d'acteurs... et donc de la politique. Est-ce pourtant si simple et que ne le fait-on alors plus souvent ? »²² Cette question faussement naïve de Pierre Gras, chargé de la synthèse de ces ateliers porte à elle seule un ensemble considérable de questions renvoyant à l'aspect très concrets de choses : En quoi les artistes peuvent-ils contribuer à l'évolution de la « culture » du projet urbain (la culture était ici entendue comme un ensemble d'idées et de valeurs communes à un groupe donné) ? Autrement dit, que *passe-t-il* de l'action artistique chez les professionnels de la transformation urbaine ? Et que *se passe-t-il* entre les artistes et ces acteurs, qui puisse changer des pratiques professionnelles²³ ?

C'est dans ce contexte de réflexion que pourrait figurer de manière emblématique le Grand Projet de Ville de La Duchère engagé depuis 2003 et dont l'achèvement est prévu pour 2012. Le projet de renouvellement urbain de La Duchère fait partie des quatre Grands Projets de

¹⁹ Avec notamment l'intervention de Etienne Parin, directeur du GIP-GPV des Hauts de Garonne qui souligne que « La culture est devenue l'une des clés d'entrée au renouvellement urbain sur la rive droite de Bordeaux ». Citation de Etienne Parin, « Vivre l'architecture entre innovation et mutation », in *Créa-cité, l'innovation urbaine en débat*, « actes de la 27^e rencontre nationale des agences d'urbanisme, Urbanisme, hors série n° 31, mars 2007, p.51.

²⁰ « Art et culture : à nouveaux territoires, nouveaux acteurs... », in *Créa-cité, l'innovation urbaine en débat*, « actes de la 27^e rencontre nationale des agences d'urbanisme, Urbanisme, hors série n° 31, mars 2007, p.54.

²¹ Maud Le Floc'h, « Art et culture : à nouveaux territoires, nouveaux acteurs... », *ibid.* p. 55.

²² Pierre Gras, écrivain, journaliste, directeur de la collection Carnets de ville, chargé de la synthèse des ateliers « Art et culture : à nouveaux territoires, nouveaux acteurs... », *ibid.* p. 55.

²³ La pratique étant ici envisagée comme une manière d'agir, une sorte d'habitude-attitude dans l'action. Elle se rapproche de la « conduite » et de l'action « orientée vers un but », se constituant finalement comme expérience. Voir notamment Jean-Claude KAUFMANN, *Ego, pour une sociologie de l'individu*, Nathan, 2001, sur la réhabilitation du concept d'habitude.

Ville de l'agglomération lyonnaise. Il s'agit d'une opération de grande envergure dont l'ambition est d'agir autant sur le volet social que sur le cadre urbain. Le volet culturel du GPV a pour objectif d'accompagner les constantes et profondes transformations que connaissent le territoire et ses habitants mais également de valoriser l'image du quartier. Dans ce cadre, s'inscrit le travail de la compagnie Là Hors De, en résidence à La Duchère depuis 2005. Cette compagnie est « figure de proue » (une action artistique médiatisant le projet urbain) des créations artistiques sur La Duchère. A travers le *Projet Sputnik*, elle invite des artistes ou des compagnies à intervenir *in situ*, en résidence, et réalise des actions comme la création du *Musée éphémère* dans la « barre n°9 ». Elle propose également une médiation entre la population, les acteurs de proximité et certaines institutions, médiation dont le but est d'accompagner les successives mutations du quartier.

Sur la proposition du directeur de la Mission de coopération culturelle, acteur au sein du GPV La Duchère, le comité de pilotage du programme de recherche « Quand la ville se raconte... Enjeux culturels et urbains du travail de mémoire » a missionné notre équipe pour réaliser une recherche portant sur l'action de collectifs d'artistes dans le cadre très concret de projets de renouvellement urbain en région Rhône-Alpes, notamment le quartier de La Duchère à Lyon et le Carré de Soie situé à cheval sur les communes de Villeurbanne et Vaulx-en-Verin²⁴.

Sur cette orientation, notre recherche propose d'apporter un éclairage sur les processus et dispositifs spécifiques intégrant dans leur dimension sociale et culturelle l'intervention de collectifs d'artistes considérant la ville comme l'interface entre l'art et la société. Il s'agit ainsi d'envisager la manière dont leurs interventions participe ou non à un travail opérationnel urbain. Ces questions sont fondamentales dans la mesure où l'action des collectifs d'artistes prend place dans un très vaste et long projet mobilisant un nombre important d'acteurs publics et privés, et représentant des enjeux économiques et politiques considérables. En d'autres

²⁴ Le sujet de cette recherche est en effet issu d'une précédente proposition (réponse à l'appel d'offre de recherche de la délégation aux Arts Plastiques, avril 2006, Ministère de la Culture) qui s'intéressait à des collectifs d'action artistique développant une activité urbaine et sociale, notamment autour de la constitution mémorielle et identitaire de la ville et du territoire. Ces collectifs avaient la particularité d'être composés de membres issus d'une formation d'architecte proposant des approches « alternatives » de la ville. L'objectif était de constituer une connaissance plus précise des implications de ces actions dans l'espace social et urbain et de saisir comment elles contribuent à « produire des mondes sociaux et symboliques et d'une certaine manière, à construire la ville, son ambiance, la représentation que les citoyens s'en font » (Texte de l'appel d'offre « Quand la ville se raconte...Enjeux culturels et urbains du travail de mémoire », dans le cadre du programme interministériel de recherche *Cultures, villes et dynamiques sociales*). Ces actions sont le fruit d'un regard transversal sur la ville dans la mesure où elles associent différents acteurs, dont les habitants. Elles résultent de démarches plurielles produites dans l'interaction entre professionnels (acteurs sociaux, professionnels de l'aménagement, etc.) et dans l'hybridation de différentes compétences. En ce sens, la proposition de recherche voulait acquérir une meilleure connaissance des collectifs d'action artistique, de saisir dans quelle mesure ceux-ci font office de médiateurs, de « passeurs », mettant en forme la mémoire et l'identité collective d'un territoire. Par ailleurs, l'un des buts de cette recherche était également de voir si ces actions déterminent ou initient des processus susceptibles de contribuer au renouvellement des dynamiques de transformation de la ville au sein de l'action publique.

termes, cette recherche cherchera à saisir quels peuvent être les effets de l'action artistique dans le processus lourd d'un projet de renouvellement urbain, ne laissant que peu de marge à des visions hétérodoxes du projet urbain ?

Une telle approche engage le travail d'analyse à se focaliser sur les porosités potentielles entre deux mondes : celui du collectif d'artistes et celui des acteurs opérationnels que sont les maîtres d'ouvrage et les maîtres d'œuvre.

La portée de l'action artistique dans un projet urbain

Par ce travail, nous avons donc cherché à connaître quelle est la portée d'une action artistique dans un projet urbain, ce qui pose d'emblée la nécessité de définir et de clarifier une hypothèse de départ quant à la nature des « effets » de l'action artistique sur le projet urbain tant du point de vue des impacts matériels, des répercussions sur les représentations de l'action, ou de l'influence sur le processus du projet (par l'accompagnement des habitants ou le *marketing urbain*, par exemple). Nous nous sommes alors intéressées non seulement aux effets visibles et matériels mais aussi aux effets moins directement indentifiables que sont les retombées des actions artistiques sur la perception qu'ont les acteurs du projet urbain de leur propre action. C'est ainsi que nous avons formulé l'hypothèse principale de notre recherche qu'il s'agit de répercussions multiples, plus ou moins directes, qui constituent les « effets » de l'action artistique sur le projet urbain et, pour cela, nous avons cherché à répondre à des questions concernant trois catégories d'effets : les effets matériels (physique et visibles), les effets sur les représentations et, enfin, les effets sur les interactions entre acteurs.

1. Un impact physique

L'action d'un collectif d'artistes a-t-elle un quelconque effet sur un projet de renouvellement urbain ? Par exemple, il y a-t-il, par cette action, des effets visibles et matériels de transformation de l'espace urbain ? Autrement dit, en quoi le projet urbain va-t-il porter la marque de tout le travail social, culturel, d'animation artistique, de réflexion sur l'identité du territoire, réalisé pendant le temps de sa transformation ?

2. Une répercussion sur les représentations

En quoi l'action du collectif peut-il avoir un effet sur les façons d'envisager le projet urbain ? Comment les différents acteurs se représentent-ils les rôles et missions de chacun ? Selon quel mode se représentatif-ils une éventuelle collaboration ? Comment se renouvellent les représentations des professionnels du projet urbain à partir de l'action d'acteurs « profanes » que sont les artistes ?

3. Une conséquence sur les interactions entre acteurs

Il est également intéressant de comprendre comment le collectif d'artistes construit son intervention, son statut et sa légitimité vis à vis des autres acteurs dans le projet urbain. Comment le collectif développe-t-il des stratégies de transmission de son travail vis-à-vis des acteurs opérationnels et plus généralement des projets d'aménagements de l'espace ? Jusqu'où le collectif peut-il aller dans cette transmission ?

Le travail réalisé par le collectif peut-il constituer un mode de *facilitation* des processus de renouvellement urbain, notamment en ce qui concerne la concertation avec les habitants ? Ou encore, ce travail est-il susceptible de contraindre les processus d'intervention sur les sites concernés ?

Pour répondre à ces questions, il s'agira de déterminer à quel niveau (acteurs politiques, acteurs culturels et sociaux, agents du GPV, concepteurs) l'action du collectif a une réelle portée et qui, dans le dispositif d'acteurs, joue éventuellement un rôle d'intermédiaire et de *facilitateur* rendant possible l'action effective du collectif d'artistes sur le projet de renouvellement urbain.

Démarche méthodologique

1. L'action artistique dans un projet urbain comme objet de recherche

L'une des difficultés de notre proposition de recherche réside d'une part, dans l'amplitude de l'objet d'étude, un projet de renouvellement urbain de grande envergure dont la réalisation s'étale sur plus d'une décennie et qui mobilise un nombre considérable d'acteurs, et d'autre part, dans le fait qu'il s'agit d'un projet en cours de réalisation dont les paramètres évoluent très rapidement. Ces paramètres concernent tout autant des changements d'acteurs dans le projet que l'évolution de certains enjeux comme celui d'un accompagnement artistique et culturel du projet de renouvellement urbain²⁵.

²⁵ La problématique de ce travail de recherche a été précisée et orientée dans le cadre fixé par les attentes du comité de pilotage et en particulier la Mission de coopération culturelle de la Ville de Lyon. La Mission nous a exprimé un réel intérêt pour une recherche qui servirait de manière opérationnelle pour le projet urbain de La Duchère, mais aussi pour d'autres projets car les questions posées par la recherche sont liées de façon plus générale à l'agglomération et à l'ensemble des actions artistiques menées sur différentes villes de la communauté urbaine. Ce travail pourrait permettre notamment une prise de distance par rapport aux projets locaux. Pour la Mission de coopération culturelle, il s'agissait de travailler sur une aide à la création d'un outil d'analyse de l'action artistique dans le cadre d'un projet urbain et une aide à la formulation de nouveaux questionnements, en particulier dans un but prospectif. Pour les agents de la Mission de coopération culturelle, il s'agit de redéfinir constamment la position des acteurs impliqués dans le projet, d'adopter une posture compréhensive mais aussi empirique. Dans l'approche constructiviste de leur mission et de leur position institutionnelle, le projet urbain fait figure de *workshop*, duquel il est possible de tirer des enseignements. Dans cette perspective, il s'agirait de

S'agissant de l'action de collectifs d'artistes dans des projets de renouvellement urbain, nous nous appuyons sur les travaux de Nathalie Heinich qui définit notamment la spécificité de l'art, en tant qu'objet d'étude dans le champ de la sociologie, et l'approche que peuvent en avoir les chercheurs en sciences sociales²⁶. Notre approche est de considérer comme objet, l'art tel qu'il est vécu par les acteurs. Comment, pour chacun des acteurs, se conçoit la question artistique et culturelle dans un projet urbain en cours de réalisation ? Nous chercherons à comprendre les objectifs et les représentations qui animent les acteurs mais également à déchiffrer les procédures qui conduisent à la réalisation de ces projets, la cohérence des représentations qui guident l'action, et les modes de collaboration qui s'élaborent entre les acteurs (le public y compris).

Il s'agit également de saisir les représentations que se font les acteurs de leur propre rôle, de leur statut, de la fonction, et de celles des autres acteurs. Notre travail ne consiste donc pas à essayer de définir ce qu'est ou ce que pourrait être, de manière paradigmatique, l'action artistique dans un projet de renouvellement urbain mais plutôt de la saisir à travers ce que les acteurs en disent. Il ne s'agit pas non plus d'une analyse de la production artistique pour elle-même, même si l'analyse du contenu de cette production peut éclairer ponctuellement certains aspects de l'enquête.

Mais aussi, dans notre approche, les artistes sont considérés comme des acteurs qui interviennent dans un processus, au même titre que les autres acteurs du projet urbain : concepteurs, agents du GPV ou de la culture (collectivités locales), etc. Ils sont essentiellement envisagés à partir de leurs pratiques. Cette manière d'envisager les artistes est pragmatique dans la mesure où eux-mêmes se définissent comme des acteurs en prise avec la réalité (voir leur intérêt pour le projet de renouvellement urbain avec ses habitants, ses terrains, ses contraintes de chantiers...), ancrés dans la société et ses enjeux politiques, conscients de leur rôle potentiel dans ce jeu d'acteurs. Toutefois l'ensemble des représentations associées à la figure de l'artiste, à son statut spécifique (la singularité de l'artiste, la vocation, l'être doté de dons, etc.) sera convoqué comme ressource participant et éclairant les représentations que se font les acteurs de leur propre rôle, de leur statut, de leur fonction.

2. Une posture de recherche descriptive et constructiviste

Envisager notre recherche à partir de l'analyse des opérations de production et de réception ainsi que des représentations de ces opérations par les acteurs, revient, en sociologie, à

comprendre les particularités liées aux acteurs et de voir ce qui est singulier et transposable dans d'autres situations.

²⁶ Heinich Nathalie, *Ce que l'art fait à la sociologie*, Les éditions de Minuit, Paris, 1994.

adopter une posture constructiviste. Il s'agit de privilégier la façon dont les acteurs construisent leur rapport au monde « dans une dynamique d'ajustement à partir d'un faisceau de contraintes d'inégale stabilité et d'inégale puissance »²⁷. Dans cette perspective les réalités sociales sont appréhendées comme des constructions historiques et quotidiennes des acteurs individuels et collectifs.²⁸ Cette posture ne vise donc pas à essayer de définir l'essence des choses, mais vise plutôt à reconstruire des logiques à l'œuvre dans des processus.

Cette posture constructiviste se double d'une approche descriptive qui consiste à mettre en rapport des éléments de discours ou de représentation sur un même objet, inaccessibles à un premier abord, et en déduire des connaissances sur les logiques d'action. L'accès à la dimension récurrente et collective de cet objet permet de dégager des constances, les logiques internes, les cohérences des systèmes de représentation sous-jacentes.

La critique n'est donc pas ce qui guide notre recherche, il ne s'agit pas de dénoncer par exemple une mystification des effets de l'action artistique dans la mesure où l'action est ici considérée comme un travail. A partir de ce cas singulier, nous espérons *in fine* contribuer à une réflexion de portée plus générale sur ce type de processus et sur la connaissance des mécanismes et procédures de production de la ville contemporaine.

3. Le corpus de discours et son analyse

Nous avons donc proposé l'hypothèse que les effets de l'action artistique portent à la fois sur la transformation des représentations, qu'ont les acteurs et les habitants, du quartier de La Duchère et à la fois sur le processus de projet de renouvellement urbain²⁹. Pour cela, la méthode d'enquête que nous avons employée est essentiellement qualitative et ethnographique. Elle repose sur le recueil systématique d'informations auprès des acteurs

²⁷ Heinich Nathalie, *Ce que l'art fait à la sociologie*, *idem*. p. 25.

²⁸ Cf. entre autres, Philippe Corcuff, *Les nouvelles sociologies*, Nathan, 1995, pp. 17-18.

²⁹ Aujourd'hui, la question du travail de mémoire ou de manière plus générale du travail sur l'identité d'un quartier à travers l'action artistique n'apparaît plus de manière centrale dans cette recherche. Il s'agit d'une évolution liée aux préoccupations de la Mission de coopération culturelle dont les questionnements sur l'action artistique dans le cadre du GPV ont subi un renouvellement rapide. La Mission a notamment peu à peu mis à distance la question de la mémoire. D'autre part, Catherine Foret, auteur d'un bilan des recherches réalisées sur les questions de la mémoire pour l'agglomération lyonnaise, a dégagé des points qui, selon elle, restent peu, voire pas explorés dans les recherches déjà menées. Deux points nous intéressaient tout particulièrement : « Comment l'Art se saisit-il de la mémoire ? » et « Mémoires dans la ville et projet urbain ». Catherine Foret nous avait également confirmé l'intérêt qu'il y aurait à déterminer les effets de l'action des artistes ou collectifs d'artistes dans les processus des projets de renouvellement urbain. C. Foret, DRAC Rhône-Alpes / CR-DSU Programme de recherches territorialisées 2002-2004, Les productions mémorielles dans la ville, Lyon et le Grand Lyon. 1ère phase : inventaire des travaux de recherche disponibles sur l'agglomération autour des thèmes « Mobilité et ancrage des populations dans la ville, mémoire et identité des quartiers ». Note d'analyse sur le travail en cours. 9 juillet 2003. Et, C. Foret, DRAC Rhône-Alpes / CR-DSU, Préparation du programme de recherches territorialisées « Les productions mémorielles dans la ville, Lyon et le Grand Lyon » 2ème phase : Questions issues de l'analyse d'actions mémorielles dans l'agglomération lyonnaise, Février 2004.

impliqués dans ces projets notamment par des entretiens semi-directifs. Le corpus est ainsi constitué essentiellement de discours mais il est également complété par une analyse de la production matérielle et de la valorisation de ces œuvres (publications, sites internet, ...).

Entretiens avec des acteurs clés et matériaux collectés

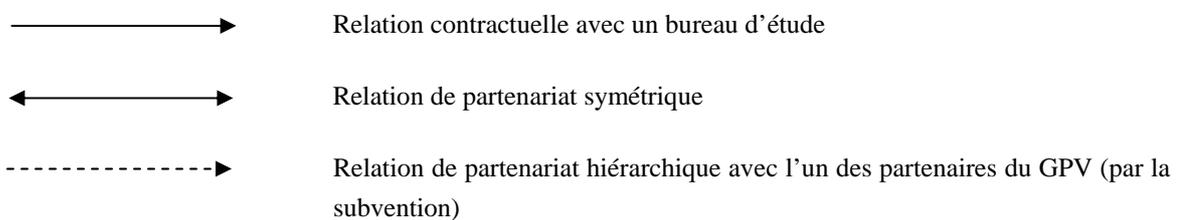
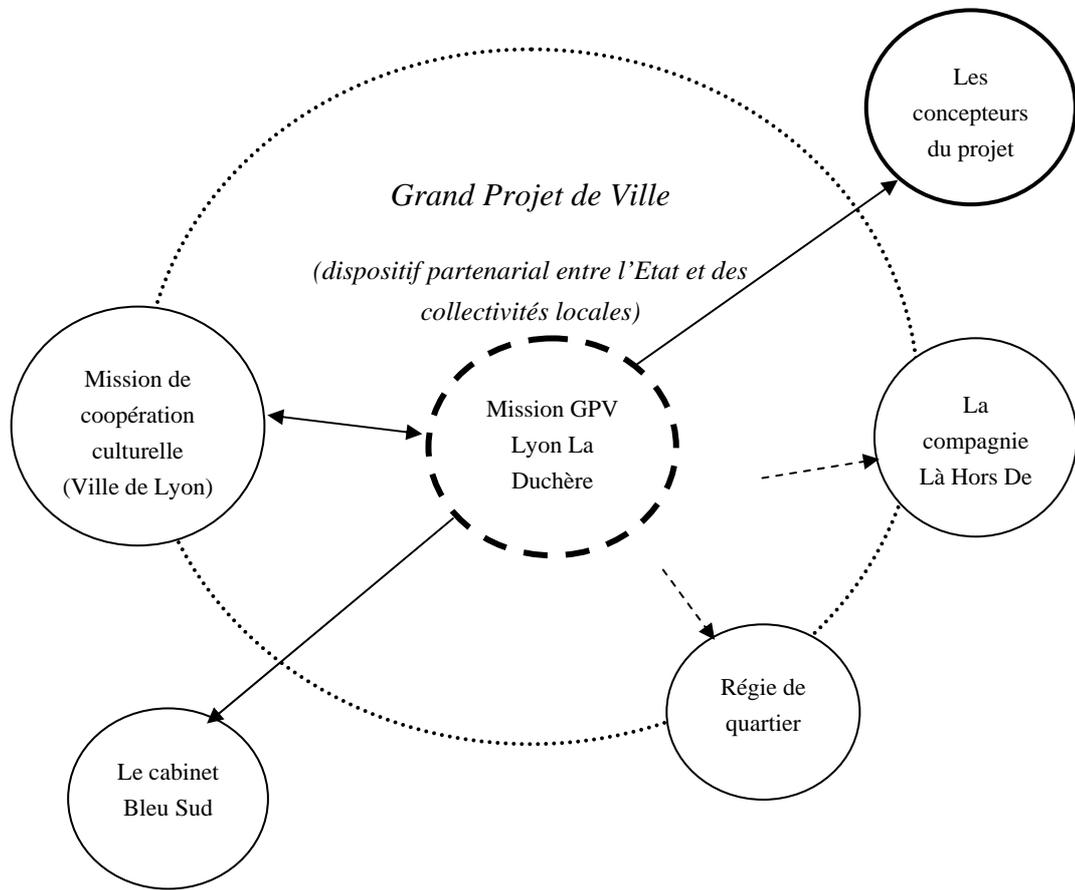
Pour déterminer les acteurs à interviewer, nous avons principalement procédé par appréciations successives, au fur et à mesure que l'objet de la recherche s'est précisé (démarche inductive).

- La Mission de coopération culturelle (le chef de la Mission et l'agent de développement en charge du quartier de La Duchère)
- La compagnie Là Hors De (la codirectrice et la chargée de communication)
- Les concepteurs du projet urbain (l'urbaniste paysagiste et l'architecte urbaniste coordonnateur de la ZAC)
- Le directeur-adjoint de la Mission GPV Duchère ainsi que la responsable du pôle Communication concertation
- L'ancienne responsable de la culture à la Mission GPV (chargée du développement social et culturel)
- Le directeur de la Régie de quartier (à propos de la collaboration effective entre le collectif d'artistes et la Régie de quartier)
- L'expert du cabinet Bleu Sud

Le corpus avec lequel nous avons ensuite construit l'analyse des entretiens, est organisé en plusieurs classes de matériaux. Tout d'abord, nous avons cherché à connaître les attendus et la perception des résultats de l'action menée par les artistes (de la compagnie Là Hors De). Ensuite, nous nous sommes intéressées à un ensemble de représentations liées à l'action publique (identité du territoire, rôle des acteurs, politiques culturelles, projet urbain, financements, etc.). Et enfin, nous avons tenté d'approcher quels types d'apprentissages (d'un côté, les apprentissages collectifs et, d'un autre, les apprentissages individuels) les acteurs ont le sentiment avoir fait depuis le début du projet de renouvellement urbain.

Organigramme de présentation des acteurs

Le schéma qui suit, vise à donner une représentation synthétique de la situation de l'ensemble des acteurs que nous avons rencontré et de leurs interactions.



La grille d'analyse : dispositifs d'acteurs, compétences et apprentissages

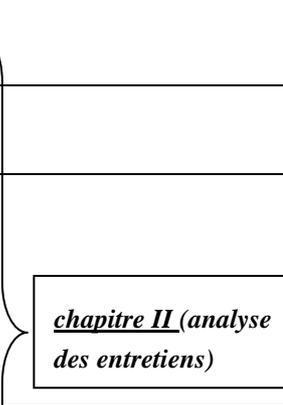
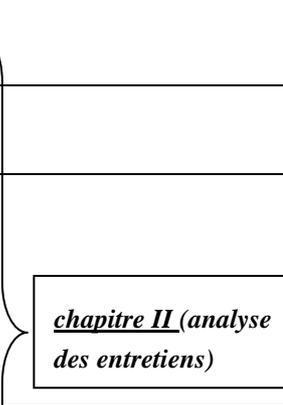
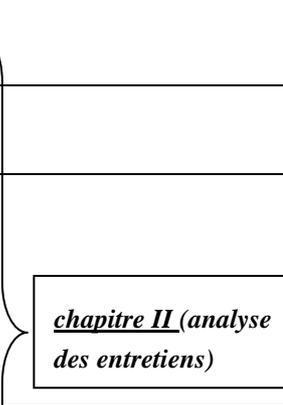
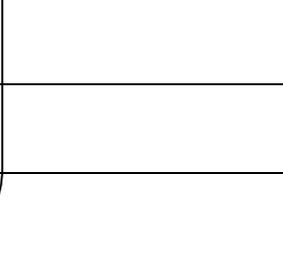
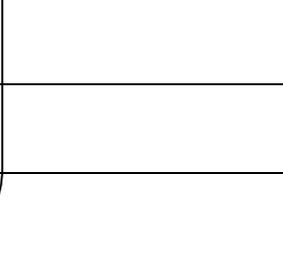
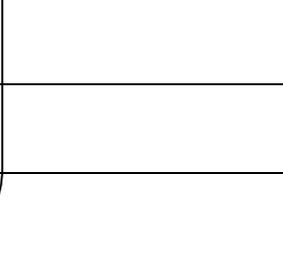
Afin de déterminer la portée de l'action artistique dans le projet urbain, nous avons élaboré une grille d'analyse permettant de faire une typologie des « effets » selon les acteurs (professionnels du projet urbain, artistes, agents des institutions culturelles...).

L'entrée par les *dispositifs d'acteurs* cherche à expliciter leurs rôles, leurs stratégies et leurs repositionnements au cours du projet. Il s'agit, par exemple, de comprendre comment le collectif d'artiste construit son intervention, son statut et sa légitimité dans le projet urbain ou encore, de voir s'il existe des acteurs médiateurs, passeurs ou facilitateurs... (Qui sont-ils ? Et aussi, comment les acteurs sortent éventuellement de leur rôle pour faciliter les projets ?).

Le thème des *compétences* intervient notamment pour expliciter des logiques d'action à l'œuvre dans le processus de réalisation du projet urbain ou dans « les stratégies » mises en place par les collectifs pour prendre « une » place ou « leur » place dans ce processus. Il peut s'agir de compétences données par une formation et une expérience professionnelle (les professionnels du projet urbain) ou il peut s'agir de compétences que l'on s'octroie et qui légitime des interventions. Le thème des compétences permet également d'appréhender les coopérations concurrentielles, leurs logiques d'action et les tensions liées à confrontation de ces différentes logiques sur un même terrain.

L'*apprentissage* est un thème important de notre recherche car il intègre une dimension prospective, la capitalisation d'expériences susceptible de nourrir d'autres projets d'intégration de collectifs d'artistes au sein de projets de renouvellement urbain (ce qui est retenu par les personnes elles-mêmes, qu'elles soient artistes ou non, ce qui semble partagé par l'ensemble des acteurs interviewés et comment l'action est réorientée par les acteurs au regard des enseignements de l'expérience). Nous chercherons donc à saisir comment et en quoi le contexte (de la commande, les interactions entre les acteurs, la participation des habitants au projet du collectif, etc.) fait évoluer les représentations que les acteurs se font de l'action culturelle et artistique dans un projet de renouvellement urbain. Ces apprentissages modifient-ils les modalités d'action sur le projet de renouvellement urbain ?

L'organisation de l'analyse en catégorie d'effets est ce qui a permis ensuite de construire la deuxième partie du rapport présentant l'analyse des entretiens.

<p><u>I. Effets matériels :</u></p> <p>Description de l'action de Là Hors De</p>	<p>Interventions ponctuelles et éphémères, et interventions sur le projet urbain définitif.</p> <p><i>Présentation à la fin du <u>chapitre I</u> (le terrain et son contexte)</i></p>				
<p><u>II. Effets immatériels :</u></p> <p>A) Discours sur l'action publique</p>	<table border="1"> <tr> <td data-bbox="689 526 1134 611">1. Le contexte politique et social</td> <td data-bbox="1134 526 1417 931" rowspan="3">  </td> </tr> <tr> <td data-bbox="689 611 1134 696">2. Le projet urbain</td> </tr> <tr> <td data-bbox="689 696 1134 931"> 3. L'action artistique et culturelle Thèmes de l'art et la culture L'action de Là Hors De </td> </tr> </table>	1. Le contexte politique et social		2. Le projet urbain	3. L'action artistique et culturelle Thèmes de l'art et la culture L'action de Là Hors De
1. Le contexte politique et social					
2. Le projet urbain					
3. L'action artistique et culturelle Thèmes de l'art et la culture L'action de Là Hors De					
<p>B) Discours sur les interactions entre les partenaires du projet urbain</p>	<table border="1"> <tr> <td data-bbox="689 940 1134 1025">1. Compétences et légitimité</td> <td data-bbox="1134 940 1417 1193" rowspan="3">  </td> </tr> <tr> <td data-bbox="689 1025 1134 1111">2. Rôles et mission</td> </tr> <tr> <td data-bbox="689 1111 1134 1193">3. Apprentissages</td> </tr> </table>	1. Compétences et légitimité		2. Rôles et mission	3. Apprentissages
1. Compétences et légitimité					
2. Rôles et mission					
3. Apprentissages					

Chapitre I. Description du terrain et de son contexte

Cette présentation du terrain de la recherche comporte plusieurs aspects auxquels l'enquête a été continuellement confrontée : les projets urbains notamment dans le cadre des politiques de la ville, les politiques culturelles, ainsi que l'action du collectif d'artistes que nous étudions. L'exposition des différents contextes, organisée par échelles territoriales, s'appuie sur des extraits des sites officiels des organismes, des résumés de plaquettes diffusées dans le cadre de leur communication, et également quelques synthèses de rapports institutionnels. Elle montre une relation forte entre une démarche associée à la politique de la ville et une démarche culturelle (étroitement entremêlées), ainsi que la collaboration de nombreux acteurs à de multiples échelons. Par ailleurs, les liens entre politique de la ville et objectifs de rayonnement de l'agglomération, décelables dans le projet urbain de La Duchère, tout comme la double ambition du projet culturel qui l'accompagne (renforcement des pratiques culturelles des habitants et rayonnement du quartier), témoignent des deux niveaux d'intervention du projet : à destination des résidents et de l'ensemble de la ville. A travers les actions de la compagnie Là Hors De transparait également cette question des destinataires, qui a d'ailleurs soulevé des débats dans le déroulement de la collaboration au sein du Grand Projet de Ville.

La première partie de cette présentation est une introduction aux projets urbains dans le contexte des politiques de la ville et du renouvellement urbain, la deuxième présente les politiques culturelles des collectivités locales (Communauté urbaine du Grand Lyon et Ville de Lyon) et la troisième introduit l'action de la compagnie Là Hors De ainsi que son action dans le cadre du projet de renouvellement urbain de La Duchère, le *Projet Sputnik*.

I. Politique de la ville et projet urbain

Cette partie présente ainsi le cadre général de la politique de la ville et du renouvellement urbain en France, les orientations données par la Communauté Urbaine du Grand Lyon et le cas du projet urbain de La Duchère, à Lyon.

A) Politique de la ville (GPV et Renouvellement Urbain)

1. Le renouvellement urbain

La notion de renouvellement urbain, développée au cours des années 1990 et aujourd'hui intégrée dans la loi, prône un développement urbain appuyé non pas sur la « ville nouvelle » ou l'étalement urbain mais sur la « ville renouvelée »³⁰. Le renouvellement urbain se concentre sur des quartiers existants touchés par les conséquences sociales et spatiales des changements économiques. La Délégation Interministérielle à la Ville le définit comme « l'ensemble des interventions mises en œuvre dans les quartiers en crise, en vue d'améliorer leur fonctionnement et de favoriser leur insertion dans la ville ».

Ces interventions empruntent plusieurs voies et vont de la restructuration des immeubles de logements, l'amélioration de la desserte des transports, la création de nouveaux services publics, à l'implantation d'entreprises et l'accompagnement social des habitants. C'est le Comité Interministériel à la Ville (CIV) du 14 décembre 1999 qui a introduit la notion de renouvellement urbain en lançant un programme qui comprend 50 GPV (Grands projets de ville) et 40 ORU (opérations de renouvellement urbain). Un second CIV, en octobre 2001, ajoute 30 nouvelles ORU à ce programme. Ces opérations qui s'inscrivent dans les contrats de ville 2000-2006 prennent le relais des GPU (Grands projets urbains) en y apportant cette fois la dimension sociale. Les projets doivent dorénavant intégrer toutes les composantes de la vie quotidienne des habitants : emploi, éducation, santé, droit, etc. et non plus se contenter d'intervenir sur le bâti.³¹

Le renouvellement urbain est ainsi une notion assez large, qui concerne à la fois les friches urbaines et les quartiers de grands ensembles. La rénovation urbaine (telle que définie dans le Programme national de rénovation urbaine en 2003) se concentre quant à elle sur les zones urbaines sensibles ou quartiers assimilés.

2. Définition de la politique de la ville

La politique de la ville désigne l'action publique en direction des zones urbaines en difficulté amorcée durant les années 1970 suite au constat des problèmes des grands ensembles d'habitat social en voie de paupérisation. Prenant son essor avec le développement social des quartiers (DSQ), elle repose sur une logique de décloisonnement des interventions afin de traiter toutes les dimensions du problème, en partenariat avec tous les acteurs concernés, notamment les différents échelons institutionnels de l'Etat à la commune, mais aussi organismes publics, bailleurs sociaux, caisses d'allocations familiales, associations, monde

³⁰ Jacquot H., « Origines, enjeux et encadrement juridique des politiques de renouvellement urbain », in *Droit et politiques de renouvellement urbain*, Cahiers du GRIDAUH, 2004

³¹ Dossier sur le renouvellement urbain, site officiel de la Délégation Interministérielle à la Ville, 2008.

économique. La politique de la ville aspire à une réduction des écarts entre quartiers ciblés et territoire national, en s'appuyant sur une géographie prioritaire qui compte près de 2 200 quartiers dont 751 zones urbaines sensibles.

Mis en œuvre par les collectivités territoriales, les projets de territoire au bénéfice des quartiers en difficulté sont depuis 2007 encadrés par des contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) passés avec les préfets. Ces contrats de trois ans renouvelables se concentrent sur 5 champs prioritaires : habitat et cadre de vie, emploi et développement économique, éducation, citoyenneté et prévention de la délinquance, santé.

B) Le « Grand Lyon » et sa politique urbaine

1. La Communauté urbaine

L'une des premières Communautés urbaines de France, le Grand Lyon rassemble aujourd'hui 57 communes. Les quatre grands aspects portés par la Communauté sont les déplacements, l'économie, l'environnement, l'habitat et la politique de la ville. L'urbanisme est donc au cœur des compétences de l'agglomération et la participation citoyenne est aujourd'hui mise en avant pour la concertation sur les projets. S'appuyant fortement sur la ville de Lyon, la Communauté Urbaine développe des actions à l'international et en particulier en direction des « villes du Sud ». La culture est l'un des aspects les plus valorisés dans le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (contrat sur lequel repose la politique de la ville de l'agglomération) : à un quartier, correspond un projet de quartier et un projet culturel de quartier.

2. Sa politique urbaine

La communauté urbaine de Lyon, dans un objectif de rayonnement national et international, mène une politique de grands projets de renouvellement urbain où l'on distingue trois catégories d'opérations : les Z.A.C. (Zone d'Aménagement Concerté), le Grand Projet de Ville (quatre sites : Lyon La Duchère, Rillieux-la-Pape, Vaulx-en-Velin, Vénissieux) et les Opérations de Renouvellement Urbain.

Les 10 « grands projets » de la Communauté Urbaine : ³²

- L'Anneau bleu : « 3 000 hectares d'une richesse unique »
- Le Carré de Soie : « nature et détente aux portes de la ville »
- Le quartier de Gerland à Lyon concentre grands équipements et hautes technologies
- La transformation de La Duchère est un projet de quartier « ambitieux »

³² Liste des grands projets visant à augmenter le rayonnement de l'agglomération lyonnaise, tirée du site du Grand Lyon (<http://www.grandlyon.com/Grands-projets.27.0.html>, en avril 2009)

- Lyon Confluence « représente un territoire de développement de 150 hectares »
- Le parc Blandan, « une oasis en centre-ville »
- La Part-Dieu : « un quartier d'affaires en développement continu »
- Porte des Alpes : « son parc verdoyant accueille des technologies de pointe »
- Les Rives de Saône, « la reconquête de la rivière de l'agglomération »
- A Villeurbanne, « un plan de développement pour revitaliser le quartier Gratte-Ciel Nord »

Présentation de la politique de la ville du Grand Lyon

L'agglomération lyonnaise a tenu un rôle important dans l'évolution de la politique de la ville en France. Les émeutes des Minguettes en 1981 en ont véritablement marqué le début, et l'embrasement de Vaulx-en-Velin en 1990 a infléchi ses orientations. Reprenant la logique d'action transversale et la mobilisation de tous les acteurs publics (Etat et tous les échelons territoriaux), la politique de la ville du Grand Lyon concerne vingt-trois quartiers prioritaires, parmi lesquels La Duchère. DR

Ces quartiers, qui rassemblent environ 200 000 habitants, soit 18% de la population de la communauté urbaine, comptent plus de 40% de logements sociaux mais aussi un grand nombre de copropriétés dégradées ou fragiles. Ils se voient affecter des moyens en investissement et en fonctionnement, ainsi qu'un projet de développement social et une maîtrise d'œuvre urbaine et sociale territoriale. Le Contrat Urbain de Cohésion sociale dont ils sont l'objet « formalise la volonté de développer des programmes d'action qui viennent en appui des politiques sociales et urbaines de droit commun ». Pour le Grand Lyon, « l'objectif poursuivi est double :



- ♦ insérer les secteurs actuellement en difficulté dans les politiques d'agglomération (logement, déplacements, développement économique,...) pour réduire peu à peu les handicaps qui empêchent leur intégration urbaine. Concrètement il s'agit de combiner la création de logements sociaux dans le reste de l'agglomération avec les politiques de réhabilitation, voire de démolitions/reconstruction visant à changer l'image résidentielle de certains de ces quartiers. De même, le Plan de Déplacements Urbains et le Schéma Directeur d'Urbanisme Commercial (SDUC) définissent des objectifs spécifiques pour la desserte et l'animation de ces quartiers.
- ♦ élaborer des projets de développement locaux à partir des besoins et des ressources propres des habitants de ces quartiers. C'est le rôle des équipes projet installées sur place et qui travaillent avec l'ensemble des intervenants et en lien avec les habitants. Ces projets sont accompagnés et financés par les institutions publiques. »³³

³³ Site du Grand Lyon (<http://www.grandlyon.com/Politique-de-la-ville.86.0.html>, avril 2009)

Ce contrat lie l'Etat, la Région, le Département, la Communauté urbaine et la Commune de Lyon, ainsi que la CAF de Lyon. Par des actions autour de thématiques multiples (culture, habitat, santé, sécurité, emploi, égalité, économie, jeunesse, éducation) il aspire à l'ouverture des quartiers vers la ville et au changement de leur image, au développement d'une dynamique d'implication des habitants dans la vie et l'évolution de leurs quartiers, à l'amélioration du lien social et à la lutte contre les discriminations.³⁴

C) La ville de Lyon et le GPV de La Duchère

1. La politique de la ville à Lyon

La géographie prioritaire de la commune distingue trois catégories de quartiers en fonction de leur ampleur et de l'importance des difficultés sociales et urbaines. Cinq d'entre eux comptent parmi les 23 quartiers prioritaires du Grand Lyon.

Nouvelle géographie prioritaire à Lyon
validée en octobre par le préfet



Dix quartiers concernés (en gras ceux qui font partie des 23 quartiers prioritaires du Grand Lyon) :

- ♦ **Pentes de la Croix-Rousse,**
- ♦ **Moncey – Voltaire,**
- ♦ Ménival - Jeunet - Soeur Janin,
- ♦ Guillotière,
- ♦ Gerland - Cités Sociales,
- ♦ Etats-Unis Pressensé,
- ♦ **Langlet-Santy,**
- ♦ **Mermoz,**
- ♦ Vaise/Vergoin,
- ♦ **La Duchère.**

³⁴ http://www.polville.lyon.fr/polville/sections/fr/une_politique_de_sol/une_politique_de_sol, avril 2009

2. Descriptif de La Duchère et du GPV

Le quartier de La Duchère, construit dans les années soixante, comptait 12 000 habitants en 2003 (contre 20 000 au début des années 1970). 80% des 5300 logements appartiennent au parc HLM. La fragilité du quartier lui a valu un classement en « politique de la ville » dès 1986, classement qui n'a pas empêché l'accroissement des écarts socio-économiques avec le reste de l'agglomération. Les différents signataires du GPV se sont donc associés autour d'un projet déployé à La Duchère entre 2003 et 2012 pour lui donner attractivité et équilibre.

Le projet de renouvellement urbain de La Duchère fait partie du Grand Projet de Ville de l'agglomération lyonnaise, qui concerne quatre sites. Il s'agit d'une opération de grande envergure dont l'ambition est d'agir autant sur le volet social que sur le cadre urbain. Le volet culturel du GPV a pour objectif d'accompagner les constantes et profondes transformations que connaissent le territoire et ses habitants mais également de valoriser l'image du quartier.

Objectifs du GPV

Le GPV de La Duchère a défini neuf objectifs principaux³⁵ :

Pour améliorer les conditions de vie des habitants mais aussi transformer l'image du quartier par son rayonnement dans l'agglomération (et au-delà), le Projet s'appuie sur une démarche intégrée articulant développement, social, culturel, économique et urbain. L'exemplarité de ce Projet tient véritablement en sa capacité à aborder de front, et dans le même temps, tous les objectifs stratégiques permettant "d'ouvrir, réunir... faire la ville" :

1. améliorer le cadre de vie au quotidien,
2. requalifier et diversifier l'habitat,
3. adapter l'offre de services aux publics,
4. favoriser la réussite éducative,
5. développer l'activité économique et l'accès à l'emploi,
6. améliorer et diversifier les fonctions urbaines,
7. améliorer la tranquillité,
8. partager le projet et construire le dialogue avec tous les acteurs, notamment les habitants,
9. dynamiser le quartier par la culture et la création artistique.

Présentation du projet urbain

Le projet urbain s'organise autour de trois « idées fortes » : « créer un véritable centre de quartier », « améliorer les liens entre La Duchère et les communes avoisinantes » et « valoriser les qualités paysagère du site ». Il fait appel de façon importante à l'investissement privé, notamment par la mise en place d'une zone franche urbaine. Un comité de suivi participatif a été constitué, dans lequel la culture a une place privilégiée.

³⁵ Affichés sur le site du GPV La Duchère (<http://www.gpvlyonduchere.org/GPV/projet-global.php#>, avril 2009)

Extraits de la plaquette du projet urbain :

Contenu du projet durant les deux phases³⁶

Entre 2003 et 2010 :

- **1200 logements démolis**
- **1000 logements reconstruits**
- La réhabilitation du patrimoine existant (logements privés et sociaux)
- Des espaces extérieurs de proximité nouveaux ou rénovés
- De nouveaux équipements publics : 2 écoles, une bibliothèque, un gymnase, etc.
- De nouveaux espaces publics centraux aménagés : place Abbé Pierre, square Averroès
- Nouvelle esplanade du Plateau avec installation des commerces en rez-de-chaussée des immeubles
- Désenclavement de La Duchère par la création de nouvelles rues
- Nouveaux locaux d'entreprises

Entre 2010 et 2012 :

- 400 logements démolis et 600 reconstruits
- Une offre de logements diversifiée
- **Part du logement social ramenée à 60%**
- Une maison des fêtes et des familles
- Le parc du Vallon réaménagé
- Une nouvelle halle d'athlétisme d'envergure régionale
- Nouveaux locaux commerciaux et d'entreprises.

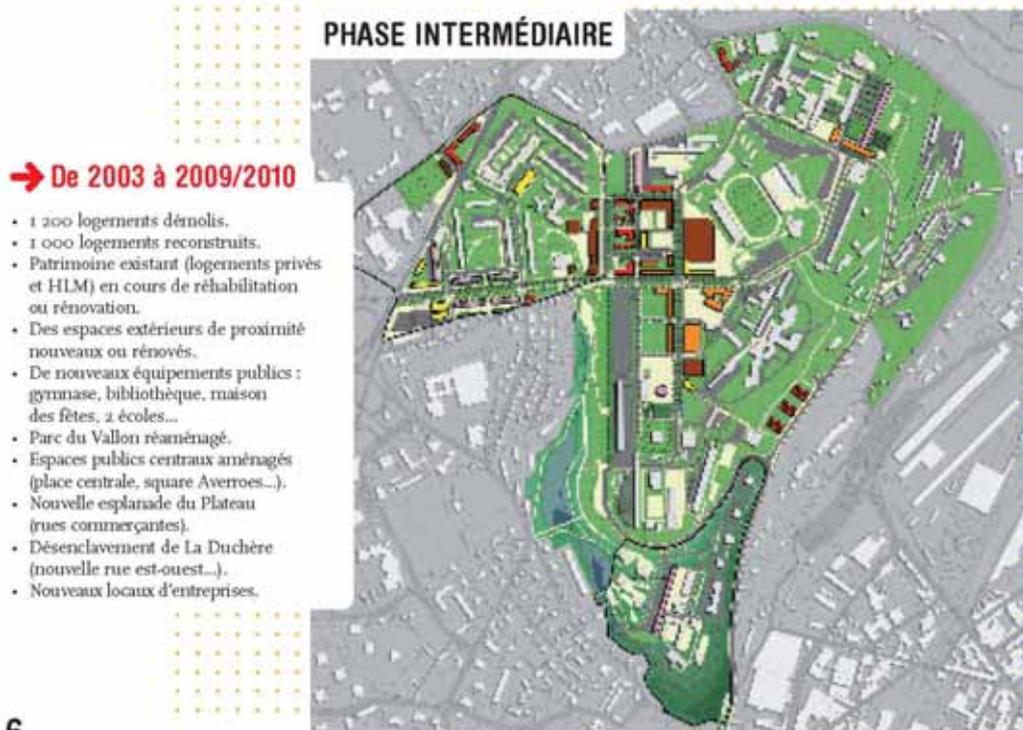
DR.



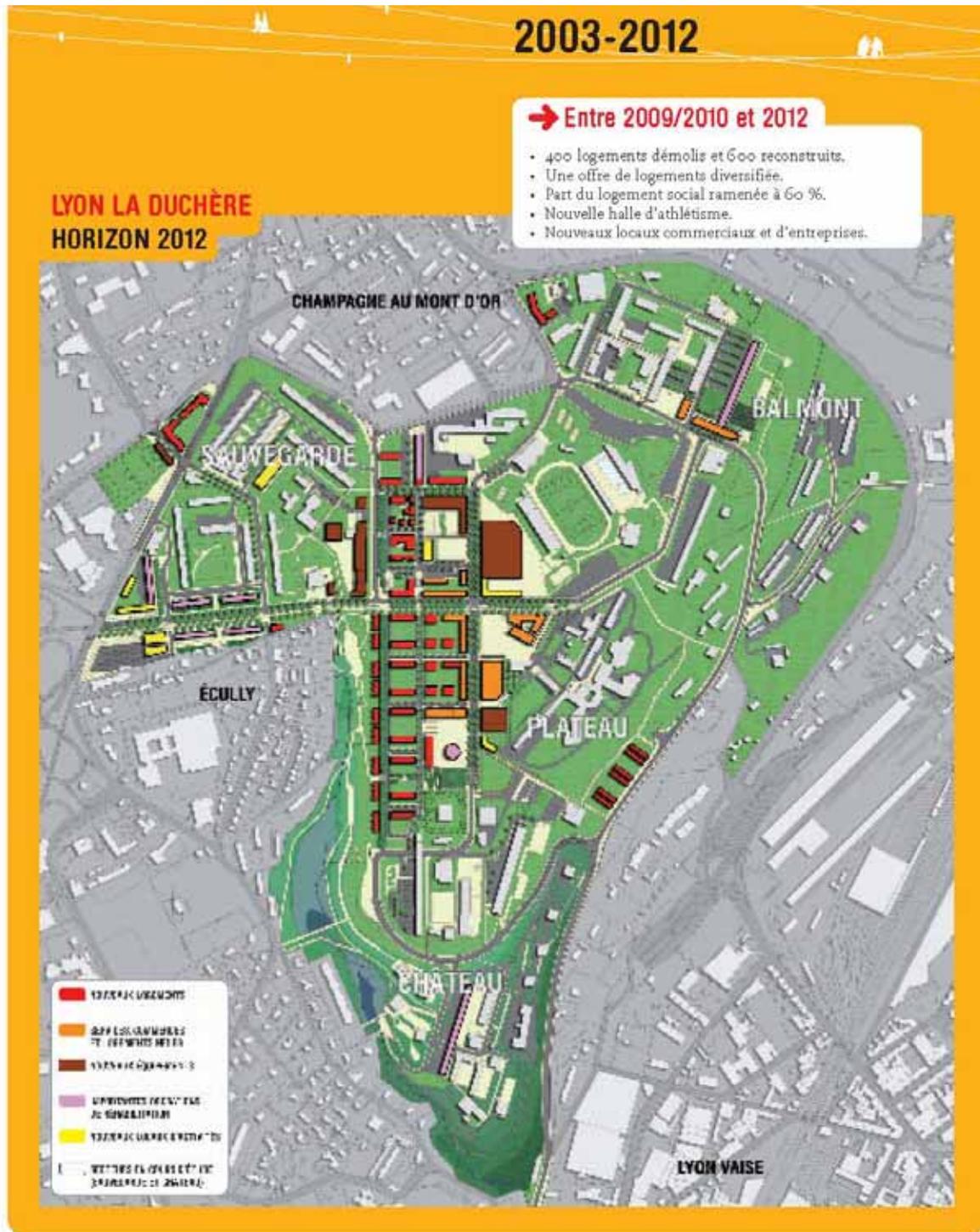
³⁶ « Un quartier, un projet, un nouvel avenir », Plaquette de présentation du projet urbain, mission GPV.

Situation avant projet et

1^{ère} Phase intermédiaire du Projet de Renouvellement urbain (2003-2009)



2^{ème} Phase du Projet Urbain (2009-2012)



Source : Plaquette de présentation du projet urbain par la Mission GPV

Objectifs du projet : créer une centralité



Source : Plaquette de présentation du Projet Urbain, Mission GPV

Objectifs du projet : Relier La Duchère et valoriser le paysage



→ Valoriser les qualités paysagères du site

Les entités fortes du paysage (le Vallon et les Balmes) seront requalifiées et réaménagées pour assurer les liaisons entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, La Duchère et son territoire, par des cheminements piétons et cyclistes, accessibles aux personnes à mobilité réduite. Ainsi est créé un nouveau grand parc à l'échelle de l'ouest de l'agglomération.



Source : Plaquette de présentation du projet urbain par la Mission GPV

II. Politiques culturelles et échelles territoriales

Cette deuxième partie présente les politiques culturelles des collectivités locales avec leurs spécificités : l'enjeu de la coopération culturelle à Lyon (avec la création de la Mission de coopération culturelle ainsi que la mise en place de la charte de coopération culturelle) et le cas particulier du GPV de La Duchère.

A) Cadre général de la communauté urbaine

La culture est un des aspects les plus valorisés dans le CUCS (Contrat Urbain de Cohésion Sociale) : à un quartier correspond un projet de quartier et un projet culturel de quartier.

Le Grand Lyon a défini à l'horizon de 2020 des emblèmes dont la culture est l'un des atouts. Neuf emblèmes ont été choisis dont cinq au moins concernent la culture : la gastronomie, la lumière, la mode, le cinéma et les nouvelles images, la danse et les arts vivants. A chaque emblème correspond un groupe de travail qui a produit un rapport mis en ligne sur le site internet du Grand Lyon.

Les arts et la culture font partie intégrante du « marketing urbain » de la Ville de Lyon et plus largement de l'agglomération. La ville développe une stratégie d'accueil des artistes et cherche à développer une image correspondant au label de « ville culturelle ». Les arts font donc partie de sa stratégie de communication. A la fois opportunisme et synergie, cette stratégie s'appuie fortement sur une politique de « participation démocratique ».

B) Lyon et la « coopération culturelle »

Les secteurs en politique de la ville font l'objet de programmes spécifiques (notamment dans le cadre du CUCS) et une Mission de coopération culturelle a été mise en place afin de développer les « ressources » culturelles sur les « territoires prioritaires ».

1. Le volet culturel du CUCS sur le territoire lyonnais

Ce volet culturel³⁷ met l'accent sur la coopération à créer entre des territoires fragilisés, des personnes en difficulté et des démarches culturelles à encourager, articulant clairement les politiques urbaines et les enjeux de renouvellement urbain. Ceci se traduit par une approche territoriale : « 1 quartier = 1 projet de quartier = 1 projet culturel de quartier », pour chacun

³⁷ Présenté sur le site de la politique de la ville de Lyon.
http://www.polville.lyon.fr/polville/sections/fr/les_thematiques/culture, mai 2009

des 10 quartiers de la géographie prioritaire lyonnaise. Sept grandes thématiques sont avancées³⁸, parmi lesquelles *Art et rénovation urbaine*. Elle est définie comme la :

[...]création/installation d'une production plastique (sculpture, fresque, autre) à l'occasion du renouvellement urbain. Action comportant une notion de co-élaboration avec des habitants et d'appropriation large par les habitants du (nouveau) quartier. Le coût intégrera la réalisation de l'œuvre + rémunération artiste + rémunération opérateur + travail avec habitants + installation + fête/inauguration.

Ce programme souligne par ailleurs des priorités transversales en terme de démarche, telles la participation des habitants, la mobilisation des politiques de droit commun à travers une charte de coopération culturelle, la prise en compte des diversités culturelles, la valorisation et la capitalisation des expériences.

Outil majeur de la coopération pour le développement, la Charte de coopération culturelle énonce les engagements des institutions culturelles lyonnaises mais aussi de l'Etat et de la Région en direction des quartiers prioritaires sur les thématiques choisies, et notamment pour garantir l'accès de tous à la culture. Pour mettre en œuvre ce volet culturel, différentes instances sont mises en place :

Un Comité de pilotage de la thématique Culture du CUCS de Lyon regroupe les décideurs signataires du Contrat Urbain de Cohésion Sociale et valide annuellement les orientations liées aux territoires, aux thématiques et à la Charte de Coopération Culturelle. La Mission Lyonnaise de Coopération Culturelle est mandatée et financée dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale. Elle assure la mise en œuvre du Volet Culture. Des Commissions culture techniques dans chaque quartier sont coanimées par les équipes territoriales de maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale et la Mission de coopération culturelle. Des Commissions thématiques s'organisent à l'échelle communale. Une Commission technique assure le suivi de la Charte de Coopération Culturelle.³⁹

C'est la Mission de Coopération Culturelle, au sein de la Direction des Affaires Culturelles et en lien avec la Direction du Développement Territoriale, qui assure la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politiques culturelle du CUCS L'un de ses rôles est d'animer des réseaux d'acteurs par thématiques et par quartiers.

³⁸ Diversité culturelle, Mémoires et trajectoires, Cultures urbaines, Pratiques culturelles des habitants, Culture et insertion, Cultures numériques et Art et rénovation urbaine.

³⁹http://www.polville.lyon.fr/polville/sections/fr/les_thematiques/culture/cucs_2007-2009/volet_culture_du_cuc/

2. Les « nouveaux territoires de l'art »

Le thème « art et rénovation urbaine » fait l'objet d'un travail spécifique et une mention spéciale est faite aux « nouveaux territoires de l'art » inscrivant par exemple le travail de la compagnie Là Hors De sur le territoire de La Duchère dans ce cadre.

Les « nouveaux territoires de l'art » désignent des démarches artistiques alternatives libres, développées depuis une quinzaine d'années, proposant un rapport différent à l'environnement urbain, avec une appropriation spontanée par des artistes de lieux en désuétude tels que des friches industrielles, des immeubles abandonnés, des squats...

Ce rapport à l'environnement découle d'un ancrage dans la réalité sociale et urbaine fort et particulier par lequel naissent des initiatives artistiques inédites qui donnent une symbolique poétique à ces lieux.

L'appropriation de ces lieux résulte souvent de la recherche d'une démarche artistique libre, qui ne réponde pas d'une volonté institutionnelle, ainsi que d'un rapport nouveau à l'urbain et à notre société où l'artiste et l'individu se font acteurs de la transformation du cadre de vie et des territoires en se les appropriant.

C) Le GPV de La Duchère

La culture fait partie des huit grands domaines d'intervention du Grand Projet de Ville au côté de l'aménagement urbain, du logement, des équipements et services de proximité, du cadre de vie, de la vie économique et de l'emploi, de la cohésion sociale, et de l'école et de la jeunesse.

1. Le rapport « Bleu Sud »

Afin de préparer l'action culturelle liée au GPV, un rapport a été commandité à Philippe Saumande et Fabrice Lextrait⁴⁰. Un document a été remis en avril 2004 par Bleu Sud, leur bureau d'études, spécialisé dans le développement culturel et urbain. Intitulé « Projet culturel de développement. GPV. La Duchère – Lyon 9^{ème} », ce rapport propose à la fois un « projet culturel de développement » avec l'implantation d'un lieu : une « plate-forme artistique et culturelle » appelée la 9 *Fabrique* ainsi que des orientations de politiques culturelles formulées autour d' « axes culturels du développement ».

⁴⁰ Ancien administrateur de la Friche belle de Mai, Fabrice Lextrait est l'auteur d'un rapport pour Michel Duffour, secrétaire d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle, en 2001, intitulé "Friches, laboratoires, fabriques, squats, projets pluridisciplinaires... Une nouvelle époque de l'action culturelle", qui a joué un rôle important ensuite dans la création à l'Institut des Villes d'une mission sur ces lieux artistiques appelés « nouveaux territoires de l'art ».

Le projet de lieu est présenté en termes programmatiques autour de quatre activités principales : « pratiques, formation, création, production », correspondant à des surfaces de locaux, conjointement à une démarche de « coproduction du projet » visant un « processus itératif » dont sont définis les participants : un « nouveau collectif d'artistes », un « groupe d'élaboration » comprenant les acteurs culturels du quartier et des institutions culturelles, un « comité d'orientation » composé d'élus, de représentants de collectivités locales et de l'Etat, et un « opérateur chargé de coordonner », une « association de préfiguration » ayant la responsabilité de la programmation du projet mais aussi des moyens de production « inter structures » visant à « favoriser les coopérations transversales ». Le rapport propose également des « opérations connexes » à la 9 *Fabrique* : un « plan "jeunes" », la création d'un média, et un « plan de haute qualité architecturale ».

La seconde partie du rapport intitulée « Projet culturel de développement. Approche des concepts et processus » présente les axes d'une politique culturelle : « renforcer les acteurs existants tout en les positionnant plus précisément », « accueillir de nouveaux acteurs qui dynamisent l'action culturelle », « l'implication forte d'acteurs institutionnels », « créer des passerelles permettant l'hybridation de contenus » (multimédia) et « utiliser le processus architectural et urbain » en proposant que le projet urbain soit « déclaré d'utilité culturelle ».

Cette dernière partie du rapport sur une « politique culturelle de développement » présente également le « principe de la permanence artistique » qui, confrontée à la « la prise en compte des réalités du contexte » comme un « pré requis des expériences souhaitant un autre mode de dialogue entre art et société », est un enjeu important du projet. En plus d'éléments déjà cités plus haut (renforcement des acteurs déjà présents sur le site, accueil de la Compagnie Là Hors De en lui proposant la mission de coordination : « La compagnie pourrait se voir proposer de travailler sur l'accompagnement du processus de transformation du territoire en nourrissant un "collectif de production" »), il s'agit de proposer des résidences qui pourraient « participer aux multiples enjeux du processus de qualification urbaine ».

Dès la première charte de coopération culturelle (2004), un centre culturel est en prévision sur le quartier de La Duchère. En 2005 une nouvelle édition de cette même charte annonce l'arrivée du *Projet Sputnik* comme la « création d'un lieu », un « équipement modulaire et modulable ». La perspective est de construire 1500 m² pour 2007.

2. Le rôle de la culture dans le GPV

Le GPV, suivant les orientations du rapport Bleu Sud, souhaite faire de la culture un moteur du développement des quartiers, tant par l'enrichissement des pratiques culturelles que par un projet source de rayonnement pour le quartier. Tous les acteurs artistiques et culturels sont mobilisés aux côtés des institutions pour faire des actions culturelles un levier de développement pour les habitants et les nouveaux publics de La Duchère. Dans le but de

favoriser l'accès du public duchérois aux équipements culturels de l'agglomération, de renforcer les acteurs culturels locaux et d'en attirer de nouveaux afin de développer une démarche artistique dans le projet urbain, mais aussi dans le but de faire de La Duchère un territoire d'expérimentation pour l'agglomération, le projet vise à :

- dynamiser l'action culturelle en capitalisant l'existant et en co-produisant un projet plus large permettant d'accompagner au changement (notamment fédérer un réseau pour construire des projets collectifs et pour en faire un bilan partagé)
- intégrer la question de la qualité architecturale et paysagère éphémère et pérenne, ainsi que la question de l'art dans les futurs espaces publics et dans le projet urbain
- ouvrir le quartier sur la ville en favorisant l'accueil d'équipes artistiques extérieures
- impliquer les institutions culturelles dans le cadre de la Charte de Coopération Culturelle 2007-2009
- identifier et développer des lieux culturels à La Duchère
- créer un pôle d'incubation de produits et de services culturels.⁴¹

3. Les *Ateliers d'art urbain*

Dans le cadre du GPV, de nombreuses questions sont soumises à une concertation avec les habitants. A l'occasion de la concertation sur l'aménagement de la place Abbé Pierre, les habitants ont souhaité poursuivre la réflexion engagée sur l'art urbain dans l'espace public. Pour qu'une éventuelle concertation future soit fructueuse, la Mission Lyon La Duchère du GPV et la Mission de coopération culturelle de la Ville de Lyon ont voulu offrir aux différents acteurs une culture commune sur cette question par la mise en place d'ateliers-conférences, les « Entretiens de La Duchère autour de l'art urbain »⁴².

De février à avril 2008, quatre ateliers ont abordé les questions des fonctions de l'art dans l'espace public, du patrimoine, de place de l'art contemporain et de celle des arts vivants dans l'espace public. Sur chacun des thèmes, un expert est intervenu face à un public d'une trentaine de personnes, qui a ensuite participé à des échanges de qualité sur les aspects théoriques autant que sur une ébauche de réflexion opérationnelle autour d'une œuvre éventuelle (quel site, quelle forme, quelle démarche, notamment quelle participation ? etc.) Les participants ont également bénéficié d'une visite commentée d'exposition et d'une

⁴¹ <http://www.gpvlyonduchere.org/domaines/culture.php>

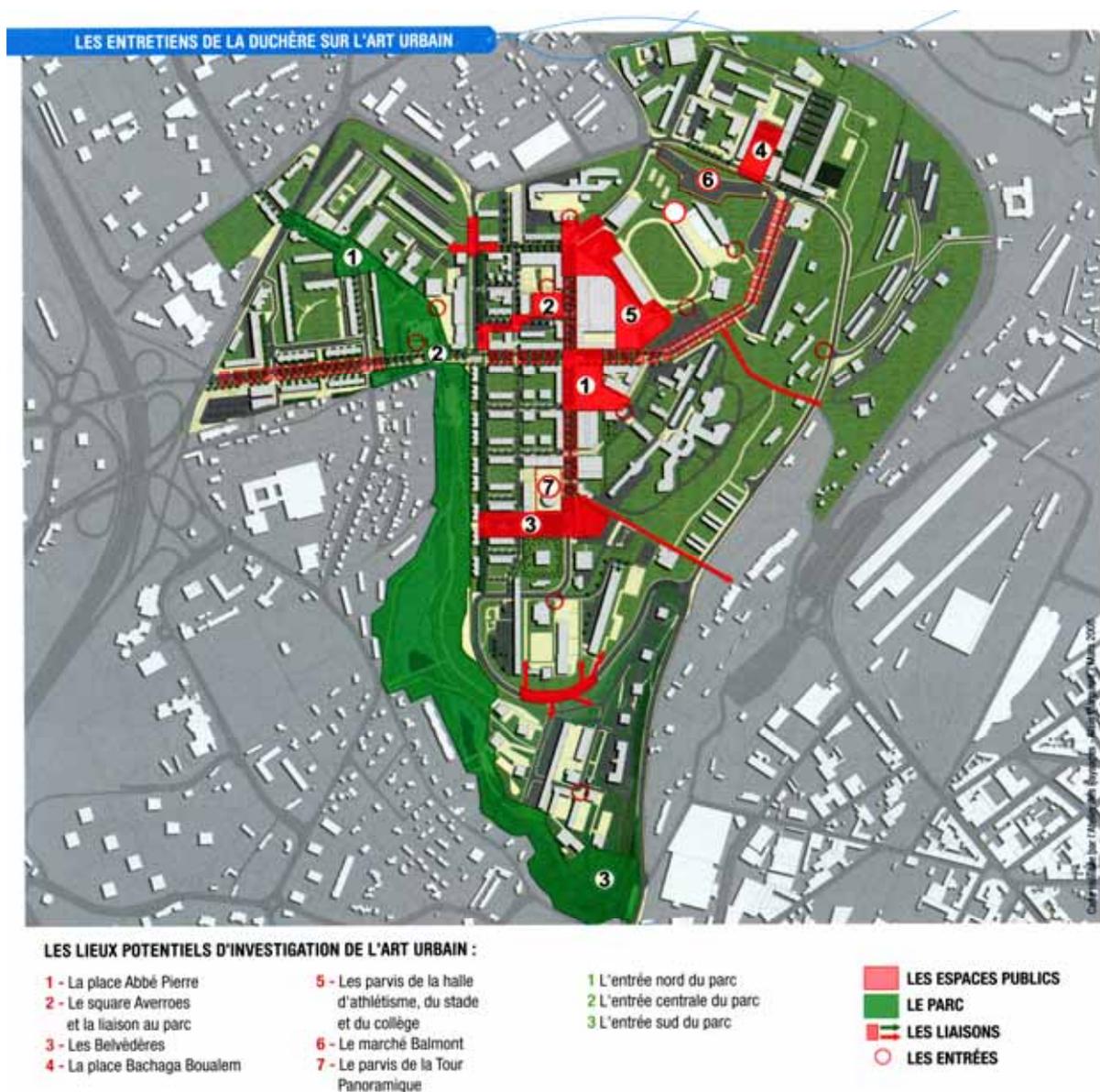
⁴² Compte-rendu des ateliers par le Pôle Communication Concertation de la mission GPV : *Les entretiens de La Duchère. Cycle d'ateliers-conférences sur l'art urbain*, 2008.

« Balade urbaine », ainsi que de la mise à disposition d'ouvrages sur le patrimoine duchérois et l'art urbain⁴³.

Au début de l'année 2009, les modalités de la concertation sur une intervention artistique pérenne n'étaient pas fixées, mais les concepteurs du projet urbain ont identifié sept sites d'investigation. Par ailleurs, la réflexion abordait également l'art vivant et les actions éphémères, qui pouvaient également intervenir durant le temps du chantier.

Les lieux potentiels d'investigation de l'Art urbain

Source : Carnets de Projet n°2, Mission GPV



⁴³ Les carnets du Projet Lyon La Duchère, n°2, « Art & Culture, des leviers pour le renouvellement urbain de la

III. Présentation de Là Hors De



Là Hors De. DR

La Duchère accueille depuis 2005 la compagnie Là Hors De, en résidence pour plusieurs années. Cette compagnie est « figure de proue » des créations artistiques sur la Duchère. À travers le *Projet Sputnik*, elle invite des artistes ou compagnies à intervenir *in situ*, réalise des actions comme la création du *Musée éphémère* dans la « barre n°9 », mais propose également une « médiation » entre la population, les acteurs de proximité et certaines institutions, « médiation » dont le but est d'accompagner les mutations successives du quartier.

A) La compagnie

La compagnie Là Hors De, basée à Lyon, est une association Loi 1901 fondée en 1992 par la metteur en scène Nathalie Veuillet, et le compositeur-concepteur multimédia Wilfrid Haberey. Elle rassemble aujourd'hui une vingtaine d'artistes pluridisciplinaires. Son action aborde la création théâtrale, la « recherche esthétique plurielle » (installations, performances, vidéos), l'action citoyenne et la formation des publics, ainsi qu'un travail de réflexion et de débats avec des partenaires de plus en plus nombreux (universitaires, institutions, associations), en s'attachant aux échanges internationaux.

Là Hors De. DR



Nos espaces de créations se pensent dans une expérimentation esthétique pluridisciplinaire et intègrent les technologies visuelles multimédia à un spectacle vivant toujours inspiré par le contexte spécifique du lieu et de l'actualité. Une recherche et expérimentation des outils multimédia au contact d'une parole vivante d'auteur. Là Hors De est sans cesse à la recherche de textes porteurs de sens et de défis stylistiques qui nous parlent de notre monde actuel et de celui que nous inventerons pour demain. Le travail d'expérimentation multimédia de la compagnie s'intègre dans l'élaboration de la mise en forme, à chaque articulation. C'est un moyen dramaturgique supplémentaire nous permettant d'affûter les résonances des textes et de repousser les limites physiques des murs du théâtre mais aussi

du temps et de l'interaction machine-humanité. Ces outils modifient fortement nos institutions (politiques, pédagogiques, économiques, sociales et culturelles) et notre propre rapport de communication à ces institutions, tant en ouverture qu'en fermeture. Ce sont ces endroits que nous tentons d'explorer et d'interroger.⁴⁴

Nathalie Veillet

Née le 31 mars 1967. Nathalie Veillet, passionnée de peinture et d'architecture, obtient une licence d'études théâtrales et une maîtrise d'histoire de l'art à l'université de Lyon. À l'issue de ses études, elle part au Venezuela où elle reste 9 mois et vit de sa peinture. Lors de ce voyage, elle a l'occasion de travailler sur des expositions collectives avec d'autres artistes vénézuéliens et d'insérer son travail dans un réseau de collectionneurs et galeristes sous le pseudo andien de Zamadi. De retour en France, elle accompagne les photographes en reportage et écrit des articles pour l'agence Editing. Sa rencontre avec le théâtre se fait par le biais d'une compagnie universitaire. Très vite, elle abandonne le jeu au profit de la mise en scène qui lui permet de renouer avec ses passions artistiques antérieures. Elle fonde « Là Hors De » en 1992 en binôme avec le compositeur Wilfrid Haberey et cette structure artistique pluridisciplinaire sera depuis à l'origine de spectacles, performances, installations plastiques, réalisations vidéo ainsi que de divers événements culturels : Bocal, festival Court Circuit, festival Up date...

Wilfrid Haberey

Né le 20 novembre 1969. De 1993 à 1996, il suit la classe de composition électroacoustique au Conservatoire national de région de Lyon. Il est co-fondateur de la Compagnie « Là Hors De » avec Nathalie Veillet. Depuis lors, il poursuit son travail de création musicale pour des spectacles ou des documentaires. Parallèlement, il développe des conceptions vidéo ou multimédia (webmaster) ainsi que la direction technique ou régie générale de différents événements. Compositeur et vidéaste, il a composé et conçu toutes les musiques et illustrations sonores des spectacles et événements de la compagnie.⁴⁵

⁴⁴ Présentation sur le site de Là Hors De (<http://www.lahorsde.com/creation/content/view/17/143/>, avril 2009)

⁴⁵ *Ibid.* octobre 2008

B) Le *Projet Sputnik*

1. Présentation du projet par la compagnie

EXEMPLARITE NATIONALE DU GRAND PROJET DE VILLE DE LYON-LA DUCHERE QUI CONFIE A LA CREATION ARTISTIQUE D'ETRE LA LOCOMOTIVE VIVANT D'UNE TRANSFORMATION URBAINE AMBITIEUSE. INSTITUER HORS LES MURS.

[...] Dans cet espace-temps conséquent de chantiers qui a déjà débuté et qui nous conduira jusqu'à 2012, l'État, la région Rhône-Alpes et la Ville de Lyon, entre autres, ont voulu trouver un axe fort d'identité et d'accompagnement de cette mutation urbaine.

Une étude a été commanditée au cabinet Bleu Sud, signée Fabrice Lextra et Philippe Sommande, afin de voir quelle dynamique pouvait être envisagée et ce, le plus en amont possible des transformations.

Les objectifs principaux étant de forger une nouvelle identité à ce quartier, d'accompagner la population dans la concertation de cette mutation de leur quotidien, de séduire les futurs habitants et d'ancrer un projet novateur qui puisse faire exemplarité à l'échelon national et international des transformations urbaines.

La création artistique, via le *Projet Sputnik*, a été donc choisie comme solution ambitieuse, transversale et innovante pour amener développement et image à ce territoire de la troisième colline lyonnaise.

Depuis mai 2005, Là Hors De qui signe le *Projet Sputnik*, s'est installée à la Duchère et a débuté des concertations et une période-test d'activités en collaboration avec les acteurs de proximité et certaines institutions.

Il s'agit bien de construire ici un projet de rayonnement qui saura trouver des circulations dynamiques et complémentaires avec la région, l'agglomération et le réseau national et international.⁴⁶

⁴⁶ Dossier de presse du *Projet Sputnik* par la compagnie (<http://www.lahorsde.com/sputnik/a-propos/> , avril 2009)



FESTIVAL UPDATE 2005

///OBJECTIFS

Créer du sens à partir d'une réalité sans cesse en mouvement.

Mettre ce projet de lieux de créations artistiques en réseau d'échanges forts avec les autres projets de rénovations urbaines de France et d'Europe afin d'échanger les expériences.

Relier la Duchère au reste du 9^e arrondissement mais aussi inscrire sa place stratégique régionale de développement sur la couronne lyonnaise comme porte de circulation privilégiée entre Lyon et l'ouest lyonnais.

Impliquer les acteurs relais de proximité dans des projets ambitieux et créer une dynamique complémentaire avec les autres institutions et événements culturels existants.



FESTIVAL UPDATE 2005

Site de Là Hors De, Avril 2008

2. Axes principaux du *Projet Sputnik*

La compagnie distingue trois grands axes autour desquels s'articule le *Projet Sputnik* : les ZAT, les ZOO et les ZAV.

Les ZAT, Zones artistiques Temporaires

Cette catégorie rassemble principalement les interventions incarnées dans l'espace physique, qui y laissent une trace visible, même si elle reste éphémère.

ZAT Zones Artistiques Temporaires, systèmes mobiles d'occupation artistique et participative du territoire en mutation. Les ZAT recouvrent ainsi l'ensemble des lieux subissant une perte ou une modification d'usage pendant la durée des chantiers (appartements, locaux désertés de la galerie commerciale, palissades de chantier des divers maîtres d'œuvre, bâtiments désaffectés...) et auxquels il s'agit de redonner une valeur symbolique, un vie, de façon pérenne ou événementielle. Ces Zones Artistiques Temporaires sont la base d'un travail de terrain avec les habitants du quartier de La Duchère tout comme avec les collectivités locales à l'échelle de l'agglomération. Ces temps événementiels de rencontres avec les publics ont pour but premier de mettre en valeur les

expériences artistiques participatives menées par le *Projet Sputnik* et sont également des outils forts d'appropriation, de valorisation et de rayonnement du territoire.⁴⁷

Au terme de l'année 2008, Là Hors De avait réalisé 24 *ZAT*. La grande majorité d'entre elles concerne le *Musée éphémère*. Autour d'un immeuble de logements appelé à être démoli, la « barre des 1000 », se sont organisées de nombreuses actions pour en faire un musée éphémère. Outre les interventions sur l'espace des logements (qui constituent les « collections permanentes » du musée) par les artistes en résidence, certaines *Zones Artistiques Temporaires* consistent en des performances dans la barre ou en l'accueil de manifestations culturelles dans le *Musée éphémère*. Il est aujourd'hui relayé par le *Musée Palissadaire*, interventions artistiques sur les palissades du chantier. Parmi les *ZAT* se trouve également *Duch'City*, fête organisée dans le quartier transfiguré pour l'occasion.

Les ZOO, Zones d'Observation Originales

Les *ZOO* reposent sur deux ambitions, pédagogie et lien social, prises en charge directement par Là Hors De. L'intervention des artistes résidents, programmée par la compagnie, articule action éducative et contact avec les habitants. Au contraire des *ZAT*, les *zones d'observation originales* ne laissent pas d'empreinte visible dans le quartier.

ZOO Zones d'Observation Originales, zones de concertation, d'interaction et d'exportation du projet. Chaque année, le *Projet Sputnik* accueille de nombreux artistes en résidence sur le territoire qui placent au cœur de leur processus de création rencontres, participations et échanges de mémoire et de savoir-faire avec les habitants. Parallèlement, afin de favoriser la connaissance de l'autre, de nombreux rendez-vous basés sur la convivialité sont organisés tout au long de l'année. Régulièrement, le *Projet* exporte également son exemplarité dans le cadre de colloques pédagogiques, universitaires et autres ainsi que des rencontres au niveau national et international.⁴⁸

Les *ZOO*, au nombre de 47 à la fin de l'année 2008, regroupent trois grands types d'actions. Des artistes accueillis en résidence mènent, en partenariat avec des organisations (culturelles ou non) existantes sur le quartier⁴⁹, des actions artistiques en relation étroite avec les habitants. Par ailleurs, des événements conviviaux organisés par Là Hors De, tels les *Apéros RTT* et les *Spicniks* favorisent la rencontre et le lien social dans le quartier. Certaines de ces actions relèvent plutôt du soutien technique à des événements proposés par d'autres. Enfin, différentes actions à visée pédagogique sont mises en place, comme la visite du *Musée*

⁴⁷ Définition de Là Hors De, extraite du Bilan d'activité 2005/2008 de Là Hors De à La Duchère.

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ Mission locale du 9^{ème} arrondissement, Centre sociaux du Plateau et d'Ecully, Bibliothèque des Sources, ALTM, OPAC du Rhône, Régie de Quartier, Collège Rameau, MJC La Duchère, Fil en Forme, Bureau de Poste de La Duchère, Groupe de Travail Interquartier, commerçants du centre commercial du Plateau.

éphémère par des groupes de scolaires et d'étudiants mais aussi par des interventions à l'université ou des présentations à des associations.

Les ZAV, Zones Artistiques Virtuelles

Cette dernière catégorie recouvre principalement les actions de création dans l'espace virtuel d'Internet, mais également la dimension réflexive sur le Projet.

ZAV Zones Artistiques Virtuelles, espaces ouverts à la création et à l'échange grâce aux outils multimédia. La réflexion est accompagnée par un travail de recherche autour de l'espace virtuel, vécu à la fois comme une scène de créations et de dialogues.⁵⁰

Le classement en catégories des actions de Là Hors De constitue ici une aide à la compréhension, cependant ce classement n'est pas figé dans la mesure où la frontière entre ZAT et ZOO est assez floue : par exemple, certaines ZAT relèvent d'échange avec les habitants, certaines ZOO produisent des résultats matériels comme des installations, etc.

3. Présentation des actions

Certaines actions ont eu un impact important sur le déroulement du projet urbain et sont fréquemment mentionnées par les acteurs du GPV. Ces interventions ciblées parmi l'ensemble du travail de Là Hors De pour leur importance aux yeux des partenaires vont faire l'objet d'une présentation selon un ordre chronologique.

a) Une Architecture modulaire et modulable

Ce projet de création architecturale est une proposition de la compagnie dans l'esprit de la 9 Fabrique du Projet culturel de Développement du rapport Bleu Sud. Il s'agit de petits édifices modulaires nomades implantés sur le chantier au gré des libérations de terrain. Ces modules *designés* par des artistes servent à préfigurer les usages dans le quartier. Lieu de résidence de proximité pour les artistes, de contact avec les habitants, ils peuvent aussi servir de locaux associatifs ou d'espaces commerciaux.

Ce projet a été abandonné dans des conditions précisées dans la partie « Interactions entre les partenaires du projet urbain »

⁵⁰ Bilan d'activité 2005/2008 de Là Hors De à La Duchère, *Op. cit.*

///GÉOGRAPHIE 3

LES MODULES SIGNATURES SPATIALES

Le projet s'accompagne d'un volet de **création architecturale**.

Pour accompagner cette réflexion sur le nomadisme et investir l'espace autrement, une architecture modulaire et modulable va être créée et devenir **l'emblème visuel et spatiale de la virulence du projet Sputnik**.

Un collège rassemblant spécialistes, techniciens et usagers nous permettra de définir le cahier des charges de la réalisation. Nous souhaitons d'ors et déjà que les matériaux utilisés puissent respecter l'environnement et que la construction puisse être l'occasion d'un chantier d'insertion. Une réflexion particulière sera menée autour des questions d'autosuffisance énergétique et de connexion au monde.

Ces modules seront la base de divers usages :

À destination des artistes, ils permettront des résidences dans des sites inédits (toits d'immeubles, parc, parking...) alliant découverte d'espace et proximité. Pour un usage associatif, ils répondront aux besoins d'implantation d'expériences particulières et insuffisance de locaux.

Pour un usage privé, locaux de vente Pour une exportation visuelle du projet Sputnik en lien avec d'autres projets similaires sur le territoire national et européen : showroom et échanges d'artistes.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE RÉALISATION :

Janvier, vote du budget et définition du cahier des charges par le collège sputnik

Février, phasage des travaux et mis en œuvre

Mars à juin, réalisation et installation de 5 modules aux abords de la piscine.



LOFTCUBE, PALAIS DE L'EQUILIBRE, BRECKENRIDGEPARKMODELS, WEEHOUSES,



Source : site Internet de Là Hors De, avril 2008

b) Les Apéros RTT

Là Hors De. DR



surplombant sur la ville de Lyon, des performances culturelles et une programmation musicale originale étaient proposées.

Cette opération est perçue comme modeste par l'ancienne responsable de la culture au GPV, mais elle a effectivement eu l'avantage de favoriser des rencontres entre des acteurs du quartier.

Quand ils sont arrivés, ils ont commencé un peu plus petit, pour montrer patte blanche, les *Apéros RTT*, ça ne mange pas de pain, [...] ils sortent de quoi faire un peu de musique, voilà, et puis, en plus, les consommations étaient payantes alors 20 centimes, 50 centimes la bière, [...] donner rendez-vous aux gens tous les vendredis et, en plus, pas à côté des bars pour qu'il n'y ait pas une concurrence déloyale mais, vraiment, sur la terrasse de la MJC, au mois de juin. C'est un espace qui est absolument fabuleux. Et bien voilà, là, c'est un espace pour faire la fête.⁵¹

Les *Apéros RTT* ont également permis à des personnes du « centre-ville » de venir et de connaître le plateau de La Duchère et aussi de mettre en place un premier partenariat avec la MJC autour d'un rituel de convivialité.

Donc, du coup, il y a des gens au centre-ville qui vont aux *Apéros RTT*, à La Duchère, alors qu'ils n'y avaient jamais mis les pieds. [...] Et passer des soirées de vendredis de juin après le boulot, moi, je veux dire, j'y allais, je disais, avec l'équipe, donc j'y allais beaucoup avec C. S. du projet éducatif local. [...] En plus, il y avait tout le réseau dont on parle, c'est informel, on n'est pas en même temps au boulot, donc on se posait dans un transat, un bouquin, magazine, à écouter de la



Là Hors De. DR

⁵¹ Entretien avec Nadia Peyran, ancienne responsable de la culture au GPV, novembre 2008.

musique. Et bien, ça ne mange pas de pain, ça ne coûte rien. Donc, le principe avec la MJC, c'était voilà ça fonctionne.⁵²

c) *Sputnik Process*

Rapidement après son arrivée à La Duchère, la compagnie Là Hors De a souhaité mettre en place une démarche réflexive sur son action. Dans l'objectif de requestionner le projet et sa pertinence dans un contexte de mutation permanente, un collège d'experts extérieurs a été constitué comme une « bulle de réflexion déconnectée »⁵³. Diverses thématiques ont été abordées à l'occasion des réunions mensuelles, spécifiquement liées au projet (comme l'ancrage dans le quartier) ou traitant de la création artistique en général.

Ainsi, l'un des premiers thèmes soulevés est celui de l'évaluation d'actions telles que le *Projet Sputnik*. Soulevant la question de l'objectif et du destinataire de l'évaluation, le groupe s'est penché sur d'élaboration d'une méthode d'évaluation, non pas quantitative et numéraire, mais qualitative. Cette évaluation, qui repose plutôt sur la qualité de la rencontre, semble moins relever du bilan que d'un processus permanent sous forme de capitalisation des traces.

Sputnik Process s'est également interrogé sur la pertinence de l'art dans la ville, thématique retrouvée par la suite dans les *Ateliers d'art urbain* conduits pas la Mission GPV et la Mission de coopération culturelle⁵⁴.

Une autre thématique abordée est la mise en place d'un espace virtuel de réflexion. Elle a donné lieu à la création du blog *Sputnik Process*, qui devait accueillir les compte-rendus des réunions mais aussi un espace d'échange ouvert sur le projet. Suite à l'interruption des séminaires, cette expérience s'est arrêtée.

d) Le Musée éphémère

Avec le *Musée éphémère*, Là Hors De s'est emparée de la question du patrimoine et du démantèlement progressif des habitants en investissant une barre de logement appelée à être démolie, la « barre des 1000 ». Les espaces intérieurs, logements libérés et espaces collectifs, deviennent le cadre de performances et d'installations temporaires⁵⁵. Par ailleurs, des artistes en résidence investissent librement des appartements vides avec pour seule contrainte de « ne

⁵² *Ibid.*

⁵³ Compte rendu de réunion de travail *Sputnik Process*, document Là Hors De.

⁵⁴ Cf. paragraphe sur les *Ateliers d'art urbain*.

⁵⁵ Par exemple les *Déambulations verticales et littéraires* des [h]auteurs ou les installations en appartements autour des 10 mots de la *Semaine de la Langue Française*.

respecter aucune règle si ce n'est celle du bon voisinage »⁵⁶. L'ancienne responsable de la culture au GPV décrit la démarche :

C'était effectivement de travailler sur les espaces un peu vides. Donc, ils ont eu cette idée, ce concept que j'ai trouvé très intéressant, de *Musée éphémère*, [...] dans cette barre donc, avant qu'elle soit démolie, d'en faire, de rendre hommage à la fois aux habitants, au patrimoine, pas assez beau pour être gardé mais, il n'empêche, on rend hommage à ce qui s'est passé ici. Donc, eh bien du coup, systématiquement, quand les appartements se libéraient, ils mettaient des artistes à l'intérieur.⁵⁷

Là Hors De. DR

Ces appartements offerts aux artistes constituent les deux collections permanentes du *Musée éphémère*, intitulées *Entre Temps* (7 logements en 2006, 6 logements supplémentaires en 2007). Le dispositif proposait également aux créateurs de rencontrer, pour chacun, une famille d'habitants et un élu impliqué afin d'y intégrer « réalité quotidienne et politique urbaine »⁵⁸.



La responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV évoque différents exemples d'intervention.

Donc eux ils expliquaient que le plexi c'était l'idée de fermeture du quartier aujourd'hui vis-à-vis de l'Ouest, par rapport à cette grande muraille de barres qu'on avait. Et puis le plexi à l'horizontale qui marquait aussi cette volonté d'ouverture du projet urbain, de cette ligne d'horizon. Après il y a un autre appartement, il est uniquement avec des rideaux. Sur toute une pièce. Des gros rideaux en velours et puis juste des chaussures qui dépassent. Et là on a une impression un peu étouffante, et il parle du relogement de cet appartement, de cette absence dans l'immeuble, d'avoir perdu ses voisins, tout ça. Il est assez marquant. Il y en a un autre qui a un regard plus sur l'architecture de l'immeuble, avec un plan en tout cas d'une façade et puis un travail sur la répétition comme ça des appartements, et puis un travail sur la lumière, sur l'immeuble. Il y en a un sur le thème de la sortie de secours, vers où est-ce qu'on sort, donc qui évoquait à la fois le fonctionnement interne de l'immeuble, et puis parce que c'est assez compliqué, il n'y a pas des ascenseurs partout. Et puis le thème du relogement aussi, de l'urbanisme et tout ça.⁵⁹

⁵⁶ Dossier de presse « *Entre Temps* – Première collection permanente du *Musée éphémère* », document *Là Hors De*.

⁵⁷ Entretien avec Nadia Peyran, ancienne responsable de la culture au GPV, novembre 2008.

⁵⁸ Dossier de presse, *Op. cit.*

⁵⁹ Entretien avec Catherine Falkoz, responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV.

Là Hors De. DR



En raison de la démolition programmée du musée, les œuvres d'art d'Entre Temps seront elles aussi détruites. La restitution de chaque projet artistique est assurée par un auteur, dans le but d'éditer un *catalogue-trace*.

Le *Musée éphémère* recouvre différents axes du travail de Là Hors De sur le quartier : espace de création ponctuelle ou durable, de performances, mais aussi d'accueil d'événements culturels et festifs (comme les *Nuits Sonores*), il participe également à l'action pédagogique de la compagnie par des visites à des groupes scolaires ou universitaires.

e) *Duch'City*

Là Hors De. DR



Durant l'été 2008, la compagnie artistique a organisé la première édition du festival *Duch'City*. En collaboration avec les nombreux acteurs locaux, le festival avait pour objectif de faire « découvrir le quartier autrement ». Le programme incluait une restitution des activités artistiques menées ou encadrées par Là Hors De (en particulier la visite du *Musée éphémère*), des performances et installations par des artistes « invités à s'emparer spontanément des multiples espaces du festival »⁶⁰ et des événements artistiques ou conviviaux. Le premier d'entre eux, *Spicnik Process*, est la réédition d'une action réalisée en partenariat avec la Régie de quartier, un grand pique-nique dans le quartier.



Là Hors De. DR

Pour l'occasion, un travail de scénographie important a été réalisé, avec la transformation du pied de la « barre des 1000 » en plage urbaine.

⁶⁰ <http://www.lahorsde.com/sputnik/2008/07/01/festival-duchcity/>, avril 2009.

f) *Parabole*

Poursuivant l'accompagnement de la démolition de l'immeuble qui accueille le *Musée éphémère*, Là Hors De a mis en place une performance spectaculaire réalisée en décembre 2008 dans le cadre de la Fête des Lumières. *Parabole* est une performance « humaine et artistique » participative : une fresque de 2500m² a été réalisée en un peu plus d'une heure sur la façade de l'immeuble 220 par 300 volontaires.



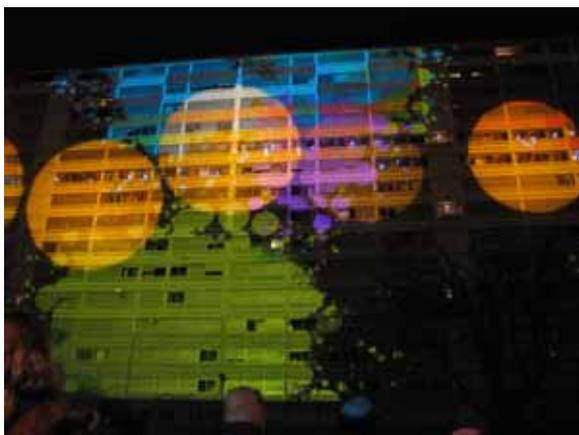
Là Hors De. DR



IG EM. DR

La performance réside autant dans la préparation et la mobilisation des participants que dans la réalisation de la fresque elle-même. Pour cela, une permanence a été ouverte en septembre 2008 dans un local désaffecté du centre commercial. Les habitants ont également participé au choix du motif par un vote sur internet.

Cette opération, largement médiatisée, marque un resserrement de la collaboration entre le collectif artistique, la mission GPV et l'OPAC du Rhône (propriétaire du bâtiment) sur le plan de la mise en œuvre et de la communication⁶¹.



IG EM. DR



IG EM. DR

⁶¹ <http://www.lahorsde.com/sputnik/2008/12/19/performance-parabole-zat/>, mai 2009.

L'ancienne responsable de la culture au GPV a participé à cette performance. Elle témoigne de la participation d'une personne qui était stigmatisée comme intégriste dans le quartier. Dans son récit, elle explique comment Là Hors De a finalement réussi à rassembler aussi des habitants de La Duchère qui étaient plutôt en situation d'exclusion. La compagnie semble ainsi avoir réussi à travailler avec des personnes qui ne sont pas le public habituel des structures sociales et culturelles du quartier, mais qui ont tout de même un potentiel d'engagement et de participation.

g) Le Musée Urbain Modulaire Palissadaire



IG EM. DR

La démolition de la « barre des 1000 » et avec elle du Musée éphémère est prévue pour 2009. Là Hors De a imaginé un nouveau « musée » qui s'appuie sur la démolition, puisqu'il a pour support les centaines de mètres linéaires de palissades qui entourent le chantier. Ce Musée Palissadaire sera modulable au gré du chantier. Le projet, inscrit dans la thématique « ville humaine durable » devrait intégrer également une dimension de mise en valeur d'éléments de récupération, sur les palissades et dans un « vivarium imaginaire »⁶². La performance *Parabole* est aujourd'hui décrite comme la première étape du musée.

Les palissades détournées sont envisagées comme un espace de communication et de création par la responsable du pôle Communication Concertation de la mission GPV. C'est l'occasion de réinvestir l'espace public, ne pas le laisser *en chantier* : une action de communication pour ne pas abandonner ces espaces aux promoteurs et à leur publicités, aux jeunes qui « taguent » les palissades, et informer sur le projet urbain.



IG EM. DR

⁶² Appel à projet pour 2009 de Là Hors De, <http://ddata.over-blog.com/xxxxyy/0/46/46/57/mars09/18-03-09projet-1.pdf>, mai 2009.

Donc en fait la problématique c'est que nous on conduit un travail d'habillage des palissades qui a été impulsé par nos soins, donc en termes de formation et puis - on le souhaite aussi - en termes artistiques [...] à la fois pour que les promoteurs ne communiquent pas n'importe comment sur leur palissade de chantier, pour que nous on essaie d'informer sur les espaces publics ou les équipements publics en cours de travaux. Et puis on voulait qu'il y ait aussi quelque chose de plus vivant donc on avait organisé un concours de photo par exemple où les habitants pouvaient faire passer leur vision des chantiers. [...] On a eu une trentaine de participations. On va aussi avoir une palissade bientôt de retours en image sur la biennale de la danse. Là il y en a une qui vient d'être installée, c'est moins artistique mais c'est l'évolution du paysage urbain à travers trois ans de photo. Avec des angles de vue repris à chaque fois. Donc là elle y est déjà le long de l'avenue du plateau. [...] C'est un dossier qui est financé par la communication au niveau des outils. Là Hors De avait fait un travail avec des photographes de portraits de commerçants. On a travaillé avec eux pour que ça puisse être affiché sur une façade de chantier devant le centre commercial. [...] Le *graff* c'était un problème parce que vraiment autour de cette zone-là, les collégiens tagguaient énormément de chantiers, donc on s'est dits : « ils veulent tagguer, la com' ne marche pas dessus, on va plutôt les faire participer. » Donc on a sollicité Là Hors De, qui avait déjà bouclé sa programmation, mais on a trouvé des sponsorings auprès de Sirmam qui est promoteur, qui a financé cette opération. Donc un artiste, Kart one, qui est un graffeur a travaillé là pendant plusieurs séances avec les collégiens autour de ce projet de *graff*. D'abord pour les former. Ensuite il y a eu je crois deux trois séances de *graff* et puis ça a été inauguré avec l'artiste, le collège etc.⁶³

Le projet s'organise autour de résidence d'artistes qui associent les habitants et les professionnels du quartier à leur démarche. Il comprend notamment des interventions en milieu scolaire. Pour la personne qui était responsable de la culture au GPV, cette action répond à la demande faite à la compagnie de tourner davantage ses actions en direction de la population de La Duchère⁶⁴. Mais, pour elle, même si la presse ne se déplace pas, l'important sera que les enfants et les adolescents aient rencontré les artistes de Là Hors De.

4. Revue de Presse

Le *Projet Sptunik* et ses différentes actions ont été assez fortement relayés par les médias locaux et régionaux, et parfois par les médias nationaux. En mai 2009, le collectif Là Hors De a recensé sur son site 17 articles de presse (dont un national), et 10 reportages audiovisuels dont 2 dans des médias nationaux. Les actions les plus médiatisées sont le *Musée éphémère*, qui fait l'objet de 6 articles de presse, et la performance *Parabole*, visuellement marquante, qui a donné lieu à 3 articles et 4 reportages. Néanmoins, nombreuses sont les autres actions

⁶³ Entretien avec la responsable du pôle Communication Concertation de la mission GPV, novembre 2008.

⁶⁴ Entretien avec Nadia Peyran, ancienne responsable de la culture au GPV, novembre 2008.

reprises dans les médias⁶⁵ qui ont également traité du *Projet Sputnik* dans sa globalité (et à deux reprises sur des télévisions locales).

La grande majorité des articles et reportages sont descriptifs et enthousiastes : ils souscrivent à l'argumentaire de Là Hors De et montrent des témoignages satisfaits de participants (pas toujours résidents). Toutefois, un certain nombre d'articles évoque la difficulté, au moins au début, de la réception du travail de la compagnie par les habitants eux-mêmes. Si les critiques sont rares sur la démarche de Là Hors De (bien que *Le Monde* souligne la difficulté de l'évaluation de son impact immatériel) certains articles et reportages mettent en question le projet urbain en lui-même, en particulier la question du relogement et du renouvellement de la population du quartier.

Selon la personne qui était responsable de la culture au GPV, l'un des effets de l'action de Là Hors De sur le projet urbain réside effectivement dans la médiatisation. La compagnie est le deuxième acteur, après la Mission GPV, à faire parler du quartier de La Duchère dans la presse.

Les effets, sont, pour moi, sur la revue de presse qui est faite au GPV. Quand on regarde, qu'on fait l'analyse de la revue de presse, alors on a beaucoup [de choses] sur l'habitat. Mais c'est vrai que ça c'est nous aussi qui arrosons. [...] Et ce qui vient tout de suite après et loin, très très loin devant, c'est la culture. Et après, quand on va analyser la culture, c'est Là Hors De. Donc, ça veut dire qu'aujourd'hui, la presse vient pour des événements culturels qui se passent à La Duchère, menés par Là Hors De.

Liste d'articles et reportages concernant le *Projet Sputnik* depuis 2005

Ces documents sont consultables sur le site de Là Hors De.⁶⁶

Festival UpDate

L. BUFFLIER, « Soixante artistes relèvent le défi », *Le Progrès*, 13/09/2005.

Cet article donne une présentation descriptive du festival *Up Date* et de son programme.

Déambulations littéraires et verticales des [h]auteurs

Reportage télévisé sur M6 Lyon en février 2006.

Ce reportage expose le principe des *Déambulations* illustré par des extraits de lectures. Il souligne également l'absence d'habitants de l'immeuble dans le public, perçue comme une déception.

⁶⁵ Festival *Up Date* : un article de presse régionale ; les *[h]auteurs* : 2 reportages de télévisions régionales ; les *Dix mots* : 3 articles de presse locale et régionale ; *Duch'city* : 1 article de presse régionale et 2 reportages de télévisions régionales ; *Musée Palissadaire* : 3 articles de presse régionale

⁶⁶ <http://www.lahorsde.com/sputnik/category/presse/> (mai 2009)

Reportage télévisé sur France 3 Grand Lyon en février 2006.

Ce reportage, avec des images de lectures, expose l'objectif de Là Hors De : prendre contact en douceur avec le quartier en éveillant la curiosité des habitants. Sont mentionnés des petits conflits avec des habitants parfois « jaloux de leurs territoires ».

Dans le cadre des dix mots de la *Semaine de la langue française*

G. LAMY, « Un Sputnik à Dix », *Lyon Capitale*, 21/03/06.

Cet article expose le principe de l'action artistique, en donnant la parole à Là Hors De, et détaille quelques projets. L'accent est mis sur le travail avec les habitants pour éveiller leur créativité.

L. BUFFLIER, « 10 mots, 10 artistes, 10 projets », *Le Progrès*, 25/03/06.

Cette article propose une présentation descriptive des projets autour des *Dix mots* avec 2 exemples détaillés.

« GPV en culture », *Lyon citoyen*, 03/04/06.

Cet article présente diverses actions du *Projet Sputnik*, en particulier les *Dix mots*, en soulignant les débuts difficiles de la réception par les jeunes habitants.

Projet Sputnik

Reportage télévisé sur TLM en juin 2006.

Ce document est une présentation en plateau du *Projet Sptunik*, sans illustration visuelle. Le journaliste présente diverses actions, aux contenus « volontairement énigmatiques », qui impliquent autant les habitants du quartier que l'ensemble de la ville.

Musée éphémère

« L'image », *Lyon Capitale*, 31/10-06/11/06.

Cet article donne une brève description de la collection *Entre Temps*.

L. BURLET, « Allez au musée à La Duchère », *Lyon Capitale*, 15/12/06.

Cet article propose une description du *Musée éphémère* et présente un exemple associant un artiste et une habitante.

« Entre Temps », *La Tribune de Lyon*, 16-17/12/06.

Ce court article offre une présentation descriptive de la collection *Entre Temps*.

V. TERRIER, « Musée éphémère », *A nous Lyon*, 29/01/07.

Cet article donne une présentation descriptive du *Musée éphémère* en insistant sur la symbolique de l'art à la reconquête de l'espace vidé de ses habitants.

G. ALLIX, « A Lyon, l'art investit les barres avant l'explosion », *Le Monde*, 16/03/07.

Cet article expose les inquiétude des habitants quant à la rénovation et au relogement, et s'interroge sur l'ambition du *Projet Sputnik* dans ce cadre en donnant la parole à un élu et un membre de Là Hors De. Il évoque ensuite la réception parfois difficile du projet, notamment par les jeunes, et la difficulté à

évaluer une telle démarche au long cours (en évoquant les recadrage souhaités par les élus et la compagnie).

« Etape à La Duchère », *Lyon Capitale*, 15/05/08.

Cet article présente *Waterproof Exhibition* (accueil des *Nuits Sonores* par le *Projet Sputnik*) et sa programmation, et souligne l'intérêt de Là Hors De pour les projets culturels associés

Duch'City

Reportage télévisé sur M6 Lyon, *circa* 02/07/08.

A la veille du festival, le reportage se concentre sur la performance « Quelque chose est rouge » qui explore l'espace d'un logement, et dont l'intérêt d'après l'un des artistes est de faire découvrir aux gens extérieurs au quartier la vie dans ces appartements.

« Duch'City, trois jours de fête et de création sur le plateau », *Le Progrès*, *circa* 02/07/08

Cet article détaille le programme des trois jours du festival.

Reportage télévisé sur France 3 le 05/07/09.

Ce reportage présente le festival et la démarche de Là Hors De exposée par une de ses membres, puis interrogent des habitants qui parlent de la mémoire et du relogement.

Parabole

Reportage télévisé sur TLM *circa* 01/12/08.

A quelques jours de la performance, ce reportage présente le dispositif mis en œuvre pour la réalisation de la fresque, puis un membre du collectif explique en quoi il s'agit déjà d'une réussite grâce à l'échange établi avec les habitants durant la préparation.

Reportage télévisé sur M6 Lyon le 05/12/08.

Quelques jours avant la performance, ce reportage explique le dispositif et montre l'enthousiasme des participants.

« Fête des Lumières : La Duchère haut en couleurs », *Lyon Capitale*, 08/12/08.

Cet article donne une description de la performance *Parabole* (élaboration et réalisation de la fresque) et de son intention décrite par Là Hors De.

L. BUFFLIER, « A La Duchère, instant magique pour performance exceptionnelle », *Le Progrès*, 08/12/08.

Cet article décrit la performance, en particulier la réalisation de la fresque et le public présent, institutionnels et habitants.

Reportage télévisé sur M6 National le 08/12/08.

Ce reportage montre des images de la performance, un public enthousiasmé et donne la parole à la chargée de communication de la compagnie qui explique la démarche (à laquelle le journaliste semble adhérer d'après la conclusion).

Reportage radiophonique sur RTL le 08/12/08.

Ce reportage décrit le succès de l'opération auprès des habitants, donne la parole à la chargée de communication de Là Hors De qui explique le dispositif, et à un responsable de l'OPAC qui évoque l'attachement des habitants à leur immeuble.

« Parabole, récit d'un final grandiose », *Ville en vue*, journal du GPV, déc. 2008-fév. 2009.

Cet article donne une description de la performance, en particulier des acteurs mobilisés (participants et public). La performance fait aussi la « Une » du journal.

Projet Sputnik

Reportage télévisé sur France 3 Grand Lyon en mars 2009.

Ce reportage présente le *Projet Sputnik* en général, en s'appuyant sur le *Musée palissadaire*, et aborde la question de la réception par les habitants, dont l'adhésion serait croissante. Il s'interroge sur la place des résidents face aux nouvelles populations attendues par le projet urbain : « sous le vernis culturel » se pose la question du relogement.

Musée palissadaire

« Premier acte pour le *Musée palissadaire* de La Duchère », *Le Progrès*, 19/03/09.

Cet article donne une brève description de la conception du musée.

« Un musée en chantier », *Métro*, 19/03/09.

Cet article donne une brève description du principe du musée et de l'opération *Human Box*.

« Une fresque pour embellir les chantiers de La Duchère », *20 Minutes*, 19/03/09.

Cet article donne une brève description du musée.

Chapitre II. Une action publique prise entre projet urbain et intervention artistique

Ce deuxième chapitre présente une analyse des entretiens réalisés avec plusieurs types d'acteurs impliqués dans les relations entre le projet urbain et l'action culturelle (Mission GPV, Mission de coopération culturelle de la Ville de Lyon, membres de la compagnie Là Hors De, Régie de quartier...). Sur la base de la trame qui a été définie en partie dans la grille d'analyse, il est organisé en deux grandes parties présentant, d'une part, les discours et représentations que les personnes se font de l'action publique, qu'elle soit reliée aux politiques de la ville, aux politiques culturelles ou plus spécifiquement au projet de renouvellement urbain, et d'autre part, les discours et représentations que ces acteurs se font de leur travail à travers notamment des notions comme celle de compétence, de légitimité, de rôle ou d'apprentissage. Nous avons ainsi mis à jours un ensemble d'interactions entre les partenaires impliqués dans le projet de renouvellement urbain.

I. Discours et représentations sur l'action publique

Cette première partie vise à décrire les discours et représentations des acteurs sur le contexte politique et social du projet de renouvellement urbain, ainsi que le projet urbain lui-même et l'action artistique et culturelle telle qu'elle y est engagée. Dans ce sens, nous avons rassemblé ici deux grands ensembles de propos tenus par les personnes que nous avons rencontrées. Le premier porte sur le quartier à travers les représentations que les acteurs s'en font (un quartier en souffrance en prise avec des tensions sociales, politiques et économiques fortes) ainsi que le projet urbain avec ses enjeux spécifiques (un nouveau processus, l'actualité de la concertation et de la culture dans le GPV). Le deuxième ensemble de discours porté par les acteurs vise des définitions de l'action artistique et culturelle (son rôle, son identité, son public) ainsi que le rôle qu'elle peut avoir plus spécifiquement dans le cadre du projet urbain (représentations des acteurs sur ce qu'est une intervention artistique, et en particulier celle de Là Hors De, dans le contexte d'un projet urbain).

A) Transformer un quartier en souffrance

Isolé socialement et physiquement, le quartier de La Duchère est « stigmatisé », marqué par son histoire sociale mais également par le contexte politique qui porte actuellement le processus de transformation du quartier. Cependant, le projet urbain en tant que concrétisation du changement apparaît tout de même comme porteur d'une ouverture possible vers un projet

de quartier qui serait commun à l'ensemble des acteurs avec lesquels nous avons fait des entretiens.

1. La politique de la ville, (travailler dans) un contexte difficile

Travailler dans le cadre d'un projet de renouvellement urbain, qui plus est dans le cadre de la politique de la ville, est, pour de nombreux acteurs, déterminant pour leur intervention. Le thème d'un « contexte social et urbain tendu » est revenu très souvent dans les entretiens. Pour les associations et les structures culturelles, le contexte des politiques de la ville, bien qu'étant un dispositif ayant comme finalité la mise en place d'une cohérence de l'action publique sur un territoire, semble être une logique technocratique à différents étages créant des difficultés dans les partenariats à construire avec les institutions. L'action publique mise en œuvre par la politique de la ville apparaît alors comme une difficulté supplémentaire à la réalisation de projets, à laquelle il faut faire face.

Un contexte social tendu

A son arrivée dans le quartier de La Duchère, la compagnie Là Hors De se retrouve dans un contexte social qui lui apparaît particulièrement tendu, avec des zones « sclérosées » et sans convivialité, certains acteurs exprimant un certain fatalisme à propos de cette situation. Le quartier apparaît alors comme un *no man's land* isolé de la ville de Lyon, marqué par une grande pauvreté, abandonné par Lyon et les « rupins » d'à côté (Ecully, Champagne, etc.). La codirectrice de la compagnie Là Hors De dresse donc un tableau très noir et sans espoir du quartier à leur arrivée. Ensuite, elle explique l'absence de demande en terme de culture par le fait que les habitants ont des préoccupations matérielles d'urgence et de survie : trouver du travail, trouver à manger, tenir financièrement jusqu'à la fin du mois, éduquer ses enfants dans de bonnes conditions, etc.

Le financement public, un obstacle à la réalisation des projets issus de la société civile

L'un des partenaires importants de la compagnie Là Hors De est la Régie de quartier de La Duchère. Au-delà des actions menées en communs dans le cadre des projets de la compagnie, la Régie et Là Hors De ont des relations d'entraide et partagent leurs moyens. Association d'aide à l'insertion par l'emploi, la Régie de quartier développe des activités économiques autour de l'entretien d'immeubles, le bâtiment (second œuvre) et la propreté urbaine. A ce titre, la Régie est souvent intervenue en soutien logistique pour des actions de la compagnie, mais aussi, les projets proposés par Là Hors De sont des occasions pour la Régie de travailler également dans le champ culturel avec les salariés et les bénévoles de l'association. Les Régies de quartier sont souvent créées dans des quartiers en politique de la ville et le directeur de la Régie a lui-même été chef de projet auparavant dans ce cadre, ce qui lui confère une très bonne connaissance du GPV et de ses acteurs.

Quand nous l'avons interrogé sur ce que pourrait être une action artistique dans un projet de renouvellement urbain, le directeur de la Régie de quartier a insisté sur la dimension participative des projets.

[...] il faut que les projets émergent avec la population. La dérive qu'il y a, [...] c'est qu'à un moment le projet soit fait à côté des habitants et qu'il leur soit présenté. Donc, c'est comment le faire avec, et comment faire en sorte que dès l'origine, c'est-à-dire au premier moment où on commence à faire un peu de la créativité, eh bien qu'il y ait des habitants qui soient présents à côté pour dire c'est génial, ou non c'est débile, alors après on ne peut pas imaginer des processus où tout le monde soit là. Démocratie directe, ça ce n'est pas vrai, ça ne peut pas non plus fonctionner comme ça. Mais il faut se donner les moyens quand même qu'un maximum de gens soient associés et donc il faut les présenter dès le départ.

Cependant, pour lui cela nécessite des transformations du système de financement des projets culturels, qui ne permettent pas de mettre en place ce genre de processus créatif participatif. Les dispositifs de financement actuels ne laissent pas suffisamment d'amplitude et de marge de manœuvre pour des projets qui demandent parfois de fortes réorientations en cours de réalisation afin de permettre des adaptations liées aux participations des habitants. Les subventions publiques ne permettent donc pas toujours le développement d'actions sociales qui seraient innovantes.

Et puis, il faudrait surtout, pour que ça puisse marcher, un système où on puisse aussi abandonner une idée en cours de route au profit d'une autre. Sans perdre ni les moyens financiers, ni la légitimité. [...] C'est valable dans le social... Vous partez sur un projet, à mi-chemin vous vous rendez compte que vous allez dans un mur ou à demi dans un mur, mais vous ne pouvez plus faire marche arrière. Si vous perdez le pognon, les engagements, [...]vous ne pouvez pas transférer sur une autre action. Vous êtes ficelé. [...] Dans une infrastructure, ça m'est arrivé plusieurs fois, d'être dans un projet où je me rends compte à mi-chemin, que je ne vais pas atteindre mes objectifs. Eh bien, on va s'acharner, renforcer les moyens, essayer de faire au mieux pour aller au bout, alors qu'on pourrait réorienter pour aller sur autre chose [...]. Donc, on ne peut pas faire du pilotage comme ça, ça manque un peu de souplesse quoi. Paradoxe : on a une activité économique ici qui est à peu près d'un million trois cent mille euros de vente. J'ai de la souplesse dans l'activité économique [...] et je n'ai aucune souplesse sur la question sociale et citoyenne parce qu'on est sûr du financement public qui n'a plus aucune souplesse.

L'innovation sociale n'est possible qu'en dehors de l'action publique

D'un côté, la « bureaucratisation » des services liés à la politique de la ville, d'un autre côté, les « réductions des marges de manœuvre » des chefs de projets limités dans leur autonomie d'intervention (« non seulement on les a transformés en gestionnaires, mais en plus ils ne sont plus décisionnaires, donc ils ne peuvent plus rien décider, [...] maintenant, effectivement, les marges de manœuvre, le reste et compagnie, ce n'est plus possible ») font que sur des actions

expérimentales et innovantes, le directeur de la Régie de quartier préfère ne pas demander de subventions afin de préserver une liberté de travail.

Mais, comme on nous ficelle en amont et en aval et bien, il y a un moment où on ne peut plus faire face. Donc, il vaut mieux qu'on n'appelle pas la subvention. Moi, il y a au moins cinq ou six actions sur lesquelles maintenant le choix est fait, on n'appelle pas de subventions. Mais ça veut dire qu'on fait moins, parce qu'on a quand même besoin des subventions, c'est clair. Mais parce que c'est trop compliqué, je me suis encore fait piéger l'année dernière sur des actions qu'on avait vraiment envie de conduire.

Le directeur de la Régie de quartier se dit tout de même privilégié par rapport à d'autres associations, du fait de son « activité économique ».

[...] comme il y a des recettes privées propres, liées à une activité économique, nous avons dans notre structure des marges de manœuvre. Imaginez ça pour un centre social ou une MJC qui n'a pas ces recettes-là, donc qui n'a pas ces marges de manœuvre comptable. Comment ils font ? Alors évidemment, après on s'étonne qu'ils soient en difficulté, qu'il y ait un trou dans la caisse, qu'ils fassent moins qu'avant, etc. On les a mis dans des carcans !

Il dénonce ainsi le manque de relation entre le « terrain » et l'administration, et notamment l'absence d'une prise en compte des réalités rencontrées par les acteurs des associations.

Il faut rendre sa programmation au 10 octobre. Donc, ce processus, finalement, de discussion pour les nouvelles actions, il a un mois. Le temps que vous rentriez de vacances, que tout le monde soit rentré, vous êtes plutôt le 10 septembre, vous avez un mois. Ce n'est pas un temps qui correspond à la vie réelle du territoire et des acteurs du territoire. Donc vous pouvez avoir des directions habiles qui effectivement ont prévu les trucs en amont, les ont mis dans un tiroir etc. [...] On dit qu'il n'y a plus d'initiatives, qu'il n'y a plus d'actions nouvelles, qu'il n'y a plus d'innovation. [...] Mais quand on fait de l'innovation, surtout on ne demande pas de subventions.

Dans ce cadre, s'il peut travailler avec la compagnie Là Hors De, c'est grâce à des recettes privées, ce que ne peuvent pas faire les centres sociaux ou la MJC.

Là Hors De, à chaque fois qu'ils ont participé à divers trucs, il n'y a pas toujours de finances supérieures. C'est pareil pour tout le monde, sauf que la MJC et les centres sociaux, ils ne peuvent pas faire ça. Nous, on peut le faire parce qu'on a des recettes privées.

Un projet urbain fragile au niveau économique, un contexte de crise

Cependant, des craintes sont exprimées par certains acteurs sur les aspects économiques du projet urbain. Si les responsables du projet expriment un souci des aspects sociaux et culturels, d'autres acteurs se préoccupent des aspects économiques. Pour le directeur de la Régie de quartier, par exemple, le projet urbain de La Duchère est particulièrement mis en danger par la crise économique car les prix affichés pour la vente des appartements sont

encore trop élevés par rapport à la situation géographique et sociale de La Duchère. C'est un contexte qui rend très incertain l'avenir du projet urbain et sa réussite.

J'ai des amis qui achètent, ça fait un an, ça fait beaucoup de gens donc. Voilà, on recherche la couche moyenne typique. Au début, ils avaient deux programmes. Voilà maintenant, c'est possible là, là, et là. Ça, ce n'était pas vrai il y a un an. Maintenant c'est possible partout. Donc, à La Duchère, à mon avis, ça veut dire que simplement [...] la concurrence devient plus forte et que les aspects attractifs du projet doivent être renforcés de manière importante.

Ce contexte d'intervention difficile pour les travailleurs du social et de la culture a pourtant fait l'objet de la mise en place de moyens spécifiques qui ont mené à la création du Grand Projet de Ville dans le quartier de La Duchère. Cependant, malgré le GPV et la politique de la ville, selon le témoignage du directeur de la Régie de quartier, les conditions ne semblent pas encore réunies pour que les acteurs de la société civile participent à une dynamique globale de revalorisation engagée par les politiques publiques.

2. La Duchère, territoire abandonné et tensions sociales

Bien qu'en gestation depuis quelques années dans le cadre du Développement Social Urbain (DSU), le Grand Projet de Ville (GPV) voit son origine dans la volonté politique du maire de Lyon, de rééquilibrage du logement social sur le territoire de l'agglomération ainsi que de désenclavement du quartier de La Duchère. Des réflexions sont alors déjà engagées sur la question du paysage notamment. Cependant, les premières démolitions entreprises dans le cadre du GPV seront très mal vécues par la population.

La genèse du GPV : un rééquilibrage à l'échelle de l'agglomération

La personne qui a été chargée du développement social et culturel (volet culturel) de la Mission GPV, est arrivée dans le quartier de La Duchère à la fin de l'année 1998 dans le service de Développement Social Urbain qui était composé d'une petite équipe de trois personnes. Cette équipe a été renforcée très vite par une personne chargée de l'habitat du fait de l'importance de la détérioration des immeubles (le quartier était composé de 80% de logement sociaux et de 20% de copropriétés plutôt dégradées). L'équipe faisait également un travail de communication avec une « lettre du quartier ». En 2001, Gérard Collomb, le maire du 9^{ème} arrondissement devient maire de la ville de Lyon puis président du Grand Lyon, la communauté urbaine, il a une volonté politique forte de « rééquilibrage » du logement social à l'échelle de l'agglomération et aussi de désenclavement du quartier de La Duchère (« Je ne veux pas de ghetto dans ma ville », sont les propos du maire rapportés, dans l'entretien, par la personne qui était en charge de la culture à la Mission GPV) dans le cadre de la Loi sur la Solidarité et le Renouvellement Urbain. Un comité de pilotage est mis en place avec une

représentation forte des collectivités locales et de l'Etat, c'est de début du GPV et du projet urbain.

La mise en place du projet urbain

De son côté, l'ancien service de Développement Social Urbain avait déjà engagé un travail avec un paysagiste urbaniste sur les aspects paysagers, mais aussi sur l'aménagement des espaces publics, qui représentent un potentiel important du plateau de La Duchère (« deuxième poumon vert de la ville » avec des « atouts assez spectaculaires, des points de vue », entretien avec l'ancienne responsable de la culture à la Mission GPV). Le paysagiste urbaniste a ensuite travaillé pour le comité de pilotage et, selon la personne qui était en charge de la culture à la Mission GPV, a présenté un projet urbain comportant des opérations de démolition importantes. La Mission GPV Lyon-Duchère est alors mise en place avec une équipe de quinze personnes, elle travaille au développement économique (avec par exemple la création d'entreprises) et à la gestion urbaine de proximité (Gestion Sociale Urbaine de Proximité – GSUP). Une étude comparative, sur les moyens affectés à la gestion urbaine dans d'autres quartiers de la ville de Lyon, montre que La Duchère est très mal dotée. Un « projet éducatif local » est également mis en place afin de répondre notamment aux problèmes de délinquance. Une logique de projet croisant à la fois des aspects sociaux et urbains est engagée par la Mission du GPV et des moyens supplémentaires arrivent donc progressivement.

Le paysagiste urbaniste donne également une grande importance au contexte et insiste pour raconter l'histoire de la mise en place de la Mission GPV (une équipe forte d'une expérience sur Vaise) qui est reliées aux fortes volontés des personnalités politiques : Henry Chabert, député de la circonscription, la mairie de Raymond Barre, et Gérard Collomb, maire du 9^{ème} arrondissement puis maire de Lyon). Le paysagiste urbaniste décrit ainsi une mise en place du projet en deux temps. Un premier temps d'élaboration et de définition du projet de renouvellement urbain, avec notamment des visions différentes entre Gérard Collomb et la mairie de Raymond Barre, une maturation des idées et une connaissance du terrain des concepteurs sans transformation physique du quartier, puis une seconde phase de prise de décision très rapide à partir du moment où Gérard Collomb est élu maire de Lyon.

Cette seconde phase est celle des démolitions sur le quartier. Le paysagiste urbaniste est assez critique sur cette phase de démolition assez brutale, réalisée sans concertation, et qui a laissé des traces assez douloureuses dans la mémoire de la population du quartier. Dans le cas de la démolition de l'une des « barres », le paysagiste urbaniste voit une erreur de méthode.

La mémoire au secours d'un projet urbain traumatisant

Pour la personne qui était responsable du volet social et culturel à la Mission GPV également, l'annonce des démolitions a provoqué des traumatismes parmi la population et notamment chez les personnes âgées qui sont, pour une partie très importante, des personnes « rapatriées » (Pieds-noirs). Un « volet communication » a alors été mis en place pour « l'accompagnement des habitants dans le changement » et des contacts ont été pris avec le Centre Médico-Pédagogique (CMP) et les psychiatres qui y travaillent. Mais cette approche médicale du traumatisme n'a pas permis un contact avec la population. La personne alors responsable du volet social et culturel propose que l'entrée par la culture soit privilégiée en sollicitant notamment Annie Schwartz, qui animait des ateliers d'écriture à la bibliothèque et avait publié des ouvrages sur la mémoire du quartier de La Duchère (« je trouvais qu'elle avait une empathie et une écoute qui pouvaient être intéressantes »). La première phase du volet culturel de la Mission GPV a donc porté sur les aspects de récits et de mémoire du quartier, l'urgence étant de « donner la parole » aux habitants.

Une fois les récits collectés, s'est posée la question de leur utilité, du devenir de ce travail et de la restitution aux habitants de leur mémoire. La Mission GPV a alors sollicité une compagnie de théâtre, également présente dans le quartier de La Duchère, et qui développe une démarche de « théâtre forum ». Un spectacle est monté et présenté aux habitants ayant contribué aux récits mémoriels, une reconnaissance institutionnelle du vécu des habitants est ainsi actée.

Donc les gens se sont retrouvés [dans le spectacle] et, du coup, voilà, on a pris en considération leur douleur, leur angoisse. Voilà, donc, je ne dis pas que ça a été thérapeutique mais, en tout cas, ça a aidé à passer un cap. Donc, là, c'est vraiment la culture au service du projet urbain.

La réflexion sur la culture est alors associée aux aspects sociaux et « sensibles » du projet urbain comme la vieillesse, la petite enfance ou la délinquance. Des relations sont notamment développées avec les acteurs culturels de La Duchère comme la Maison de la Culture (MJC), une compagnie de danse contemporaine très présente dans le milieu scolaire, puis avec tout un ensemble d'acteurs proposant une offre culturelle importante que la politique de la ville finance en partie. La personne responsable du volet culturel du GPV est alors devenue l'interlocutrice privilégiée des artistes dans le cadre des politiques de la ville.

Une deuxième phase du projet urbain

Le paysagiste urbaniste décrit également le temps écoulé depuis le début du projet comme une première phase, il a le sentiment aujourd'hui d'aborder une seconde étape. Cette première phase correspond aux priorités données à la démolition, au relogement des gens sur Lyon et à la volonté d'attirer des promoteurs pour reconstruire un certain nombre de logements en

accession à la propriété (2000-2008). Pour lui, il s'agissait d'un « combat » suffisant en lui-même, car « il fallait vraiment que le projet soit engagé dans le mandat » en sachant qu'« on ne peut pas mener tous les combats en même temps ». La seconde étape du projet est maintenant engagée alors que les priorités ont changé dans la mesure où les démolitions/reconstructions sont sur « les rails ». Elle correspond selon le paysagiste urbaniste à de nouveaux enjeux et notamment aux actions orientées vers les aspects environnemental et culturel et vers la concertation.

3. Le projet urbain, une vision partagée d'un processus ouvert

Cette deuxième phase du projet urbain est alors associée à une conception du projet urbain lui-même intégrant un processus davantage socialisé avec un ensemble d'acteurs à la fois présents sur le territoire et à la fois porteurs de compétences nouvellement associées à la dynamique du projet. Le paysagiste et l'architecte présentent ainsi leur perception du projet qui fait écho d'une certaine manière à la conception du « projet culturel de développement » proposé par le cabinet Bleu Sud.

Le projet urbain, un projet « vivant »

Le paysagiste urbaniste se représente le projet urbain comme un processus non figé dans son déroulement et son élaboration. C'est un projet qui se « fait en marchant » selon sa description de l'historique de la conception du projet (notamment lorsqu'il décrit les ateliers de concertation concernant des décisions d'aménagement de l'espace public) ou encore dans sa vision d'un *workshop* avec les différents acteurs du projet urbain (y compris les artistes par exemple). Pour lui, « la notion du projet est très culturelle, est très vivante, elle est d'abord vivante », cette vision du projet, associée à l'image de la vie, s'applique aussi à l'intérieur des différentes phases du projet (ici pour les ateliers d'art urbain : « c'est cette notion de la montée en puissance en marchant, en avançant, qui est la vie du projet, qui est importante pour moi »). L'architecte et le paysagiste ont des représentations assez proches de ce qu'est pour eux le processus de fabrication d'un projet urbain : un processus flexible qui s'adapte en fonction de l'évolution du contexte local et global. L'architecte, comme le paysagiste, qualifie ce processus de « vivant » :

Le projet, il est vivant à deux niveaux. D'abord, parce qu'il y a les habitants [...], et aussi parce que comme [le paysagiste] a du vous le dire, il y a quelques points forts qui sont attendus et puis il faut qu'on soit suffisamment souples pour que le projet puisse suivre l'actualité du moment. Ce qui se passe au niveau international, national et local, en ce moment, ça va avoir un impact par rapport au projet, et il faut qu'on soit prêts à adapter le projet par rapport à cette réalité économique.

Le paysagiste précise son idée en opposant ce processus « vivant » et « évolutif » à un processus programmatique dont il faut finalement sortir :

Après guerre, [...] on a un truc très programmatique. On fait le programme. On a des objectifs, on a un programme, on a des financements et on apprend à faire le projet. La vie, ce que l'on peut produire d'enfin, plutôt d'avant garde, si on cherche, à aller de l'avant, on va dire, ce n'est pas être dans ce déroulé. Ce déroulé ne peut produire que ce qu'on savait faire, pas ce qu'il y a à faire. C'est un système où là, quand on fait un programme, on fait ce qu'on nous demande de faire. Il ne faut surtout pas faire ce qu'on nous demande. Et pour eux [il parle ici de la place des artistes dans le projet urbain], dans le domaine culturel, [...] c'est d'aller au-delà.

Le paysagiste a ainsi la vision d'un processus non linéaire, innovant par le fait d'aller au-delà d'un programme, où la programmation et la conception ne sont pas des phases uniquement amont, avant la réalisation, mais s'égrènent au fur et à mesure de l'avancée, en s'adaptant aux modifications du contexte. L'architecte utilise ce même vocabulaire pour définir le processus du projet. Par exemple, quand il est digéré et récupéré par les politiques, il parle de « la logique de la montée en puissance du projet ».

Le « projet culturel de développement »

En 2004, le « rapport Bleu Sud » a été produit dans le cadre d'une réponse à un appel d'offre produit par la Ville et le GPV qui « avaient la mission de développer la partie culture ». Le cabinet Bleu Sud a répondu sur la base d'une expérience multiple, liée à la Friche Belle de Mai, à un rapport produit pour le Ministère de la Culture et de la Communication⁶⁷, mais aussi à des travaux effectués en « reconstruction, requalification et rénovation ». La question posée portait sur le programme culturel destiné à un futur équipement culturel prévu dans le cadre du projet urbain. Plusieurs « pistes » étaient alors envisagées par le GPV qui a demandé de les expertiser : la bibliothèque, la Maison des Jeunes et de la Culture, une « centre plus axé sur les sciences et techniques ». La proposition du cabinet Bleu Sud a principalement porté sur la méthode, l'objectif étant « de travailler sur la complexité du processus de développement ».

Pour l'expert du cabinet Bleu Sud, « réaménager les quartiers » implique de manière idéale « de mobiliser » et « d'associer » aussi bien l'association des anciens algériens que le président de Bouygues Immobilier afin qu'il y ait une « confrontation à la critique et à la pratique » dans le fait d'« éprouver » les pratiques culturelles des autres. Et, pour lui, La Duchère avait la possibilité d'offrir ce cadre de confrontation permettant le travail sur la « modification » et en particulier la « modification architecturale » qu'il distingue de la « réhabilitation » car, pour lui également, l'enjeu est bien de « transformer » l'espace. C'est pour cela que la proposition du cabinet Bleu Sud a été « d'organiser le travail ».

⁶⁷ Secrétaire d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle du Ministère de la Culture et de la Communication, le rapport porte sur le renouvellement de l'action culturelle engagée dans des lieux comme les friches industrielles.

La proposition de « projet culturel de développement » du cabinet Bleu Sud se situe clairement au niveau de la conception du projet urbain lui-même, c'est-à-dire dans la façon de produire le projet urbain. Pour l'expert avec qui nous avons fait l'entretien, il s'agissait de rassembler dans un lieu « la combinaison de tous les services qui allaient être en mutation pendant les dix ans sur La Duchère » : une « bibliothèque provisoire », un « bar-restaurant provisoire », une « salle de répétition », un « lieu de présentation au public », etc. Ce lieu devait être un « lieu de vie ». Il s'agissait également « d'inventer un village de vente qui ne soit pas les trois Algeco qu'on a l'habitude de voir sur les avenues et qui montrent une piètre qualité dans la vitrine avec une jeune femme, en général, avec des talons et du rouge à lèvres ». Ce lieu en structure légère, un « campement », aurait été investi par les artistes ayant comme mission de travailler à cette invention. Ce lieu aurait aussi permis « le croisement de ceux qui allaient venir habiter dans le quartier et de ceux qui y habitaient déjà » à travers notamment la présence de services publics (il donne l'exemple du ramassage des poubelles). Pour lui, le projet était donc de travailler au « vivre ensemble ».

Une nouvelle forme d'espace public

Cette conception du projet urbain comme processus collectif et itératif s'articule avec une conception de la ville qui est en quelque sorte politique (le projet repose sur un « discours politique » qu'ils ont formulé dans leur « étude »). Le « projet culturel de développement » est un projet d'espace public en tant qu'espace de la cité : il rassemble aussi bien des services publics que des lieux d'échanges entre les habitants en étant relié au processus de transformation du quartier.

Mais c'est vrai que quand on a fini par donner cette idée d'une espèce de village, d'un village culturel comme un village de vente, on sait, en tous les cas, qu'il y avait une sorte de matière à projet pour tout le monde et où tout le monde se retrouvait, la vraie configuration d'un projet d'espace public culturel construit, avec des dimensions privatives à l'intérieur très fortes.

Cependant, pour l'expert du cabinet Bleu Sud, l'image et la dimension symbolique de l'architecture n'ont pas suffisamment été prises en compte dans le projet urbain et notamment dans le travail sur la mixité sociale. Par exemple, pour lui, elle est représentée par des projets immobiliers « tamponnés "qualité architecturale" » qui paraissent dans la revue *Le Moniteur* (« ils ont poinçonné les projets "architecture" donc ils pensent que la case architecturale est remplie »). L'architecture devient une distinction qui appelle une clientèle particulière (« Et même *Le Moniteur* [...], aujourd'hui, a un minimum de culture architecturale. Question salon. Ce n'est absolument pas le minimum de culture qui manque au projet. »). Alors que lui proposait de travailler avec les artistes sur le « vivre ensemble », la priorité a été de « sortir des opérations » et il était ainsi difficile d'intervenir sur le processus de production du projet urbain. Lui a expérimenté des choses, notamment à la Friche Belle de Mai à Marseille, et sait

qu'il n'y a pas de réponse type sur le rôle que peut jouer un lieu porteur d'un projet culturel, mais sa conception du projet urbain n'est pas la même que celle portée par le GPV et les aménageurs. Il situe par exemple le rôle de la culture dans le projet urbain au niveau de la programmation urbaine et, par exemple, dans des espaces affectés à des structures de la société civile.

Entre le modèle du projet, processus « vivant », suivant une évolution non programmatique, au sens de non planifiée, et le modèle du projet de développement intégrant une réflexivité sur le « vivre ensemble » dans un espace public, ouvert au dialogue, il semble n'y avoir qu'un pas. Pourtant, les enjeux sociaux du projet urbain paraissent encore les plus problématiques dans le discours des acteurs. Que ce soit dans la mise en place de la concertation, dans l'articulation des actions culturelles avec le projet urbain et dans les difficultés rencontrées par la compagnie Là Hors De à son arrivée à La Duchère, le modèle du projet urbain vu comme un projet de société semble loin du vécu des acteurs que nous avons rencontrés.

B) Trouver des solutions « sociales »

La phase actuelle du projet urbain est particulièrement tournée vers les aspects sociaux du projet : la relation avec les habitants est maintenant le souci principal de l'ensemble des acteurs partenaires du GPV et elle est en quelque sorte le critère d'évaluation de l'action de chacun.

1. La concertation, entre expérimentation sociale et leurre participatif

Au premier plan des enjeux de la relation aux habitants est la concertation sur le projet urbain. Mise en place récemment, elle est encore menée de façon expérimentale. La Mission GPV a mis au point une « méthodologie », un dispositif relativement stabilisé, mais la relation aux habitants reste problématique dans le discours de certains acteurs. La concertation est alors vue comme une forme d'hypocrisie vis-à-vis des habitants dont le pouvoir d'intervention sur le projet semble trop partiel.

Le dispositif de concertation porté par la Mission GPV

La concertation est arrivée dans le deuxième temps du projet urbain : les premières grandes décisions sur les orientations du projet urbain, et en particulier sur les démolitions, ont été portées par les élus (les premières « grandes » réunions publiques ont eu lieu en 2004 et des propositions d'habitants ont alors pu infléchir le cours du projet (récit de la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV)).

Au démarrage du projet, il n'y a pas eu de concertation sur les grandes lignes du projet. On n'a pas concerté sur le choix de démolir ou pas. C'était un choix politique porté, assumé, qui a permis au projet de se lancer vite et d'être aujourd'hui un projet relativement avancé

par rapport à d'autres projets de rénovation urbaine. La difficulté c'est que les habitants forcément n'ont pas toujours bien perçu les démolitions, un démarrage de projet parfois douloureux pour eux. Donc il y a eu une grosse opération de concertation en 2004-2005 sur le sens du projet. Donc avec des réunions publiques, des débats. Les habitants étaient invités à faire des propositions pour enrichir le projet. Et suite à ça les élus ont pris 60 engagements pour améliorer le projet.

Les premières instances de la participation sont alors mises en place accueillant des représentants de la société civile. Une diversité de personnes est alors consultée pour le choix des sujets sur lesquels va porter la concertation.

Donc, suite à ces engagements, on a mis en place un comité de suivi participatif. C'est une instance qu'on réunit trois fois par an, tripartite, avec des élus, des techniciens et des représentations [...] de la société civile. [...] C'est des gens soit qu'on nomme, soit on demande à des groupes ou à des associations de désigner un représentant. Donc, il va y avoir un représentant des acteurs culturels, un représentant des équipements sociaux, des commerçants, des chefs d'entreprises, des parents d'élèves de l'école, du collège, des enseignants, [...] des collectifs de locataires pour ceux des quartiers, etc.

Le temps et les moyens manquant, les enjeux de la concertation portent alors sur le choix des méthodes qui vont être employées et sur les priorités définies dans le cadre du comité de suivi participatif.

Et donc, dans cette instance, on organise chaque année la concertation. C'est-à-dire que nous proposons à ces membres différents sujets qui peuvent être mis en concertation dans l'année, [...] on leur dit qu'en fonction des plannings des chantiers, on peut cette année concerter sur l'aménagement du Vallon, concerter sur tel sujet et donc, ensemble, on choisit les sujets de concertation. Les gens acceptent qu'on ne concerte pas sur tout, parce qu'on n'a pas le temps, on n'a pas les moyens, mais qu'on se concentre sur les espaces qui leur semblent les plus importants à eux. Donc on valide les méthodologies ensemble, et ensuite les concertations sont mises en place avec qui veut venir.

Une méthode principale structure le dispositif de la concertation : une réunion publique avec les élus ouvre la mise en place d'ateliers thématiques auxquels les habitants peuvent s'inscrire s'ils le souhaitent mais l'inscription est une forme d'engagement à suivre le travail de l'atelier jusqu'à la finalisation des propositions.

Donc, toujours avec la même méthodologie, on informe tous les habitants d'une réunion publique (du lancement de la concertation en présence des élus). Donc ça on envoie un communiqué de presse, c'est en général relayé dans *Le Progrès*, on met des affiches dans tous les halls d'immeubles, on a une info dans *Ville en vue*, dans notre site Internet. Les gens viennent à la réunion publique s'ils le souhaitent, et à l'issue s'inscrivent à un cycle d'ateliers de travail. Donc ils donnent leurs coordonnées et ils s'engagent à venir aux ateliers. Donc on a donné la méthodologie, on leur a dit qu'il y a X ateliers, sur tels et tels sujets.

Les groupes des ateliers travaillent avec le « maître d'œuvre » et une restitution finale est organisée dans une nouvelle réunion publique.

Donc ensuite les gens viennent en ateliers pour travailler avec le maître d'œuvre. Ils font avancer les projets et ensuite on a une réunion publique de restitution de la concertation où on rend compte du travail qui a été fait par le petit groupe. Donc ça c'est *grosso modo* la méthodologie qui est utilisée à chaque fois.

Ce dispositif général de la concertation est complété par des « actions ponctuelles » liées à des aspects spécifiques du projet : délégation d'actions de concertation au Conseil de quartier, enquêtes auprès des habitants, commissions spécialisées...

Par exemple, les élus ont mandaté le Conseil de quartier pour qu'il pilote lui-même la concertation sur la dénomination des nouvelles voiries. Donc, c'était faire des propositions de noms auprès des habitants, et faire des propositions de noms auprès du Conseil municipal. Ensuite, il y a une enquête "écoute habitants", c'est une enquête par questionnaire qui est faite dans tous les quartiers en politique de la ville, à La Duchère auprès de 400 personnes chaque année. Cela c'est une évaluation plus que de la concertation, mais une évaluation quantitative de la perception du quartier.

Ces commissions sont des formes de médiations, « sur le terrain », entre les services techniques et les habitants. Des réunions d'information sont également organisées par les bailleurs sociaux ou les élus.

Ensuite dans la proximité, on va avoir les commissions "en marchant" qui sont des concertations de terrain autour des immeubles pour voir des petits dysfonctionnements sur la chaussée, l'éclairage, et trouver des solutions tout de suite sur le terrain avec les services concernés. Donc là, on a le service propreté, éclairage, voirie qui sont sur place avec nous et les collectifs de locataires, au sein des guides de copropriétés etc. Ou alors, on a des bailleurs sociaux qui vont faire des réunions publiques avec leurs locataires pour les informer du relogement, pour les informer des opérations de réhabilitation ou de démolition de leurs immeubles, etc. Et puis une fois par an on essaie d'organiser une réunion publique en présence des élus pour faire le point sur l'avancée globale du projet.

Progressivement la concertation fait l'objet d'améliorations, l'objectif étant de l'adapter aux habitants et à leurs contraintes.

Donc, l'idée c'est que l'on a beaucoup progressé depuis 2005 pour mettre en place une vraie stratégie de concertation, avoir des choses les plus variées possibles pour que les habitants, en fonction de leurs centres d'intérêt, leur capacité de mobilisation, leur temps disponible, puissent d'une manière ou d'une autre participer au projet. Donc ça reste à développer mais disons qu'il y a une méthodologie là-dessus.

A la Mission GPV, la « méthodologie » est relativement fixée mais ce qui semble encore le lieu d'inquiétude de la concertation est la place de chacun des acteurs et en particulier celle des habitants qui ne sont pas représentatifs de la population du quartier.

La concertation, un nouveau processus

Le paysagiste est le premier à reconnaître tout le tâtonnement avec lequel il a travaillé lors des ateliers de concertation (notamment sur l'aménagement de l'espace public). C'est dans ce cadre qu'il a renouvelé sa conception du projet dont le déroulement n'est pas linéaire et dont la définition se réalise au fur et à mesure de l'avancée du travail. La concertation a alors été le lieu d'une réflexivité sur la méthodologie du projet.

Moi, le premier atelier de concertation, je ne savais pas comment faire. Donc, j'ai dit "je vais faire ce que je fais dans mon atelier". J'ai emmené des maquettes, trois maquettes et on a parlé de l'ombre et de la lumière, et de la pente, le dénivelé, [...]. Et j'ai expliqué [...] les trois projets possibles. Ça a démarré comme ça avec des bouts de carton. Et ça a donné un projet au bout de cinq ateliers. Et là, si vous voulez il n'y a pas le programme d'un côté et le projet de l'autre, [...] tout ça se croise.

Cependant, pour lui, cela n'est pas suffisant. Le travail effectué dans les ateliers d'urbanisme devrait être complété par une approche artistique et culturelle menée par des artistes afin d'orienter les actions de communication sur autre chose que de la « publicité ». Les artistes seraient alors en charge de la dimension relationnelle de la concertation.

Et je pense que la volonté des politiques de faire de la concertation qui, je pense, est en train d'être dévoyée vers de la communication au sens de la communication, pas la mise en commun, mais de la communication publicitaire, elle devrait être investie par le domaine culturel et artistique. Nous, on a du mal parce qu'on [...] défend notre technique. On défend nos approches, on va dire spatiales, et puis de contenu. Mais la dynamique que devrait amener la concertation, l'ouverture culturelle à l'autre, ça c'est d'autres gens qui peuvent le faire. Et là il y a un créneau majeur. Parce qu'aujourd'hui les budgets communication ils sont plus importants que les budgets d'urbanisme et ça, ils devraient investir dedans.

La prise en charge de la relation à l'autre, et donc de la relation aux habitants, reste problématique et pour le paysagiste un enjeu majeur est donc de questionner la démocratie et la place des élus dans le projet.

Ils [les élus] dépensent pour ça beaucoup d'argent, de concertation. Sous le thème concertation, c'est la fameuse démocratie participative, un machin qui est une hérésie totale. La démocratie existe-t-elle ? Est-ce que la démocratie c'est bien pour le projet. C'est la question que je pose. Qu'est-ce que c'est que la démocratie ? Qui décide ? Comment on fait ? [...] Et donc, il y a une ouverture je trouve aujourd'hui, et les artistes pourraient avoir une position intéressante de... Il faut quand même que les élus se mettent un peu en arrière, que les gens soient mis en avant dans ce genre de projet.

Les artistes pourraient ainsi avoir un rôle à jouer et aider les habitants à avoir une place davantage valorisée dans le projet, ce que les élus peinent à faire.

La mobilisation des habitants est, selon la Mission de coopération culturelle, un problème que rencontrent tous les acteurs, mais elle reconnaît qu'il existe une mobilisation différente selon les partenaires impliqués et qu'elle est particulièrement forte quand elle est organisée par Là Hors De et la Régie de quartier.

[Les habitants] sont sursollicités, enfin il y a des groupes constitués sursollicités et ça, pour tous les quartiers, un public captif. Et il y a tous ceux qui ne fréquentent pas les équipements sociaux, qui ne sont pas dans la concertation [...]. Le fait que Là Hors De s'implante dans la barre c'était aussi l'ambition de toucher un public difficile à toucher grâce à une relation de proximité.

Pour la Mission de coopération culturelle, les artistes ont également cette capacité à être dans une relation de proximité avec les habitants.

Une écoute qui reste à construire

Pour le directeur de la Régie de quartier, les habitants de La Duchère ont le désir de voir le quartier changer. Pour cela, il n'y a pas eu une forte mobilisation contre les démolitions, même si elles avaient un aspect traumatisant. Pour lui, c'est la concertation qui n'a pas été bien menée et les méthodes employées n'ont pas toujours été appréciées.

Il regrette que le projet de renouvellement urbain n'ait pas été une occasion de travailler sur les aspects citoyens avec les habitants et ainsi de développer la démocratie participative. Il constate cependant que les choses évoluent et que la participation des habitants est de plus en plus considérée comme importante dans le projet urbain. Il reconnaît qu'il y a une véritable difficulté à articuler une logique de projet urbain avec une logique de projet social (il cite pour cela le maire de Lyon). Il a le sentiment que de leur côté, les habitants ont progressivement un changement de perception du projet de renouvellement urbain et qu'ils le comprennent mieux.

Cependant, il dénonce tout de même le manque d'écoute des habitants car des propositions ont été faites par des groupes (il donne l'exemple d'un groupe d'habitants musulmans qui aurait souhaité que la place centrale soit nommée Averroès) et n'ont pas été prises en considération par les acteurs du projet urbain.

Et il y a eu un projet par exemple, qui a été porté par un groupe d'habitants, sauf que comme il était identifié "mosquée", du coup, ça ne s'est pas fait. [...] Il y a eu tout un groupe d'habitants qui voulaient que la place s'appelle la place Averroès. Finalement c'est passé d'Averroès à Abbé Pierre. [...] Eux, ce qu'ils voulaient faire c'était avoir un grand panneau explicatif de qui était Averroès en gros, ce qu'il avait conçu, travaillé, réfléchi, philosophé, etc., et puis qu'il y ait un échange culturel qui se fasse entre une municipalité de je ne sais même plus quelle ville en Espagne, [...] là où Averroès avait travaillé, [...] et puis qu'il y ait un grand raout autour de ça et que toute la population du quartier soit invitée à l'occasion de la nouvelle place publique [...]. Ça n'a été absolument pas relayé. Donc maintenant la place c'est Abbé Pierre, évidemment une grande figure. Mais donc, le seul

choix qui est remonté des habitants, il n'a pas été pris en compte sur un micro événement comme ça. [...] des gens qui étaient prêts à se déplacer à une centaine en bus à Cordoue, à faire venir des gens de Cordoue et à se mobiliser autour de ce truc-là.

Sur ce même sujet, la cofondatrice de la compagnie Là Hors De, développe une position critique au sujet des méthodes employées dans le cadre du projet urbain. Elle considère que la manière dont est organisée la concertation est une sorte de tromperie pour les habitants participants, un leurre qui leur laisse croire qu'ils ont un réel pouvoir d'infléchir la conception d'un projet urbain. Un peu de la même façon que le paysagiste, elle estime que le « tout participatif » est une méthode tout à fait hypocrite (« Par exemple, je pense qu'il est plus intéressant de demander aux gens de choisir les pavés d'une place en fonction d'un budget, de catalogue plutôt que de leur faire croire qu'ils vont choisir l'emplacement de la place puisque de toute façon il n'y a pas le choix. »).

2. La culture dans le projet urbain

La mise en place d'un volet culturel dans le cadre du GPV s'est faite notamment suite aux démolitions, comme nous l'avons vu. Cependant, cela s'inscrit dans un contexte également plus large de réflexion sur le renouvellement de la ville et en particulier sur les aspects de mémoire. Les acteurs interrogés ont pu donner des représentations très différentes les uns des autres à propos de la place de la culture dans un projet urbain selon leur propre réflexivité sur le sujet, et des conceptions très variées des enjeux de la culture dans le cadre d'un projet urbain ont été proposées.

Les actions mémorielles, entre politiques culturelles et politiques de la ville

Pour la Mission de coopération culturelle, ce qui relie les politiques culturelles avec les politiques de la ville semble assez déterminant et ceci depuis les années 90. Par exemple, le thème de la mémoire était particulièrement présent au moment du contrat de ville 2000-2006. Il s'agissait notamment de questionner les politiques menées par les institutions culturelles comme les musées, sur leurs méthodes concernant leurs travaux sur la mémoire. D'un autre côté, les actions mémorielles menées dans le cadre des politiques de la ville étaient de plus en plus importantes. La Charte de coopération culturelle a donc été rédigée dans ce contexte de redéfinition de la place et du rôle des grands équipements culturels. C'est dans ce contexte également qu'est intervenue la mise en place du programme de recherches territorialisées en 2002-2003, avec les premiers travaux de Catherine Foret, repositionnant la réflexion sur le thème de la mémoire dans la relation avec la métropolisation, et donc à l'échelle de l'agglomération, et dans la relation aux acteurs⁶⁸. L'enjeu était alors de reconstruire le rapport

⁶⁸ Foret Catherine, DRAC Rhône-Alpes / CR-DSU, Programme de recherches territorialisées 2002-2004, *Les productions mémorielles dans la ville, Lyon et le Grand Lyon*. 1ère phase : inventaire des travaux de recherche

entre mémoire et histoire, « mémoires collectées dans les quartiers et histoire à l'échelle de la ville et de l'agglomération ».

Un autre enjeu, également posé par le programme de recherches territorialisées, est le rôle des actions mémorielles dans les opérations de renouvellement urbain récemment mises en place. Allaient-elles « permettre de développer une autre manière d'aborder le projet urbain » ? C'est ainsi que la réflexion sur le rôle des actions mémorielles dans les projets urbains a mené à des questionnements sur le rôle des actions artistiques dans les nouveaux projets de renouvellement urbain. Se superposent alors différentes problématiques : la difficulté d'accès aux habitants afin de collecter leur parole et leur mémoire, les tensions liées au projet urbain et au relogement de la population et donc la diffusion de l'information sur le projet urbain aux habitants, et la rationalisation des méthodes de collecte des mémoires. Le contexte politique et de recherche a donc poussé la Mission de coopération culturelle à s'intéresser aux enjeux liés au renouvellement urbain et, dans la continuité, à la relation aux habitants. Et c'est sur le cas précis de La Duchère que ces questionnements ont progressivement pris forme.

Avant que soit clairement défini le volet culturel du GPV, des actions mémorielles ont pris place dans le cadre du volet concertation, auxquelles la Mission de coopération culturelle n'a pas été associée. Un film a notamment été produit sur « comment les gens percevaient de manière générale le projet urbain ». Ce travail a permis « d'enrichir un dialogue » avec les élus et « de délivrer un message » présenté « dans des temps de débat public ». La « mémoire » et la « parole » des habitants ont donc été associées aux aspects de concertation du projet urbain alors que la culture (représentée notamment par la Mission de coopération culturelle) a été intégrée en tant que volet du GPV, dans un deuxième temps. L'action culturelle dans le quartier s'inscrivait alors de façon autonome, dans une histoire locale relative aux actions artistiques (« les questions culturelles » sont en rapport avec « des choses qui durent depuis plus longtemps et qui sont encore inscrites dans le paysage et avec des acteurs qui sont encore là. »). Les volets « culture » et « concertation » du GPV sont donc deux entités distinctes, la première ayant été créée après la deuxième (qui a tout d'abord été orientée sur des aspects de communication et, ensuite, sur des aspects de participation). La collaboration de la Mission de coopération culturelle avec le GPV est arrivée dans le second temps.

Les préconisations du rapport Bleu Sud

Une étude, le rapport Bleu Sud, a également joué un rôle important dans la définition d'un projet culturel pour le projet de renouvellement urbain. La compagnie Là Hors De est alors

disponibles sur l'agglomération autour des thèmes « Mobilité et ancrage des populations dans la ville, mémoire et identité des quartiers ».

particulièrement pressentie et son accueil est envisagé dans le quartier de La Duchère, dans le cadre plus général d'un projet culturel. Pour la Mission de coopération culturelle, les principales orientations du rapport Bleu Sud étaient de renforcer la position des acteurs existants, de mettre en place d'un pôle d'incubation de services et produits culturels et d'expérimenter un nouveau rapport à l'architecture et à l'art (les architectes exprimant aussi un point de vue artistique sur le quartier). Selon elle, les deux derniers points n'ont pas encore été abordés, mais le travail de concertation sur les espaces publics et les *Ateliers d'art urbain* vont aujourd'hui dans le sens de la troisième préconisation (ces ateliers ont été mis en place à partir de groupes qui avaient déjà participé à la concertation sur les espaces publics, ce dispositif est ouvert aux acteurs culturels, à d'autres habitants, à des collègues de la Mission GPV d'autres quartiers, ils ont rassemblé environ 30 participants).

Cependant, l'enjeu politique central rencontré par les consultants du cabinet Bleu Sud est d'envisager « la question culturelle » au regard du « mélange des populations sur le plateau de La Duchère ». Pour l'expert du cabinet avec lequel nous avons fait l'entretien, il s'agit alors de travailler sur cette « barrière » et sur une « porosité qu'il peut y avoir entre les populations », dans ce sens, il s'agit de travailler sur le « milieu urbain ». L'enjeu de mixité entre la population anciennement présente dans le quartier et la population qui vient s'installer dans le cadre du projet se reporte en quelque sorte sur les acteurs en charge de la culture⁶⁹, car sont en jeu les aspects culturels des milieux sociaux qui vont se côtoyer.

Les tensions sociales et les « chocs de culture » sont donc craints par de nombreux acteurs, en même temps que l'arrivée d'une nouvelle population mieux dotée en ressources économiques et culturelles est désirée dans l'objectif de réaliser une mixité sociale.

Un travail sur les usages culturels

Une tentative d'articulation entre développement culturel et projet urbain a été faite dans le cadre d'un séminaire rassemblant « toute la maîtrise d'ouvrage » (entretien avec la personne qui a été en charge de la culture au GPV) sur la proposition du cabinet Bleu Sud et sous « l'égide » du directeur du GPV, et des concepteurs du projet urbain (le paysagiste urbaniste et l'architecte). C'est dans ce cadre qu'il avait été proposé de travailler sur le rôle de l'art dans l'espace public et de travailler en concertation avec les artistes et les habitants. C'est sous l'influence du « volet culture » du GPV qu'ont ainsi été envisagées des collaborations avec les artistes et que des propositions ont été faites aux concepteurs qui ont dû les accueillir.

⁶⁹ Voir notamment le clivage entre les acteurs appartenant aux secteurs socioculturel et artistique dans la partie portant sur l'art et la culture, en point C.

Alors que vraiment c'est inouï comme c'était intéressant ces regards. Voilà, [...] ça a été en termes de concertation sur les espaces publics, [...] la place de l'art sur les espaces publics. Du coup, c'est [l'architecte] qui a vraiment pigé le truc et qui a porté. Donc là, effectivement, je me dis que c'est bien ce volet culture qui fait qu'on ne se pose pas la question de l'art sur la place après construction mais avant, en amont et en concertation. Voilà, sur la future place centrale, il avait été suggéré - eh bien, pourquoi pas, comme c'est de la pierre - de travailler avec des graveurs de pierre et de travailler des motifs avec les gens, avec la bibliothèque, avec... Voilà, sur l'esplanade, la future place centrale. Voilà la future place de l'art : l'eau, la lumière... Bon, même si je crois que l'architecte et le paysagiste, ils n'aiment pas ça, la lumière, la Fête des lumières, tout ça, ce n'est pas trop leur truc. Et du coup, après, ça a été peut-être sur une identité, une identité visuelle, culturelle.

La compagnie Là Hors De a ainsi participé au séminaire et fait des propositions anticipant sur les futurs « usages culturels » du Vallon par exemple.

Du coup, le Vallon, quand ça a été étudié et mis en concertation, c'est : "on interroge les usages" et du coup, les usages culturels (et, c'est vrai que Là Hors De était là et a dit : "Mais c'est un superbe espace, il faut absolument que les événements aient lieu là. C'est sécurisant, il y a des jeux pour les enfants, les parents peuvent être là tranquillement à regarder pendant que les gamins jouent à côté. Il n'y a pas d'insécurité.") et du coup, de prévoir, voilà, de prévoir les usages culturels. Et là, ils ont fait bouger les lignes.

Ce séminaire s'est arrêté avec le changement de direction du GPV et de politique managériale (pour elle, l'ancien directeur du GPV avait des qualités de « manager participatif »).

Apporter un rayonnement au quartier

Le directeur adjoint de la Mission GPV présente le volet culture du GPV comme un travail important et nouveau de la mission GPV. Il voit en premier lieu ce volet comme un travail sur le « rayonnement du site, concrètement du marketing territorial, urbain ». Il tient un discours pragmatique sur le potentiel du rôle de l'art comme accompagnement humain de transformations urbaines. Pour lui, « il fallait vendre le projet, il fallait faire venir les nouveaux acquéreurs, c'est pourquoi il avait été choisi en 2004 de faire venir la compagnie Là Hors De ». Pour le paysagiste, le projet urbain ne peut pas se faire sur le quartier uniquement, il doit être en forte connexion avec la ville (« il faut que ce soit la ville qui vienne là et que tout le monde s'y intéresse »). Pour lui aussi, l'action culturelle se doit de rayonner et, pour cela, le paysagiste se représente l'action artistique à l'échelle monumentale comme par exemple pour l'emballage du Pont Neuf par Christo.

Cependant, pour l'architecte, les aspects marchands de l'art et notamment de l'art contemporain, peuvent être un frein au montage de nouveaux dispositifs permettant de faire intervenir les artistes dans le cadre d'un projet urbain. La dimension spectaculaire peut être contradictoire avec une relation « saine » que le public pourrait avoir avec l'art.

L'impression qu'on a avec le maire du Vallon, c'est que l'art est une chasse gardée, gardée au sens des institutions, au sens des moyens qu'on peut avoir, etc. Et alors, l'interrogation, aujourd'hui, qui n'est pas complètement aboutie, c'est de se dire qu'il faut qu'on fabrique un projet plutôt "clés en main" et puis qu'après on voit s'il y a des acheteurs ou des preneurs [...] mais, que dès que vous avez une idée, si vous ne la développez pas vous-même, ça devient un enjeu, un enjeu entre des élus, entre des institutions qui peuvent financer comme la DRAC, ou etc. [...] On a l'impression que la relation n'est pas complètement saine ou assainie par rapport à ça. C'est peut-être lié à la valeur de l'art, au sens du côté marchand des choses. Mais il nous semble que si l'on arrive à réinstaller une manière relativement simple et saine, des éléments artistiques pérennes ou éphémères en milieu urbain, on aura fait peut-être un pas vers une reconquête un peu globale. La dimension marchande, moi je suis très frappé pour aller pas mal dans des musées en France ou à l'étranger, ça devient, ça devient de plus en plus n'importe quoi.

Son idée semble être que les actions artistiques devraient être moins liées aux contraintes du marché et être davantage financées par les institutions dans leur dimension publique.

Il me semble peut-être qu'il y a une solution pour retrouver des vraies valeurs, c'est de réinstaller l'art en situation publique pour partie. Alors ça veut dire à la fois qu'on se donne des moyens de lever des projets, ça veut dire aussi que les institutions financent cette dimension-là.

Une place en amont pour l'action artistique dans le projet urbain

La fondatrice de la compagnie Là Hors De exprime le regret d'intervenir trop tard dans le projet urbain, c'est-à-dire trop en aval, une fois que le projet est défini dans ses grandes lignes. Elle exprime également le désir et semble ainsi s'affirmer compétente afin d'intervenir en amont pour « accompagner la réflexion ». Elle se met ainsi du côté des concepteurs du projet (paysagiste, urbaniste, architecte). Elle limite toutefois les domaines dans lesquels elle pourrait intervenir : la signalétique, le mobilier urbain, le dessin des circulations, la couleur de la ville, le paysage. Ces différents domaines sont vus comme « pleins de petits endroits » du projet urbain sur lesquels les artistes peuvent apporter une réflexion spécifique. Ces « petits endroits » semblent être perçus comme des domaines sans doute plus abordables que la conception générale du plan de masse du projet urbain. Même s'il ne s'agit pas de dessiner à la place du designer, de l'architecte, de l'urbaniste ou du paysagiste mais d'accompagner la conception, d'apporter le regard de l'artiste ou de proposer des idées et des projets, il ne fait aucun doute que la directrice de la compagnie se sent capable d'échanger et de collaborer avec les professionnels qui conçoivent et dessinent la ville. Elle cite l'exemple d'un architecte qui avait sollicitée sa collaboration pour réaliser un projet de candidature pour une scénographie à la Biennale de Venise. Même si elle précise que le projet n'a pu aboutir, ce projet illustre non seulement la place qui l'intéresserait de tenir auprès d'un concepteur comme un architecte, mais il montre également qu'un professionnel du bâtiment a déjà reconnu en elle la capacité à collaborer, à dialoguer et à participer à la phase conception d'un

projet. Elle se perçoit donc sans difficulté auprès des concepteurs du projet urbain, dans « la structure » du projet et non pas seulement dans « l'humain », pendant la réalisation. Elle exprime son ouverture et son intérêt à apprendre de ces professionnels de la ville, notamment des procédés très techniques des travaux publics, totalement étrangers au domaine de l'art, tels que le désossement, les techniques d'implosion ou de recyclage d'une barre d'habitation. Elle se dit quasiment plus intéressée à apprendre d'un métier dont elle ne connaît rien que de son propre champ (art et spectacle vivant) qui lui est très ou (peut-être trop) familier. La représentation de la place que la directrice de la compagnie Là Hors De souhaiterait avoir auprès de concepteurs du projet urbain, pourrait, selon elle, se réaliser dans la deuxième phase du projet *Sputnik* si le projet de centre culturel se met en place. Elle travaillerait alors « d'abord sur le projet architectural, ensuite sur les abords, les circulations, etc. ».

L'espace de la production artistique

Un enjeu important situé à l'articulation du projet urbain et de l'action artistique est celui du lieu de production de la compagnie. Le thème des espaces de travail est revenu plusieurs fois au cours des négociations liées au *Projet Sputnik*. Depuis le volet culturel du CUCS⁷⁰ jusqu'à la dernière installation dans le local de l'espace commercial de La Duchère, la question du « lieu » a été abordée de différentes façons : création d'espaces « modulo-modulaires » dans l'espace public, proposition d'un lieu pérenne sur la base du projet dessiné par une architecte, installation de la compagnie dans des appartements d'une barre, puis dans le bâtiment près de la tour, et installation d'une permanence dans un petit local commercial à l'occasion du projet *Parabole*.

Toutes les façons de proposer et d'occuper des espaces de travail sur le territoire de La Duchère ont été des occasions successives, pour la compagnie, de « ré-interpeller le projet urbain globalement » (formule de la Mission de coopération culturelle se questionnant sur l'intérêt d'aborder ce thème du lieu dans notre travail de recherche). La Mission reconnaît à la compagnie le mérite d'avoir « amené à réfléchir à cela » et d'avoir permis une évolution dans la reconnaissance de l'intérêt d'un tel lieu dans le cadre du projet urbain. Cela pose notamment la question de la pérennisation de la présence de la compagnie ou d'un collectif comme Là Hors De, sur le quartier après la fin de la réalisation du projet urbain. Le fait que la compagnie soit installée sur le territoire de son intervention était un enjeu du *Projet Sputnik* dans le sens où cette présence était un élément facilitateur de la diffusion, de la visibilité et

⁷⁰ Dès la première charte de coopération culturelle (2004), un centre culturel est en prévision sur le quartier de La Duchère, en 2005 une nouvelle édition de cette même charte annonce l'arrivée du *Projet Sputnik* comme la « création d'un lieu », un « équipement modulaire et modulable ». La perspective est de construire 1500 m² pour 2007.

donc de la relation également à l'espace public. Selon la Mission de coopération culturelle, la compagnie dit avoir eu des difficultés à toucher les habitants du quartier par ses productions du fait du manque de visibilité du lieu de production.

La philosophie du volet culturel du projet urbain était surtout de mettre en avant de l'événementiel plutôt que des projets d'équipements culturels. En proposant un lieu pour ses activités mais pas seulement, la compagnie a mis en question cette position du GPV sur la culture. D'un autre côté si un équipement culturel n'a pas été prévu dans le cadre du projet urbain, ce sont pour des raisons d'équilibre territorial à l'échelle de l'agglomération. Comme sur les questions de mémoire, la nécessité est de reposer les choses à différentes échelles territoriales.

La place que pourrait occuper l'art et la culture dans un projet urbain varie selon les acteurs. Du travail sur la mémoire, sur l'image et les représentations, sur le lien social, à des interventions plus techniques, les catégories évoquées sont assez différentes et sont liées aux représentations que se font les acteurs de l'art et de la culture en général⁷¹.

3. L'arrivée de Là Hors De

A son arrivée sur le territoire de La Duchère, la compagnie a été confrontée à un ensemble de difficultés liées notamment aux tensions sociales (vol de matériel par exemple) mais aussi à des tensions avec les autres acteurs culturels du quartier qui ont vu dans l'arrivée de Là Hors De une menace éventuelle pour leur propre action par une forme de concurrence déloyale. L'installation de la compagnie s'est alors faite en plusieurs temps et les partenariats escomptés avec les autres acteurs culturels ont été difficiles à mettre en place. Il leur a fallu montrer patte blanche en quelque sorte en prenant connaissance du contexte d'intervention avant de pouvoir faire des propositions ayant une réception positive du côté du public mais aussi du côté des partenaires.

La relation au GPV

La relation de Là Hors De avec les partenaires du GPV et la Mission GPV a également évolué en fonction des équipes en place. Pour la chargée de communication de la compagnie, le changement de directeur du GPV a notamment été un grand changement pour eux car un rapport de confiance avait été établi avec lui. Le nouveau directeur a une orientation plus sociale (importance de l'intégration des nouveaux habitants) et ses exigences ont fait qu'il a été plus difficile de travailler avec lui. Il a fallu à nouveau faire les preuves que la compagnie pouvait répondre à de nouvelles attentes. Le premier rendez-vous pour *Duch'City* et *Parabole* a eu lieu après neuf mois d'attente. La mission GPV s'est également progressivement

⁷¹ Cette question est développée dans le point C.

familiarisée avec le milieu de l'art contemporain et il a fallu combattre quelques réticences et préjugés. Par exemple, sur la réception du public, l'évaluation n'a pas toujours été très juste. Pour la chargée de communication de la compagnie, « 500 personnes sur un week-end, c'est énorme pour de l'art contemporain ». Selon elle, « on ne peut pas avoir 5000 personnes sur une première ouverture du *Musée* à La Duchère ». Et même s'« il y a eu très peu de Duchérois », « une valorisation du quartier puis de l'habitant du quartier » a pu avoir lieu. Là Hors De a également eu des relations différentes avec chacun des partenaires du GPV. Par exemple, à l'arrivée de la compagnie à La Duchère, la Région était prête à soutenir le projet par une aide à l'investissement (aide aux travaux) alors que la mairie, elle, ne l'a pas souhaité.

Des tensions entre les acteurs culturels

Selon la Mission de coopération culturelle, le quartier de La Duchère est le territoire où il y a eu le plus d'interventions artistiques depuis la mise en place des procédures liées aux politiques de la ville et notamment « en continu et sur le long terme ». Dans ce contexte, l'arrivée de la compagnie a complexifié les relations entre les acteurs. Mais cette « complexité » peut également être vue comme positive car elle renvoie au « fonctionnement de la ville qui est plus conforme à ce qu'on peut voir dans d'autres territoires ». La diversité des acteurs culturels intervenant sur le territoire, est une source de conflits et « c'est ce qui se passe dans un quartier normal, un quartier type "centre-ville" ».

De son côté le directeur adjoint de la Mission GPV, explique les réactions des autres acteurs culturels face à l'arrivée de la compagnie par le montant des financements qui lui ont été attribués (« Ça a été plutôt mal vécu par certains acteurs culturels de les voir arriver avec beaucoup de moyens financiers, certains se sont recroquevillés. Du coup, le partenariat n'a pas été à la hauteur de ce que Là Hors De espérait. »). L'arrivée de la compagnie a donc parfois été vécue comme un parachutage pouvant mettre en danger les autres structures disposant alors de moins de financements. Le directeur adjoint du GPV cite de manière valorisante les acteurs historiques présents sur La Duchère comme s'il rétablissait une injustice qui aurait été commise envers eux.

On avait la MJC avec une salle de spectacle, ce n'est pas rien, plutôt dynamique même si elle est un peu en difficulté car c'est une situation mouvante, le cinéma *Ciné Duchère* qui résiste au duplex ouvert à Vaise il y a un mois, les Artpenteurs qui travaillent sur la lecture (lectures-spectacles) la poésie, beaucoup avec des publics scolaires.

Il souligne également les réflexions en cours à propos du projet d'un centre culturel pérenne. A moment de l'entretien, des discussions se font avec la MJC alors que le débat a été explicitement posé par Là Hors De.

Le rôle du culturel on est encore en recherche, il va falloir que l'on réfléchisse sur la place d'un équipement culturel à partir du questionnement sur la MJC. Rénovation ? Maintien de

la salle de spectacle ? Aller vers un équipement culturel ? Dans la mission confiée à Là Hors De, il y avait l'aspect de pérennisation, dans le sens "aller vers un équipement en dur". On relancera un appel à projet pour rebattre les cartes [...].

Pour la cofondatrice de Là Hors De, un malentendu sur la mission de la compagnie a été provoqué par un défaut de communication du GPV, ce qui a ensuite entraîné de nombreuses tensions entre Là Hors De et les acteurs culturels historiques.

Un défaut d'accompagnement du projet

Le paysagiste a une connaissance partielle de l'arrivée de Là Hors De sur La Duchère, il sait simplement qu'il s'agissait d'une volonté politique très forte. Il connaissait l'expert du cabinet Bleu Sud par l'expérience de la Friche Belle de Mai et il ne comprend pas pourquoi il n'a pas suivi ensuite l'évolution de l'implantation de Là Hors De à La Duchère. Il impute ceci à son emploi du temps très chargé.

J'expliquais tout à l'heure que Là Hors De était tombée en parallèle de ce qu'on faisait, et que les choses ne se croisaient pas. Une ou deux fois, je me suis dit "tiens tu devrais appeler [l'expert du cabinet Bleu Sud], tu devrais demander pourquoi, comment ça se passe". Parce que j'étais étonné de voir que c'était à côté, pas avec nous. [...] ça me semblait dommage qu'il n'y ait pas ce suivi si vous voulez.

Pour l'expert du cabinet Bleu Sud, suite à la remise de l'étude, il n'y a pas eu de suite sur le projet tel qu'il avait été formulé (« les études ont vocation à passer, [...] le temps de développement était rapide, le projet a mûri, a avancé »). La compagnie Là Hors De est venue s'installer dans le quartier de La Duchère mais elle n'a pas été accompagnée dans son installation comme le projet, élaboré par le cabinet, l'aurait voulu. Et, pour lui, la compagnie a cependant porté ses actions de façon ambitieuse, même si elle a dû les mener en dehors du « projet de développement culturel » tel qu'il l'avait construit (« Un travail tout à fait remarquable mais avec une ambition politique tout à fait intacte pour elle, mais qui n'est pas du tout au niveau politique ou d'ambition où l'aurait porté ce [projet]. Ce qui aurait vraiment changé les choses. »).

C) Tentatives de définitions de l'action artistique et culturelle

L'art, la création, l'action culturelle ou artistique, l'action socioculturelle, autant de termes que nous avons rencontrés dans les discours des acteurs et dont le sens varie selon chacun. Le terme « culture », de fait, rassemble plusieurs acceptions : entend-on par « culture » une des dimensions de l'action publique, dirigée vers l'ensemble des pratiques culturelles et artistiques instituées reconnues par les collectivités publiques et territoriales ? Ou bien, dans une acception plus large et anthropologique, un ensemble de pratiques et d'usages, de représentations partagées qui fondent une appartenance commune ? Il s'agit bien d'un enjeu de ce travail de saisir quelles représentations ces termes revêtent pour chacun des acteurs car, sous chacune de ces représentations, se profile une manière d'envisager ce qu'est, ou ce que pourrait être l'action artistique dans un processus de fabrication de la ville. Le développement suivant s'attache à mettre en résonance ces représentations singulières de l'action artistique et culturelle au sein d'un projet de renouvellement urbain et donner ainsi des éléments de compréhension de la réception positive ou négative de l'action de la compagnie Là Hors De à La Duchère.

1. L'action de valoriser

La personne anciennement chargée du développement social et culturel du GPV opère une distinction entre ce qui relève du socioculturel dont la fonction est d'œuvrer au lien social, et ce qui relève de la culture qui, elle, introduit de l'altérité (« découverte de l'autre ») et permet une réflexivité (« des remises en cause »). Elle fait alors référence à l'exemple de La Croix Rousse, un ancien quartier populaire lyonnais qui a été « revalorisé » par la présence des artistes.

Qu'est-ce qui a fait la notoriété de La Croix Rousse ? Ce sont les artistes. Parce que c'était habité par les artistes, parce qu'il y avait des petits troquets, parce qu'il y avait des logements pas chers. Je veux dire, La Duchère, c'est ça. On est sur une colline, on a des points de vue... On a la nature en bas des immeubles. Il nous faut des artistes et, du coup, des artistes qui viennent habiter, [...] qui soient là, qui ne viennent pas pour une prestation, etc., donc [...] qui vivent le quartier et qui s'en imprègnent, et je dis [cela] parce que, à terme, [...] il faut qu'on fasse le pari qu'on aura des gens de La Croix Rousse [...], des artistes qui vivent à La Croix Rousse, quel que soit [...] leur discipline, mais qui ne seront plus en capacité de payer un loyer à La Croix Rousse. Ces gens-là, ils viendront à La Duchère. Et puis, là, on gagnera le pari parce qu'on aura des artistes, quels qu'ils soient, avec des gamins, et eux, je veux dire, le contournement de la carte scolaire ce n'est pas leur truc [...] et, du coup, le mélange on l'aura dans les écoles, [...] et on aura des petits bistrots à tous les coins de rue là où, aujourd'hui, les bistrots à La Duchère, il n'y en a qu'un.

A travers cette image du quartier de La Croix Rousse, la personne qui était, à l'origine, en charge du volet culturel du GPV, donne une représentation assez précise du rôle que peuvent

jouer les artistes dans un quartier populaire. Les artistes correspondent à une catégorie particulière d'habitants qui viennent se loger dans les quartiers où les loyers sont bon marché, et qui apporte d'une certaine façon leur capital culturel dans le lieu qu'ils habitent, capital qui est ensuite diffusé dans les espace sociaux du quartier. Tout se passe alors comme si les artistes étaient dotés du pouvoir d'introduire un processus vertueux de revalorisation d'un quartier, à travers leurs capacités spécifiques de socialisation (mixité à l'école et image des petits bistros à tous les coins de rue, symboles du lien social). Le rêve esquissé par la personne chargée de développement social et culturel serait alors de transférer ce processus du quartier de La Croix Rousse à celui de La Duchère et enclencher ainsi une revalorisation du quartier permettant d'y introduire de la mixité sociale et culturelle. Elle évoque également le statut de la femme et l'importance de faire évoluer les pratiques sociales et les « mentalités » (« vraiment il y a un énorme boulot et, pour moi, la culture, [...] c'est ramener de la normalité, c'est ramener de la folie, c'est ramener de la couleur, de la musique sur un quartier »).

Sur la base de cet idéal de transformation d'un quartier, la personne responsable du développement social et culturel du GPV a demandé qu'une étude soit réalisée afin d'obtenir une expertise spécifique sur le rôle que peut jouer la culture dans le projet urbain engagé par le GPV. C'est dans ce cadre que le cabinet Bleu Sud a répondu en s'étant adjoint les compétences d'un expert de la programmation culturelle, anciennement lyonnais et alors connu de la Mission de Coopération Culturelle de la Ville de Lyon. Pour elle, la proposition était « intéressante » car elle développait l'idée que « l'architecture fait culture », et l'enjeu était de faire en sorte de produire « un cahier des charges pour avoir des choses qu'on vienne voir ». C'est une idée qu'il a été difficile de faire appliquer au regard des plafonds fixés sur les tarifs pour la vente des logements et des exigences déjà imposées par les élus aux promoteurs. Une autre idée qui n'a pas été exploitée portait sur la création d'« une pépinière de la culture numérique » en relation avec le « pôle numérique » situé dans le 9^{ème} arrondissement, et d'autres entreprises dont des *start-up*, situées notamment à Vaise. Cette idée a joué un rôle important aussi sur le choix de Là Hors De comme « chef de file » d'« une dynamique » dans le quartier, capable « d'entraîner tout le monde dans son sillage » et notamment les « acteurs culturels historiques » qu'il fallait « consolider » dans leurs positions. L'accueil de la compagnie Là Hors De sur le territoire devait alors se réaliser sous la forme d'une résidence, c'est-à-dire de l'installation concrète des artistes que ce soit en termes d'espace de travail qu'en termes de vie sur place.

L'ancienne responsable de la culture au GPV considère que face aux échecs des institutions traditionnelles de la culture, l'alternative est bien dans l'accueil d'artistes dans le quartier.

Voilà, c'est pour ça que la Charte de coopération culturelle, c'est bien sur le papier. [...] Mais il n'empêche, le jour où l'opéra viendra, non, ça ne marche pas. Non, mais les

intentions sont louables. Ça a été loué par tous les grands établissements culturels de la ville. Alors qu'à ce moment-là, on laisse les artistes venir.

La conception idéale de la revalorisation d'un quartier grâce à la présence des artistes, développée par la personne chargée initialement du volet culture au GPV La Duchère, entre en résonance avec la vision très large qu'a développée le cabinet Bleu Sud dans son rapport sur La Duchère.

Aujourd'hui, l'expert interviewé décrit le contexte pour lequel le cabinet avait émis des préconisations comme un contexte assez difficile. Pour lui, le quartier de La Duchère a connu un grand nombre d'actions artistiques ayant marqué négativement les acteurs du quartier (équipe GPV, habitants et élus) qui ont alors développé une relation de défiance vis-à-vis des interventions artistiques. C'est dans ce contexte qu'il a fallu les convaincre de l'intérêt d'un « projet culturel de développement » qui remettrait au centre, en quelque sorte, l'action des artistes.

Pour cet expert, la spécificité des actions artistiques menées dans le cadre des politiques de la ville nécessite des moyens « de production » particulièrement « lourds » du fait de l'hétérogénéité du public et des difficultés sociales auxquelles les populations sont confrontées. Il faut donc pouvoir entrer en relation avec une population dont la préoccupation principale n'est pas nécessairement le développement des pratiques culturelles. D'un autre côté, arrive dans le quartier de La Duchère, dans le cadre du projet de renouvellement urbain, une population de « petit-bourgeois » qui, elle, a des pratiques culturelles plus « normées » et « standardisées ». Il s'agit alors de s'adapter à des pratiques « consommatoires » de nature « éclectiques ».

« Déstigmatiser » le quartier

L'un des enjeux du « projet culturel de développement » était de « dé-stigmatiser » le quartier dans ses pratiques culturelles et ce processus devait passer par le fait d'atteindre un certain « niveau d'excellence » (l'expert insiste sur le fait que ce terme ne lui convient pas complètement mais il n'en a pas trouvé d'autre). Le projet a alors été de proposer une programmation artistique en partenariat avec différentes institutions culturelles lyonnaises (sont cités par exemple l'Opéra, le festival des Subsistances, le Théâtre des jeunes années) afin d'offrir « une saison qui est une des plus belles saisons lyonnaises ». Il fait également référence au travail du directeur de la Mission de coopération culturelle, et en particulier à la Charte de coopération culturelle (qui est aussi un dispositif partenarial associant des structures culturelles de l'ensemble du territoire lyonnais à des projets culturels de quartier).

A l'instar des projets HQE (Haute Qualité Environnementale), l'expert en programmation culturelle pense que, dans le cadre du GPV, il aurait été possible de monter un projet de

« quartier THQC » (Très Haute Qualité Culturelle). Mais cela aurait nécessité de consacrer un budget plus important en fonctionnement (relativement à ce qui était prévu en investissement).

Envisager la culture dans son sens large : une économie culturelle

La culture semble envisagée par l'expert du cabinet Bleu Sud dans un sens large, de pratiques sociales et de coutumes qui seraient alors le lieu de la transformation et du « développement » du projet urbain.

Dans le projet urbain, le rôle de la culture est, selon lui, d'intervenir notamment sur la programmation urbaine afin de remplir des « besoins » à satisfaire en matière de culture comme par exemple une bibliothèque « correcte ». Ensuite, le cabinet Bleu Sud a proposé des orientations au projet culturel prenant en compte des « critères d'ordre éducatif, culturel au sens large du terme » correspondant par exemple à « la lecture publique, l'habité, le paysage, le théâtre vivant ou la musique, l'artifice et la lumière ».

Pour l'expert, les actions artistiques ne permettent pas de résoudre les problèmes de développement local dans des « quartiers » (« c'est un peu du mercurochrome sur une jambe de bois ») et c'est pour cela que le cabinet Bleu Sud a fait une proposition au niveau d'un « processus itératif »⁷².

On retrouve dans le discours de l'expert en programmation culturelle une pensée du projet qui se démarque par une logique processuelle s'opposant à une logique d'équipement (dans la tradition des équipements culturels) représentée par la figure de l'aménageur. Pour lui, l'un des enjeux était de limiter les investissements. Or, si le « rapport Bleu Sud » propose un projet de lieu, la *9 Fabrique*, il s'agit d'une forme de campement qui est l'espace de rassemblement d'un nombre important d'acteurs participant à la transformation du quartier. Et ce projet de lieu est une forme de cristallisation spatiale d'un projet culturel. La première idée proposée par le cabinet Bleu Sud, était d'occuper des appartements vides dans l'objectif de limiter les investissements. Derrière le titre « projet culturel de développement », il y a donc en quelque sorte une nouvelle façon de penser l'économie de politiques culturelles.

Ensuite, le « projet culturel de développement » intégrait des dispositifs techniques intermédiaires, entre le projet urbain et le projet culturel : « On avait donc imaginé que tous les logements soient connectés et qu'il y ait un projet de radio, web, TV locale, qui soit fabriqué par les gens du quartier (...). C'était payé avec un euro par habitation, de

⁷² Cf. le rapport Bleu Sud

raccordement. » Ces dispositifs auraient pu être ensuite relayés par les artistes qui en auraient fait leurs projets.

L'expert du cabinet Bleu Sud donne une définition assez claire du rôle des pratiques artistiques par rapport aux pratiques culturelles. Il cite notamment l'exemple du projet des *Vélos sonores* comme un projet alliant une pratique artistique (travail avec un compositeur) et une pratique culturelle (le vélo qui est également une pratique de la ville).

Pourquoi est-ce qu'on ne peut pas faire apparaître les pratiques culturelles, les attirer, et les qualifier artistiquement ? C'est ça l'enjeu. L'enjeu il est là. L'enjeu il n'est pas en sorte qu'il y ait des rollers. Les rollers bon c'est une pratique, elle existe, très bien ! Mais bon c'est de faire en sorte que cette pratique culturelle, elle se renforce d'une dimension artistique. Qu'est-ce que c'est que l'art ? Mais bon ça vous fait réfléchir différemment, vous pouvez voir la ville, vous pouvez imaginer les relations avec les autres, la vie n'est plus pareille. Et les *Vélos sonores* par exemple, cette expérience-là qui a été faite avec un compositeur, par exemple, c'est des choses qui sont totalement adaptées à La Duchère.

L'art moteur de la transformation sociale et du projet culturel

La dimension artistique est, pour l'expert du cabinet Bleu Sud, un apport de réflexivité sur les pratiques sociales permettant par exemple de changer le regard sur la ville, sur les autres et sur la vie en général. Il présente ainsi sa conception de l'art comme une pratique pouvant être « en prise avec la société ».

L'art qui m'intéresse, ce n'est pas un art qui est autonome, c'est un art qui est totalement en prise avec la société. (...) Les questions d'autonomie de l'art sont des positions qui sont dix-neuviémistes... Je ne suis pas pour qu'on la supprime. Elle a de très beaux jours devant elle. Il se trouve qu'elle est dix-neuviémiste et voilà. (...) Enfin, je ne vais pas avoir de projet de lutter contre, mais c'est pour dire que ça ne m'intéresse pas dans le sens où elle ne transforme pas la société aujourd'hui. Et moi, ce qui m'intéresse, c'est de transformer la société, ce qui m'intéresse, ce qui me semble urgent.

L'art a donc ici un rôle de transformation sociale. Mais pour lui, cette mutation ne peut se faire qu'en relation avec un « projet artistique » qui est « incarné ». La codirectrice de Là Hors De pouvait être cette personnification dans le cas du projet urbain de La Duchère. En effet il la décrit comme ayant une forte personnalité (« une identité forte ») et un niveau d'exigence important (« ce n'est pas une médiocrate »). Mais en même temps, elle doit être accompagnée par d'autres acteurs qui ont « une grande détermination politique » comme des élus ou le directeur du GPV car elle peut faire des erreurs stratégiques comme mépriser par exemple les « constructeurs » car il semble qu'elle ait reproché aux promoteurs leurs fautes de goût. Mais elle est bien là, dans sa compétence d'artiste. Pour lui, la codirectrice de Là Hors De est une personne qui a une « force » particulière (même si Là Hors De réalise un travail d'équipe), qui a de la volonté (elle tient sur la durée et sait où elle veut aller) et est

capable de s'entourer. Il a visiblement une grande admiration pour elle (« c'est rare, les artistes comme ça »).

La compagnie est vue par l'expert en programmation culturelle comme un collectif capable de mener de front un projet à la fois artistique et « politique ». A travers le personnage de sa cofondatrice notamment, Là Hors De pouvait être en mesure de faire le portage du « projet culturel de développement », appelé la *9 Fabrique* dans le rapport rendu par le cabinet Bleu Sud. Il fallait effectivement trouver des artistes en capacité de développer des relations aussi bien avec les élus, que les aménageurs, et que les habitants ou les autres artistes et acteurs culturels du quartier.

2. Culture populaire / culture élitiste

L'une des questions majeures qui s'est dégagée autour des représentations données par les acteurs d'un projet culturel de développement au sein d'un projet de renouvellement urbain est « quelle culture ? ». Les différentes conceptions de l'art et de la culture sont des sources de conflit entre les acteurs du projet urbain mais aussi des acteurs culturels. La Mission de coopération culturelle a été confrontée aux divergences de point de vue sur l'action artistique, avec d'un côté Là Hors De qui défend une position « artistique » contre une position « culturelle » ou « socioculturelle », et d'un autre côté des acteurs issus de la tradition de l'éducation populaire pour qui les termes ne s'opposent pas de cette façon, et entre les deux, d'autres acteurs culturels issus de formations artistiques mais présents sur le territoire de La Duchère depuis assez longtemps et ayant des relations avec les pratiques artistiques amateurs.

Le choix d'une compagnie classée dans le domaine de l'« art contemporain », a engagé des débats sur la relation au public. En effet, il a été reproché à la compagnie Là Hors De, de ne pas suffisamment prendre en considération les habitants, de ne pas leur « laisser une réelle place » dans son travail artistique. Selon la Mission de coopération culturelle, « un débat sur culture élitiste et culture populaire » a ainsi été engagé : sentiment de « déconsidération » (violences symboliques), de langage obscur (« on ne comprend rien à ce qu'ils font »), de mondanité (« vernissages avec des gens de l'extérieur ») et donc de « décalage » par rapport à un public local. L'une des attentes vis-à-vis de la compagnie Là Hors De était toutefois de pouvoir apporter des « décalages » et de faire évoluer le projet urbain selon d'autres représentations que peuvent apporter les artistes. Le thème du « décalage » peut alors correspondre à une critique, une non-adéquation du travail de la compagnie à un public ou à un territoire comme celui de La Duchère, ou bien il peut correspondre à une attente formulée vis-à-vis des artistes, comme celle d'apporter un autre regard sur le projet urbain.

Art « contemporain » ou pas ?

Le choix d'une compagnie d'art contemporain pour accompagner les transformations physiques et sociales d'un quartier a suscité des prises de positions assez tranchées chez les différents acteurs du projet urbain. L'ancienne responsable de la culture au GPV évoque également des discussions qu'elle a eues avec les acteurs sociaux et culturels du quartier⁷³ :

Enfin ça a toujours été la grosse difficulté au GPV, que ce soit déjà au sein du GPV mais aussi avec tous les acteurs que j'avais, en animation. Quand ils me disaient "Ouais, mais c'est de l'art contemporain, ça n'intéresse pas les gens.", [je répondais] "Oui, mais est-ce qu'on est obligés de faire du macramé pour intéresser les gens ?" [...] Je n'ai pas la réponse. Par contre, je renvoie les questions. "Est-ce que les gens n'aiment pas ou, vous, vous n'aimez pas ?"

Cet *a priori* négatif sur l'art contemporain rejoint la représentation du directeur adjoint de la mission GPV pour qui le choix de l'art contemporain est inadapté à un quartier comme La Duchère. L'art contemporain, vue d'une manière très générique, fait écho aux représentations les plus communes sur l'art contemporain : des œuvres non accessibles à la compréhension immédiate des non-initiés, un art réservé en conséquence à une élite de connaisseurs. Ces représentations donnent une vision de la personnalité des artistes : des gens farfelus, bizarres et originaux. Pour le directeur adjoint, une proposition de la compagnie consistait en un « délire, enfin logique de la part d'artistes, d'avoir des modules dans l'espace public qui seraient en accompagnement du projet urbain ». Ces *a priori* sont aussi liés à une connaissance superficielle du travail de la compagnie Là Hors De. Il ne connaît pas les créations en dehors de La Duchère. Et sur le quartier, il dit n'avoir été voir que *Entre Temps 2*, la deuxième session de résidences du *Musée éphémère*.

Dans cette vision, « la création artistique », telle que Là Hors De la représente (art contemporain réservé à une élite, manque de proximité avec les habitants), est inadaptée dans les quartiers sensibles. La culture telle qu'elle est déjà diffusée par les centres sociaux, les cinémas, les bibliothèques, l'école ou avec des dispositifs comme la charte de coopération Culturelle, c'est bien, c'est « basique » et adapté.

⁷³ Selon l'ancienne personne en charge du social et du culturel au GPV, la relation aux œuvres et aux productions réalisées notamment dans le cadre du *Musée éphémère*, a mis en difficultés les autres acteurs en contact avec la population du quartier et en quelque sorte chargés du travail de médiation avec le public des habitants. Les représentations associées aux actions de Là Hors De, vues comme élitistes, ont ainsi créé des empêchements dans des collaborations possibles avec d'autres acteurs.

Là il y a une richesse d'acteurs culturels, des pratiques, on a pas mal d'équipements, on souhaite avoir un équipement culturel dans le projet urbain. Je ne sais pas si vous avez connaissance du rapport Bleu Sud, on doit le relire régulièrement pour s'en inspirer. Pour moi dans ces quartiers, il y a quelque chose d'assez basique qui est l'accès à la culture par le livre, le cinéma, le travail avec les écoles, aller vers un public en insertion (exemple d'un jeune qui s'en est sorti en écrivant un livre, rôle des chargés de développement/animateurs culturels dans les biblio). [...] Quand on travaille dans un quartier comme celui là il faut quand même se mettre à la portée.

Cette vision basée sur l'idée de ce qui est bien, ce qui est adapté aux habitants relève d'une position que certains autres acteurs refusent d'adopter dans la mesure où elle peut paraître relever du paternalisme. Cette position considère par ailleurs les habitants comme un groupe homogène présent sur le quartier sans intégrer l'un des objectifs de la transformation sociale du quartier qui prévoit une mixité de population avec l'arrivée de nouveaux résidents. Mais cette position permet également de pointer l'une des difficultés de proposer une offre culturelle sur le quartier dans la mesure où, comme le remarquent l'expert du cabinet Bleu Sud et la codirectrice de la compagnie Là Hors De, il n'existe pas de demande et la culture ne constitue pas une priorité face à des préoccupations plus vitales comme l'emploi, le logement et l'éducation.

La représentation d'un art peu accessible pour les non-initiés peut également constituer un argument en faveur de l'installation d'une compagnie classée dans la catégorie « art contemporain ». La responsable du pôle communication-concertation du GPV voit dans l'art contemporain une certaine ambivalence « c'est très difficile mais finalement ça marche ». Elle estime qu'une partie de la population est satisfaite de ce choix.

De même, le directeur de la Régie de quartier n'a pas exprimé explicitement le fait que Là Hors De soit une compagnie d'art contemporain ait un effet valorisant pour le quartier, mais au regard de son point de vue sur le rôle des établissements prestigieux, on peut penser que l'art contemporain, quoique difficilement compréhensible, soit un choix particulièrement stratégique en tant que secteur de l'art valorisé.

Il a vu dans l'arrivée de Là Hors De une nouvelle opportunité de collaboration car il avait un *a priori* positif (une curiosité) sur les artistes, même si, à son arrivée, la compagnie a été accueillie avec réserve et défiance par les acteurs culturels du quartier. Il est ensuite allé visiter leur site internet afin de se faire une idée plus précise de leur projet et c'est comme cela qu'il a pu leur faire des propositions.

Ils avaient quand même été présentés, lors de leur arrivée, dans une réunion qui d'ailleurs avait été un peu houleuse, très concrètement, parce qu'il y avait plein de gens qui s'interrogeaient. Alors moi aussi, je me disais tiens, c'est quoi ce truc. Bon, c'est arrivé par en haut, pour être clair. Et puis, "artistes, art contemporain", je me suis dit : "tiens, c'est bien, c'est un peu curieux de se rapprocher, c'est bien". Alors voilà, donc on partait avec un

capital de sympathie, si vous voulez, mais sans savoir exactement, sans avoir compris exactement ce qui allait se mettre en place.

La Régie de quartier a également une mission d'émancipation par la culture en tentant d'offrir un accès à des établissements culturels souvent peu accessibles pour les habitants du quartier (comme l'opéra par exemple). Le directeur de la Régie insiste sur l'enjeu de viser spécifiquement des établissements qui sont valorisés dans l'imaginaire des habitants afin que cela s'inscrive pour eux dans une logique de valorisation symbolique. Il lui est très difficile d'emmener les gens dans des salles peu connues.

Mais si on veut faire de l'accès à culture, il faut commencer par d'abord créer des conditions d'accès sur des grandes salles. Alors je sais bien que c'est plus compliqué, je sais bien que ça coûte très cher mais dans l'imaginaire, si vous voulez, c'est plus facile de faire une action où on va dire aux gens "on va vous faire visiter l'opéra et à la fin vous aurez un spectacle".

Le directeur de la Régie de quartier fait un bilan positif de l'expérience tout en craignant que la valorisation engagée perde son sens si la compagnie ne peut réellement s'installer sur le territoire. Il se pose ainsi la question de la continuité d'une action sur un territoire et du rôle qu'elle peut jouer lors de l'arrivée des nouveaux habitants. Pour lui, c'est une question qui n'est pas encore traitée dans le cadre du projet urbain car pour ce qui est de la compagnie, la mission se résume à l'accompagnement du projet.

Dans le même temps, [c'est] l'ambivalence de l'art contemporain, lequel est très difficile - mais finalement ça marche. Mais maintenant, on va où dans la démarche ? Parce qu'on y a balancé de l'art contemporain, globalement ça peut prendre au moins pour une partie de la population mais - en tous cas les gens sont plutôt contents, enfin de mon point de vue, sont plutôt contents - qu'est-ce qu'on fait maintenant ? Parce que demain, ça s'arrête. Donc, on leur a fait, le temps de l'accompagnement du projet, on leur a fait, voilà, parce qu'il fallait une politique d'image sur le projet de renouvellement urbain, et puis demain quand il restera 60% de logements sociaux sur le quartier, ça s'arrêtera ? Qu'est-ce qu'il va y avoir ensuite ?

Ce questionnement est relayé par celui de la responsable du pôle communication-concertation, qui, comme le directeur de la Régie de quartier ont validé et intégré le choix de l'art contemporain et se posent aujourd'hui la question de l'avenir, une fois que le projet sera terminé et où l'accompagnement humain des transformations du quartier n'aura plus de raison d'être.

Un positionnement relatif : « Nous, on fait de la création, pas de la culture »

Pour la compagnie Là Hors De, le débat entre culture et art ne se pose bien sûr pas en termes de culture populaire et culture élitiste dans la mesure où, pour la codirectrice de la compagnie, l'art doit être le même pour tout le monde quel que soit le niveau culturel de celui qui le reçoit

(ou participe d'une manière ou d'une autre). Par la distinction entre la création et la culture, il s'agit pour la directrice de la compagnie d'affirmer une position, une place parmi les acteurs culturels et sociaux déjà présents sur La Duchère mais aussi de définir clairement la mission de la compagnie.

« Nous, on fait de la création, pas de la culture ». Cette affirmation de la codirectrice, qui sera reprise par la chargée de communication de la compagnie, semble résumer à elle seule une grande partie du positionnement de la compagnie au regard des acteurs historiques et de poser les limites de son action. Là Hors De défend en effet une position « artistique » contre une position « culturelle » ou « socioculturelle ». La personne chargée de communication de Là Hors De n'affirme pas en contrepoint que la compagnie fait de l'art mais elle définit cette action par le statut de l'équipe : « On est une équipe artistique ». « Le GPV fait appel à une équipe artistique qui va inventer une autre façon de travailler. »

Lorsque la chargée de communication de la compagnie qualifie les acteurs historiques comme des acteurs socioculturels, elle y inclut l'aspect d'éducateur⁷⁴. Par ailleurs, en reconnaissant la place des acteurs historiques, la codirectrice de la compagnie se positionne du même coup vis-à-vis des actions artistiques liées à la mémoire. Elle précise en effet que le travail sur la mémoire n'est pas un sujet qui intéresse vraiment la compagnie. L'ensemble du travail de la compagnie est plutôt orienté sur le présent ou le futur ou encore sur « l'entre-temps » plutôt que sur le passé.

Le statut d'artiste semble être la ligne de partage des acteurs, entre ceux qui peuvent prétendre être « figure de proue » du volet culture du GPV La Duchère et ceux qui ne le peuvent pas. « La MJC ne comprenait pas pourquoi ils ne pouvaient pas être figure de proue ». Parmi les acteurs historiques, la chargée de communication distingue néanmoins l'un d'eux, à la Mercerie, et lui reconnaît un statut d'artiste⁷⁵.

Pour les actions de type socioculturelles, la cofondatrice de Là Hors De limite et définit le rôle des membres de la compagnie à celui de « passeurs », c'est-à-dire donner envie au public et l'orienter vers les structures adaptées. Ces actions semblent en effet contre nature à la compagnie dans la mesure où elle n'est pas « structurée » pour le faire, sans préciser en quoi consiste la structure : un lieu, des compétences pédagogiques, ou simplement l'envie.

⁷⁴ C'est toujours en distinguant les spécificités des membres de la compagnie que la chargée de communication définit en négatif les acteurs historiques : « Les limites de l'action artistique correspondent au fait que les membres du collectif ne sont pas des éducateurs ».

⁷⁵ C'est avec cet artiste que la compagnie a encore aujourd'hui de mauvaises relations. Il accuse en effet Là Hors De de s'être très fortement inspirée de concepts qu'il avait déposés.

Le rôle pédagogique de la compagnie auprès de la population peut paraître ambigu de prime abord dans la mesure où la compagnie affirme très fermement que son rôle n'est pas d'assurer une offre d'ateliers culturels réguliers comme on pourrait en trouver dans une MJC et en même temps, la codirectrice cite des exemples où la compagnie est intervenue pour présenter le *Projet Sputnik* à des étudiants de formations professionnelles ou universitaires, faire visiter le *Musée éphémère* aux enfants des écoles du quartier. La codirectrice cite encore l'exemple de *L'école du spectateur*, projet de longue haleine, puisque la compagnie a accompagné pendant cinq ans des jeunes en difficulté et les a emmené voir différentes manifestations culturelles, de l'opéra au petit spectacle d'une jeune compagnie.

Ce qui est en jeu dans la limitation du rôle de la compagnie exprimée par codirectrice n'est pas tant la pédagogie mais plutôt le type de culture qui est transmise. En effet, le refus porte sur le fait d'être identifié comme porteur et passeur d'une culture populaire tandis que l'initiation à l'art, revêtant un caractère très valorisant pour le passeur, ne semble pas sortir des limites du rôle que la compagnie s'est données. La représentation qu'a la codirectrice de l'offre culturelle de la MJC est par ailleurs ici assez stéréotypée (« les ateliers de peinture sur soie le mercredi après-midi ») et datée des années 1970.

Cette question très importante dans le discours des deux membres de la compagnie que nous avons interviewés, apparaît totalement liée à une première phase du projet qui se dessine aujourd'hui : celle s'étalant de l'arrivée de la compagnie à la performance *Parabole* (2005, décembre 2008). En effet, la nécessité d'affirmer l'identité, la place, le rôle et les limites d'intervention de la compagnie à La Duchère, semble être une question encore primordiale au moment où nous réalisons les entretiens en avril 2008. La performance *Parabole* réalisée le 8 décembre 2008 semble clore cette première phase d'installation de la compagnie sur le quartier et marquer une certaine reconnaissance de son action. Cette reconnaissance est largement relayée par la compagnie elle-même qui parle d'une nouvelle étape du *Projet Sputnik* et qui à cette occasion refonde son site internet. La partie du site concernant le *Projet Sputnik* est entièrement changée, la majeure partie des projets réalisés avant *Parabole* passent en archives, le graphisme, auparavant quasiment identique aux pages dédiées à la compagnie, change, passant d'un fond noir à un fond blanc, le logo du *Projet Sputnik* est quant à lui totalement associé au projet *Parabole* puisque les lettres prennent les couleurs de l'arc en ciel (motif choisi par les habitants pour la performance *Parabole* sur la barre qui sera détruite en 2009).

Le discours radical correspondant à la première période d'installation de la compagnie sur le quartier où les membres de la compagnie ne voulaient pas être confondus avec des animateurs socioculturels réalisant des ateliers le mercredi après-midi s'amenuise avec la programmation 2009 du *Projet Sputnik*, notamment avec le *Musée Urbain Modulaire Palissadaire*. Ce qui est remarquable dans les actions engagées dans le cadre du *Musée Palissadaire*, c'est la forme

que prennent ces actions. Ce sont en effet des ateliers pédagogiques et culturels le mercredi dans une permanence. Cette forme n'est finalement pas très éloignée de celle que pourraient prendre les actions d'une MJC⁷⁶. Ce que la codirectrice de la compagnie montrait comme repoussoir pour affirmer le rôle et l'identité de la compagnie ne se retrouve finalement pas incompatible avec les idées développées par la compagnie dans cette nouvelle phase de son travail.

Tout se passe comme si la reconnaissance acquise de l'action de la compagnie et de son acceptation sur le quartier, lui permettait sur cette nouvelle phase d'assouplir son propos et de réaliser des ateliers réguliers avec les habitants sans pour autant se renier et perdre son identité de compagnie de création contemporaine.

Pour la Mission de coopération culturelle, Là Hors De a également fait évoluer son regard sur le travail artistique des autres acteurs culturels, qui ont été parfois dévalorisés dans le discours de la compagnie. Là Hors De ne s'était par exemple pas mise en relation avec certains qu'elle jugeait comme n'étant pas d'un assez bon niveau (travaux notamment effectués avec des enfants). Par la suite, la compagnie est allée voir ces mêmes acteurs afin de valoriser leurs travaux dans le cadre du festival *Duch'City* qu'elle a organisé en juillet 2008.

3. Un public d'habitants

Lorsque la chargée de communication décrit la conception de l'art qu'ont les deux membres fondateurs de Là Hors De, elle parle en premier lieu d'un « raisonnement citoyen » et d'une démarche qui cherche à intégrer le public à la création. C'est aussi la vision d'une démarche artistique innovante qui cerne un manque dans la création contemporaine et cherche à créer un rapport au public alors peu exploité dans le milieu artistique à Lyon.

Le « raisonnement citoyen » peut aussi s'entendre pour le type d'actions menées : le rôle de l'art selon la chargée de communication est d'apporter une ouverture d'esprit aux gens afin par exemple de rendre moins pénible une situation : rendre moins douloureuse aux habitants la démolition de leur logement, par exemple. Par ailleurs, elle voit dans le *Projet Sputnik*, la naturelle continuation du travail de Là Hors De qui s'était développé sur des friches à Lyon dans les années 1990. En effet il existe de moins en moins de friches et maintenant les friches se situent dans les chantiers. En jouant sur les mots, il s'agit, pour elle «de défricher des lieux, des publics et des artistes »

⁷⁶ Nous pouvons citer comme exemple la résidence *Human Box* des artistes Nono et Judith Lesur qui rassemblent dans des « ateliers » des élèves du collège Schoelcher et les étudiants bénévoles de l'AFEV, le mercredi dans le local du centre commercial (21janvier-18mars 2009). A partir du mot « Ailleurs », les participants ont été invités à mettre en mots et en dessin leur vision de leur « ailleurs » et à y intégrer une forme sortie de leur imaginaire et dessinée lors de la première étape de l'atelier.

Préfigurer de nouveaux rapports

Là Hors De bénéficie d'une image particulière qui a joué, pour la Mission de coopération culturelle, un rôle important dans son accueil sur le territoire de La Duchère. C'est une « équipe connue dans la jeune création », « capable de mobiliser du réseau » de la jeune création et qui a un public y correspondant. La compagnie est située en quelque sorte à l'avant-garde et est reconnue comme faisant partie d'une génération montante. Faire venir cette compagnie, et donc aussi son public, dans le quartier, a des implications sur l'image de la nouvelle population visée par le projet urbain. A travers une représentation de la culture, Là Hors De incarne d'une certaine façon les nouveaux habitants. Dans le conflit qu'il y a eu avec les « anciens acteurs culturels » présents à La Duchère avant l'arrivée de la compagnie Là Hors De, la Mission de coopération culturelle a vu une forme de « préfiguration », de « prévisualisation des rapports entre anciens et nouveaux » (entre « anciens et nouveaux acteurs culturels », entre « anciens et nouveaux habitants », entre « ancien fonctionnement dans l'espace public et nouveau fonctionnement », entre « anciens et nouveaux bâtiments », *etc.*). Là Hors De renvoie donc à cette image de la nouveauté, du renouveau, et son action a eu comme fonction de donner à voir une représentation du quartier correspondant à une image du projet urbain quand il serait réalisé. C'est une dimension de la mission d'accompagnement du changement qui lui a alors été accordée.

Selon la Mission de coopération culturelle, il y a un désaccord avec la compagnie sur ce que pourrait être une action artistique en prise avec un territoire comme celui de La Duchère. Même si le fait qu'il y ait des réactions négatives du côté des habitants, face à l'intervention de la compagnie, lui paraît « normal », la Mission aurait souhaité que Là Hors De soit davantage « à l'écoute », « plus au service », « à l'attention de ce qui se passe au niveau des habitants ». « L'artistique » serait parfois convoqué pour ne pas faire ce travail spécifique, un « discours » perçu « comme un mauvais argument », derrière lequel on peut « se cacher ». Le directeur adjoint de la mission GPV soupçonne également Là Hors De d'être de mauvaise foi et de prendre des excuses pour justifier un rapport de proximité jugé insuffisant selon le GPV.

L'action artistique ne peut donc « créer l'adhésion de tout le monde » mais en même temps elle doit être attentive aux réactions des gens et répondre en quelque sorte à une demande sociale qui pourrait être formulée par les habitants.

Un défaut de communication au niveau local

L'agent de développement en charge du quartier de La Duchère à la Mission de coopération culturelle de la ville de Lyon, estime, comme le directeur adjoint du GPV, que Là Hors De ne communique pas assez ses actions aux habitants du quartier. Ils ont le sentiment qu'en contre partie, ils savent parfaitement valoriser le travail réalisé à La Duchère, à l'extérieur du quartier. Ils disposent d'outils adaptés à ce type de communication : un site internet attractif et

un carnet d'adresse conséquent qui leur permet d'être invités à des colloques mais aussi de faire venir la presse locale et nationale lors des « vernissages » des événements. Pour l'agent de développement en charge du quartier de La Duchère, ils ont donc les moyens de toucher un très large public, même si les outils de communication à mettre en place sont différents. Pour l'agent, il résulte de cette situation un décalage du fait que la compagnie argumente qu'elle n'a pas les moyens.

Des habitants ont été vexés d'apprendre après qu'il y avait eu par exemple des lectures dans des cages d'escalier. Ils ne comprenaient pas pourquoi eux n'avaient pas reçu d'invitation et après ça bloque. [...] Ce sont les seuls à avoir une chargée de communication contrairement aux autres (MJC, etc.) qui galèrent parce qu'ils ne savent pas comment faire même si les collègues communication du GPV se mettent à disposition pour aider. Donc eux sont autonomes sur la communication. Sauf que la priorité de la chargée de communication c'est de faire parler de la Compagnie en France et ailleurs. Ce n'est pas sur le quartier spécialement. Et ce n'est pas les mêmes outils qu'il faut mettre en place. Leur site internet est très beau, très attractif. Ils ont des bons contacts pour être invités à des colloques et présenter les activités de Là Hors De en France. Ils savent faire parler du projet d'une manière générale du coup les habitants découvrent des choses par internet ou la presse. Pour eux ça reste confidentiel. [...]Sauf que, c'est un peu paradoxal, Là Hors De avec les outils qu'ils mettent en place, ça doit pouvoir toucher un grand nombre d'habitants (pas forcément pour participer mais pour aller voir le musée, etc.)

Reconnaissance et valorisation du quartier

Le bilan que dresse le directeur de la Régie de quartier de la réception de l'action de la Compagnie Là Hors De auprès des habitants est beaucoup plus positif. Pour lui, les effets de l'action culturelle menée par Là Hors De, sur la population, relèvent de la reconnaissance. Il constate qu'un « sentiment d'appartenance ou de fierté se développe » par le fait que des événements ont lieu à La Duchère. Il s'agit en effet de manifestations culturelles et artistiques pour lesquelles la presse se déplace ainsi que les élus. Ceci a pour effet, par exemple, le développement d'une autre relation à la police et aux responsables politiques.

Déjà ils ont le sentiment qu'il se passe des choses chez eux, alors qu'avant il n'y avait rien, voilà. Et alors, c'est un sentiment, enfin, c'est une réalité parce qu'il y a eu des trucs quand même et ça a contribué, je pense, à faire prendre conscience qu'il y avait bien une volonté de s'occuper de la population. Donc, là, il se passe quelque chose chez vous et vous êtes fier de ce qu'il se passe chez vous. Et même si vous trouvez que le truc qui se passe, vous auriez peut-être préféré autre chose, voilà, il y a un sentiment d'appartenance ou de fierté qui se développe. Alors là, il y a un truc, il y a tous les élus qui se déplacent, vous avez trois grosses cylindrées qui viennent se garer, la gendarmerie, enfin la police qui est là pour autre chose que contrôler les identités, il y a des barrières de sécurité, il y a des scènes, des projecteurs, [...]. Et c'est bien, en fait, les gens, ils aiment bien. Bon, après, il y en a deux ou trois qui vont grogner parce que ça fait un peu de bruit ou que ça les a dérangés pour aller faire leurs courses, oui. Bien sûr. Mais, globalement, majoritairement, les gens sont plutôt fiers.

D) Un contexte d'intervention : le projet urbain

1. Action locale / rayonnement extérieur

A l'origine du projet, c'est pour sa double capacité à intervenir au niveau du quartier et au niveau de la ville, voire à une échelle plus grande, que la compagnie Là Hors De a été pressentie. Dans ce qu'elle a retenu de l'étude du cabinet Bleu Sud, la personne responsable du développement culturel au GPV, présente la compagnie Là Hors De comme ayant une culture numérique et une démarche en relation avec le territoire local en même temps qu'un « réseau national et européen » très important. La compagnie allait ainsi également apporter dans le quartier de la nouveauté. Elle ne les connaissait pas, mais la proposition du cabinet Bleu Sud était soutenue par la Mission de Coopération Culturelle de la Ville de Lyon ainsi que par les élus. Le GPV a donc été convaincu de l'intérêt de faire venir la compagnie et a formulé ses attentes vis-à-vis d'elle, en termes d'« animation de chantier ».

L'intervention à l'échelle locale et à une échelle plus globale correspond à deux missions à part entière mobilisant des outils très différents et dont la réalisation dans un même temps a pu soulever certaines difficultés. L'équilibre entre action locale et rayonnement extérieur dans le travail de Là Hors De a été ressenti de manière assez différente selon les acteurs. Si certains, dont les préoccupations sont plus tournées en direction des habitants, pensent que le rayonnement extérieur se fait au détriment de l'action de proximité, d'autres, pensent au contraire, que l'action de Là Hors De a un effet « intra-muros » sans visibilité suffisante de l'extérieur.

C'est la vision qu'en a l'urbaniste-paysagiste du projet urbain qui considère l'action comme un moyen de faire la liaison entre le quartier en renouvellement et le reste de la ville. Il a une vision d'un idéal futur où l'art aurait un accès plus démocratique, où il serait aussi bien présent dans les centres que dans les quartiers périphériques. Dans ce cadre, l'urbaniste-paysagiste a le sentiment que l'action de Là Hors De a plutôt une portée « intra-muros », il aurait trouvé intéressant que pour la performance *Parabole* les participants soient, pour au moins deux tiers, des personnes extérieures au quartier. L'urbaniste a également l'impression que l'effet, en termes d'attraction d'une population extérieure au quartier, est très limité.

Alors des gens qui viennent de l'extérieur par rapport ? Oh je pense que c'est très très limité. Sur les actions par exemple, dans les logements à l'intérieur de la barre. Bon déjà il faut s'informer. Il faut savoir quand c'est ouvert. Parce qu'on ne peut pas laisser... C'est normal. Ces barres ouvertes à tout le monde. Peut-être qu'il pourrait y avoir plus d'action à l'extérieur par rapport à ce type de projets avant la démolition de la barre.

Pour les concepteurs du projet urbain l'action artistique doit être visible sans avoir à aller chercher l'information. Eux-mêmes n'ont pas consulté le site internet ou pas vu les articles

parus dans la presse et les reportages diffusés à la télévision. Les concepteurs regrettent donc un manque de visibilité de l'action de la compagnie et l'usage d'un média qui puisse toucher tout le monde. Internet est, selon eux, trop ciblé sur une population jeune qui a les moyens d'avoir un ordinateur et qui s'intéresse à l'informatique.

Une échelle d'intervention pas assez ambitieuse

Si les concepteurs ont une connaissance partielle de la localisation de la Compagnie et de certains aspects du projet, ils se disent toutefois ouverts et intéressés par l'action de Là Hors De. L'urbaniste-paysagiste qualifie à plusieurs reprises les interventions artistiques comme « intéressantes » mais toutefois trop confidentielles et à propos du *Musée éphémère*, il trouve cela « bien mais, intériorisé. Alors il peut y avoir des actions comme ça [de cette échelle]. Mais pour moi ça ne suffit pas. Je pense qu'il faut être plus ouverts sur cet éphémère et cette mutation qui va produire quelque chose ».

L'explication des grandes lignes de la performance *Parabole* ainsi que des thèmes de travail de la compagnie sur La Duchère montre que le paysagiste porte un intérêt certain à l'action de Là Hors De et son action, dans cette deuxième phase du projet urbain. Pour le projet *Parabole*, il retient un travail sur l'éphémère et associe cette action à l'évolution du mouvement du graffiti qui est passé « d'un genre revendicatif à des jeunes qui en ont fait leur matière créative ». Au moment de l'entretien, la performance n'est pas réalisée, le paysagiste y projette ses références et notamment celle à un mouvement qui est passé d'une action en priorité d'ordre revendicatif à un mouvement artistique plus pacifié et reconnu en tant qu'art à part entière par les institutions culturelles avec une importance accrue de l'aspect formel des choses.

Les références évoquées par l'urbaniste-paysagiste du projet urbain font toutes partie des œuvres d'art contemporaines reconnues par l'institution muséale. Il fait par exemple référence à l'emballage du pont Neuf par Christo pour illustrer l'importance de l'image que représenterait pour lui une œuvre à l'échelle du quartier, de la problématique du relogement des gens et de la démolition de la barre.

A plusieurs reprises il s'interroge sur l'échelle d'intervention de l'action de Là Hors De, le *Musée éphémère* est trop « confidentiel », ou il fait encore référence à des événements éphémères d'ordre festif qui marquent durablement la mémoire de gens du quartier et créent du lien social et un sentiment d'ancrage à un lieu, y compris dans la narration et la transmission de cette mémoire aux habitants qui ne l'ont pas vécu. Il cite « les grandes fêtes de La Duchère » pour le quartier ou la *Fête des Lumières* pour la ville de Lyon. En contrepoint il dit ne pas retrouver dans l'action de Là Hors De quelque chose de suffisamment fort pour marquer la culture du quartier. (« Je ne vois pas cette idée d'événement qui construit une culture et qui construit quelque chose qui va se reproduire. »)

A propos du musée en plein air, dont les actions n'avaient pas commencé au moment de l'entretien que nous avons réalisé, l'urbaniste-paysagiste imagine une action qui pourrait être ambitieuse, monumentale, une rencontre exceptionnelle entre les graffeurs de France afin que ce *Musée Palissadaire* ne se résume pas à un travail de décoration des palissades de chantier.

Prenons toutes les palissades vont être décorées on va dire. Ce n'est pas des œuvres. Ça va être du décor, de peindre en lettres comme était mon grand-père. C'est un truc vachement bien fait, sûrement très propre. Voilà ça aurait pu être un lieu d'œuvre mais c'est tellement banal je veux dire que... Voilà mais pourquoi ils ne se sont pas emparés de ça ? Bon dieu. Ils ne l'ont pas fait. Une palissade ça veut dire tous les 15 jours, on fait venir, vous appelez tous les graffeurs de France et de Navarre, on dit voilà vous faites un planning et untel arrive et ça ne coûte pas cher ça. Mais bon vous les logez, vous leur donnez des peintures et ils font leur événement et ils se rencontrent entre eux. Voilà il y aura une dynamique qui serait faite et là on va afficher les projets des promoteurs qui mettent trois ou quatre trucs. C'est bien, c'est propre. Ça fera des palissades propres, ça aurait pu être des palissades actives. Ce qui est dans le bâtiment on pouvait le faire en dehors. C'est s'emparer des... À un moment donné, si on veut que ça change, il faut s'emparer des situations.

Dans les propos des concepteurs, se dessine l'échelle que devrait prendre une intervention artistique dans un quartier en renouvellement urbain. La représentation de cette échelle assez ambitieuse fait regretter à l'urbaniste-paysagiste une absence de volonté de la part de la compagnie d'aller au-delà de leur savoir-faire, un manque de prise de risque : « Est-ce que Là Hors De ils ne sont pas trop dans leur savoir-faire, dans ce qu'ils savent faire, et qu'ils ne cherchent pas à la marge ? C'est la question que je me pose moi. ».

Par ailleurs, si l'urbaniste-paysagiste insiste de manière très importante sur l'intérêt qu'il porte à l'action de Là Hors De, il se positionne en tant qu'observateur et non comme partenaire potentiel. Comme professionnel très occupé et qui ne « peut pas mener tous les combats », il considère que l'action artistique doit venir à lui (ou aux habitants) sans qu'il soit nécessaire d'aller chercher les informations où elles se trouvent. Il aurait ainsi aimé être pris dans une sorte de tourbillon provoqué par l'action artistique, être « étonné » ou que l'échelle d'intervention soit suffisamment perceptible pour que personne ne puisse l'ignorer.

Moi je pense qu'on sous-estime beaucoup [le changement de représentation du quartier]. C'est pour cela que ça m'intéresse de voir. Parce que ce n'est pas fini leur travail. Donc ça m'intéresse de voir comment ça continue [...] On va avoir une deuxième phase de projet majeur, je pense qu'on peut dire aux élus, maintenant on a les trois autres quartiers et ça, vous si vous voulez on le fait en concertation en réel. Voilà là le trait culturel il est évident.

Concilier l'approche locale et globale

Si, pour les concepteurs du projet urbain, l'action artistique telle que la pratique Là Hors De manque d'ambition dans son échelle et devrait avoir un rayonnement extérieur plus important, l'agent de développement en charge du quartier de La Duchère à la Mission de coopération

Culturelle de la ville de Lyon et le directeur adjoint au GPV estiment, quant à eux, que la compagnie est plus préoccupée par ce rayonnement extérieur que par la communication et l'action de proximité auprès des habitants du quartier.

Ils ont le sentiment qu'il est possible, avec l'action artistique, de concilier ces deux approches. L'agent de la Mission de coopération culturelle cite l'exemple du travail que fait le collectif KompleXXKapharnaüm au Carré de Soie : « J'ai le sentiment qu'il y a une humanité qui ressort de leurs projets qui s'adresse aux habitants dans la proximité ou à une échelle plus large ». Cette « humanité » est liée au caractère pacifiant des actions mémorielles de KompleXXKapharnaüm. Aucune violence symbolique ne ressort de leurs créations alors que pour l'agent de la Mission, certaines installations dans le *Musée éphémère* ont été ressenties comme dérangeantes par les habitants du fait que ces lieux étaient porteurs de leur mémoire.

Le Musée éphémère c'est un concept très intéressant qui parle beaucoup à l'extérieur mais qu'ici est confronté à la difficulté des habitants de voir le logement qu'ils ont habité peint tout en noir, des choses violentes.

Le directeur adjoint cite la compagnie de danse Hip-Hop Kefig qui, dans sa perception des choses, crée du lien social entre les habitants de Bron et avec les gens de l'agglomération. L'agent de la Mission de Coopération Culturelle souligne que le chorégraphe va pouvoir disposer d'un équipement pérenne. L'équipement pérenne semble représenter en quelque sorte une récompense ou l'aboutissement d'un parcours réussi avec les habitants.

Un travail expérimental

Selon la Mission de coopération culturelle également, l'équipe du GPV semble avoir confondu pendant un temps le projet culturel du GPV et le *Projet Sputnik*. Mais cette confusion est liée principalement au tâtonnement qu'il y a eu quant à la place à donner à Là Hors De dans le projet culturel du GPV et à l'intérêt pour la compagnie centré sur ses compétences communicationnelles en direction des médias (ce que les autres acteurs culturels ne semblaient pas être en mesure de faire).

Des débats sur les représentations de l'action artistique ont eu lieu dans le cadre du comité de pilotage chargé du suivi du *Projet Sputnik*. Selon la Mission de coopération culturelle, ces débats ont permis de faire évoluer les positions qu'avaient les élus en fonction de leur domaine de compétence : un projet davantage socialisé (« rapport à la proximité », « travail participatif avec les habitants ») pour l'élue à la politique de la ville, respect de l'« autonomie de la création » pour l'élue à la culture et de la « visibilité » pour l'adjointe aux événements. Le croisement des points de vue et la grande proximité avec les membres de Là Hors De ont fait que les attentes et les critiques vis-à-vis de l'action artistique ont fait l'objet de discussions ouvrant à une plus grande acceptation des propositions faites par la compagnie (il y a eu des « compromis »).

Là Hors De a donc été en butte à des injonctions paradoxales liées à des représentations contradictoires de l'art et de l'action artistique telle qu'elle devait être menée. Les tensions particulières et les enjeux sociaux liés au renouvellement urbain ont obligé les acteurs du projet urbain à faire évoluer leur conception de l'art et de la place de la culture dans le projet. L'attente de « pacification sociale » entendue derrière la commande d'accompagnement de l'opération de renouvellement urbain, a notamment été remise en question par le *Projet Sputnik* qui a évolué avec une certaine autonomie d'action, la compagnie se positionnant parfois clairement dans une posture critique et dans une relation conflictuelle avec des techniciens et les concepteurs du projet urbain. De son côté, la compagnie a également fait évoluer son regard sur la pratique artistique, en modifiant progressivement sa relation au public.

2. L'art comme processus dans un projet urbain

L'action artistique: le maillon manquant de la concertation

L'urbaniste-paysagiste du projet urbain a une idée assez précise de ce que pourrait être l'action d'un collectif d'artistes au sein d'une Mission GPV. En effet, il lie directement l'action « culturelle »⁷⁷ à la concertation à chaque fois qu'il projette l'action d'un collectif d'artistes dans un processus de conception d'un projet urbain. Il cite à plusieurs reprises la référence de la Friche Belle de Mai à Marseille, où il décrit une situation de discussion et d'échanges informels enrichissants entre lui-même, ses étudiants, l'administrateur de la friche et son équipe, dans une visée pédagogique. Il imaginait que l'action artistique pourrait se mélanger aux actions urbanistiques sur ce modèle.

Il dit ne pas savoir quelle forme précise pourrait prendre l'interaction entre la conception du projet urbain et l'action artistique, mais il suggère tout de même une place spécifique, un relais avec « les jeunes, les écoles, les jeunes parents », d'une manière générale avec les publics non captifs d'associations ou d'institutions, très difficiles à toucher dans les processus de concertation, ce qui constituerait un palliatif des processus actuels. Ce lien entre ces publics et les acteurs du projet urbain, est selon le concepteur, l'entrée de « l'action culturelle ».

Alors qu'est-ce qu'aurait amené l'action culturelle au départ ? Sûrement quelque chose mais je ne sais pas quoi. Mais je pense quelque chose lié dans tous les cas. Enfin moi ce que j'ai

⁷⁷ L'urbaniste-paysagiste ne parle pas d'action artistique mais toujours d'action culturelle. Tout au long de l'entretien il faut donc comprendre la culture dans le sens donné dans « avoir de la culture », c'est-à-dire une connaissance des œuvres artistiques.

pu voir à la Friche de la Belle de Mai, c'est lié avec les jeunes, les écoles, les jeunes parents. Tout ça enfin. Tous les gens qu'on n'arrive pas à capter réel... dans la concertation telle qu'elle est faite aujourd'hui. Ici, j'aurais aimé qu'il y ait des actions avec les écoles, ça n'a pas été possible. C'est lié à la personnalité des directions, des écoles. C'est le côté syndical des choses, c'est des fois un peu compliqué. C'est dommage pour les gamins mais enfin c'est un peu comme ça. Et là, l'action culturelle doit être majeure je pense. C'est son entrée. Donc je crois que c'est par les jeunes parents, les enfants, tous les gens sur lesquels il y a moins d'*a priori*, il y a moins de luttes un peu perverses, politiciennes. Donc là, l'entrée culturelle elle peut être directe.

La première condition pour remplir ce rôle, est l'implication régulière du collectif dans le dispositif existant et il s'agit ensuite de mettre en place et réaliser des ateliers sur la ville dans les écoles. Ce rôle que l'urbaniste-paysagiste projette peut sembler assez proche de certaines actions menées par les acteurs culturels historiques de La Duchère. A la question « pourquoi n'avoir pas mobilisé ces acteurs sur ces questions ? », il répond n'avoir pas été « jusqu'au bout » dans la mesure où il ne peut pas « mener tous les combats » et que le GPV s'était chargé de répertorier tous les acteurs culturels déjà en place et possédant déjà les entrées.

Oui mais ça, ça veut dire que déjà, ils viennent, et puis après ils prennent leur place. Toute forme de proposition importante. Il aurait pu y avoir dans les écoles des ateliers sur la ville, enfin la maquette, enfin tous les outils plastiques. Le travail des arts plastiques aurait pu se développer au travers des ateliers espace public. Faire s'exprimer des enfants. On va dans des écoles et on leur dit... le jeu, les couleurs, ça pourrait être beaucoup plus que ça. Il y a plein d'ateliers qui s'ouvrent aux arts plastiques avec plein d'enseignants.

Quelle place de l'action artistique dans le processus de fabrication du projet urbain ?

L'urbaniste-paysagiste tient un discours qui semble contradictoire sur la place que pourrait prendre l'action artistique au sein d'un processus de fabrication du projet urbain. Au-delà de la concertation qui est « l'entrée » de l'action artistique qu'il cite naturellement, interrogé sur une éventuelle autre place, il propose, par exemple, que l'action artistique ne soit pas un élément rajouté, un « supplément d'âme » comme le 1% culturel a pu l'être par le passé, mais voit en même temps, le 1% artistique comme exemple d'œuvre commune.

Et comment des artistes font œuvre, sont en situation un peu de faire leur métier, de faire leurs œuvres, de faire leurs sculptures, leurs peintures, leurs paroles etc. Dans le même temps que nous faisons le projet d'aménagement, d'urbanisme et d'architecture. C'est pas, on ne va pas mettre un supplément d'âme avec tel truc. Ça ça ne sert à rien. Enfin si ça sert. C'est le 1% culturel, ça a permis de vivre à pas mal d'artistes. Mais s'il n'y a pas par exemple dans le 1% culturel, moi j'ai vécu au tout début, de voir comment certains architectes commandaient, enfin travaillaient avec leurs amis artistes sur un hall d'entrée, sur un toit. Enfin il fallait bien qu'il y ait un endroit où ça... Mais il y avait une vraie discussion quoi. C'était très intéressant. C'était en même temps. Les choses se croisaient vraiment, ils faisaient œuvre commune quoi. Et c'est ça qu'il faut réussir à faire.

Dans ce passage, la relation entre l'architecte et l'artiste est définie dans un premier temps comme structurée par une commande, puis le vocabulaire est rectifié en « travail avec ». L'urbaniste-paysagiste décrit ici deux visions de la place de l'artiste au sein du processus de fabrication de la ville : l'artiste dans la position classique du 1% artistique qui intervient sur l'aménagement d'une partie de l'espace public (travail sur la matière du revêtement d'une place, travail sur une fontaine) en collaboration avec les concepteurs du projet urbain (c'est-à-dire sous la maîtrise du concepteur du projet urbain) ou au sein de la concertation au même titre que tous les participants et dans un cadre préétabli, sans remettre en question le cadre existant de la concertation mais en l'améliorant.

Donc ce n'est pas l'artiste qui vient en plus pour la concertation. L'artiste, il est là, il est dans la concertation. Il va faire quelque chose, on ne sait pas ce qu'il va faire. Mais il va faire quelque chose dans le cadre de ce que nous on fait dans un cadre cadré. Que ce soit une rue, il y a une voiture qui roule là, machin, tout ça, on a un cadre technique, mais on peut avoir un plus quoi. [...]

On peut à partir d'autres matières, qui ont été initiées par l'atelier de concertation sur les espaces publics, faire intervenir un artiste. Moi il y a des gens que je connais, j'aimerais leur dire et bien voilà tu as un budget et maintenant tu fais ta sculpture, ou tu travailles cette matière.

Le concepteur tient donc un discours qui se veut très ouvert sur ce que pourrait être la place de l'action artistique très en amont au sein d'un processus d'élaboration du projet urbain. Dans cette vision, *l'amont* ne semble pas correspondre à l'ensemble du processus de conception mais à l'amont de certaines phases comme par exemple une phase de concertation sur des points définis dans les grandes lignes par les concepteurs.

Sur l'idée d'intégrer les artistes au niveau de la phase programmation, le concepteur répond « oui » à la seule condition d'être là. A la question « les artistes pourraient-ils participer à la phase programmation très amont du projet avec les autres acteurs du projet urbain ? », l'urbaniste ramène une fois de plus leur participation éventuelle au sein des ateliers de concertation avec les habitants tels qu'ils existent actuellement. La participation à la programmation qu'envisage l'urbaniste concerne des éléments d'aménagement des espaces publics et non pas la conception générale de l'espace public.

Oui mais il ne faut pas dire (que l'on veut participer à la programmation) et ne pas le faire. Quand on veut participer, on vient aux ateliers de concertation et on participe. Là Hors De ils sont venus à un atelier de concertation. C'est dommage. Parce qu'il y a une dynamique. L'espace public qu'on a dessiné, je ne l'aurai jamais fait comme ça. Deux espaces, le square et la place, je ne l'aurai jamais fait comme ça. C'est par les dessins de l'atelier de concertation que l'on est arrivé à ça. Donc vraiment la programmation, l'esprit du lieu, sa transcription.

Les artistes sont présents au même titre que n'importe quel habitant dans la participation ou la concertation. Chacun, par son intérêt et sa motivation peut donc « faire sa place » et participer ainsi au processus d'élaboration du projet urbain.

Il faut qu'ils soient là, que leur rôle soit reconnu, qu'ils trouvent leur place chacun, je ne parle pas de Là Hors De. Les gens qui étaient à l'atelier, pour moi étaient des personnes ou des individus qui s'intéressaient à la production d'un nouveau quartier. Ca aurait pu être n'importe qui.

Un manque d'implication dans le processus du projet urbain

Au regard de la vision que développe l'urbaniste-paysagiste quant à la place potentielle que pourrait occuper l'action artistique au sein des processus d'élaboration du projet urbain, il perçoit l'action de Là Hors De comme « rajoutée » au projet. Cette action qui n'a pas été pensée à l'origine du projet urbain ne trouve pas de lien avec le projet urbain mais n'est pas dérangeante : « Mais là il y avait quelque chose qui s'est rajouté et qui se passe bien. Enfin je dirais qu'il n'y a pas d'interface. Il y a complémentarité » « mais pour moi c'est des choses accolées, parallèles. ».

Toutefois, il regrette par exemple que la compagnie ne se manifeste pas aux réunions de concertation ou par exemple aux *Ateliers d'art urbain*. Il va jusqu'à formuler la critique du manque d'implication de Là Hors De sous forme d'absence de prise de risque de leur part :

C'est l'implication réelle du domaine artistique dans la vie urbaine. Voilà, ça c'est quelque chose, ce que font très bien les jeunes à la cantinière, avec leur peinture éphémère dans le fond des squares, ils participent à la vie, mais bon ils prennent des risques. [...] Et si nous on veut que ça change, on veut faire la ville différemment, qu'on participe différemment, enfin on se le prend à bras le corps quoi. [...] C'est cette notion-là du temps long qu'il faut ... Et dans lequel ça nécessite l'implication. Donc aujourd'hui, comment le mouvement culturel dans son ensemble s'implique, lui, dans le projet ?

Le concepteur ne s'explique pas cette absence d'implication dans la concertation qui est pour lui l'entrée évidente de l'action artistique dans le projet urbain. L'initiative doit venir du collectif d'artistes et non pas des concepteurs. Il signale qu'ils se sont rencontrés une fois au début sur une question de programmation mais qu'il n'y a pas eu de suite. Le manque d'implication semble être une critique très importante puis qu'elle revient de multiples fois au cours de l'entretien.

Interrogé sur le mode de collaboration possible que l'urbaniste-paysagiste imagine dans cette deuxième phase du projet, il répond qu'il ne s'agit pas d'une réponse sur un rôle particulier mais plutôt sur l'implication de la compagnie :

Ce n'est pas la concertation. C'est leur implication, ce n'est pas la concertation. La concertation c'est une volonté que tout le monde a. Et puis on verra bien si ça marche. [...]

Bon donc vous avez des gens qui s'impliquent. Et ensuite, ça fabrique, ça devient de la concertation

Encore une fois, l'urbaniste souligne le manque d'implication de Là Hors De à travers leur absence aux *Ateliers d'art urbain* : « On les a invités nous » ce qui sous entend « à participer aux ateliers » mais pas à l'élaboration même de la forme des ateliers. Le concepteur s'en défend dans la mesure où, pour lui, il suffit d'être là, prendre sa place, et proposer une forme ou une autre d'action au sein du cadre préalablement fixé. Lui-même dit qu'il ne savait pas ce qu'il allait faire avant de commencer : « ça s'est fait en marchant. [...] Mais si d'autres gens s'étaient impliqués, il y aurait eu une dynamique autre. »

L'architecte en chef de la ZAC considère également que l'action de Là Hors De ne colle pas suffisamment au projet urbain. Il voit les artistes « dans une bulle » évoluant dans un monde à part, réalisant « leurs choses ». Il reconnaît pourtant qu'ils partagent des préoccupations sur le développement du projet : « Et il faut peut-être que leur action aussi suive le déroulé, à la fois les réussites, les joies mais les difficultés comme dans tout projet. »

L'architecte est toutefois plus nuancé sur les raisons conduisant à cette perception. Il considère qu'il s'agit peut-être aussi d'un manque de disponibilité de la part des concepteurs, surchargés de travail et qui ne font pas forcément tous les efforts souhaitables pour garder un contact régulier avec l'équipe artistique. Il souligne également qu'il n'était pas au courant du projet *Parabole* (il en a eu connaissance par le GPV). Il semble regretter qu'il n'existe pas plus de communication directe entre Là Hors De et eux-mêmes dans le sens informatif mais aussi dans les buts recherchés.

L'installation d'une architecte : une action perçue comme injuste

Parmi les résidences d'artistes invités par la compagnie Là Hors De dans le cadre du *Musée éphémère*, l'une d'elle concernait très directement le projet de renouvellement urbain et plus particulièrement le relogement des habitants du quartier. L'installation, définie comme un « Monologue qui donne à lire une lettre ouverte à nous tous : citoyens, concepteurs, décideurs », interpellait de manière critique les responsables du projet urbain à travers des mots d'habitants parfois très bruts peints sur les murs, des tags et un journal du GPV transformé en tapis. Le directeur adjoint au GPV décrit sa perception de l'installation :

Dans la dernière exposition *Entre-temps*, on avait les journaux du GPV par terre souillés, tagués, l'artiste n'avait pas accepté les démolitions en France, du coup « connaissez-vous les salaires des gens qu'on expulse ? ». Moi ça m'a énervé parce que je connais les gens des organismes d'HLM et je sais qu'il n'y a pas de volonté d'expulser les gens, il y a une qualité de relogement qui est assez remarquable dans l'agglomération lyonnaise, parce qu'il y a eu le Groupe de Travail Inter-quartiers, et les associations caritatives lyonnaises qui ont dit attention à ce que vous faites, une charte de relogement. Il y a eu des études qui montraient des taux de satisfaction très élevés concernant le relogement. Après il y aura toujours 10%

de la population qui vit ça comme un traumatisme et on aura beau tout faire, après on peut atténuer le traumatisme, il faut voir tout ce que l'on a mis en place pour accompagner le relogement. Dire qu'on expulse les gens, c'est méconnaître le projet et insulter ceux qui mettent en œuvre le projet.

Le directeur adjoint exprime ici les tensions qu'a provoquées cette installation. Pour lui, cette vision du projet urbain relevait d'un manque de connaissance du contexte par les artistes et du travail effectué autour du relogement. On pourrait parler d'un sentiment d'injustice éprouvé par certaines personnes du GPV : l'artiste profite du statut véhiculé dans les représentations du plus grand nombre qui veut que celui-ci se doit d'être critique envers la société. Or dans ce cas il ne s'agit pas d'artistes indépendants de tout et qui dénoncent des faits de société, mais d'artistes intégrés dans un processus de travail sur un projet de renouvellement urbain, avec des partenaires comme la mission GPV. Le GPV et la Mission de Coopération Culturelle ont ressenti les choses de manière très violente aussi parce qu'ils ont le sentiment que ces critiques étaient injustifiées par un manque de prise de connaissance de la part de l'artiste en résidence.

3. « Un village » culturel

Un village culturel, lieu de développement du projet urbain

Quelle place pourrait prendre l'action artistique dans un processus de projet urbain ? Au rôle de l'action artistique, nombre d'acteurs ont également répondu par l'importance de la place physique, c'est-à-dire du lieu où pourraient se côtoyer l'ensemble des acteurs du projet urbain, mais aussi les acteurs sociaux et culturels du quartier et les habitants.

Ce lieu de rassemblement, décrit comme une centralité, prend l'aspect pour l'expert du cabinet Bleu Sud d'un « village culturel », un « espace public culturel ». Cet espace de rassemblement est envisagé comme le lieu du « développement » du projet.

« Là, on avait une grande terrasse. Là, on avait une grande ruine. Là, on avait de petites boutiques de vente. Là, on avait EDF. Là, on avait la régie du HLM. Là, on avait une grande salle de réunion. Des fois, c'étaient des promoteurs qui faisaient leur réunion Tupperware. Des fois, c'était la société des eaux qui discutait pour mettre des compteurs individuels à chacun (...) Et puis là, il y avait un grand café. (...) Là, il y avait un grand chapiteau. Et puis là, il y avait une grande salle modulaire avec 300 places. (...) Et ça faisait que les gens se retrouvaient. Et, bien entendu, il y avait les bureaux du GPV. (...) On essayait de retrouver la place du village, ou pas, mais on essayait de reconstituer, dans un grand ensemble comme celui-là, ce qu'on peut faire. Et puis, on avait continué à travailler là-dessus. Et puis là, par exemple, on garde un terrain vide et on y met tous les prototypes. C'étaient les prototypes de façades qui vont être faits par le promoteur, les prototypes de comment est-ce que la rue va être aménagée. Enfin, on utilise ce lieu-là comme un village de développement. »

Esquissé sur une nappe en papier lors de l'entretien, ce lieu de rassemblement prend la figure d'un espace libre à l'instar d'une place de village autour de laquelle se répartissent les bureaux du GPV, mais aussi des locaux pouvant être utiles à des organismes sociaux, aux différents intervenants du projet urbain, d'EDF aux promoteurs, des locaux sans fonction prédéterminée... Un ensemble permettant et provoquant la communication au centre du quartier et en relation avec les habitants.

Des « frottements » porteurs de potentiels pour le développement du projet urbain

La représentation d'un travail du projet urbain, étroitement lié à celui de l'action culturelle, est assez proche, chez l'urbaniste-paysagiste, de la vision idéale que développe l'expert du cabinet Bleu Sud, mais à l'échelle d'un bâtiment. Il s'agit d'un lieu central où l'ensemble des acteurs du projet urbain travaillerait quotidiennement. Deux aspects se font jour dans sa vision d'un travail sur un même objet : premièrement, chaque acteur reste dans son rôle, et apporte sa propre vision, sa propre manière d'exprimer ou de formaliser les choses, et deuxièmement, le rapprochement physique des différents acteurs dans un espace dédié à l'élaboration du projet urbain sous ses différentes facettes, crée des « frottements » porteurs de potentiels pour le développement du projet urbain.

... Voilà mais ce qu'il faut c'est qu'il y ait un lieu, que le lieu dans lequel les choses se passent et où ça se croise. Bon c'est ce qu'on appelle nous la maison du projet.

Même, c'est-à-dire qu'on laisse les choses se développer d'elles-mêmes, avec l'action culturelle, et sa logique, mais c'est dans le même endroit. C'est le fait du lieu. C'est en fait la notion de l'espace et du temps quoi. Parce que pour des rencontres très très bien, il faut un espace commun, et il y a des temps différenciés, des actions qui font qu'à un moment donné les choses se croisent et tout ça, ça fait de la matière. Du projet. On ne sait pas quoi. Et il faut faire l'espace. Il faut qu'on ait le lieu, il faut que les gens viennent.

Le concepteur appelle ce lieu la « maison du projet » qui existe aujourd'hui en tant que lieu de la Mission GPV mais qui, selon lui, n'est qu'un lieu de la communication du projet et non pas un lieu de travail à différents niveaux (politique, administratif, créatif, etc.) Ces différents niveaux incluent également la participation des habitants qui seraient les bienvenus dans ce espace de travail partagé.

Moi ce qui m'importe c'est que le projet pourrait être quelque chose qui réunit les gens. Et qui que ce soit. Aujourd'hui on essaie de faire que les techniciens soient autour du projet. Et les politiques, de temps en temps on les met au courant du projet, et ils décident. Et en fait tout ça, ça pourrait être le même paquet, je ne sais pas comment, mais que l'on puisse... c'est un problème d'organisation, de faire que les choses se croisent.

Le paysagiste a une vision assez concrète de la forme que pourrait prendre le lieu commun à tous les acteurs du projet urbain, artistes et habitants compris. Il aurait aimé un grand squat d'artistes dans la maison du projet, ou à l'extérieur, une tente chauffée. Dans cette vision

idéale, il n'imagine pas les contraintes liées au fonctionnement de la compagnie, notamment l'obligation de sécuriser un matériel d'une certaine valeur. A l'évocation de ces contraintes, il évoque le squat d'un local du centre commercial, auquel pourrait s'adjoindre au fur et à mesure des besoins des extensions diverses incluant l'espace public ou les commerces dans la dynamique du lieu.

Même investir n'importe quel commerce qui s'est vidé, [...]d'y ajouter la tente qui fait qu'on s'installe dehors. Là le café c'est une chose, la brasserie c'est une chose. La terrasse sur l'espace public de la brasserie, c'est autre chose. C'est cet autre chose qui est la vie... C'est-à-dire que, comme les artistes ils prennent de toute façon leur place, par leur vie, voilà ça aurait produit quelque chose. Ça aurait produit je ne sais pas quoi. Ça aurait produit, je suis sûr, un lieu génial...

Le rôle de l'art : fabriquer le lieu

Si les concepteurs ont une représentation très claire de la forme que pourrait prendre le lieu du développement du projet urbain, ils estiment que « le lieu se fabrique » et que cela fait « partie du boulot » des artistes, « c'est la commande ».

Ca fait partie enfin, de s'approprier vraiment le lieu. La différence entre nous et des gens lambda comme je le disais tout à l'heure, c'est que nous on le fait le lieu. Enfin... On est d'abord par là, on est un peu payés pour ça ! Mais les artistes, tout l'art urbain aujourd'hui, l'art de la rue, les gens se prennent le lieu. Dangereusement. Et avant que ça... Avant que ça devienne institutionnalisé, à Aurillac, les gens investissaient, fabriquaient le lieu par leur action. C'est ça qui n'est pas existant. Et c'est vrai que ça fait partie de la commande.

A l'instar des friches urbaines qui prennent du sens quand elles sont révélées par l'action des artistes, les concepteurs imaginent de manière idéale que Là Hors De pouvait créer ce lieu de partage dans le quartier et l'imaginaire de chacun.

II. Interactions entre les partenaires du projet urbain

Cette deuxième partie porte sur les représentations que se font les acteurs des interactions entre les partenaires du projet urbain. Nous avons mené l'analyse au regard des grandes thématiques que nous avons définies au préalable (voir notamment la présentation de la grille d'analyse dans la présentation de la méthodologie de la recherche). Tout d'abord, une première thématique a été construite autour des notions de compétence et de légitimité. Elle a permis de relever quelles sont les attentes et les représentations partagées sur les compétences de Là Hors De, de comprendre comment est envisagée la légitimité quand elle est notamment un facteur important de la critique, et de soulever l'importance du lien social et du partage des compétences dans le contexte particulier de La Duchère. Ensuite, une deuxième thématique englobe les rôles et les missions des acteurs et, en particulier, de Là Hors De : par exemple, comment est envisagé le rôle de la compagnie vis-à-vis du quartier, des autres acteurs culturels et des habitants, mais aussi comment les acteurs du projet urbain, dans une organisation relativement complexe, voient leurs rôles et en particulier au regard de la relation aux habitants et de la médiation. Et enfin, le thème des apprentissages a ouvert des perspectives de recherche, notamment sur la conception du projet (projet urbain et projet de création), de la participation et de l'inscription territoriale de l'ensemble des activités reliées à un projet de renouvellement urbain.

A) Compétences et légitimité

En 2008, la question de la reconnaissance de l'action de Là Hors De à La Duchère, au terme de presque trois années écoulées de résidence se pose de manière aiguë chez nombre d'acteurs interrogés à ce moment. Associée à la reconnaissance des compétences, la question de la légitimité de la compagnie et du renouvellement de sa résidence, est présente en filigrane dans les propos de l'ensemble des acteurs.

1. Cadre d'intervention et variabilité des attentes

Le cadre dans lequel a pris place la résidence de la compagnie Là Hors De est déterminant quant aux attentes qui ont pu être formulées à propos de l'intérêt de l'action de la compagnie sur le quartier. Ce cadre a été élaboré à différents niveaux, dont le comité de pilotage du projet et la mission GPV. Si, contrairement au comité de pilotage, la Mission GPV n'a pas une influence directe sur les orientations du *Projet Sputnik*, la succession des acteurs au sein de la Mission et les changements de priorité dans le projet urbain ont renouvelé les attendus concernant l'action de la compagnie. Ces changements ont eu pour effet de provoquer des

débats intéressants quant aux compétences qu'un collectif d'action artistique doit avoir pour intervenir au sein d'un projet de renouvellement urbain.

Les champs de compétence des collectivités locales et le comité de pilotage

Les élus en charge du suivi de Là Hors De dans le cadre du comité de pilotage sont identifiés par rapport à un champ de compétence et par une échelle territoriale, avec une représentation de la mairie d'arrondissement et de la mairie centrale. Pour la Mission de coopération culturelle, c'est une organisation « complexe ». De nombreux élus sont donc engagés dans le comité de pilotage ce qui a permis des « débats » et l'expression de points de vue divergents sur l'action de la compagnie. Selon l'expert du cabinet Bleu Sud, à la différence d'autres élus, les élus en charge du projet urbain étaient très « au fait » des enjeux de l'action culturelle sur le quartier, ils avaient déjà une expérience sur des projets artistiques et culturels et étaient en capacité de « dialoguer » sur le sujet. La confrontation des champs de compétence au sein de ce comité de pilotage a permis de faire apparaître des contradictions liées à la position transversale du projet artistique *Sputnik*, l'élus à la politique de la ville demandant plus de relation avec les habitants et plus de participation, l'élus à la culture défendant le principe de l'« autonomie de la création » et l'élus aux événements qui était en attente de plus de « visibilité ».

Aborder la culture dans le cadre du renouvellement urbain est un projet partagé par de nombreuses communes du Grand Lyon (Communauté urbaine). Cependant, l'agglomération n'a pas de délégation de compétence dans le domaine de la culture et cela est problématique pour intervenir de façon concertée sur l'ensemble du territoire. Cela semble créer des blocages. La Mission de coopération culturelle a, quant à elle, une « compétence » territoriale, c'est-à-dire qu'elle intervient spécifiquement sur le territoire de la ville de Lyon, même si par ailleurs l'équipe en charge de la mission est très intéressée par les projets menés dans le cadre de l'agglomération.

Un triangle communication, concertation et culture, au GPV

Les deux champs de compétences que sont les volets « culture » et « concertation » du GPV, semblent se recouvrir. Quand le « volet culture » a été créé, son enjeu était fortement orienté sur la communication du projet urbain et ensuite il a évolué pour être d'avantage tourné vers les habitants de La Duchère sur des enjeux de participation. La communication et la participation sont deux domaines de compétences également pris en charge par le « volet concertation ». Ce qui a présidé à la mise en place d'un « volet » séparé pour la culture semble être lié à l'ambition d'origine du « projet culturel de développement ». Les collaborations de la Mission de coopération culturelle avec la personne en charge de la concertation au GPV sont maintenant très fréquentes avec, par exemple, les débats organisés

sur la relation de l'art avec les espaces publics. Cela semble faire partie de l'évolution des collaborations entre les partenaires.

2. Un consensus sur Là Hors De

Dans l'historique de l'arrivée de la compagnie Là Hors De dans le projet de renouvellement urbain de La Duchère, sont évoqués les compétences très larges du collectif mais aussi des facteurs totalement externes aux compétences des membres de la compagnie. Un ensemble de circonstances semble avoir été déterminant : la volonté de la mairie du 9^e arrondissement qui souhaitait trouver un nouveau lieu de résidence et récupérer l'école maternelle que la compagnie occupait dans le quartier de Vaise, la simplification administrative du dossier dont le budget ne nécessitait pas d'appel d'offre, et enfin le fait d'avoir été citée comme compagnie potentielle dans le rapport d'expertise du cabinet Bleu Sud.

Il s'est donc agi d'une décision des élus qui a remporté l'adhésion de la plupart des acteurs impliqués dans l'élaboration du cadre de l'opération. La confiance des élus dans les préconisations formulées par le cabinet Bleu Sud nous informe sur la reconnaissance que ces élus ont eue des compétences des experts en matière de programmation artistique.

Une action culturelle articulée à une dimension territoriale

L'expert du cabinet Bleu Sud que nous avons rencontré, a été administrateur de la Friche Belle de Mai, à Marseille, durant plusieurs années. Il travaille maintenant aux Ateliers Jean Nouvel. Il a également été chargé de mission auprès de Michel Duffour, secrétaire d'État à la Décentralisation culturelle et au Patrimoine au Ministère de la Culture et de la Communication, pour lequel il a réalisé une expertise sur les friches urbaines réinvesties par les artistes comme cadre de production. Le cabinet Bleu Sud est un cabinet de conseil en « Etudes et développement de projets » proposant « études, animation et structuration de réflexions stratégiques », « concertation, enquêtes publiques » et « lancement, communication et développement de projets », dans les domaines de la culture, de l'aménagement et des projets urbains, du développement et de la communication. C'est sur la base de ces éléments que la réponse à l'appel d'offre, lancé par le GPV de La Duchère sur la mission liée au développement du volet culturel, a été retenue. L'expertise du cabinet est reconnue nationalement dans le domaine de l'action culturelle articulée à une dimension territoriale (lieux et expérimentations sociales proposés par des artistes).

Pour l'expert du cabinet Bleu Sud, des actions artistiques qui ont eu lieu dans les « quartiers » ont parfois été « malheureuses » dans le sens où elles ont été « parachutées » et les artistes en charge de ces actions n'avaient pas toujours les « compétences », le « désir nécessaire » et les capacités de production d'une action à mener en relation avec les populations, ce qui demande des moyens spécifiques. Dans le quartier de La Duchère, des expériences de ce genre ont eu

lieu et cela a déterminé un contexte sur lequel il a fallu travailler avec les élus et l'équipe du GPV (notamment le directeur du GPV) afin de convaincre que d'autres formes d'actions artistiques étaient possibles surtout dans le cadre d'un quartier en mutation. Pour lui, ce qui avait eu lieu dans le quartier était « très insuffisant ». Dans le cadre du projet urbain, « il fallait voir un peu plus loin » et convaincre les « techniciens » que « l'insertion culturelle » pouvait se retrouver « au cœur », à « l'alpha et à l'oméga du système ».

Pour lui, la codirectrice de Là Hors De était en capacité de mener ce « projet culturel de développement » et en particulier dans sa dimension partenariale et programmatique⁷⁸. Malgré le fait qu'elle soit « sur une autre forme artistique », il pense qu'elle « pouvait justement avoir les épaules et l'intelligence politique et artistique de s'engager dans ces liens-là » avec notamment les partenaires institutionnels et culturels en ce qui concerne la programmation d'un lieu, mais aussi, il évoque sa capacité à s'engager dans la relation à la population, aux aménageurs ou à l'association des nouveaux propriétaires.

Lien social en acte et anticipation

Pour la personne chargée, à l'origine de la mission GPV La Duchère, du volet social et culturel, la compagnie Là Hors De semble bien correspondre à une représentation plus générale des artistes comme acteurs du lien social. Leur démarche est « d'être dans le quartier dans lequel ils œuvrent » et cette existence, ou cette présence sur le territoire, renvoie à la notion d'installation et de résidence. Ensuite, la compagnie possède tout un « réseau » et un « savoir-faire » spécifique dans la production de réseau qui est un autre aspect de la représentation donnée de la socialisation des artistes. Selon l'ancienne responsable de la culture au GPV, Là Hors De est le seul collectif présent dans le quartier de La Duchère, capable de prendre en charge un projet tel que celui-ci, intégré dans un processus de renouvellement urbain.

La réalisation du projet *Parabole* incarne en quelque sorte cette idée du lien social en acte car dans une même action, un public mélangé a participé à la performance. Même si l'impression est qu'il y avait plus de personnes extérieures au quartier, un nombre important d'habitants du quartier de La Duchère a participé, notamment par l'intermédiaire des centres sociaux.

Mais la femme de ménage qui est salariée à la Régie de quartier, qui était là le soir, [...] c'était bien. Alors, c'est vrai que ce n'est pas spectaculaire. Ce n'est pas aussi spectaculaire que leur... Mais là, c'est bien là qu'on est dans le lien social [...]. Mais ça, c'est parce qu'effectivement, ils ont passé du temps. [...] Alors, vous avez dû voir, il y avait une trentaine de jeunes, suivis par la prévention spécialisée, donc là, exclusivement du quartier, en plus, avec les éducateurs.

⁷⁸ Cf. paragraphe sur l'action artistique et culturelle

L'une des spécificités de la compagnie Là Hors De réside dans sa capacité à développer une forme de prospective artistique dans le cadre du chantier de l'opération de renouvellement urbain. Pour la personne qui était en charge de la culture au GPV, les artistes de la compagnie ne cessent de projeter de nouvelles actions en fonction de l'avancement du projet urbain. Ils font ainsi la preuve d'une réactivité et d'une aptitude dans l'anticipation sur le temps même du chantier.

Par contre, ils m'ont convaincue par [...] le fait qu'ils sont hyper créatifs. Voilà, le moindre truc, ils sont au taquet tout le temps. Tout le temps. Enfin, je me dis, mais quand est-ce qu'ils se reposent. Voilà, le moindre truc : "Tiens, j'aimerais bien faire ci, ça...", voilà, on n'avait même pas encore traité de *Parabole*, qu'ils sont déjà dans la démolition, la récupération, ils vous ont dit, la récupération des baignoires pour en faire des vivariums. Donc, toutes ces baignoires qui vont être récupérées, partout dans le quartier, et on retrouvera leur modulo modulaire, à leur manière, voilà des machins qui peuvent se balader. Voilà les espaces verts. Ça y est, ils y sont déjà. Ils sont au taquet pour préparer quel genre de fleurs on va faire pousser dans des baignoires... [...] Constamment, ils sont loin devant. Le projet dont ils parlent, ils l'ont déjà enterré depuis 10 ans. Ils sont déjà dix projets en avant.

Une compétence communicationnelle

L'agent de développement en charge du quartier de La Duchère à la Mission de coopération culturelle souligne qu'au moment de son arrivée, la compagnie bénéficie d'une reconnaissance importante notamment dans son implication dans un projet artistique fortement localisé sur la base de plusieurs expériences dont l'une à Vaulx-en-Velin et l'autre à Vaise, un quartier proche de La Duchère. Cette renommée a joué un rôle considérable dans le soutien que le cabinet Bleu Sud a apporté à la compagnie (« on ne parachutait pas quelqu'un du ciel »). Et, en plus des autres acteurs culturels et sociaux culturels du quartier, Là Hors De pouvait apporter un projet artistique « transversal » et une « intelligence politique » mise en évidence dans le rapport Bleu Sud.

La compagnie Là Hors De a tout d'abord été reconnue pour ses capacités à « mobiliser du réseau », réseaux d'artistes et notamment dans le domaine de la « jeune création », « réseau presse » et donc une capacité de médiatisation, mais aussi et surtout, une capacité à mobiliser un public. La compagnie était donc perçue comme capable de faire connaître La Duchère et le projet urbain en cours de réalisation, capable de produire de « l'image » et, donc, des représentations renouvelées du quartier. Une autre qualité reconnue à Là Hors De est la nature de ses relations avec certains élus, avec lesquels elle est en mesure de discuter et auprès desquels elle peut faire valoir son travail, afin d'obtenir un soutien politique. Elle est notamment « capable de faire du *lobbying* auprès des élus ».

La compagnie Là Hors De est identifiée par sa compétence communicationnelle complétant les compétences disciplinaires des autres acteurs présents dans le quartier : danse, cinéma, arts

plastiques, éducation populaire, théâtre, littérature... La compagnie Là Hors De a donc été choisie pour ses compétences transversales croisant différents modes d'expression (théâtre, vidéo, installations...).

Cette compétence communicationnelle a été vérifiée à plusieurs reprises lors d'actions artistiques : elles ont été médiatisées dans des informations télévisées et ont eu des articles dans la presse nationale⁷⁹.

3. « Choix arbitraire » et sentiment d'injustice

Un contexte conflictuel

L'arrivée de Là Hors De à La Duchère a fait l'objet d'un conflit important avec les acteurs culturels déjà présents sur le territoire. La compagnie a bénéficié, pour son action, de financements relativement importants en comparaison du niveau des financements des autres acteurs culturels (MJC, autres compagnies, artistes et structures locales). Les partenaires du GPV ont ainsi privilégié l'installation d'une nouvelle compagnie sur le territoire plutôt que le renforcement des acteurs qui y étaient déjà présents, et en lui donnant un rôle moteur. Cela a été vécu comme une forme d'injustice ou de défaut de reconnaissance, et comme « une concurrence déloyale », d'après la chargée de développement pour le quartier de La Duchère à la Mission de coopération culturelle.

La façon dont Là Hors De a été choisie pour être *leader* du volet culturel du GPV, est aussi à l'origine des malentendus qu'il y a eu entre la compagnie et les autres acteurs culturels. La Mission de coopération culturelle aurait préféré que le choix des artistes se fasse à la suite d'un appel à projet qui aurait mis en concurrence de façon plus juste les acteurs culturels. Or, Là Hors De était soutenue par le cabinet Bleu Sud car elle s'imposait au regard de la nature du « projet culturel de développement » défini notamment dans le rapport d'expertise. De par son profil, Là Hors De s'est en quelque sorte imposée : la compagnie devait être relogée par la Mairie et possédait un grand nombre de qualités que les autres acteurs présents sur le territoire de La Duchère n'avaient pas. L'installation de Là Hors De a alors été perçue comme « un choix arbitraire » ce qui a provoqué des tensions. La Mission de coopération culturelle a dû alors faire un travail de rééquilibrage entre les acteurs et de reconnaissance de la place et du rôle de chacun dans le projet culturel.

Ça a fritté, il a fallu reposer les choses, redonner la place de chacun, rééquilibrer, réinjecter un peu de moyens du côté de tel autre opérateur pour atteindre un niveau plus équilibré où il y a des partenariats qui se renouent. Il a fallu trois ans pour arriver à un niveau qui n'est d'ailleurs pas encore stable.

⁷⁹ Voir notamment la revue de presse présentée dans le chapitre I.

La Mission de coopération culturelle est en quelque sorte garante de la reconnaissance du rôle de chacun des acteurs culturels, le « rééquilibrage » correspond à des actions de valorisation et de revalorisation en étant un relais d'information sur ce que chacun produit.

La compagnie Là Hors De semble s'être retrouvée dans une position de recouvrement de compétence, et non de complémentarité, avec un artiste travaillant sur les esthétiques relationnelles (« son œuvre, c'est l'ensemble du tissu social qui la produit », entretien avec la Mission de coopération culturelle). Au-delà de la posture spécifique de la relation au public qu'implique ce courant de l'art, et qui peut faire écho aux recherches de Là Hors De, cet artiste a développé une démarche appelée *ZIP* (Zones d'Intentions Poétiques) et s'est senti « récupéré » quand la compagnie a proposé les *ZOO* et les *ZAT* (« il avait le sentiment de s'être fait voler un concept »). Les *ZIP* sont une marque déposée et la question s'est posée d'intenter ou non un procès à Là Hors De. Il s'est senti menacé et notamment non reconnu dans son ancienneté sur le territoire de La Duchère. Nous pouvons supposer que le conflit qui est apparu avec cet artiste correspond à une forme de concurrence liée à une posture artistique relativement proche.

En revanche, selon la Mission de coopération culturelle, la MJC a accueilli Là Hors De avec un *a priori* positif du fait de la complémentarité des « postures », et de l'apport des compétences spécifiques de Là Hors De. Ils se sont ensuite « sentis utilisés » quand la compagnie a utilisé la terrasse pour certaines actions du *Projet Sputnik*. Il semble y avoir eu une déception ou un conflit qui ont laissé des « rancœurs ».

Malgré la complémentarité des postures ou le recouvrement de compétences, les échanges et les collaborations entre les acteurs culturels ont été particulièrement « tendues » et semblent avoir été déterminées à la fois par les conditions de l'arrivée de la compagnie Là Hors De sur le territoire de La Duchère et à la fois par des relations interpersonnelles. Dans l'entretien, La Mission de coopération culturelle dit elle-même qu'elle n'a pas tous les éléments pour comprendre ce qui s'est passé entre les acteurs.

Une intégration délicate

La légitimité de l'intervention de Là Hors De est donc également en jeu dans son histoire avec le quartier. Face aux autres acteurs culturels souvent qualifiés d'« historiques », Là Hors De avait à faire ses preuves dans le temps. La légitimité de la compagnie était perçue comme ayant un caractère institutionnel car le collectif a été introduit dans le quartier d'une certaine façon par l'intermédiaire du GPV. Mais pour être acceptée par les autres acteurs culturels, il lui aura également fallu prendre en compte l'histoire culturelle du quartier et s'inscrire dans cette même histoire.

Pour la personne qui était responsable de la culture au GPV, certains autres acteurs ont vu très tôt leur intérêt à travailler avec Là Hors De comme le directeur de la Régie de quartier ou la responsable de l'association Fil en Forme, qui ont des publics en situation d'insertion professionnelle et pour qui la compagnie pouvait devenir un partenaire. Les centres sociaux ont exprimé plus de réticence à travailler avec Là Hors De, même si concrètement des actions communes ont pu avoir lieu. Selon la personne qui était responsable de la culture au GPV, la compagnie est perçue comme individualiste et ses compétences en termes de communication et de diffusion sont mal comprises par les autres acteurs culturels qui y voient une façon de s'auto-légitimer.

Nous pouvons également interpréter la réaction des autres acteurs culturels du quartier de La Duchère comme une réaction à la violence symbolique qu'implique l'introduction d'une compagnie comme Là Hors De par l'intermédiaire des institutions (GPV et Ville de Lyon). La « levée de boucliers » dont parle l'ancienne responsable de la culture au GPV semble liée notamment aux rapports concurrentiels entre les acteurs culturels (l'enjeu a notamment été de maintenir le subventionnement des acteurs culturels « historiques »). Et, étant donné que Là Hors De appartient plutôt au domaine de l'art contemporain (perçu comme moins accessible par les publics), s'ajoute à une hiérarchie institutionnelle (la compagnie est introduite comme « chef de fil ») une hiérarchie symbolique liée aux référents culturels (entre art contemporain et activités socioculturelles).

4. Une légitimité naturelle

Si certains acteurs sociaux et culturels du quartier ont eu le sentiment que la compagnie s'auto-légitimait notamment à travers les communiqués de ses actions, chez la codirectrice de la compagnie, les éléments de discours renvoyant à cette notion de légitimité ne sont pas exprimés sur le mode de la justification. Cette légitimité est argumentée avec des compétences, des postures artistiques, une expérience antérieure conséquente et une reconnaissance du politique. Cette notion est également abordée à propos des pratiques artistiques au sein d'un processus de projet urbain et notamment avec une réflexion sur la conscience des limites des compétences et des rôles de chacun des acteurs.

Autodidactes et savoirs techniques

La codirectrice de Là Hors De présente la compagnie comme étant composée de membres autodidactes. Elle présente les compétences de la compagnie non pas comme issues de savoirs acquis dans le cadre de formations (écoles de théâtre, conservatoire) mais comme liées aux divers goûts et activités exercées auparavant par les membres.

Là Hors de est une association loi 1901 qui existe depuis 1992. Au démarrage une production assez classique de théâtre dans un rapport scène-salle frontal même si le

répertoire était contemporain. Elle avait la spécificité d'avoir été créée par des gens autodidactes. Ils ne sont pas sortis des écoles de théâtre, conservatoire.

Ces activités ne sont pas définies comme faisant partie des activités prestigieuses du spectacle (liées au jeu) mais à la partie la moins visible : l'aspect plus technique du spectacle vivant. La diversité est perçue comme une richesse permettant d'ouvrir la création artistique de la compagnie dans de nombreuses directions. Cette présentation est relayée par la vision de la chargée de communication de Là Hors De qui voit un caractère « exceptionnel » à ce que la compagnie ait été créée autour de « techniciens ». Il semble que le terme « exceptionnel » revête pour elle deux sens : cela fait exception dans le milieu mais il s'agit aussi d'une marque d'admiration. Cette description d'un collectif fondé par des « techniciens » et des personnes autodidactes est à nuancer dans la mesure où les fondateurs ont suivi des cours pour l'un en licence d'études théâtrales et en maîtrise d'histoire de l'art et pour l'autre en classe de composition électroacoustique au Conservatoire national de la Région de Lyon.

La chargée de communication de Là Hors De précise que le codirecteur « compositeur, vidéaste a une formation de directeur artistique et de webmaster ». Elle-même se décrit comme ayant une expérience du milieu artistique, plutôt du milieu Rock, avec des compétences en programmation. Elle est appelée sur le projet en 2003 alors que l'idée du projet est déjà bien élaborée « pour donner des conseils dans l'idée de formation sur *Sputnik*. » Au moment du rapport Bleu Sud, en 2004, elle participe notamment à la communication du projet (mi-temps), puis, une fois le projet lancé, en 2005, elle assure un plein temps de communication en même temps qu'elle organise les résidences des artistes.

Le lien entre ces membres du collectif aux profils très divers est le même désir d'échapper aux structures normalisées du spectacle vivant, tant dans le rapport au public que dans la considération du lieu de la création. Le rapport au public n'est pas un rapport frontal spectateur/comédien mais un désir de faire entrer le public dans le processus de création.

Le lieu n'est pas pris uniquement comme cadre d'une représentation mais comme matière de la création rendant chaque création non reproductible et non exportable.

L'expérience construisant la compétence

Pour la codirectrice de Là Hors De, la légitimité de la compagnie à La Duchère est donnée en premier lieu par ses compétences acquises dans son expérience antérieure : des actions artistiques nombreuses (« un gros passif ») dans des lieux non dédiés expressément au spectacle (couvent de la Tourette, parking, espaces publics). Elle cite le festival *Court-circuit* que la compagnie avait organisé en 1995/1996/1997. Sur les deux dernières éditions, la compagnie avait investi 3000 m² de friche dans le 9^e arrondissement, sur les quais de Saône au Hangar de la navigation. A cette époque la codirectrice précise qu'elle est la seule

compagnie sur Lyon à avoir une expérience de friche « assez conséquente ». Par ailleurs, elle ajoute que la compagnie faisait déjà des créations impliquées dans la société, avait expérimenté une modalité de rencontre différente avec le public, était identifiée par ses pratiques transversales (musique, vidéo, théâtre, etc.) et par le fait d’appréhender les lieux comme matière à création. La légitimité donnée par cette expérience est renforcée par la reconnaissance des compétences nécessaires à une expérience comme celle menée à la Duchère par un professionnel de la programmation culturelle : le cabinet Bleu Sud. La codirectrice souligne que parce qu’il connaît bien Lyon et les collectifs d’artistes que l’expert en programmation culturelle cite Là Hors De comme compagnie potentiellement compétente pour un accompagnement humain du projet de renouvellement urbain de La Duchère.

Reconnaissance et connaissance des politiques

La reconnaissance des qualités artistiques de la compagnie, par l’appui que les personnalités politiques accordent à Là Hors De, est un élément important de légitimation dans les discours de la codirectrice et de la chargée de communication de la compagnie. Cette dernière met en avant le lien direct qu’il existe entre les personnalités politiques et la codirectrice. « Le lien au politique, c’était la codirectrice, invitée au comité de pilotage, et son histoire personnelle avec 17 ans de création dans le 9^e arrondissement de Lyon. Elle a le soutien et la reconnaissance [du maire de Lyon]. »

Pour la codirectrice, cette reconnaissance est aisément perceptible à travers les subventions qui lui sont allouées. En effet, la question des financements revient à plusieurs reprises comme une question importante au cours de l’entretien. La compagnie reçoit en effet des subventions des services de la Culture de la Ville de Lyon pour sa création propre, mais aussi pour financer le *Projet Sputnik*, en supplément des financements de la politique de la ville. Ce double financement du *Projet Sputnik* « est une reconnaissance du travail, de la qualité, aussi parce qu’[elle] défend des artistes contemporains, parce qu’il y a une exigence dans ce qui est programmé, qu’[elle] se bat pour une vision de l’art qui correspond à la vision de l’ancien adjoint. »

Le subventionnement supplémentaire de la Culture pour le *Projet Sputnik* n’existe, selon la codirectrice, uniquement parce qu’il s’agit de Là Hors De (« Demain je m’en vais, la prochaine compagnie n’aura pas cet argent. »). Il est donné comme une preuve importante de reconnaissance de la qualité du travail de la compagnie.

La rotation des acteurs : une mise en question permanente de l’action

Toutefois la prise de risque financière qui découle de cette reconnaissance, est tout de même prudente dans la mesure où les financements alloués à la compagnie pour le *Projet Sputnik* correspondent à une durée très limitée. La chargée de communication de Là Hors De souligne

que « c'est une subvention au projet. Il n'y a pas de mission officielle, ni de convention. C'est une sorte de contrat à durée déterminée d'un an renouvelable, il faut déposer un projet tous les ans. Il manque un budget de fonctionnement et l'objectif est de l'obtenir. »

Le dispositif du GPV dans lequel intervient la compagnie Là Hors De et le mode de financement de son action sont révélateurs en effet du niveau de légitimité accordé à son intervention. Si l'opération de renouvellement urbain de La Duchère est programmée sur plusieurs années, l'action de Là Hors De est financée pour une année et le financement est reconduit tous les ans. Il n'y a pas de convention sur une durée plus longue, ni d'engagement. Chaque année, la présence de la compagnie à La Duchère est donc dépendante du bilan du *Projet Sputnik* et des propositions faites pour l'année suivante. Cependant, « il y a un engagement tacite qui dit qu'il fallait expérimenter sur plusieurs années »⁸⁰, il y a donc une forme d'accord commun sur l'idée que l'évaluation de l'action de la compagnie Là Hors De ne pourra véritablement être effectuée qu'après un temps suffisamment long (qui reste cependant à déterminer). Aujourd'hui, après trois ans d'intervention de la compagnie à La Duchère, c'est le renouvellement des acteurs partenaires du GPV (élus et responsables de l'équipe du GPV) qui est à chaque fois l'occasion de reposer la question de la légitimité de la présence de Là Hors De dans le quartier. En 2008, les élections au niveau de la commune de Lyon ont été envisagées comme une « occasion de faire un bilan avec les nouveaux élus »⁸¹ (finalement, il n'y a pas eu de changement de municipalité).

Pour la chargée de communication de Là Hors De, « il existe une peur de la ville de Lyon qui a besoin de preuves plus importantes pour sortir le gros chèque, de choses concrètes. ». La frilosité de l'engagement politique est certainement liée au fait qu'il s'agit d'une opération expérimentale sans réel précédent et il semble difficile pour une municipalité de s'engager les yeux fermés sur une longue période sans savoir quelle réception et quels effets peut avoir une action artistique d'accompagnement d'un projet de renouvellement urbain.

Compétence et conscience des limites

A plusieurs reprises, dans le discours de la codirectrice de la compagnie, la notion de compétence est liée à la conscience des limites de chacun. Cette association se décline à l'occasion de l'évocation de différents sujets.

Sur *Sputnik Process* (action d'ordre réflexif qui cherchait à garder une distance critique constante sur les actions menées dans le cadre du *Projet Sputnik*, sorte d'observatoire sur l'expérience en cours), la codirectrice évoque par exemple l'idée de constituer un groupe de

⁸⁰ Entretien avec la Mission de coopération culturelle, avril 2008.

⁸¹ *Idem.*

réflexion avec des personnes extérieures dotées de compétences autres que celles des membres de la compagnie (la pertinence de leur réflexion venait du fait qu'ils n'appartiennent pas au milieu de l'art). Cette action basée sur des recherches nécessitait, selon la codirectrice, des compétences universitaires. Cette action d'ordre réflexif s'est arrêtée après quelques séances, mais la codirectrice n'explique pas cet arrêt par le manque de compétences intellectuelles au sein de la compagnie mais par l'impossibilité d'assurer un temps sérieux de réflexion (et un manque de moyen financier pour payer un chercheur) alors que la compagnie était dans une action permanente. Elle précise, par ailleurs, que la compagnie garde un aspect réflexif dans son travail par son inscription au sein du réseau « Autrepart ».

La question de la limite (entendue ici comme limite de leur rôle ou de leur mission) est également associée, dans le discours de la codirectrice, à celle des compétences pour définir la qualité d'une action. Plus les compétences et les limites du rôle de chacun sont fixées clairement, et plus le travail peut être de qualité. Comme nous avons pu l'évoquer (*cf.* le développement sur l'art et la culture), la faculté affichée de reconnaître les compétences des acteurs « historiques » apparaît comme un moyen de se positionner par rapport à eux et de définir les missions qui n'intéressent pas la compagnie (action pédagogique par la danse auprès d'un public scolaire, actions mémorielles, animations d'ateliers culturels réguliers). Si la compagnie accepte malgré tout de réaliser quelques animations socioculturelles, il ne s'agit que de concessions faites au titre de la bonne entente entre les acteurs, pour rendre service ou parce que la nécessité de faire des concessions est inhérente à tout « partenariat » et à toute « vie en commun ». La distinction entre les actions des autres acteurs et celles de la compagnie est montrée de manière très positive, comme une reconnaissance de la part de la compagnie de l'importance de leur existence et une manière d'envisager une bonne coopération, dans la mesure où les actions sont complémentaires et non pas concurrentes.

La codirectrice se définit elle-même comme « metteur en scène », dont la scène n'est pas celle d'un théâtre ou d'une institution culturelle mais « le territoire ». Ce territoire n'est pas le simple lieu où la création prend place, mais la matrice de la création. Elle appréhende son travail de création à la manière d'une œuvre ouverte (*opera aperta*, Umberto Eco⁸²) qui se nourrit et se modifie au gré des événements et de la vie de ce territoire. Elle parle d'un travail « d'écriture » semblable à celui d'un compositeur dont les instruments seraient les artistes de la compagnie ou invités en résidence, et dont la partition serait le territoire. L'emploi du terme « territoire » et non de « quartier », échelle plus proche de leur intervention, ainsi que l'idée de composer une œuvre avec divers et de nombreux talents (35 auteurs) sur une longue durée, donne facilement le sentiment d'une certaine ambition. Il ne s'agit pas de composer une

⁸² Eco Umberto, *L'oeuvre ouverte*, Seuil, 1971 (première édition, 1961).

chanson mais un opéra, puis de le diriger. Le sentiment qui se dégage des propos de la codirectrice est toutefois à relativiser selon les observations que nous avons pu faire lors de la réalisation de la performance *Parabole*. Si la codirectrice était bien présente, elle n'est pas apparue comme le sommet de la hiérarchie d'une équipe. L'organisation, bien que nécessairement hiérarchisée au sein de groupes, laissait apparaître un partage des responsabilités et des prises de décision entre les différents membres de la compagnie.

Sincérité et engagement

Dans son discours, la codirectrice de la compagnie exprime un certain nombre de qualités qui rassemblées, dessinent le portrait type que « l'artiste » revêt aujourd'hui dans les représentations du plus grand nombre. Ces qualités sont le signe de l'authenticité, selon la définition qu'en donne Nathalie Heinich dans *L'élite artiste*, qui confère à la compagnie toute la légitimité à son action⁸³. La première de ces qualités est *l'honnêteté*. Cette honnêteté concerne la démarche de la compagnie : « Si on est là c'est parce qu'on l'a choisi ». Un choix lié à des convictions politiques, un engagement pour agir positivement sur le social. « On a toujours eu un pied dans le politique avec un petit « p », dans le souci d'ancrer le travail de l'art dans une réalité au quotidien quelle soit plus ou moins difficile. ». Cet engagement dans le politique correspond à *la vocation*, autre point essentiel pour être un véritable artiste selon Nathalie Heinich. L'honnêteté concerne également la manière de dépenser les subventions allouées au *Projet Sputnik*. Ces subventions ne servent pas à enrichir les membres de la compagnie mais à rémunérer les personnes embauchées spécifiquement pour le projet. A ce propos, il est précisé que les financements alloués aux rémunérations ne couvrent que partiellement le temps effectif passé sur le projet par les membres de l'association. Ceux-ci ne peuvent survivre qu'avec le complément des allocations chômage auxquelles donne droit le statut d'intermittent du spectacle. Il se dégage de toutes ces précisions, données par les membres de la compagnie que nous avons rencontrés, le sentiment que les artistes de la compagnie sont désintéressés du gain car, selon la codirectrice, « ce n'est pas suffisamment bien payé pour être en enjeu véral ». Au *désintéressement*, s'ajoutent deux autres points qui définissent, selon Nathalie Heinich, les véritables artistes dans les représentations actuelles : *l'indépendance* et *la liberté*. Cette indépendance vis-à-vis des politiques mais aussi vis-à-vis des autres acteurs du projet de renouvellement urbain se résume assez bien dans cette remarque :

Enfin, la liberté de l'artiste recoupe pour une part la notion d'indépendance mais elle s'entend également comme liberté d'expression et liberté d'être critique y compris du processus grâce auquel le *Projet Sputnik* existe. Finalement, se sont toutes les qualités qui caractérisent les

⁸³ HEINICH Nathalie, *L'élite artiste, excellence et singularité en régime démocratique*, Paris, Gallimard, 2005.

artistes authentiques selon Nathalie Heinich que la codirectrice de Là Hors De a rassemblées dans son discours.

La chargée de communication de Là Hors De perçoit une évolution dans les relations avec les acteurs du projet urbain. Elle a le sentiment que la compagnie a été mise à l'épreuve durant trois ans, qu'elle a du faire ses preuves sur le terrain. Aujourd'hui, elle voit un renforcement de la légitimité de la compagnie sur le quartier, une construction d'action en action qui prend, pour elle, une nouvelle ampleur depuis la performance *Parabole*. Elle perçoit davantage de reconnaissance de la part du GPV. Elle estime que leurs représentations concernant Là Hors De changent et que Le GPV reconnaît maintenant les prises de risques notamment financières de la compagnie ainsi que son engagement. « Nous avons mis du temps pour nous retrouver d'égal à égal avec eux ».

Le projet *Parabole* est le passage à un stade d'une autre ampleur et à une nouvelle phase dans les relations au GPV. Au début les gens du GPV n'ont pas saisi l'intérêt des actions comme les lectures ou les petites choses intimes qui ont permis au bout de 3 ans de faire un maillage. L'authenticité de la démarche de la compagnie a été reconnue et soulignée par les concepteurs du projet urbain qui ont reconnu la sincérité de leur engagement et leur « envie ». Ceux-ci voient les membres de Là Hors De comme des « gens qui maîtrisent le sujet », qui agissent de « manière très sérieuse ». Il leur reconnaît donc des compétences dans leur domaine. Toutefois, cela n'empêche pas les concepteurs de reprocher à la compagnie un défaut d'investissement dans le processus du projet urbain et notamment au sein de la concertation.

5. Compétences et lien social

La relation aux habitants comme indicateur de légitimité

La légitimité de l'intervention de Là Hors De repose également sur la relation aux habitants qu'est capable de mettre en place la compagnie. C'est sur ce sujet qu'elle a été mise en cause au cours de ses premières actions : une « place » n'était pas suffisamment faite aux habitants dans l'action artistique elle-même. A travers une image élitiste, elle a été critiquée pour sa difficulté à parler aux habitants, à produire une action dans un langage compréhensible. Selon la Mission de coopération culturelle, la compagnie Là Hors De a effectivement mis du temps à mettre en place une relation aux habitants (ce qui lui semble normal) mais il y a eu tout de même une forme de défaut de compétence qui a obligé la Mission à « rééquilibrer avec d'autres intervenants » une intervention artistique sur le territoire.

Mobiliser les habitants est un problème que rencontrent tous les acteurs, selon la Mission de coopération culturelle et, même si elle reconnaît une mobilisation différente des habitants selon les partenaires impliqués (plus importante quand les manifestations culturelles sont

organisées par Là Hors De et la Régie de quartier), elle pense que la compagnie n'a pas été assez loin dans cette relation.

Lors des expositions montées dans le cadre du *Musée éphémère*, les habitants ont exprimé à la Mission de coopération culturelle des avis relativement tranchés sur ce qu'ils ont vu, que ce soit positivement ou négativement. La Mission exprime alors un avis nuancé sur l'intervention de la compagnie : Là Hors De ne fait pas l'unanimité comme ils l'auraient souhaité mais elle joue tout de même son rôle qui est d'apporter des « décalages » et « de communiquer vers l'extérieur ».

L'agent en charge du quartier de La Duchère à la Mission souligne également la prudence de l'OPAC concernant le financement de *Duch'City* et son choix de soutenir plusieurs acteurs locaux, ce qui peut se comprendre aussi comme une mise en doute des compétences de Là Hors De concernant des opérations mémorielles requérant une relation et une sensibilité très particulière aux habitants.

On ne sait pas trop si la proposition de Là hors de ne les a pas satisfait ou s'ils ont repositionné les choses mais par rapport à la proposition de Là hors de pour travailler les aspects mémoriels avant la démolition, leur position semble être : on préfère accompagner et soutenir plusieurs initiatives. Ils se sont peut-être dits que ce serait intéressant d'avoir plusieurs artistes susceptibles de toucher différentes personnes.

Sur ce point, le directeur-adjoint du GPV émet également des doutes quant aux capacités de la compagnie à avoir toute la « sensibilité » nécessaire pour mener des travaux sur la mémoire des habitants devant être relogés.

Les travaux sur la mémoire sont des travaux assez fins qui parfois sont douloureux, pour certains le déménagement se passe mieux, pour les personnes âgées c'est très problématique. Ça mérite une approche sensible, subtile, je ne sais pas si c'est le savoir-faire direct de Là Hors De.

Une attitude qui fait la compétence

De la même façon que la Mission de coopération culturelle, le directeur adjoint de la mission GPV reconnaît des circonstances atténuantes dues au contexte dans lequel la compagnie s'est installée, il considère que sans ces difficultés il y aurait tout de même eu un décalage dans les attentes vis-à-vis de la proximité aux habitants, dans la mesure où il s'agit avant tout d'une question d'attitude des membres de la compagnie. La critique glisse de l'action, à la « personnalité » de la compagnie : il s'agit d'une « sensibilité », « un savoir-être », des « manières de faire », des « manières d'être » que le directeur adjoint juge comme peu adaptés à la situation et notamment au lien avec les habitants. Ces qualités font office de compétences pour des actions dirigées vers les habitants.

La difficulté liée à la sécurité a conduit à se renfermer. Du coup, ils n'ont pas un lieu ouvert au public tout venant. Leur local est très discret. L'exposition dans la barre 220 n'est ouverte que ponctuellement, deux fois par an, sinon ce sont des visites particulières. Certes il y a ces difficultés, mais en comparant avec d'autres compagnies théâtrales de l'agglo, je pense aussi qu'il y a une sensibilité, un savoir être, une volonté d'aller vers l'habitant qu'on n'a pas toujours retrouvé chez eux. Il y a des problèmes matériels, une imposition par le GPV, ça été mal emmené mais derrière il y a des manières de faire, d'être ouvert aux habitants, de démarcher où ils sont. J'ai du mal à croire au manque de moyens. Ça n'empêche pas d'avoir cette ouverture aux gens.

Pour le directeur adjoint de la mission GPV, ce défaut de communication avec les habitants en général, se double d'une erreur de stratégie d'approche. Pour lui, le passage obligé pour toucher les habitants passe par le GTI (Groupe de Travail inter-quartiers) qui rassemble les habitants actifs et présents sur le quartier depuis sa création pour certains. Ce groupe bénéficie d'une certaine assise sur le quartier au regard des acteurs sociaux et culturels du quartier. Pour le directeur adjoint de la mission GPV, « le GTI est un acteur majeur et ils n'ont pas de lien avec Là Hors De. Pour réussir sur La Duchère, il faut être en lien avec eux ».

Des qualités relationnelles

Toute autre est la vision de l'ancienne personne chargée du volet social et culturel du GPV. Pour elle, une qualité de la compagnie est d'avoir su développer des relations avec les habitants à travers un « contact facile », que ce soit avec les commerçants, par lesquels ils ont été sponsorisés, ou avec des associations, les jeunes et, de façon générale, avec les gens du quartier.

Mais, en même temps, ce sont des gens qui ont réussi leurs relations commerçantes par exemple. Voilà, ils ont fait une fête cet été, ATAC les a sponsorisés sur les boissons, le boulanger sur 300 baguettes, le primeur, le boucher... oui, une relation très aisée. Une relation aux jeunes aussi, même s'ils ont eu un peu maille à partir littéralement avec un groupe malheureusement, ils étaient dans la criminalité, là, ce n'était plus seulement de la délinquance. Et donc, le contact facile, facile. En tout cas, avec oui les jeunes, les commerçants, les gens de la Régie de quartier et Fil en forme, et même le monsieur tout le monde. Je pense à B., [...] alors ce n'est pas un look commun, paradoxalement, mais elle a toujours un look particulier, elle a toujours des robes machin. Mais elle passe bien.

L'ancienne chargée de la culture au GPV souligne que Là Hors De a su progressivement construire des relations avec les habitants du quartier et développer des relations privilégiées avec certaines personnes comme par exemple l'un des gardiens d'immeuble aujourd'hui à la retraite. L'ancien gardien est devenu très proche de la compagnie et met en place un projet d'échanges artistiques et culturels avec son pays d'origine.

Enfin moi, quand je vois des jeunes maintenant qui montent les saluer et prennent un café... Vous avez vu Ali, le gardien de l'immeuble, qui est aujourd'hui à la retraite, comme

il a une maison en Tunisie, aujourd'hui, il est en train de travailler avec l'administration de sa ville, [...] pour monter un réseau d'échange avec les artistes, pour faire venir Là Hors De et pour que Là Hors De revienne avec des collectifs d'artistes tunisiens, pour être dans les échanges. Voilà, ce type, il est gardien d'immeuble. [...] Et ce type, il monte, il fait la bise à tout le monde, il se pose, il prend un café, il discute de tout... Sauf que ce type, c'est dans son projet de seconde vie, de bosser à la culture, mais rien ne le prédisposait, mais rien.

Les divers points de vue exprimés sur les compétences relationnelles des membres de la compagnie avec les habitants et les acteurs sociaux et culturels du quartier mettent en évidence la difficulté d'évaluer des pratiques artistiques fondées sur la construction de lien social. A partir de quand l'action artistique peut-elle être jugée comme satisfaisante ? Parle-t-on d'une évaluation quantitative de l'action par un dénombrement des participants ou parle-t-on de qualité de relation ? La codirectrice défend quant à elle une évaluation plus qualitative que quantitative, notamment puisqu'il s'agit d'art contemporain.

C'est vraiment moitié/moitié habitants et un public qui a maintenant pris l'habitude de venir sur La Duchère voir le *Musée éphémère*, le *Circuit électronique* ou les *Apéros RTT* ou le *Sputnik Process*. Un public qui suit les activités globales du projet parce qu'il aime bien la dynamique. Il y a là un mixage de population qui est vraiment intéressant.

Cette mixité du public, que la codirectrice souligne, correspond à l'un des objectifs de la présence du collectif d'artistes sur le quartier : désenclaver et faire venir un public lyonnais extérieur à La Duchère. Devant les difficultés à élaborer une méthode d'évaluation qualitative des actions artistiques (que nous pouvons associer à ce que Nicolas Bourriaud définit comme *esthétique relationnelle*⁸⁴), reste l'évaluation quantitative dont la codirectrice de la compagnie sait tirer partie : à propos du recensement des articles positifs et négatifs sur La Duchère publiés depuis l'installation de Là Hors De, elle souligne : « avant qu'on arrive, il n'y avait pas d'article positif, depuis, il y a plus d'articles positifs que d'articles négatifs ».

6. Partager des compétences entre les différents acteurs culturels

Le partage de moyens et de compétences

L'un des partenaires importants de la compagnie Là Hors De est la Régie de quartier de La Duchère. Au-delà des actions menées en commun dans le cadre des projets de la compagnie, la Régie et Là Hors De ont des relations d'entraide et de solidarité autour du partage de

⁸⁴ BOURRIAUD Nicolas, « Produire un rapport au monde », in LEXTRAIT, F. et KHAN, F, *Les nouveaux territoires de l'art*, Sujet-Objet, 2005, pp.133-137. Si, dans son discours, la codirectrice de la compagnie Là Hors De ne se rattache à aucune catégorie spécifique de l'art contemporain, nous pouvons trouver des concordances avec la notion d'esthétique relationnelle que définit Nicolas Bourriaud comme un travail spécifique sur « les relations qu'une œuvre d'art produit ». Ce travail spécifique sur la création de lien social est perceptible dans l'ensemble des créations de Là Hors De. On peut citer par exemple la performance *Parabole* où la fresque peinte sur la « barre des 1000 » ne constitue que la partie visible de l'iceberg, l'essentiel de la performance étant l'organisation et la participation en amont des habitants et public extérieur au quartier.

moyens. Association d'aide à l'insertion par l'emploi, la Régie de quartier développe des activités économiques autour de l'entretien d'immeubles, le bâtiment (second œuvre) et la propreté urbaine. A ce titre, la Régie est souvent intervenue en soutien logistique pour des actions de la compagnie. Les projets proposés par Là Hors De sont aussi des occasions pour la Régie de travailler dans le champ culturel avec les salariés et les bénévoles de l'association. Les Régies de quartier sont souvent créées dans des quartiers en Politique de la ville. Le directeur de la Régie a lui-même été chef de projet auparavant dans ce cadre, ce qui lui confère une très bonne connaissance du GPV et de ses acteurs. Comme avec la MJC, les collaborations avec Là Hors De ont été très « positives », se basant sur des échanges de compétences et sensibilisant la population.

Moi, j'ai trouvé tout de suite assez remarquable que dans ce projet urbain et social, il y ait un volet culturel.[...] Donc, au titre de ce volet-là, on s'est rapprochés nous de Là Hors De, puisque Là Hors De avait été un peu mandaté pour réfléchir à ce que pouvait être une approche culturelle dans un projet urbain. Bon, je ne suis pas compétent, moi spécifiquement sur les questions artistiques mais, c'est vrai qu'on a trouvé avec eux et avec la MJC un fonctionnement, des choses et des articulations, utilisant au mieux possible les compétences des uns et des autres, et que moi, je tire d'abord à mon niveau un bilan très positif des collaborations.

D'un côté, la compagnie a trouvé dans la Régie de quartier une aide logistique et technique ainsi qu'un contact direct avec des habitants du quartier.

Donc on est dans le pratico-pratique. [...] Donc de la collaboration tout ce qu'il y a de plus matérielle, basique, sur divers matériels. Finalement, un artiste quand ça accroche des choses en hauteur, ça a besoin d'échafaudages, comme un peintre. Donc, ils ont compris ce qu'on pouvait leur apporter en aide technique. Ils ont bien vu aussi que tous nos salariés étaient du quartier, c'est assez immédiat. Donc, c'est quand même bien un outil qui nous permet de contribuer à toucher quelques populations.

Et d'un autre côté, la Régie de quartier a trouvé, dans la compagnie, des personnes « qui s'investissaient » dans des actions sur le quartier mais aussi des opportunités de rencontres entre la population de La Duchère et celle d'autres quartiers de Lyon.

Et puis moi j'ai bien vu de mon côté, on a bien vu qu'il y avait des gens qui avaient envie de faire des choses, qui s'investissaient. Qu'il y avait beaucoup de bénévoles aussi de leur côté, il n'y a pas que des intermittents, etc. Enfin, ils ont une capacité de mobilisation des bénévoles dans le secteur culturel. Alors, effectivement, ils n'habitent pas forcément à La Duchère, il n'empêche que quand vous avez 20 bénévoles, enfin 20 personnes de Lyon qui viennent à La Duchère pour faire du bénévolat sur l'animation artistique, en tant que Régie de quartier, je trouve ça bien [...]. Ca permet de croiser les populations.

A l'occasion de l'organisation d'un festival, les deux partenaires ont ainsi pu éprouver leurs complémentarités. D'une part, la compagnie a assuré une « direction artistique » et la « régie générale » de l'événement :

Nous, sans Là Hors De, on n'aurait pas été en capacité d'organiser le truc, sans une collaboration avec eux. Enfin, concrètement, il y a une direction artistique, il y a une régie générale sur l'événement, et nous, on n'a ni les compétences de direction artistique, ni les compétences de régie générale. Donc, on n'y serait pas arrivé tout seul.

Et, d'autre part, la Régie de quartier a assuré une « logistique générale » et un apport important en contribution volontaire (temps de bénévolat) :

Et, d'une autre manière, eux n'y seraient pas arrivés tout seuls non plus parce que les tables, les tentes, la cuisine, la logistique générale etc., c'est bon pour nous. Donc, ce qui montre bien les synergies qui peuvent être effectuées. Et puis, nous, on a eu une trentaine de bénévoles du quartier, qui ont donné tous, si je compte en heures, entre 4, 5 heures et 30 ou 40 heures dans la semaine précédant le festival, parce qu'il y avait plein de trucs à faire. Enfin, les gens arrivent le jour même et croient que tout s'est fait naturellement.

La Régie de quartier s'inscrit dans une culture de l'économie sociale et solidaire et c'est sur la dimension contributive (économie de la contribution en nature) que la rencontre avec Là Hors De s'est faite. Après s'être intéressé aux activités de la compagnie, le directeur de la Régie a proposé du matériel de récupération pouvant, selon lui, être réinvesti dans des actions artistiques. Là Hors De est venue ensuite rencontrer des personnes de la Régie de quartier et a présenté son projet.

Et puis, après avoir vu ce qu'ils faisaient sur leur site internet, il se trouve que le hasard a voulu qu'on avait un chantier de démolition assez important à ce moment-là, et on avait récupéré une centaine de blocs d'éclairage au néon qui partaient à la destruction. Donc, des blocs de quatre néons, on en avait une centaine comme ça. Et puis, sur leur site internet, je vois qu'ils voulaient faire, qu'ils font beaucoup de vidéo, d'éclairages, qu'ils travaillent beaucoup là-dessus, que c'est bien leur truc. Je passe un coup de téléphone pour voir si jamais ça les intéresse, d'avoir une centaine de blocs néons comme ça, parce que dans ma tête, s'ils ont envie de faire un mur de lumière, s'ils ont envie d'installer ça dans une installation [...].

Un travail participatif

Pour le directeur de la Régie de quartier, le travail de la compagnie est participatif et permet ainsi à des groupes d'habitants de travailler sur des créations. Si les habitants participent, c'est qu'ils adhèrent en quelque sorte à l'action menée et qu'ils en ont envie.

Alors, c'est vrai qu'il y a plein de formes particulières, je veux dire, de participation des bénévoles. Ils se sont contentés de faire la cuisine pendant tout le festival. Il n'empêche que s'il n'y avait pas eu de festival culturel, il n'y aurait donc pas eu d'investissement bénévole derrière pour venir en soutien, enfin, ou accompagner, pour le coup, ce qui légitimise aussi

les actions culturelles qui se sont développées parce que les gens ne viennent pas faire la cuisine s'ils ne prennent pas du plaisir. S'ils viennent, c'est qu'ils prennent un minimum de plaisir et puis qu'ils ont envie.

Même si la compréhension des travaux de la compagnie n'est pas évidente, les débats qui en découlent sont toujours importants. Pour le directeur de la Régie de quartier, l'« approche culturelle est un outil qui nous permet de travailler à la participation des habitants » et donc aussi, d'une certaine façon, au développement de la citoyenneté.

Alors, peut-être que pour l'exposition des œuvres plastiques, il y a un tiers de la salle qui a dit : « mais c'est quoi ces trucs-là ? » C'est possible. En même temps, ce n'est pas très grave, je veux dire, et c'est même plutôt bien. Ça crée un débat, voilà, c'est en discussion. Moi je trouve cela plutôt sympathique. [...] Il vaut mieux parler de l'œuvre d'art qui vous plaît ou ne vous plaît pas, que de parler du nombre de voitures brûlées qu'il y a eu dans la nuit de dimanche à lundi. Donc, voilà, c'est vrai que, entre guillemets, moi, de mon point de vue, c'est un des acteurs sociaux, socio-économiques, c'est un outil, quoi.

Pilotage de projet : jouer la coordination plutôt que la collaboration

Le directeur de la Régie de quartier pense que l'injonction à la collaboration entre structures culturelles et sociales n'est pas toujours pertinente. Pour lui, dans le quartier de La Duchère, « les associations savent travailler ensemble », malgré les différences de cultures professionnelles par exemple.

Bon, le travail nous aussi on le sent aussi avec les autres partenaires hein, centres sociaux et MJC, même si on n'a pas toujours le même langage et qu'on n'est pas toujours avec les mêmes mots et les mêmes concepts parce que chacun a un petit peu son histoire, sa culture professionnelle, etc. Donc, ce n'est pas forcément simple d'une structure associative à l'autre. Par contre, au-delà de ça, moi je trouve que, sur La Duchère, il y a quand même une bonne collaboration entre les structures associatives, quand on est sur du concret. Voilà. Donc, les associations savent travailler ensemble déjà, quand on les fait travailler ensemble sur quelque chose de concret.

En revanche, il pense qu'il n'est pas toujours nécessaire d'obliger les associations à travailler en partenariat. Cela est parfois contradictoire avec les projets associatifs eux-mêmes et limite les initiatives pouvant être portées par les structures. Les associations ont aussi leurs propres logiques de développement.

Il faut arrêter de faire travailler ensemble des gens qui n'ont pas envie de travailler ensemble. C'est-à-dire qu'on a une liste de projets où, à un moment, tout le monde n'a pas envie de tout faire, de participer à toutes les actions, de tel ou tel collègue. Donc, à un moment, et bien oui c'est normal, il y a des choses qui se développent à deux, à trois, à quatre et puis d'autres à 10. [...] On voudrait que toutes les associations de La Duchère participent par exemple à une approche culturelle, bon, à un titre ou à un autre, sauf qu'elles n'ont pas toute la même identité, elles n'ont pas toutes la même mission, et elles n'ont pas toutes la même mission aussi d'une approche culturelle.

Il y a donc parfois des contradictions entre un projet culturel de quartier produit par les institutions et les projets des associations. Certaines associations ont pu se sentir en danger du fait de la mise en place d'un projet culturel de quartier piloté par le GPV et proposant des orientations fortes en s'appuyant sur les actions d'une compagnie comme L'à Hors De.

Si les pouvoirs publics mettent en place quelque chose d'important sur un projet culturel comme ça, quelle place il reste pour les actions culturelles conduites par d'autres types d'acteurs ? Des centres sociaux ou des MJC ? Même si ce sont des actions à un autre niveau. Donc, il ne faut pas que les uns aient le sentiment que, parce qu'il se met quelque chose en place, ce qu'elles ont fait pendant dix ans, cesse d'exister ou est mis en danger, ou est mis en difficulté. C'est aussi une problématique réelle et c'est comment on s'appuie sur l'existant pour aller plus loin et faire plus.

Culture associative et culture institutionnelle reposent sur des logiques distinctes qui se confrontent notamment dans la dimension financière car ce sont les institutions qui au final procèdent à un arbitrage financier sur les subventions demandées par chacun des acteurs. Face aux administrations, les associations sont parfois peu outillées pour défendre leurs projets.

Et les projets des uns et des autres ils sont aussi réarbitrés. [...] Comme on a souvent tendance, dans les programmations, à basculer sur des lignes sur lesquelles il reste de l'argent, par rapport à des lignes où il n'y en a plus, parce qu'il y a quand même une technique financière dans la conduite de projets, -je suis un ancien chef de projet, donc je sais bien à peu près comment ça se passe- et bien, c'est vrai que parfois, derrière, les acteurs ont parfois du mal à suivre aussi ces mécaniques-là, bon, parce qu'au bout d'un moment, ils ne comprennent plus pourquoi ou comment a été rendu tel ou tel arbitrage.

Pour le directeur de la régie de quartier, il y a des difficultés notamment au niveau du pilotage des projets. Plutôt que de pousser les associations à travailler ensemble, il serait plus opportun de proposer une coordination des actions des associations, de sorte qu'elles ne se fassent pas concurrence mais qu'elles proposent une offre complémentaire d'activités.

Le fait de vouloir un pilotage commun et unique sur des thématiques comme celles-ci c'est parfois une erreur sur de la conduite de projets. Cela peut être très bien qu'il y ait des trucs différents qui se coordonnent globalement entre eux, mais dont on ne cherche pas à avoir un pilotage directif, une commande mutualisée, etc. Puisque tant qu'on cherche ce pilotage, finalement on creuse en dessous. Ça a plutôt tendance à réduire ce qui peut se faire plus souvent qu'à l'augmenter. Voilà. Mais ceci dit, le pilotage de base, c'est par exemple simplement veiller à ce qu'il n'y ait pas deux manifestations importantes ensemble, la même semaine, et qui vont concrètement se concurrencer l'une ou l'autre, [...]. Au-delà de ça, vouloir forcer à travailler ensemble, pourquoi ? Si c'est d'une nature différente, si ça touche des publics différents ?

Selon le directeur de la Régie de quartier, L'à Hors De a rempli une des fonctions non assurée jusqu'à présent par les acteurs culturels du quartier, c'est une aide à la production d'un groupe de Hip-hop qui était dans une démarche de professionnalisation. C'est en prenant le relais de

la MJC, que la Régie de quartier et la compagnie ont pu faire en sorte que le groupe travaille à la diffusion de son album et produise un concert dans une salle de Lyon, en dehors du quartier de La Duchère.

On essaie d'accompagner, on a mis Là Hors De dans le coup, parce qu'ils étaient plus compétents que moi, le seul groupe de jeunes qui essaie d'avoir une démarche professionnalisante autour du Hip Hop. Il se trouve que pour des raisons bonnes et mauvaises, cela n'a pas marché avec la MJC, c'est-à-dire que la MJC a fait un énorme travail avec eux pendant trois ans. Ils ne seraient pas là où ils en sont s'ils n'avaient pas travaillé avec la MJC sauf que là ils ne veulent plus travailler avec la MJC justement parce que c'est la MJC et qu'ils rentrent dans une démarche professionnalisante. [...] Mais ceci dit, ils sont les premiers à reconnaître que sans la MJC, ils ne seraient pas là où ils en sont. Bon, ils essaient d'avoir une démarche plus professionnelle, donc concrètement, une maquette, un concert promotionnel, etc. Personne n'était capable de les aider. Or ces personnes-là ne sont pas du tout dans le *move*, je veux dire, la mouvance Hip Hop de la scène locale Hip Hop qui existe au niveau international. Et ils ne sont pas du tout dedans parce que c'est des mecs du quartier, ils ne sont pas connectés en fait sur les réseaux.

Les compétences des membres de la compagnie ont ainsi été mises à profit sur la production et le graphisme par exemple.

Concrètement la codirectrice de Là Hors De a dit « nous on va l'aider, on va les aider à titre bénévole, mais nous on n'est pas mandatés pour faire du développement culturel en aide directe aux artistes émergés du territoire, ce n'est pas dans la lettre de mission qui est confiée à Là Hors De ». Donc, il y a une question de moyens si vous faites ça. Là Hors De a les compétences, la chargée de communication à Là Hors De, elle sait parfaitement faire ça. Eh bien, elle n'a pas le temps de faire l'attachée de presse pendant 15 heures semaine. [...] Bon là on est en train de voir avec eux, on va les aider sur le graphisme de la pochette, parce que donc sinon on va finir sur un truc de quartier moche, qui ne voudra rien dire, donc je pense qu'il y a un peu des compétences graphiques à Là Hors De et voilà on va les aider là-dessus.

Pour le directeur de la Régie de quartier, Là Hors De s'est trouvée en quelque sorte à remplir un rôle qui devrait être assuré par les chefs de projet à la politique de la ville. Il dénonce d'une certaine façon le manque de communication entre les services et les acteurs associatifs car le groupe de Hip Hop auraient pu bénéficier d'une convention avec une salle située dans le 9^{ème} arrondissement de Lyon mais, malgré ses sollicitations des services, il n'en n'a jamais été informé. C'est par les relations privées du directeur de la Régie de quartier que la salle a pu être contactée. Le déficit d'information et de prises en charge par les agents de la politique de la ville est ici dénoncé comme une forme d'incompétence qui a mis en difficulté les membres du groupe de musique. Dans le cas du groupe de Hip Hop, il considère que la compagnie et la Régie ont rempli une mission d'aide à la professionnalisation qui sort de leurs compétences et qu'ils ont assurée à titre bénévole.

Alors là aussi, ce groupe de jeunes, accompagnés bon, ils sont allés frapper aux portes. Ils sont allés à la politique de la ville, ils ont vu les chefs de projet. Eux, ce qu'ils veulent, mais il faut discuter deux heures avec eux, ce qu'ils veulent c'est pouvoir faire un concert dans une salle du IXe arrondissement mais qui ne soit pas la MJC parce qu'ils veulent, voilà ils se rendent bien compte qu'à un moment ils ne veulent pas jouer que pour leurs potes. Mais ça concrètement dans le IXe, on n'a que de ça. C'est le Rai. Donc une salle de 400 places qui est en bord de Saône, et pour eux c'est super pour leur concert promotionnel parce que ça veut dire que leur public, leurs potes quoi du quartier, ils ont deux stations de métro pour aller les voir mais que la salle, elle n'est pas du tout vécue comme quartier et que donc elle peut drainer plus large et donc ils savent qu'ils vont pouvoir faire 400 personnes. Enfin voilà en tous les cas c'est leur expérience. [...] Il y a une convention qui lie la ville au Rai qui dit voilà la ville a droit à 10 dates dans l'année. Et on leur a dit et bien voilà c'est ça qu'il y aura ce soir-là. Ils ont vu tout le monde ces gens-là, personne ne leur a jamais parlé de cette convention. Personne. Donc moi, il se trouve que j'ai des contacts à titre privé. Rien à voir avec mes fonctions professionnelles, avec des gens qui ont bénéficié de cette salle, à travers cette convention-là. Et donc j'ai appelé une copine et j'ai demandé : « mais t'avais fait comment toi pour avoir le Rai » ? Elle me dit et bien ce n'est pas compliqué, il y a la convention machin, il y a ça là, et elle m'explique tout ce qu'il fallait. Tout ce qu'ils avaient fait. [...] Donc concrètement il suffit de faire un courrier. On s'appuie sur un courrier Régie de quartier, parce que ça passera mieux, et on l'a quand on veut le Rai. Donc maintenant on est dans le choix de la date. Ils ont perdu juste un an.

Reconnaissance et justice

Le directeur de la Régie de quartier explique comment la Mission GPV s'est repositionnée à plusieurs reprises sur la question de la communication et de la participation. Par exemple, il existait auparavant un journal de quartier, rédigé notamment par le GTI (Groupe de Travail Inter-quartier), qui a été abandonné par les acteurs associatifs croyant que le journal proposé par la Mission GPV remplacerait le journal du quartier. En effet, le même type de sujet y était traité mais avec les moyens supplémentaires propres au GPV. Cependant, les associations ont eu beaucoup de difficultés à présenter des articles sur leurs activités dans le journal du GPV. Pour lui, la communication est effectivement un enjeu politique sur lequel la Mission GPV a souhaité conserver le *leadership* mais qui a eu un effet très négatif sur la participation des associations au projet urbain, se voyant dépossédées d'un outil d'information qu'elles avaient créé. Tout se passe comme s'il y avait une incompatibilité entre la communication et la participation alors que, pour lui, il y a une difficulté (à la Mission GPV) à voir les associations comme des partenaires ou des acteurs du projet, plutôt que comme des opposants au projet urbain. Dans son discours, les associations souffrent d'un manque de reconnaissance de leur travail dans le quartier et la Mission GPV peine à s'appuyer sur les acteurs locaux et à s'en servir de relais.

Ce témoignage donne l'impression qu'un rapport concurrentiel détermine les relations de la Mission GPV avec les associations de quartier. Si la participation requiert l'*empowerment* des acteurs locaux, elle nécessite également que les acteurs institutionnels (administratifs et

politiques) acceptent une forme de prise de pouvoir de la part de la société civile. Dans le cas du GPV de La Duchère, ce cap ne semble pas avoir été franchi, ce qui entraîne un sentiment d'injustice et d'anomie⁸⁵.

Dans le même ordre d'idée, le directeur de la Régie de quartier dénonce des inégalités de moyens sur des missions comparables assurées par les associations et par la Mission GPV, le travail des associations s'en trouve dévalorisé.

Ça ne gêne personne par exemple de dire qu'un poste de chef de projet dans un budget de politique de la ville sur la ligne de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale coûte 50 000 euros, voire 60. Ça ne gêne personne de lire ça dans le budget politique de la ville mais, quand une association demande sur ce volet-là, elle a 20 000. Une association, elle a les mêmes coûts salariaux. Donc, à un moment, c'est compliqué. On se retrouve nous, après, côté associatif, [...] obligé de fonctionner avec des gens qui sont plutôt en début de carrière.

Le directeur de la Régie de quartier donne également comme exemple de déni du fonctionnement associatif, l'instruction des dossiers : les temporalités contradictoires entre les associations et l'administration (comme évoqué dans le contexte politique et social), entraînent des difficultés pour l'instruction même des dossiers. Faute de temps, les dossiers ne sont pas lus et il a le sentiment de travailler pour rien.

Donc, soit on laisse les technos et les directions, dérouler le truc, et puis elles le préparent et puis derrière la machine elle n'a qu'à suivre en gros, soit on laisse le temps véritablement aux initiatives d'émerger en les accompagnant. De ce point de vue-là, à ce moment-là, on revient à un système où il faut présenter nos fiches actions au 15 décembre. 15 décembre, 15 novembre et puis maintenant c'est le 10 octobre. Et l'année prochaine c'est le 10 septembre ? Là on crée des difficultés concrètes de terrain. C'est dans ces cycles. Alors c'est valable pour les acteurs et le pire c'est que c'est valable pour les services instructeurs qui n'ont plus le temps d'instruire, de fait. Ils n'ont plus le temps d'instruire correctement. Donc on se retrouve avec des dossiers qu'on remplit et après, des fonctionnaires dans les services de l'État que vous connaissez parce que vous travaillez avec eux depuis des années, qui vous envoient un mail en vous disant : "Tu peux me dire en trois mots ce que tu demandes ? Que je sache." Parce qu'il n'a pas le temps de lire les dossiers. Donc on fait des dossiers de 40 pages, que le préfet aura sur son bureau, voilà, monsieur le préfet à l'égalité des chances, voilà les demandes pour les arbitrages, voilà. Il n'aura certainement pas le temps de lire non plus. Donc, il renvoie aux administrations déconcentrées, et aux fonctionnaires des administrations déconcentrées, qui nous envoient un mail : "Est-ce que tu peux me dire en 10 lignes ce que tu vas me demander ?" Et moi j'ai perdu 200 heures à faire des dossiers.

⁸⁵ La disparition d'un ordre et de valeurs communes. Voir à ce sujet, F. Dubet « Le sentiment d'injustice au travail », séminaire de l'EHESS, 2004. Une autonomie excessive entraîne un sentiment d'injustice qui peut être régulé par la reconnaissance. Ici, le directeur de la Régie de quartier dénonce une forme d'abandon des acteurs de la société civile et la non-reconnaissance de leur statut et de leur rôle dans le domaine de la participation.

B) Rôles et missions

Depuis son arrivée dans le quartier de La Duchère, la compagnie a été chargée de différentes missions dont elle a parfois contribué à la définition. Son rôle a ainsi évolué en fonction de sa capacité à construire sa propre place mais aussi en fonction de l'évolution des orientations prioritaires du GPV. Elle a pu alors être confrontée à des demandes contradictoires auxquelles elle a dû trouver des réponses qui n'ont pas toujours fait l'unanimité. Les missions principales, revenues régulièrement dans les entretiens, concernent la transformation de l'image du quartier, l'animation et la dynamisation de l'action culturelle à La Duchère, la médiation de la parole des habitants. A cela s'ajoute un travail de définition de sa propre identité de compagnie de création contemporaine.

1. Changer l'image du quartier

Cette première mission, conjointe à la première tâche du GPV consistant à faire connaître le projet urbain (afin d'attirer notamment des promoteurs et les futurs acheteurs), a été confiée à la compagnie en raison notamment de ses compétences communicationnelles. L'action culturelle vise à revaloriser le quartier et à travailler sur son identité et les représentations qui lui sont attachées. Cette mission concerne alors des actions en interne (sur le territoire et en direction de la population) mais aussi en externe avec des actions orientées vers le reste de l'agglomération.

Communiquer et revaloriser

Pour la Mission de coopération culturelle, l'une des premières étapes du GPV était d'intervenir sur l'« image du territoire » et de « communiquer » une nouvelle image du quartier auprès des Lyonnais et des habitants de l'agglomération lyonnaise (« il y avait une approche, un peu *marketing territorial*, qui était assez forte : il fallait vendre le territoire »). L'un des premiers enjeux du GPV était alors de faire « rayonner le quartier » et d'attirer de nouveaux habitants à La Duchère. Dans ce cadre, la mission de Là Hors De était de prendre en charge une partie de cette communication en donnant notamment aux habitants de l'agglomération « envie de venir pour des pratiques culturelles sur le quartier ». Cette mission de « rayonnement », portée par le GPV, devait également avoir comme conséquence de « rattacher » le quartier et de le « réintégrer » au reste de la ville. Elle a été déléguée à la compagnie Là Hors De chargée de proposer de nouvelles pratiques culturelles dans le quartier en rapport avec celles de Lyonnais habitant aujourd'hui dans d'autres parties de l'agglomération, et appartenant à des catégories sociales aujourd'hui absentes du quartier. Cet enjeu a été déterminant dans le choix de la compagnie qui semblait porter une image proche de celle que souhaitait donner la Mission GPV au projet urbain (par un effet de revalorisation

sociale, économique et culturelle d'un quartier jusqu'alors stigmatisé par la délinquance, la pauvreté, l'isolement, etc.).

Le directeur adjoint de la Mission GPV voit dans la mission de « *marketing* urbain » une mission très importante de la compagnie. Selon lui, au moment de l'entretien, les effets n'étaient pas encore très visibles (« une mission très forte qui n'a pas beaucoup de concrétisation car ça s'est révélé très complexe »). Il donne des circonstances atténuantes à la compagnie du fait des difficultés qu'elle a connues lors de son installation (et en particulier le fait d'avoir été victime d'un cambriolage dans la barre « 224 »).

Pour la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV, l'arrivée de la compagnie dans le cadre du GPV correspond également à une ambition nouvelle pour le projet culturel du GPV alliant « mobilisation » des acteurs du quartier et « rayonnement » sur l'ensemble de l'agglomération (voire au-delà).

Disons que la volonté de faire venir Là Hors De, c'était aussi la volonté de donner une impulsion nouvelle, de faire venir une compagnie de plus grande ampleur avec d'autres capacités de rayonnement et de mobilisation sur le quartier. Et d'être là pour accompagner vraiment la transformation du territoire dans la durée avec des actions plus massives. Et d'avoir aussi ce double enjeu de proximité et de rayonnement.

Là Hors De est alors en quelque sorte motrice du développement culturel et a participé aux objectifs donnés à la culture dans le GPV (« dynamiser la vie culturelle locale » et « faire rayonner le quartier »). Mais, pour la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV, dans les étapes du projet de renouvellement urbain, la compagnie a surtout contribué à l'accompagnement du chantier.

En fait, il y a un double objectif à travers la culture, ça va être à la fois une thématique qui est là pour dynamiser la vie culturelle du quartier, faire en sorte d'ouvrir les habitants à plus de pratiques culturelles, de dynamiser la vie locale. Et puis, le deuxième enjeu dans le projet qui va être de faire rayonner le quartier par une activité artistique importante, et aussi contribuer à donner une autre image de La Duchère. Après, la culture, elle va prendre différentes formes. Y compris pendant les phases du projet. C'est-à-dire qu'au démarrage des projets, je schématise un petit peu, au démarrage on va souvent être sur des thématiques mémorielles, d'accompagnement face au relogement ou de retour un petit peu vers le passé avant d'aborder une démolition et la reconstruction. Ensuite, il y a toute une phase d'accompagnement des chantiers, d'accompagnement de la transformation, à laquelle la compagnie Là Hors De contribue fortement à travers toutes les actions depuis quelques temps. Et ensuite il y a aussi toute la thématique [qui est] de réfléchir à la culture, une fois que le projet sera terminé, et à la place de l'art dans tout ça.

Ouvrir le quartier sur le reste de la ville

Pour le directeur de la Régie de quartier, l'intervention de Là Hors De a notamment contribué à « ouvrir le quartier » et à faire venir une population lyonnaise nouvelle dans le quartier ce qui est important dans une logique de revalorisation du quartier et de redynamisation. Il donne l'exemple de l'évolution d'autres quartiers lyonnais comme le quartier Saint-Jean ou les pentes de la Croix Rousse, qui ont notamment changé sous l'influence du « milieu culturel ». Même si le même modèle ne peut être reproduit à La Duchère, pour lui, le rôle moteur de la culture reste pertinent. Dans ce sens, les actions de Là Hors De ont contribué à rattacher La Duchère au reste de la ville de Lyon, autour d'une offre culturelle liée à l'art contemporain.

Je crois que si on parle d'un certain nombre d'actions qui ont été faites par Là Hors De, elles ont à mon sens largement contribué à ouvrir le quartier. Donc, il faut savoir si l'ouverture du quartier est un élément stratégique ou non du projet urbain. Moi, je considère qu'à ce jour, les actions de Là Hors De, quelque part dans la sphère -je ne sais pas comment la présenter-, artistico-politico-médiatico-intellectuelle lyonnaise, Là Hors De a largement contribué à l'ouverture du quartier et, du moins, autant qu'un certain nombre de papiers, tracts que personne ne lit ou affiches que plus personne ne voit. Donc, en gros, ça coûte moins cher que de la com' et, à mon avis, ça rapporte tout autant.

Par exemple, avec le *Musée éphémère*, un nombre important d'habitants a pu accéder à des œuvres d'art contemporain. Le public était composé pour partie d'habitants du quartier et pour partie d'habitants d'autres quartiers lyonnais, ce qui est assez exceptionnel.

Le *Musée éphémère*, je crois qu'ils en sont à 600 ou 700 visites, je n'ai pas les derniers chiffres en tête. Si là-dedans, il y a, ne fuisse que la moitié, et c'est à peu près ça, la moitié des gens du quartier qui sont venus visiter, -essayez de monter une opération pour créer un musée d'art contemporain sur un quartier en difficulté et vous allez voir si vous allez avoir 300 personnes-, donc, le résultat, il est quand même pas si mal que ça.

Travailler sur l'identité et les représentations

Pour l'expert du cabinet Bleu Sud, avec lequel nous avons fait l'entretien, le rôle des artistes est notamment de travailler à « l'identité propre » du quartier. Pour lui, ce travail est relié à des interactions nécessaires avec les habitants. Il explique que ce qui fait la part artistique, réside dans le fait qu'un travail est fait sur la perception qu'ont les habitants des lieux (il donne l'exemple de la conception du lampadaire du quartier qui sera perçu différemment selon la manière dont il aura été introduit dans le quartier). Il semble que pour lui, l'acte artistique permet de ne pas percevoir l'aménagement de l'espace simplement comme un acte technique (voire technocratique) mais aussi comme un acte pris dans des interactions sociales.

[...] même si à la fin, il y a les mêmes lampadaires, même si à la fin, il y a la même intensité de lumière, même si à la fin, tout est finalement pareil, c'est ça qui compte, c'est que la lumière ne soit finalement pas perçue comme étant simplement la question (...) de la normalisation de la

ville, ou la question de Lyon qui est capteur de lumière. C'est de dire "qu'est-ce que c'est que notre identité propre, dans le quartier, par rapport à ça ?"

Cette question de la perception semble renvoyer ici à deux notions : à la réception des travaux d'aménagement et à la représentation que des habitants peuvent se faire d'un lieu.

C'est l'un des rôles que les artistes peuvent tenir dans la société d'aujourd'hui. Son rôle à lui est de faire en sorte qu'on visite la ville [...] poétiquement. Ce n'est pas parce qu'il y aura le même nombre d'élus et que c'est La Duchère, que La Duchère sera attractive. C'est parce qu'à La Duchère, on sait que quand on se promène dans les rues ou quand on rentre de l'école, en s'arrêtant à la station de bus, etc., [...] on n'est pas agressé, il y a des choses évidentes, on ne glisse pas, on ne tombe pas, on ne risque pas de se faire écraser par une voiture, mais on a aussi, sur ce chemin-là, une atmosphère qui fait que tu es content, comme quand tu habites dans le 11^{ème}, de rentrer, parce que ton univers autour de toi est un univers vivant, agréable, poétique, mystérieux.

C'est donc au niveau de cet aspect « poétique » des lieux que se situe le rôle des artistes et sur lequel ils sont « capables » de travailler. Ils font ainsi partie des « professionnels » qui peuvent prendre des « responsabilités » sur la dimension plaisante des lieux. Pour lui, c'est cette fonction « poétique » que peut apporter Là Hors De au projet de renouvellement urbain.

Changer de regard et apporter une réflexivité

Au côté de sa mission d'insertion par l'emploi⁸⁶, la Régie de quartier développe des actions sociales (« citoyennes ») et culturelles comme le Pôle linguistique de proximité, qui a pour mission d'accompagner des personnes ayant besoin d'apprendre ou de perfectionner leur niveau en langue française, et comme le partenariat avec Là Hors De, sur des actions culturelles en relation avec le projet urbain. Pour le directeur de la Régie de quartier, l'objectif est notamment de travailler au changement d'image de La Duchère. Même si les habitants n'ont pas forcément les moyens de comprendre complètement les actions proposées par la compagnie, comme celle du *Musée éphémère*, le directeur de la Régie de quartier pense qu'il y a au moins un sentiment de la part de certains habitants de valorisation du quartier (« il s'y passe quelque chose ») et qu'aussi cela permet de lutter contre le sentiment d'isolement et d'exclusion lié à l'appartenance à un territoire. Le travail en partenariat avec Là Hors De, et en particulier sur des aspects participatifs, est ainsi pour lui un moyen pour travailler sur la

⁸⁶ La Régie de quartier est une association qui développe conjointement de l'activité économique et de l'insertion sociale et professionnelle. Elle accueille dans son conseil d'administration des bailleurs sociaux ainsi que des collectivités locales mais ce sont des habitants du quartier qui sont dans le bureau. Elle est habilitée comme entreprise d'insertion et l'ensemble des salariés est « issu du quartier ». Dans ce sens, la Régie est un acteur important du quartier en terme d'emploi et d'économie sociale et solidaire (« C'est à peu près un million d'euros de masse salariale sur le quartier de La Duchère. Donc ça fait de nous probablement le plus gros redistributeur en termes de salaires en direction des habitants, sur le territoire. Donc ce n'est peut-être pas nous qui payons le plus de taxes, mais en tous les cas c'est nous qui redistribuons le plus d'argent sur le quartier. »).

représentation du territoire et de s'adresser aussi à d'autres populations que celle du quartier (dans la finalité de les accueillir comme futurs habitants).

[C'est ce] qui nous permet aussi de travailler sur les représentations du quartier à l'échelle de la ville et donc d'accompagner autant qu'on peut le projet urbain et social sur ce volet-là. C'est-à-dire qu'à un moment, La Duchère doit glisser d'une image d'un quartier en difficulté vers un autre type de représentation si on veut que des couches moyennes voire supérieures décident de s'y installer plus aisément. Donc, voilà, ça participe de ça. Ce n'est pas le seul outil, c'est sûr, mais ça y participe.

De son côté, la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV voit également dans le rôle qu'a pu jouer la compagnie, celui de « changer le regard » sur les lieux et sur les usages qui leur sont attribués, et ainsi de « voir le quartier différemment » parce que de nouvelles pratiques des espaces ont été expérimentées.

Je pense aux nuits sonores à la piscine. C'est vrai que ça changeait aussi le regard sur un lieu fréquenté mais pas toujours comme ça. Le grand pique-nique dans le vallon c'est aussi quelque chose qui change du quotidien, ou une plage au pied d'un immeuble. C'est vrai que nous amener à voir aussi le quartier différemment c'est quelque chose aussi d'intéressant dans leur travail. Nous, depuis cette année, on essaie vraiment de se coordonner de plus en plus sur les palissades de chantier. Parce que c'est une espace de communication et d'information important pour nous, dans une logique d'aller vers les habitants, d'être au plus près des lieux qu'ils fréquentent, pour toucher massivement les gens. Et on pense que la création elle a aussi ce rôle de musée à ciel ouvert à avoir.

Ensuite, pour elle, les artistes peuvent apporter un nouveau regard sur le projet urbain et une réflexivité sur la façon dont il est produit, mais il n'est pas encore possible de les faire intervenir directement auprès des urbanistes et sur les choix stratégiques fait dans le cadre du projet urbain.

En fait, je ne crois pas qu'il faut attendre trop de l'artiste dans sa capacité à interroger le projet urbain. C'est-à-dire qu'ils le font, et c'est intéressant mais plus pour notre capacité à nous interroger, à nous remettre en question, à réfléchir. Mais je crois qu'on n'en est pas à l'étape où les artistes par leur création remettent en question les urbanistes dans leurs choix profonds, que ce soit A. M. ou B. P. [...] Il y a certains choix quand même qui ont été intéressants. Si on prend l'opération *Hot bird* qu'il y avait pour la biennale de Art sur la Place de 2005, Là Hors De avait fait une installation qui était quand même assez critique sur la démolition par des constructions mécaniques d'un immeuble. C'étaient des mâchoires qui mangent un immeuble, en montrant la violence aussi que la démolition peut avoir pour les gens. Ces grosses mâchoires, avec la tapisserie de la salle de bains, c'était assez violent quand même. Et c'est vrai qu'ils nous montraient cette violence-là à travers la production, et je crois que ça a marqué les élus, et que ça les a convaincus de ne pas refaire ce type de démolition, [...] ça je trouve que ça a joué un rôle. Après, si vous regardez de plus près les appartements du *Musée éphémère*, il y en a beaucoup qui s'inspirent du projet urbain, ou alors qui apportent un regard sur les choix urbains des années 1960. Un regard sur le relogement, sur plein de choses du projet.

Deux grand enjeux se dégagent ainsi de ces témoignages : à partir d'un travail sur l'identité du quartier et sur les représentations notamment liées au projet urbain, il devient possible d'apporter une meilleure connaissance et aussi une réflexivité et, à la fois, rendre plus attractif ce quartier par un effet de publicisation.

2. "Figure de proue" du projet culturel

Selon les personnes avec lesquelles nous avons fait les entretiens, le rôle stratégique de la compagnie est envisagé de manière différente. En effet, les représentations liées à ce rôle ont beaucoup évolué depuis l'arrivée de la compagnie à La Duchère et chacun n'a pas vécu cette évolution de la même façon. Les conditions d'accueil de la compagnie et l'évolution de la position de la Mission GPV semblent avoir été déterminantes dans la place qui lui a été attribuée finalement dans l'organisation générale du GPV.

D'une « maîtrise d'ouvrage » à une « maîtrise d'œuvre » pour le projet culturel

La compagnie Là Hors De a tout d'abord été mise, par les partenaires du GPV, dans une position de « maîtrise d'ouvrage déléguée » de l'action culturelle menée dans le cadre du GPV, puis dans celle de « maîtrise d'œuvre » d'un projet plus spécifiquement mené par la compagnie.

La mission de la compagnie comportait plusieurs aspects au moment de son arrivée sur le territoire du quartier de La Duchère. Tout d'abord, comme nous l'avons déjà introduit, elle devait prendre en charge une partie de la communication des aspects culturels du GPV, en faisant venir des artistes, un nouveau public, en mobilisant la presse etc. Ensuite, elle avait également une mission de « mobilisation des acteurs locaux » et d'« organisation d'espaces de concertation et de réflexion », ce qui mettait potentiellement la compagnie en position de « direction artistique territoriale » et de « maîtrise d'ouvrage du projet culturel de développement du territoire »⁸⁷. Selon la Mission de coopération culturelle, ce rôle de coordination générale n'a pas été rempli dans cette première phase du GPV et a été repris en main par l'équipe du GPV et par la Mission elle-même. Et enfin, un troisième rôle a été attribué à la compagnie Là Hors De, un rôle de « préfiguration de l'espace urbain » à travers l'installation dans l'espace public d'un « lieu modulable et modulaire » évoluant en fonction de l'avancement du projet urbain. Cette mission d'aménagements éphémères n'a pu être remplie pour des raisons de sécurité et de budget essentiellement. Ces différents aspects du rôle donné à la compagnie Là Hors De correspondent à une mission générale d'accompagnement du projet urbain d'un côté orienté vers les anciens et les nouveaux

⁸⁷ Entretien avec la Mission de coopération culturelle, avril 2008.

habitants et d'un autre côté proposant formes plastiques accompagnant les transformations physiques du quartier.

Selon la Mission de coopération culturelle, le rôle de « maître d'ouvrage » n'a donc pas été tenu par Là Hors De (la coordination générale « du projet culturel de développement »). La Mission a alors repositionné la compagnie dans le rôle de « maître d'œuvre » au côté des autres acteurs culturels du quartier. De « chef de file », Là Hors De est devenue « figure de proue du projet culturel », c'est-à-dire qu'elle est mise en avant dans le cadre de la communication du Grand Projet de Ville mais qu'elle n'a plus la mission de coordonner le volet culturel du GPV.

Médiatisation plutôt que coordination

L'une des attentes vis-à-vis de la compagnie était notamment de venir en soutien à des actions menées par les autres acteurs culturels de La Duchère. En tant qu'« équipe pluridisciplinaire », Là Hors De était censée « se mettre aussi au service des acteurs locaux », « appuyer » les projets des autres (« c'est une équipe pluridisciplinaire, ils maîtrisent autant la vidéo que l'image, ils ont un réseau d'acteurs qu'ils peuvent mettre à disposition »)⁸⁸. Selon la Mission de coopération culturelle, même s'il est reconnu à la compagnie la capacité à mobiliser autour d'elle un grand nombre de partenaires, les relations qu'elle a engagées avec les acteurs culturels du quartier n'ont pas toujours été bien perçues. La position systématique de « porteur de projet » qui est l'une des missions attribuées à Là Hors De, a provoqué des tensions et de la défiance vis-à-vis de la compagnie (« des partenaires ont pu bloquer, les tords sont aussi parfois partagés »).

Pour le directeur adjoint de la Mission GPV, au rôle attractif que devait jouer la compagnie en direction de l'extérieur (*marketing* urbain), s'ajoute également celui « d'animation » du volet culture. Pour lui, l'animation semble être ce qui donne corps, de manière cohérente et organisée, aux actions culturelles présentes sur le quartier. Le directeur adjoint de la Mission GPV attribue également à Là Hors De le rôle de « fédérateur » dans le sens de l'animation d'une organisation collective. Cette vision du « collectif » repose sur une représentation d'un projet culturel unifié dont les acteurs seraient liés par un objectif commun et œuvreraient dans le même sens. Comme l'a également explicité la Mission de coopération culturelle, au départ, la mission de Là Hors De était donc plutôt désignée comme « chef de file » et a ensuite été requalifiée en « figure de proue ». Le directeur adjoint de la Mission GPV, insiste alors sur la réorganisation hiérarchique qui a été opérée dans une visée plus égalitaire où les acteurs culturels ont été revalorisés dans le cadre du projet culturel du GPV.

⁸⁸ *Idem.*

La compagnie est maintenant reconnue dans son statut de « figure de proue » et le rôle de coordination de l'ensemble des acteurs culturels revient aux « techniciens » et à la Mission de coopération culturelle par exemple. Pour la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV, la réorganisation a permis de trouver une forme d'équilibre entre les acteurs⁸⁹.

Pour moi, elle est la figure de proue maintenant, et ça c'est clair, du projet culturel. Et voilà, c'est elle qui apporte la médiatisation, qui apporte le public en masse, qui... C'est à elle qu'on pense quand on pense "culture Duchère". Voilà c'est plutôt à Là Hors De. Je crois que maintenant, oui, le rôle de figure de proue il est vraiment là. [...] L'idée de coordinateur, l'idée que eux aident aussi les autres acteurs culturels à impulser des actions, à coordonner des actions entre les uns et les autres, à ce qu'il puisse y avoir des projets qui réunissent les affaires de chacun, mais ça c'est très difficile. C'est plus facile pour des projets de Là Hors De, de travailler avec des acteurs locaux mais voilà type centre social, MJC, des bénévoles de la régie de quartier et des gens comme ça. Mais travailler avec d'autres acteurs culturels, ça c'était plus difficile. Donc, c'est plus facile avec un cinéma pour organiser une projection en plein air comme cet été. Mais avec les Arpenteurs ou avec la Mercerie c'est déjà plus compliqué. Donc après oui, c'est la place, le rôle de chacun, qui est à clarifier. Donc ça, c'est vraiment aux techniciens de coordonner le projet culturel, [...] d'organiser les commissions culture, de voir la place de chacun, la programmation qui joue un peu le rôle aussi de définition des axes de chaque année, de où on met le curseur. Mais après c'est très bien et important qu'il y ait un acteur fort quoi.

Le projet d'une direction artistique pour le projet urbain

Selon l'expert du cabinet Bleu Sud que nous avons rencontré, le rôle des artistes dans le « projet culturel de développement » est de « bouleverser les manières de vivre ensemble » et de travailler à l'invention d'un nouvel espace public, dans une approche « intellectuelle », en travaillant sur des notions comme celle du « vivre ensemble ». Dans le lieu proposé par le rapport, la *9 Fabrique*, les artistes auraient pu travailler aussi bien sur l'espace que sur les relations et les pratiques sociales qui s'y déroulent. Pour lui, les artistes pouvaient apporter une approche plus « solidaire », plus « psychologique » ou plus « commune » des « manières de vivre ensemble ». Le rôle qu'il avait alors imaginé pour Là Hors De et en particulier pour la codirectrice de la compagnie, était d'animer ce nouveau lieu dans le quartier, ce rôle d'« animateur » étant entendu comme celui qui « pense » ce travail spécifique et qui fait le « suivi du processus ». Ce travail pouvant s'incarner dans une forme de direction artistique (« il fallait un chef de ça ») agissant à la fois sur la programmation culturelle du lieu et sur les relations avec l'ensemble des acteurs du projet urbain (des habitants ou associations de quartiers aux aménageurs).

⁸⁹ Ce sujet est développé dans la partie suivante consacrée aux apprentissages.

La compagnie Là Hors De est ensuite venue s'installer dans le quartier mais elle n'a pas été soutenue par les acteurs du GPV au niveau que l'avait suggéré le « projet culturel de développement ». Pour le consultant du cabinet Bleu Sud, la codirectrice de la compagnie a « assumé son rôle » et a gardé une « ambition intacte » alors que du côté du projet urbain, le niveau d'exigence n'a pas été conservé. Il y a, selon lui, une « frilosité » du côté des opérateurs qui se sont concentrés sur deux « priorités » : « le calme social » (réhabilitations minimum, dératissage, réduction de la délinquance...) et faire en sorte « que les promoteurs prennent le risque de lancer un programme ». C'est pour cela que ce qui était attendu de l'intervention artistique était qu'elle propose de « la mixité ».

Dans le projet initial de Là Hors De, la proposition attachait beaucoup d'importance à un point développé dans le rapport du cabinet Bleu Sud : la redynamisation des acteurs du quartier. La codirectrice de la compagnie précise que cette question du rapport de la compagnie Là Hors De aux autres acteurs du quartier ne semble jamais avoir été très claire et que ce rapport s'est modifié maintes fois en fonction des événements. Elle signale également que la compagnie avait conditionné leur arrivée au maintien des financements des acteurs historiques. Pour elle, la présentation qui a été faite de la compagnie au moment de son arrivée sur La Duchère a introduit un malentendu parmi les acteurs historiques quant à la teneur de leur mission. En effet, les acteurs présents sur le site ont compris que la compagnie était une partie de la Mission GPV, spécialisée sur la culture, qui allait centraliser les subventions puis les redistribuer à l'ensemble des acteurs culturels présents à La Duchère. Elle insiste donc sur le fait que sa mission n'est pas de gérer les acteurs culturels du site. La compagnie est un « acteur comme les autres acteurs culturels » qui doit gérer un budget qui lui est alloué. La mise à égalité avec les autres acteurs culturels s'arrête à ce point de fonctionnement. En effet, dans son discours, la codirectrice de la compagnie opère une franche distinction entre les acteurs faisant du « socioculturel » et la compagnie faisant de « la création »⁹⁰.

Réflexivité et force de proposition

Dans l'entretien avec la Mission de coopération culturelle, une autre mission attribuée à la compagnie Là Hors De est évoquée. Il s'agit d'« animation d'espaces de réflexion » dans l'objectif de « produire des choses pour le projet urbain, sur les espaces publics ». La compagnie Là Hors De a alors proposé le dispositif des ZOO, des « zones d'observation », « espaces partagés de réflexion ». L'enjeu était, pour la Mission de coopération culturelle, de

⁹⁰ La codirectrice de la compagnie définit la mission et le rôle de la compagnie par les missions qu'elle ne fait pas : son rôle n'est pas de faire de l'insertion professionnelle à la place de l'ANPE, du travail social à la place des centres sociaux, des activités pédagogiques à la place de la MJC ou certains acteurs historiques spécialisés sur l'action en milieu scolaire.

connaître les effets de l'action de Là Hors De sur le projet urbain. Cette mission a ensuite été récupérée et conduite par la Mission de coopération culturelle elle-même⁹¹.

Mais aussi, selon d'autres acteurs, la compagnie est, ou a été, une force de proposition, ce qui n'a pas toujours été bien perçu. Pour la personne qui était responsable du volet culturel du GPV, le rôle donné à Là Hors De était tout d'abord d'animer le chantier du projet urbain, perçu comme un temps mort dans la vie du quartier, en organisant notamment « de l'événementiel très régulièrement » en partenariat avec les autres acteurs culturels du quartier. C'est à partir de cette réflexion sur le chantier, qu'est venue d'idée de proposer des objets « modulo-modulaires » en référence aux containers et Algécos que l'on trouve traditionnellement sur un chantier. L'utilisation de ces lieux mobiles, présentés comme esthétiques, « *designés* », évoquait également d'idée que « l'architecture fait culture ». Le projet mis à l'épreuve du terrain et finalement abandonné, a ensuite conduit la compagnie à poursuivre une réflexion sur la place et le rôle d'un équipement culturel sur le quartier de La Duchère.

A travers cette présentation du rôle stratégique de Là Hors De au sein du GPV, il apparaît que la mission ne repose pas sur un cadre contractuel mais plutôt sur une négociation entre acteurs visant à définir les objectifs de la compagnie.

3. "Passeurs" d'habitants

La compagnie assume le rôle de médiation entre les acteurs du projet urbain et les habitants avec l'objectif principal de transmettre des informations. Ce rôle correspond la vision que se font d'autres acteurs de la compagnie, qui la voient seule capable de toucher certains publics.

Trouver un acteur pour prendre en charge l'accompagnement du projet urbain

Comme nous l'avons évoqué dans les représentations que la Mission de coopération culturelle peut se faire de l'action de Là Hors De, la compagnie a été associée à ce qui est nouveau dans le quartier et en particulier les nouveaux habitants potentiels. Cette représentation a été mobilisée à plusieurs reprises dans l'entretien et notamment lors qu'a été évoqué le repositionnement de la MJC par rapport au projet de renouvellement urbain. La MJC a accompagné pendant un temps les opérations de démolition et a souhaité ne plus le faire, l'arrivée de Là Hors De sur le territoire de La Duchère a alors été une opportunité car celle-ci a accepté de prendre en charge cette « mission ». La Mission de coopération culturelle voit alors la MJC et les centres sociaux comme des acteurs positionnés « du côté des habitants qui vont être délogés » et donc comme des acteurs relativement « sur la défensive » et pour qui

⁹¹ Voir notamment les rencontres organisées conjointement avec le GPV sur le rôle de l'art dans les opérations de renouvellement urbain et dans l'espace public, les *Ateliers d'art urbain*.

les nouveaux habitants apparaissent comme un public incertain. La proximité aux habitants rendait « difficile » et « douloureux » le travail d'accompagnement que faisait la MJC. Dans ce contexte, Là Hors De semble offrir une position alternative sur l'accompagnement à la démolition et c'est justement une forme de distance par rapport aux habitants du quartier et une proximité culturelle imaginaire avec les futurs habitants, qui lui permet d'occuper cette position dans le projet de renouvellement urbain (être porteuse des transformation du quartier).

Être le relais des habitants

La codirectrice de Là Hors De considère que la compagnie doit jouer auprès des habitants, les rôles de « médiateur » ou de « passeur ». Les artistes sont vus comme des intermédiaires entre les habitants et les élus chargés de faire passer directement de « petits messages du quotidien » sur la vétusté des ascenseurs, sur la sécurité des familles habitant encore dans « la barre des mille ». La compagnie se représente ici comme un lien direct entre les habitants et les décideurs, comme un moyen de court-circuiter des voies administratives hiérarchiques plus lourdes.

Le rôle de messenger concerne le quotidien des habitants mais aussi plus directement le projet urbain. La codirectrice de Là Hors De cite en particulier deux exemples dont l'un a eu des conséquences effectives. Le premier message concernait la critique de la technique de démolition par grignotage. La démolition lente d'un immeuble du site avait été perçue comme violente d'un point de vue psychologique (appartements éventrés, traces visibles des occupations précédentes) et provoquant de nombreuses nuisances pour les habitants. La compagnie s'est saisie de ces images à l'occasion d'une installation réalisée dans le cadre de la manifestation lyonnaise *L'art sur la place*. La vision métaphorique d'un « espèce d'animal préhistorique mécanique » aurait ainsi vivement marqué les esprits des élus qui ont ainsi décidé de ne plus avoir recours à cette technique de démolition.

Le deuxième exemple cité par la codirectrice de Là Hors De concerne l'installation artistique, perçue comme critique du relogement, de la deuxième session du *Musée éphémère*. Lors du vernissage, avec les personnalités politiques, les agents du GPV et les habitants, les échanges ont eu pour vertu, selon la codirectrice de Là Hors De, de donner une « vraie parole libre », de créer un « dialogue qui n'avait jamais existé jusque là », et de faire ainsi de la participation sans les protocoles habituels (auxquels la codirectrice de la compagnie ne croit pas)⁹².

Le travail de « médiation » que la codirectrice de Là Hors De cite à plusieurs reprises ne concerne pas que les habitants et les élus, mais également les acteurs du projet urbain et de la

⁹² Voir également à ce sujet la partie sur les positionnements stratégiques

société civile (Mission GPV, acteurs historiques, centres sociaux, etc.). C'est finalement un tableau de médiation entre toutes les personnes impliquées dans le renouvellement du quartier que dresse la codirectrice de Là Hors De.

La chargée de communication de la compagnie, tout comme la codirectrice, décrit la compagnie comme un « passeur », un « relais », un « médiateur » entre les habitants et les acteurs ou institutions du quartier. Mais contrairement à la codirectrice qui décrivait le rôle de passeur en direction des responsables politiques ou administratifs, la chargée de communication décrit un rôle de passeur en direction des habitants, avec l'exemple de l'OPAC (bailleur social). La chargée de communication décrit en effet l'implication didactique de la compagnie auprès des habitants, leur expliquant que l'OPAC finance un projet pour s'occuper de leur relogement. La compagnie effectue alors « un travail sur l'image de l'OPAC ». C'est une mission de communication pour le bailleur social, que prend en charge ici la compagnie auprès des habitants.

Dans le discours de la codirectrice de Là Hors De apparaît également à plusieurs reprises l'idée que la compagnie apporte du plaisir aux habitants. Elle donne du rêve pour un moment et permet d'alléger un quotidien tant du point de vue psychologique que matériel. Leurs créations apportent en effet aux habitants une vision inédite et poétique des lieux qu'ils connaissent mais redécouvrent sous un nouveau jour. De plus, la présence des médias ou de personnalités politiques lors des vernissages des manifestations oblige les bailleurs sociaux à entretenir les espaces communs de l'immeuble voué à être démolit et cela donne un sentiment qu'un soin particulier est accordé aux habitants.

Faire participer des publics absents de la concertation

Pour l'architecte urbaniste, la mission principale de Là Hors De est d'accompagner les habitants pendant le projet et ainsi de le rendre « vivant ». Et, pour la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV, il y a effectivement des dispositifs à inventer pour faire en sorte qu'une partie encore très importante de la population puisse participer au projet urbain. Cependant, elle ne sait pas quelle forme cela pourrait prendre.

Ça peut être des actions qui permettent d'aborder des publics qu'on touche moins d'habitude, comme les jeunes. Donc, il faut voir aussi les autres propositions qui peuvent être faites. [...] Mais après, chacun dans son rôle. La concertation, c'est vrai que nous aussi, on essaie [...] -les concertations thématiques comme l'aménagement d'un parc ou d'une place- d'aller vraiment dans le fond des choses et de ne pas être juste là pour faire joli et apporter quelques idées. On est vraiment dans des logiques poussées de collaboration des projets. Donc, ça doit être fait ce travail-là, en parallèle. Et s'il y a d'autres actions sur d'autres thématiques avec d'autres objectifs et d'autres ambitions, où les artistes peuvent participer, moi je ne suis pas contre. Ça reste à inventer mais aussi, après des rencontres et des propositions entre les artistes et les coordinateurs de la concertation.

Suite à la réalisation des *Apéros RTT* et du *Musée éphémère*, il a été demandé à la compagnie de développer des actions davantage en direction de la population. La demande du GPV de s'adresser simultanément à des publics différents a pu mettre la compagnie dans une position difficile. Selon l'ancienne responsable de la culture au GPV, il aurait fallu pour cela plus de collaborations avec d'autres acteurs en contact avec la population du quartier, ce qui n'a pas pu se faire en raison des rapports concurrentiels⁹³. Cependant, elle pense que la compagnie remplit tout de même cette mission.

La codirectrice de la compagnie *Là Hors De* définit assez précisément le type de public habitant que la compagnie souhaite toucher. Ce public n'est pas le « public captif » des centres sociaux, des associations ou de la MJC mais tous les habitants très difficilement touchables car non adhérents à une quelconque structure. Cette ambition affichée semble avoir été difficile à mettre en place jusqu'à la performance *Parabole* où, en plus des relais habituels des centres sociaux, des associations, etc., la compagnie a ouvert avec la Régie de quartier une permanence dans le centre commercial et est allée informer ce public sur le marché.

La caractéristique de cette mission de médiation est celle de la proximité. Que ce soit par le fait de permettre à certaines informations de circuler (vision de la mission par la compagnie) ou bien que ce soit dans le fait de toucher des publics spécifiques (vision de la compagnie par d'autres acteurs), *Là Hors De* se doit de développer des activités lui permettant de se rapprocher des habitants dans leur diversité.

4. Être une compagnie de création contemporaine

L'identité de compagnie de création contemporaine est également en prise à des représentations contradictoires (entre celles de la compagnie et celles des autres acteurs). Le déficit que doit alors relever la compagnie est de rester indépendante tout en restant liée aux autres acteurs dans le cadre d'un partenariat.

L'organisation de la compagnie et le *Projet Sputnik*

La chargée de communication de la compagnie propose une représentation de la répartition des rôles et des tâches au sein du collectif en six points :

- La direction artistique est assurée par les deux personnes qui ont fondé la compagnie, elles assurent une codirection. L'une est metteuse en scène et l'autre compositeur. Ce dernier est souvent perçu, par la chargée de communication de la compagnie, comme le référent ultime lorsqu'il s'agit de donner un avis définitif sur un choix artistique dans le

⁹³ Voir notamment le paragraphe sur les compétences et la légitimité.

cadre du *Projet Sputnik* (« Il a l'avis définitif sur l'artistique, il est plus créatif que [la codirectrice de Là Hors De] car il n'est pas en prise directe avec l'extérieur. Il a un regard du dessus, distancé, il ne côtoie pas les habitants. »).

- Les relations publiques (dont la relation aux élus) sont assurées par la codirectrice et l'administrateur.
- L'élaboration des projets (budgets, dossiers administratifs, programmation) est prise en charge par la responsable de la communication et la codirectrice. La chargée de communication fait aussi le suivi administratif des dossiers du *Projet Sputnik*. Elle a peu à peu récupéré le travail de l'administrateur de relation avec les partenaires locaux (centres sociaux, MJC, Régie de quartier, etc.). Elle assure également les relations avec la presse, et le suivi humain et administratif des artistes en résidence (choix des artistes, mise en relation des artistes avec les habitants ou le GPV, etc.).
- L'administration des biens et des locaux est prise en charge par l'administrateur de la compagnie.
- Le codirecteur (compositeur), en plus d'assurer la direction artistique avec la codirectrice (metteur en scène) est aussi un créateur à part entière dans la compagnie, il compose le son des créations et a créé le site internet. Dans le choix de la forme, le site est conçu comme un *blog* auquel chaque artiste a un accès et doit y présenter l'avancement de son travail.

Le *Projet Sputnik* a un statut par rapport aux autres créations de Là Hors De, la personne chargée de la communication explique que lors du lancement du projet il a été question de créer deux associations distinctes. Garder une seule entité permet finalement de faire des passerelles entre les autres créations de Là Hors De et le *Projet Sputnik*

En 2006, il n'y a pas eu de création de la compagnie. Du coup, Là Hors De était le *Projet Sputnik* (pour les autres interlocuteurs). Après, il a fallu séparer les deux au moment du festival *Subsistance* et de la création *San Diego*. La compagnie a aussi été en résidence sur place (en local) avec *Quelque chose est rouge* qui n'a pas été financé dans le cadre du *Projet Sputnik*.

Préserver une forme d'indépendance

Dans le discours de la codirectrice de Là Hors De, la question du statut de la compagnie est reliée à la question des financements. La nature de ces financements définit, selon elle, leur identité mais assure aussi leur indépendance et leur liberté en tant qu'artistes au regard du politique. La codirectrice de Là Hors De explique en effet l'importance d'être subventionnée en partie sur un budget de droit commun et pas seulement sur un budget provenant de la politique de la ville. La codirectrice de Là Hors De insiste ainsi sur le fait que la compagnie

existait avant et existera après, même si on lui retirait les subventions liées au *Projet Sputnik*. Ceci lui permet d'exprimer le sentiment que la compagnie conserve une certaine liberté de mouvement mais aussi d'expression.

Cette dichotomie opérée selon la provenance des subventions entre les différentes actions de la compagnie s'exprime à travers la forme donnée à leur site internet. La page d'accueil du site ouvre sur deux directions : la compagnie *Là Hors De* d'une part, le *Projet Sputnik* d'autre part. L'entrée concernant *Là Hors De* débouche sur l'actualité et sur l'ensemble des créations de la compagnie (par exemple *Quelque chose est rouge* et *San Diego*), des installations (*Faits divers*, *la 224*, etc.) ou les performances (*Big white bird*, *Strip tease*, *Rhose room*, *Parking*, etc.). L'entrée concernant le *Projet Sputnik*, ne concerne que les actions menées dans ce cadre. Deux exceptions tout de même dans cette séparation très claire des activités de *Là Hors De* : une représentation de *Suelque chose est rouge* dans un appartement de « la barre des 1000 » pendant le Festival *Duch'City* en juillet 2008. Il s'agit là d'une fierté pour la codirectrice de *Là Hors De* d'avoir eu des subventions de la politique de la ville pour une création de *Là Hors De*, habituellement financée sur des lignes budgétaires de droit commun. La deuxième exception est la présence sur la page d'accueil dédiée uniquement à la compagnie, du film tourné à l'occasion de la performance *Parabole*. Cette passerelle entre les créations de *Là Hors De* et le *Projet Sputnik* est un bon indicateur quant à l'importance que semble revêtir, pour la compagnie, cette performance comme jalon décisif dans l'histoire de *Là Hors De* à La Duchère.

A plusieurs reprises, la chargée de communication de la compagnie souligne l'importance de la position d'indépendance de la compagnie vis-à-vis des acteurs du projet de renouvellement urbain. C'est notamment par le statut de la compagnie vis-à-vis de la mission GPV que cette indépendance prend forme. En effet, la chargée de communication de la compagnie explique que *Là Hors De* n'est pas missionnée par le GPV, mais qu'elle est un partenaire du GPV. Il y a un engagement moral sur la présence de *Là Hors De* à la Duchère, qui définit la relation au GPV et aux autres acteurs⁹⁴. Cette relation directe du collectif au politique est en partie due aux relations qu'entretenait antérieurement la codirectrice de *Là Hors De* avec certaines personnalités politiques (« A la base, la compagnie a été en relation directe avec [l'adjoint au maire de Lyon chargé de la politique de la ville] »). La chargée de communication de la compagnie souligne que le rôle de *Là Hors De* est aussi de garder une indépendance de propos face aux autres discours que peuvent avoir les techniciens et les élus du GPV.

⁹⁴ Le *Projet Sputnik* est suivi par un comité (Ville/Etat/Région) qui se tient tous les six mois avec notamment l'adjoint au maire en charge de la politique de la ville, un représentant de la Région, une personne de la Mission de coopération culturelle, le directeur adjoint de la Mission GPV.

Rester relié aux autres acteurs

Toutefois, le statut d'artiste peut être une source d'ambiguïté dans le cadre d'un travail au sein d'un projet de renouvellement urbain. Pour l'agent de développement en charge du quartier de La Duchère à la Mission de coopération culturelle de la Ville de Lyon, les artistes « ont le droit d'être critiques » et il est fondamental qu'ils aient « une totale liberté de s'exprimer ». Mais, quand ces critiques sont dirigées en direction du travail de la Mission GPV, alors que la compagnie est partenaire et est sensée œuvrer pour le projet urbain, cela crée de graves tensions. Elle semble ainsi exprimer un sentiment d'injustice dans la mesure où la compagnie a pu profiter d'un statut d'exception issu des représentations communes de l'artiste afin de justifier une posture de dénonciation. Et dans le cas du *Projet Sputnik*, comme il a déjà été dit plus haut, les artistes ne sont pas indépendants de tout, mais sont intégrés dans un processus de travail partenarial.

C'est vrai qu'en tant qu'artistes, ils ont tout à fait le droit d'être critiques par rapport à ce qui est proposé, sauf que parfois, dans leurs outils de communication ou dans les propos artistiques des artistes avec lesquels ils travaillaient, il y avait un regard très très violent sur "on démolit tout, on rase tout, on vous rase avec". Pour nous, ça a été perçu de manière un peu violente, même si c'est important qu'ils aient une totale liberté pour exprimer ce qu'ils ressentent. Par contre, c'était un peu ambigu là-dessus.

Pour la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV, la compagnie est un acteur qui « contribue à la réussite du projet », elle ne peut travailler « de façon distincte » de la Mission GPV et notamment pour ce qui est de l'action sur le territoire de La Duchère.

Le GPV [...] n'est pas une institution. [...] C'est un projet qui existe par des financements de la part de différents partenaires qui sont l'Europe, l'État, l'ANRU, l'AC, la Région, le Département, le Grand Lyon, de la ville et d'ailleurs. Tout ce qui se passe à La Duchère est en lien avec le Grand Projet de Ville. C'est-à-dire que la programmation politique de la ville, ou la convention avec l'ANRU, tout se fait dans le Grand Projet de Ville, avec ses volets humains et son volet urbain. Donc, le projet, c'est un lieu, c'est un label dans lequel chaque acteur est partenaire. Là Hors De, ils sont un acteur artistique, ils ne sont pas un financeur, ils ne sont pas non plus un prestataire, mais ils sont un des acteurs de ce projet comme les acteurs locaux, comme les autres acteurs artistiques, ils contribuent à la réussite de ce projet, qui a pour objectif de changer l'image du quartier, de rééquilibrer la population et de faire en sorte qu'on ait de nouveau envie de venir vivre ici, que les gens, ils vivent mieux ici par un niveau de service et un niveau d'équipement, etc. Donc ce qu'il faut vous dire, c'est que même si Là Hors De a des subventions de telle ou telle institution, ces subventions-là ne leur sont apportées que par le rôle que Là Hors De va avoir pour le grand projet de ville et donc son rôle est d'accompagner la transformation du territoire auprès des habitants, est de faire rayonner un quartier qui a une très mauvaise image, pendant cette phase où il a besoin de changer son image, d'attirer de nouveau les Lyonnais. Donc, nous, on n'est pas le financeur direct. Ça va être l'État, la Caisse des Dépôts, l'OPAC du Rhône qui finance pour *Parabole*, etc. Mais le Grand Projet de Ville c'est le

cadre qui fait que le *Projet Sputnik* a lieu. Et je dis bien *Sputnik*, ce n'est pas tout le travail de Là Hors De, il y a d'autres actions de Là Hors De dont on est totalement étrangers et qu'on n'a pas du tout à coordonner ou à valider ou quoi que ce soit. »

La Mission GPV et la Mission de coopération culturelle ont pu percevoir certaines actions comme injustifiées et reposant sur un défaut de connaissance du contexte, de la part d'artistes en résidence (une artiste a notamment critiqué la manière dont était fait le relogement alors que, selon le directeur adjoint de la Mission GPV, une grande attention était justement portée à ces questions). Par exemple, ce qui semble avoir contrarié le directeur adjoint de la Mission GPV, dans la proposition d'un centre culturel pérenne par Là Hors De, est la question du respect des procédures. La compagnie est arrivée avec une proposition de projet architectural « sans qu'il y ait eu aucun feu vert ». Pour lui, le choix du terrain (l'ancienne station service) était mauvais par rapport au déroulé du projet urbain dans la mesure où l'avenir de ce terrain était lié au projet du parc du Vallon.

Le terrain de la station service, on ne sait pas trop ce qu'il va devenir en fonction du projet du parc du Vallon. Dans le temps du projet ça ne tombait pas bien, c'est la phase 2 ou 3, une fois qu'on aura démoli la dernière barre. Du coup, ils ont proposé de le pérenniser ailleurs. "Trouvez nous un autre lieu".

On sent dans les propos du directeur adjoint de la Mission GPV, un reproche sur les manières de procéder, comme si les artistes agissaient sans la conscience d'être dans un contexte complexe d'une part, et qu'il s'agissait d'un travail d'équipe d'autre part. Dans l'impératif « trouvez-nous un autre lieu », il semble exprimer le reproche d'un certain sans gêne où les artistes s'estiment le droit d'exiger certaines choses.

La personne qui a été en charge de la culture à la Mission GPV, pense qu'au même niveau que les autres professionnels du projet urbain, les artistes devraient avoir une voix au comité de pilotage, au côté de représentants de la société civile ou les élus, pour pouvoir exprimer une position sur le projet urbain. Elle exprime ainsi sa vision du comité de pilotage où l'architecte coordonnerait un ensemble d'experts, dont des artistes qui apporteraient une autre forme de sensibilité. L'artiste serait ainsi un expert parmi les autres, celui de la sensibilité.

Donc il serait expert justement, voilà, avec l'architecte en chef du projet qui, lui, met en réseau tout ça, et voilà, qu'il puisse avoir tous ces angles-là, et puisse, du coup, proposer un produit où on retrouve toutes ces palettes de sensibilités, où on met tous ces points de vue, et le politique qui décide.

Egalement, pour l'ancienne responsable de la culture à la Mission GPV, il a été important de développer des relations « strictement professionnelles » avec Là Hors De. Elle a observé que d'autres partenaires du GPV ou membres de la Mission GPV, qui ont eu des relations amicales avec la compagnie, ont ensuite eu des difficultés à séparer les rôles et à gérer leurs rapports aux artistes. C'est suite à son départ du GPV qu'elle a commencé à participer aux

actions de Là Hors De notamment dans le cadre du projet *Parabole*. Pour elle, les artistes sont des personnes avec lesquelles il serait plus facile de développer une amitié mais il lui semble important de préserver une relation strictement professionnelle.

Je ne suis pas dans un boulot pour me faire des amis. [...] C'est compliqué, quand il faut d'un seul coup reprendre sa casquette boulot. Et en plus, nous, et bien c'est nous qui tenons les financements. [...] Quand tu déprimes, bitures la veille avec eux, que t'as déconné à fond la caisse et que le lendemain tu dis non ça, ça ne marche pas... Il faut... Non, c'est dur. Mais ça ce n'est pas qu'avec eux, c'est avec tout le monde. [...] J'ai toujours su en partant du CPV qu'il y avait des gens que je continuerais à côtoyer avec plaisir.

Entre indépendance et logique partenariale, il n'a pas toujours été aisé pour la compagnie de trouver une juste mesure. Comment être critique, une force de proposition, et en même temps contribuer à la valorisation du projet de renouvellement urbain, afin notamment d'y associer les habitants ? La posture d'artiste est ici difficile à tenir même si elle est paradoxalement attendue comme un point de vue nécessaire lié à la critique sociale⁹⁵.

Par ailleurs, prise dans une organisation collective, la compagnie est confrontée à un dispositif d'acteurs spécifique auquel elle doit s'adapter. Elle est au cœur d'une action sociale de médiation.

5. Une organisation collective

Comme nous venons de le voir, la place de la compagnie dans le GPV est l'objet d'une négociation fondée notamment sur une tension entre la représentation de ce qu'est un artiste et sa liberté d'intervention, et la réalité du dispositif dans lequel est insérée la compagnie. Le GPV et la dynamique collective qui lui est attachée mettent le travail artistique à une place spécifique : il est en quelque sorte au service d'une cause sociale à laquelle la compagnie se doit d'adhérer. L'action artistique est alors impliquée et prise dans un travail collectif. Elle a une place à trouver au milieu d'un ensemble d'acteurs avec lesquels elle a des alliances à construire malgré les difficultés spécifiques de celles-ci.

Le GPV : une mise en commun de moyens financiers et humains

La responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV explique ici comment est structuré le Grand Projet de Ville et comment a été constituée l'équipe de la Mission GPV. La logique partenariale et financière qui a été mise en place est pour elle ce qui détermine la relation de la compagnie au territoire de La Duchère.

⁹⁵ Voir à ce sujet, les éléments sur la « critique artiste » dans L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, éd. Gallimard, Paris, 1999.

La Mission Lyon La Duchère, on n'a pas d'identité juridique, mais on est une équipe qui a été mandatée par les collectivités locales et les financeurs du GPV. Donc par exemple l'ANRU, moi, finance une partie de mon poste. Il va financer le développement économique également, comme la ville de Lyon moi est mon employeur, mais les directeurs dépendent du Grand Lyon par exemple. Donc vraiment c'est une équipe mise en place et mandatée par tous les partenaires du projet, pour faire avancer chaque thématique. Donc on va avoir une personne sur l'éducation, une personne sur la culture, une personne sur l'éco, le cadre de vie etc. Pour toucher les 9 thématiques du projet au final. Et donc tous les grands axes du projet, la tenue du calendrier, la tenue des finances, la tenue de la cohérence d'ensemble, il est assuré ici. Au niveau du terrain par toute l'équipe, et puis c'est l'équipe qui va coordonner les comités de pilotage du projet, les comités de direction, qui font que tous les partenaires valident les orientations [...]. Après c'est compliqué un peu sur l'aspect financement parce que ça a lieu dans le cadre d'une programmation diverse, et un peu compliquée, mais le travail de Là Hors De à La Duchère, il n'a de sens que dans le cadre du GPV, et c'est pour ça que la Mission est un coordinateur essentiel, je dirais pour leur action sur le quartier. Ils ne peuvent pas travailler de manière distincte de nous. »

Le partenariat est ainsi ce qui permet la coproduction d'une commande avec les. Pour la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV il est le lieu où la compagnie négocie le financement de son projet et ainsi, son indépendance.

Il faut savoir si les partenaires financiers valident telles ou telles actions, et le directeur adjoint de la mission et le directeur qui coordonne la thématique culturelle sera aussi parmi les gens qui valident tout ça. Pour le compte de la ville, mais en lien avec les acteurs. Donc ça oui, c'est important. Il faut vraiment, même si c'est toute la difficulté en fait, de travailler avec des associations qui ont leur indépendance artistique. Ils ne sont pas des prestataires de service. Ce n'est pas comme une agence de communication à qui je demande tel travail et à qui je demande de changer telle couleur parce qu'elle ne me plaît pas. C'est vraiment un équilibre à trouver entre une création artistique et une liberté de proposition de la compagnie. On n'est pas là pour leur commander quoi faire. On est là pour leur donner des axes de travail. Des directions, des objectifs stratégiques. À eux ensuite de proposer des actions. Au financeur de les valider. Et ensuite à nous de contrôler un petit peu leur mise en œuvre. Et de l'évaluer pour voir si ça a effectivement correspondu aux besoins. Mais vous avez raison, c'est toute la difficulté de ces statuts, et d'être au clair, voilà jusqu'où on peut aller dans la commande ou pas par rapport à une association qui a son indépendance artistique.

Le GPV est alors un champ de négociation qui a pour finalité la réussite d'un projet commun. La responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV explicite également ici comment cet espace du projet est celui où se forge une appartenance collective et où chaque action prend son sens.

Après à quel niveau ils [la compagnie] sont intégrés, c'est autre chose. Mais c'est pareil pour tout le monde et c'est une lutte en permanence. [...] Et bien ils reçoivent des mêmes financeurs, après peu importe qui, enfin, libre choix à chacun de financer, ou pas. Il va y avoir des recommandations, [...]. Mais après effectivement c'est compliqué, ce sentiment

d'appartenir à un projet global. D'autant plus que les gens peuvent avoir parfois tendance à penser que le projet se résume au projet urbain, et que le reste c'est de la politique de la ville. Que c'est complètement à part et que ce sont des actions disparates les unes des autres mais au contraire elles sont censées faire sens et avoir un sens global et ce n'est pas évident pour les acteurs de se sentir appartenir à ça. Et c'est en permanence un travail de réussir l'idée d'être sur un projet commun.

Pour la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV, récemment, la Commission culture du GPV a évolué pour devenir un lieu d'information, de mutualisation et de dialogue avec et entre les acteurs culturels du quartier. Selon elle, cela permet d'avoir le point de vue des acteurs culturels sur la concertation mais surtout d'offrir un « espace de dialogue et de compréhension » du travail de chacun.

Ils [les membres de la commission dont font partie la compagnie à travers son administrateur] jouent un rôle de faire remonter les préoccupations des acteurs culturels du quartier auprès des élus au sein du comité participatif, d'informer les membres sur ce qu'il se fait, et d'avoir aussi leur regard sur la concertation et les opérations qui pourraient advenir en concertation. Donc, on vient d'ouvrir une place aux acteurs culturels, on n'en avait pas auparavant. Parce qu'on a aussi besoin de le faire évoluer ce comité. [...] cela permet une meilleure connaissance mutuelle, eux de l'avancée du projet urbain, où en sont les chantiers, quels en sont les enjeux, les difficultés, et puis les élus et l'ensemble des habitants aussi de découvrir ce qui peut se faire par les acteurs culturels dans les espaces de dialogue. Voilà, disons que tous les endroits où on arrive à mieux générer de la compréhension mutuelle, du dialogue et de la compréhension de ce que font les uns et les autres sont positifs. Ça reste informatif en fait. [...] La concertation sur n'importe quel sujet doit ensuite se faire avec une ouverture à tous les habitants.

Cette instance semble correspondre à la nouvelle phase du projet dont l'un des enjeux était de renforcer le volet social du GPV et en particulier la concertation à laquelle la culture semble de plus en plus reliée.

Une vision hiérarchique des acteurs du projet urbain

Le paysagiste présente sa mission dans ses aspects professionnels et militants. Il ressort de sa description de la chronologie du projet, une très forte implication personnelle. Il commence à travailler en 1999 avec un marché de définition de l'espace public qu'il contribue à faire évoluer pour y intégrer une dimension architecturale concernant le logement. Puis, il travaille sans être payé pendant un certain temps, en étroite relation avec les élus pour définir et dessiner le projet. Il se représente l'organisation du système d'acteurs pour la conception/réalisation d'un projet urbain d'une façon particulièrement hiérarchique : même s'il a un discours sur l'organisation horizontale du projet urbain (travail en commun, toutes disciplines confondues comme dans un très grand workshop), il décrit l'organisation du système des acteurs avec une place pour l'action artistique dans le processus reliée à la

concertation et non à la conception. Et lui, garde la maîtrise des transformations de l'espace et du quartier.

L'architecte, de son côté, se distingue des artistes (ici, à travers son travail d'enseignant) du fait de son implication en terme de responsabilité dans le projet :

Je dis aux étudiants vous n'êtes pas des artistes. Vous allez travailler avec des artistes, l'art vous intéresse mais vous n'êtes pas des artistes. Vous avez un rôle ou un pouvoir par contrat avec des gens, mais vous n'êtes pas des artistes parce que l'artiste peut se sortir et doit se sortir de la société pour avancer, pour qu'il crée.

Cependant, le paysagiste voit dans l'association de différentes disciplines un moyen efficace d'expliquer le projet urbain à des habitants, ici assimilés à des étudiants. C'est la différence de formulation qui donne l'intérêt au rassemblement de différentes « disciplines » ou univers de référence.

Si vous voulez, pour moi en tant qu'enseignant, ce qu'on dit à des étudiants est une chose, ce que disent des philosophes ou des artistes, est bien plus important, à des étudiants, sur le projet, parce qu'ils l'écoutent d'une toute autre manière. Nous, il va y avoir des professionnels, des plus vieux qu'eux qui vont leur faire la leçon. Un philosophe ou un artiste ou un anthropologue, peu importe la discipline, si un prof qui est un peu décalé par rapport à notre discipline parfois, dit la même idée, avec son vocabulaire et avec son ouverture, je pense que ça a beaucoup plus d'impact.

Cette vision du partage du rôle de chacun est à nouveau appuyée à l'évocation de *Sputnik Process*⁹⁶. Le paysagiste considère qu'il faut que chacun s'exprime selon sa position. L'intérêt de rester dans son rôle est de donner une vision critique des choses.

Et leur regard par exemple, pas d'évaluation mais critique dans le sens positif, ça aurait été intéressant. Et il n'y a pas besoin d'avoir d'autres compétences, il faut dire ce qu'on pense. Et ça, ça aurait fait évoluer les choses. Ils ont une expérience, ils ont une approche de la ville. Et c'est intéressant qu'ils le donnent en tant que tel. En allant chercher tel ou tel universitaires... On s'en fout de ça. Enfin je veux dire qu'il y a des gens qui le feront, mais qui viennent. Après, on sent bien que, parce que le projet se fait, ça amène à des réflexions. Donc ça, ça sert à venir. Le problème c'est d'être dans le projet, et ce n'est pas le regard après, c'est le regard pendant qu'ils pouvaient faire.

A la différence du cabinet Bleu Sud qui proposait une place à la culture et à l'action artistique dans la programmation du projet urbain (le « projet culturel de développement » apportant notamment une dimension réflexive sur l'architecture), ici, les artistes sont plutôt invités à apporter un regard décalé et critique sur le processus de fabrication tout en appuyant la

⁹⁶ Voir la présentation de *Sputnik Process* dans la présentation de *Là Hors De*.

concertation. La conception et la maîtrise d'œuvre restent ainsi associées aux acteurs traditionnels de ces activités.

La politique de la ville : le métier de chef de projet en difficulté

Pour le directeur de la Régie de quartier, les difficultés rencontrées par les associations (et en particulier les associations culturelles) sont notamment liées à l'évolution des politiques de la ville. Plus précisément, les chefs de projet n'ont plus la possibilité et le temps d'être au contact des associations et ainsi de bien comprendre les projets afin de présenter les demandes de subvention. Ils n'ont donc plus la possibilité d'être des relais entre les associations et les administrations et de résoudre les difficultés que peuvent rencontrer les associations. Même s'ils veulent soutenir les projets des associations, ils n'en ont plus les moyens. Lui-même a souhaité quitter son poste de chef de projet, ayant perdu ce contact privilégié avec « le terrain ».

Il y a une dérive, ça ne concerne pas que l'approche culturelle, c'est une dérive de la politique de la ville. Mais il y a une dérive qui, en gros, s'est installée progressivement. En tous les cas, ça, c'est mon point de vue personnel. Depuis le début des années 2000, un chef de projet passe plus de temps dans son bureau derrière son écran que sur le terrain [...]. C'est un vrai problème, je veux dire, un chef de projet qui ne sait plus ce qu'il se passe sur son territoire. Et je vous assure qu'à l'heure actuelle, il n'y en a pratiquement plus aucun qui sait ce qu'il se passe concrètement sur le territoire, entre les acteurs. C'est un vrai problème mais ce n'est pas que ce sont des mauvais chefs de projet, c'est que ce qu'on leur demande ne leur permet plus d'avoir le temps d'être partout, d'être au cœur de là où ça se passe. [...] Et donc, quand ils sont en programmation financière, qu'est-ce qu'ils font, comme nous il y a deux jours, ils nous causent vite dans une réunion qui dure quatre heures où il faut qu'on leur donne vite les billes pour qu'ils aillent défendre les projets.

Il revient ainsi plusieurs fois sur ce thème en dénonçant le cloisonnement des interventions, l'absence de circulation de l'information et surtout la bureaucratisation liée notamment à l'importance des administrations comme celle, par exemple, de la ville de Lyon.

Parce qu'on est dans des interventions qui sont cloisonnées. Quand je vous explique que quand les chefs de projet ne sont plus sur le terrain, c'est exactement la conséquence de ça. Quand j'étais moi chef de projet, on avait des réunions, c'était dans des petites mairies, c'est plus facile à mon avis dans des mairies de cette taille. A Lyon, les choses sont très cloisonnées. Je savais ce qu'il se passait et comment c'était organisé, dans la petite enfance, comment c'était organisé, pour le culturel, comment c'était organisé, pour la prévention de la délinquance, etc. Je ne m'en occupais pas mais le point était fait et l'information, elle circulait. Et on a mis le temps hein. Dans le monde administratif on avait le temps de se tenir informé. Moi, j'ai quitté ces fonctions-là parce que justement, au bout d'un moment c'était 30 heures par semaine sur l'écran. À saisir les dossiers, à retranscrire les notes, à transférer, à faire les budgets financiers. Ça ne sert à rien de payer un chef de projet qui va gagner *cash* 2500 euros par mois pour lui faire faire des tableaux Excel toute la journée. Je

veux dire, à un moment, il y a un peu une erreur de management. Donc, on passe son temps à faire des budgets ? Et bien non. Ce n'est pas ça sa mission.

Pour le directeur de la Régie de quartier, la société civile se voit fragilisée par le fait que la politique de la ville ne joue pas son rôle qui est notamment de soutenir les acteurs « du terrain » en étant un relais auprès de l'Etat. Il évoque en particulier l'importance d'avoir des instances de médiation entre les échelles de l'action publique. Il donne l'exemple d'un problème juridique qui l'empêche d'obtenir le renouvellement d'un contrat avec un bailleur social (insertion professionnelle et entretien d'immeubles) et lui fait perdre 50% de son chiffre d'affaire. Il ne se sent pas soutenu sur ce problème, ni par les chefs de projet, ni par les élus, comme si la mission de la Régie de quartier sur l'insertion ne concernait qu'elle-même.

Donc, il y a besoin d'un pilotage national qui s'appuie sur les relais locaux, pour aboutir sur cette question-là. Qui va le faire ? Alors bon voilà, moi je brasse mon réseau. Mais j'ai perdu 15 jours. [...] Bon, à d'autres époques, on aurait eu des élus qui seraient montés instantanément sur un problème comme ça, avec des chefs de projet qui étaient dans les bureaux du ministère le lendemain. Voilà, parce que ça méritait qu'on aille attraper des attachés ministériels. Là non, donc ce sont les réseaux associatifs qui vont brasser de l'air, ça va terminer par un article de 30 lignes dans un canard quelconque.

Si, plus haut, nous avons vu comment le GPV est constitué comme un dispositif partenarial ou les projets culturels notamment se négocient, à travers ce témoignage, le manque de relais semble être le principal facteur des difficultés rencontrées. Dans le point suivant (médiation et action sociale), nous verrons comment cette question de la médiation revient également dans le discours d'autres acteurs et différemment à chaque fois.

6. la médiation et la condition d'habitant

La médiation est donc revenue dans les entretiens de façon récurrente, d'un côté parce que les acteurs disent la mettre en œuvre ou bien parce que d'un autre côté elle semble faire défaut. Elle est alors définie par des caractéristiques organisationnelles ou par des aspects stratégiques. Mais aussi, l'enjeu de la relation aux habitants, très souvent évoqué, semble déterminant d'une éthique en cours d'élaboration.

Passeurs et médiateurs

Au moment de la mise en place des GPV, la Mission de coopération culturelle a fait un travail de sensibilisation des élus et de l'équipe du GPV aux enjeux de la culture. C'est dans ce contexte, qu'elle a motivé la commande du rapport Bleu Sud car il fallait « remobiliser tout le monde sur les questions culturelles » dans le cadre du montage de projets urbains (de grande

envergure et relativement complexes)⁹⁷. L'un des rôles de la Mission de coopération culturelle est d'assurer une transmission de ce qu'il se fait dans le domaine culturel sur un quartier afin d'aider à une meilleure connaissance que peuvent avoir les acteurs culturels des uns des autres et afin de reconnaître à chacun sa place. Cela permet aussi d'aider à une meilleure compréhension entre les acteurs et motive les échanges et partenariats. La Mission voit son rôle auprès de Là Hors De comme une forme de mission de conseil ou de supervision : « notre boulot, c'est aussi de voir, leur dire de recaler, de faire bouger les choses, de repositionner cela dans un jeu d'acteurs sur le territoire ». Au moment des conflits, la Mission intervient auprès des acteurs afin de « stabiliser » les relations et pérenniser les partenariats. Elle assure donc en quelque sorte une fonction de médiation mais aussi de justice à travers un travail de « rééquilibrage » des moyens entre les acteurs.

La Mission de coopération culturelle, à la Direction des affaires culturelles de la Ville de Lyon, est perçue par la chargée de communication de la compagnie Là Hors De comme un partenaire dès le départ. Pour elle, le *Projet Sputnik* a été monté en collaboration avec le chef de la Mission qui a ensuite assuré le suivi. La chargée de communication de la compagnie évoque également une relation « longue » de la Mission de coopération culturelle avec Là Hors De. Le chef de cette Mission connaissait la codirectrice de la compagnie avant le *Projet Sputnik*. Cependant, la Mission n'a pas soutenu le budget de fonctionnement sollicité par la compagnie et, selon elle, « il y a eu un blocage ».

L'agent de développement, en charge du quartier de La Duchère à la Mission de la coopération culturelle, et qui assure le suivi du *Projet Sputnik*, est vue, par la chargée de communication de la compagnie comme « un intermédiaire entre la Ville et le GPV ». Et, pour elle, le GPV est une forme de plateforme qui a une dimension expérimentale, avec des partenaires représentés au comité de pilotage, telle un « workshop ». Elle définit la Mission GPV comme « plusieurs partenaires, c'est une passerelle, un intermédiaire ». La Mission représente cette association des différents partenaires qui œuvrent dans une même direction mais qui, selon la chargée de communication de la compagnie, n'ont pas de pouvoir financier. Au sein de cette Mission, la compagnie est en relation plus particulièrement avec certains acteurs. La personne qui était en charge du volet social et culturel à la Mission GPV (qui était présente dès le début du *Projet Sputnik* mais qui est aujourd'hui partie de la mission) est perçue comme un intermédiaire efficace. Ainsi, elle « a eu un rôle de passeur » et est « un chef de projet qui le [*Projet Sputnik*] défend auprès de la direction du GPV et des acteurs locaux ». Actuellement le directeur adjoint de la Mission GPV est référent culturel à la place de la personne qui était en charge du volet social et culturel à la mission GPV.

⁹⁷ Entretien avec la Mission de coopération culturelle, avril 2008.

Selon la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV, il n'est pas toujours évident de comprendre ce qu'est le GPV par rapport à la *Mission GPV*. D'un côté, il y a un projet avec des partenaires et de l'autre, une coordination du projet.

Ça n'a pas été évident de comprendre le rôle qu'on avait. De comprendre que la Mission c'est différent du projet. Les partenaires souvent ont eu, au début notamment, ont eu tendance à croire que le projet c'était les 15 personnes de la Mission. Or, le Grand Projet de Ville, ce n'est pas moi, le Grand Projet de Ville c'est un projet dont je suis un acteur au niveau de la Mission, et la Mission est une cheville ouvrière de coordination du projet. Et donc c'est important voilà que chacun comprenne qu'ils [la compagnie] sont partie intégrante.

Les rôles de passeur et de médiateur (de la Mission de coopération culturelle et de la Mission GPV) sont ici associés aux missions de conseil et de supervision, mais aussi de coordination et de transmission. Ils sont également attachés au modèle du partenariat, comme structure de médiation, et à la métaphore de la passerelle qui évoque notamment les liens entre plusieurs entités. L'un des enjeux principaux semble être l'intercompréhension dans la finalité de mener un projet commun.

Facilitateurs

Le rôle du cabinet Bleu Sud, par rapport à Là Hors De, au moment de l'arrivée de la compagnie dans le quartier de La Duchère, a été de « conforter une situation ». En effet, la compagnie était déjà « en connexion avec tout le milieu local », « il y avait déjà une reconnaissance ». Mais, de part la nature du « projet culturel de développement », la compagnie Là Hors De a été « induite » et « confirmée » dans sa position stratégique. Le rôle du cabinet a également été de « poser des éléments du dispositif » (mais pas d'« écrire le projet de A à Z », ce dont il n'avait pas le temps dans le cadre du rapport) et de laisser les artistes « inventer des projets qui permettraient que ça aille plus loin ». Il a ainsi favorisé l'installation de la compagnie en soutenant de façon explicite son projet.

De leur côté, les élus sont particulièrement engagés dans le comité de pilotage chargé du suivi de l'action de Là Hors De à La Duchère. Selon la Mission de coopération culturelle, la relation aux élus est une spécificité de la compagnie. Trois « délégations » suivent le travail de Là Hors De et le financent : la politique de la ville, la culture, et les événements. Le comité de pilotage a donc un rôle de suivi politique de l'action de Là Hors De, d'une façon transversale aux champs de compétence des élus et selon différentes échelles territoriales (représentation des élus d'arrondissement et d'élus de la mairie centrale).

Le rôle du pôle Communication Concertation de la Mission GPV, de son côté, comprend plusieurs aspects comme la valorisation du projet social et urbain sur le territoire et la promotion du quartier auprès des Lyonnais. Elle se doit aussi d'associer les habitants au GPV

et d'assurer des formations professionnelles à partir de l'expérience du GPV de La Duchère. Selon la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV, elle a donc à la fois une mission de diffusion et de transmission (la « communication ») et une mission d'association dans le cadre de la « concertation ».

Notre travail, au niveau de l'équipe, porte à la fois sur une information sur le projet au niveau des habitants, pour accompagner les chantiers et discuter les opérations de démolition, de logement, de reconstruction, valoriser à la fois le projet social et le projet urbain sur le territoire, essayer au niveau de la concertation d'associer les habitants au problème du Grand Projet de Ville pour qu'ils soient partie prenante également de l'évolution de leur environnement, donc avec un gros volet participatif dans le cadre du projet. Et puis le deuxième acte de notre travail va consister sur une communication à l'externe, à l'extérieur du quartier, pour essayer de promouvoir le territoire auprès des Lyonnais. Donc, c'est une communication qui est beaucoup à l'échelle de l'agglomération, pour changer l'image du quartier auprès des Lyonnais, pour donner envie aux Lyonnais de venir s'installer ici ou simplement de venir participer aux activités du quartier pour rencontrer le lieu et les actions artistiques, les nouveaux équipements sportifs. Donc voilà, il y a vraiment ces deux volets au niveau du quartier, au niveau d'une communication du territoire et de l'image. Et puis, il y a un volet professionnel en parallèle d'explication aux techniciens à l'échelle de l'agglomération qui travaillent sur La Duchère de près ou de loin, ou bien les gens qui travaillent sur la rénovation urbaine et le projet urbain à l'échelle nationale et qui s'intéressent à ce qu'on fait.

Le pôle Communication Concertation de la Mission GPV a donc également comme tâche de centraliser l'information au niveau du GPV.

On essaie au niveau de l'équipe communication d'être toujours très au courant des thématiques et chacune essaie de suivre un petit peu des réunions techniques qui ne concernent pas forcément les sujets de communication, et qui nous permettent d'être au courant en permanence de l'évolution des problématiques et des décisions etc.

De leur côté, le paysagiste et l'architecte se présentent comme des personnes facilitant la sensibilisation à l'art chez les autres acteurs, notamment par leur participation aux ateliers d'art urbain. Ils ont également identifié une ou deux personnes « sensibilisées à l'action artistique » durant ces ateliers, comme la MJC. Ils se disent alors eux-mêmes convaincus de la nécessité de l'approche artistique dans les projets de renouvellement urbain (« Et bien, nous, on est de plus en plus persuadés de l'importance de la dimension artistique dans ces quartiers, qui sont défavorisés ») et, selon le paysagiste, l'ancien directeur de la Mission GPV était particulièrement intéressé par l'action artistique. Cependant, cette conviction collective semble ne pas être suffisante à la construction d'une dynamique autour de la question de l'action artistique (« c'était aussi une passerelle qu'on tendait là, et ça n'a pas déclenché des nouveaux comportements, bon peut-être qu'on est trop occupés les uns les autres »).

A travers cette notion de facilitation, reviennent les thèmes cités plus haut. Les acteurs évoquent ici les missions de suivi (pour les élus) et de soutien (à travers la notion de « confirmation » pour le cabinet Bleu Sud), de centralisation et diffusion de l'information mais aussi de transmission (pôle communication de la Mission GPV, pour qui l'enjeu d'intéressement semble assez fort).

Un manque de relais et confusion des rôles

Pour l'ancienne personne en charge de la culture au GPV, les acteurs « socioculturels » ont eu des difficultés à jouer le rôle de médiation avec Là Hors De. Selon elle, étant en contact avec la population, ils auraient dû assurer cette mission d'interface entre la compagnie nouvellement arrivée proposant des actions originales et difficilement identifiables, et les habitants de La Duchère.

[...] l'ensemble des acteurs socioculturels parce que c'est eux qui ont, je veux dire, ils ont la connaissance des habitants parce qu'ils les ont en alphabétisation, ils les ont à la crèche, ils les ont en accompagnement scolaire, je veux dire, c'est eux qui ont les habitants mais, voilà, c'est quelque chose que je n'ai pas réussi à faire, [...] à leur faire partager le sens pour que ça soit relais. [...] Ça n'a pas fonctionné. [...] Donc, du coup, tous ces équipements un peu "éducation populaire", voilà, qui n'ont pas réussi eux aussi à se réformer, ils proposent des trucs, eux, d'il y a encore 40 ans. Donc, [...] voilà, la vie a changé.

Pour elle, ces acteurs du domaine de l'« éducation populaire » ont donc eu des difficultés à s'adapter aux nouveaux enjeux notamment liés au projet urbain. Militants des années 70, ils ont monté des « lieux de citoyenneté », « d'échange et de mixité », mais ces lieux ne répondent plus aux demandes des nouvelles générations. Dans certains cas, elle pense que cela est lié à la forme de la culture militante qui a un esprit de charité, d'aide et d'assistance. Elle évoque des tentatives par exemple d'introduire de nouvelles personnes dans les conseils d'administration des associations, qui ont été des échecs. La différence sociale et culturelle entre cette forme de notabilité locale et les nouvelles générations, a ainsi provoqué des obstacles au renouvellement de la société civile.

[C'est] l'écrasement parce que, voilà, [c'est] la personne qui arrive, qui ne maîtrise pas tout en français mais qui a des idées, et puis [l'autre personne] qui a le savoir (et puis ça se voit d'ailleurs physiquement, enfin je la revoie) [...] avec le langage hyper élaboré. Mais les gens, ils fuient en se disant "mais je ne sais pas vous, mais je n'ai rien compris", et ils ne reviennent plus ces gens. Ils sont effrayés, ils ne sont pas... Voilà, ils ne sont pas dans leur monde et ils n'ont pas vu un monde qui leur laissait une place.

Selon l'ancienne personne en charge de la culture au GPV, ce qui lui semble donc regrettable, est le fait que des acteurs qui auraient un rôle de médiation à jouer, ne le jouent pas et créent

des empêchements à la compagnie Là Hors De. Pour elle, une dimension éthique est en question dans ce rôle de médiation.

Voilà, ce qui m'ennuie, c'est que ce sont vraiment les gens qui devraient être en relais, qui devraient fluidifier la rencontre, ce sont eux qui mettent les grains de sable. Parce que eux, et bien, parce que ce n'est pas leur monde, parce qu'ils n'ont pas envie d'aller plus loin dans la relation pour comprendre, et voilà. Mais j'entends de temps en temps "de toute façon, déjà physiquement, ils m'énervent". Une fois qu'on a dit ça, on a avancé. Qu'est-ce qu'on fait ? Ça veut dire que tu vas priver tous les gens qui viennent du centre social ? Est-ce que c'est loyal ? C'est éthique cette affaire ?

Ce témoignage attribue aux acteurs de l'éducation populaire les mêmes difficultés que celles rencontrées par Là Hors De, reprochant une forme d'élitisme à ces acteurs. Ils sont à la fois proches de la population car étant installés depuis très longtemps dans le quartier et à la fois lointains de part l'exercice d'une forme de notabilité locale. Ce témoignage montre que les reproches ainsi fait par ces personnes à Là Hors De pourraient être retournés contre elles-mêmes et que, finalement, ce qui se joue dans la relation à Là Hors De semble relever du rejet lié à une incompréhension mutuelle.

Ils [Là Hors De] ont été dans un contexte d'arrivée très difficile avec tous les fantasmes. [...] Un peu comme ces grandes familles, on se bouffe le nez toute l'année et puis, dès qu'il y a un étranger qui arrive dans la maison, on fait tous bloc. [...] Et puis, une fois qu'on l'a bouté hors... là on reprend notre querelle. C'est un peu comme ça ce quartier. [...] Mais bon, en même temps, ils ont quand même des responsabilités, ils ont des budgets.

Elle précise ainsi que les logiques à l'œuvre dans ces relations sont complexes. Elle dit elle-même avoir été en difficulté à travailler avec certaines structures sociales et culturelles, qu'elle « n'a pas su animer le réseau ». En revanche, pour elle, l'accueil de Là Hors De à La Duchère, reste un projet dont elle est plutôt satisfaite.

Et enfin, pour la personne qui était chargée de la culture à la Mission GPV, des acteurs, dont certains appartenant à la Mission GPV, exigent des choses de Là Hors De, qui ne relèvent pas de son rôle, comme par exemple les enjeux d'insertion et d'emploi. Pour elle, le rôle de la culture dans le cadre spécifique d'un quartier comme La Duchère est de permettre aux habitants se sortir de chez eux et de participer à la vie sociale du quartier.

Après, qu'il faille régler les problèmes de chômage, mais ce n'est pas à Là Hors De qu'on va demander ça. Voilà il y a une maison qu'on emploie à la formation, il y a les entreprises qui bossent à La Duchère donc c'est les clauses d'insertion [...]. Obliger les entreprises qui ont des marchés à La Duchère d'embaucher des gens. [...] C'est faire venir des entreprises qui soient en développement de manière à ce que dans le cadre du développement, elles soient obligées d'embaucher 50% [de personnel] issu des territoires. Mais la culture, ce n'est pas là pour régler des problèmes. La culture c'est là pour dire : « *we are the top* » et, en même temps, qui fait que des gamins descendent avec les parents, avec. Voilà c'est ça.

A l'absence de médiations, pour elle, s'ajoute parfois aussi une forme de confusion des rôles. Avec cet exemple des associations socioculturelles, mais aussi celui des chefs de projet (dans le domaine de la politique de la ville, exemple présenté plus haut), il semble qu'en fonction du point de vue, la médiation est une fonction partagée circulant de façon idéale entre les acteurs mais qui, en même temps, crée des empêchements quand elle n'est pas strictement mise en œuvre. Si chacun fait de la médiation, il semble que l'intermédiation ne soit pas toujours complètement réalisée telle qu'elle est attendue par les acteurs.

Citoyen, habitant ou travailleur du quartier

La personne qui était en charge de la culture au GPV témoigne également de la difficulté de remplir plusieurs rôles dans une seule vie, comme celui de travailler dans un quartier (et en particulier quand il s'agit de travailler au développement social et culturel), d'y exercer une citoyenneté ainsi que d'y avoir une vie culturelle.

Alors, c'est vrai que dans le cadre de mon boulot au GPV, j'aurais pu être administratrice d'un centre social dans le 9^{ème}, puisque j'habite en plus le IX^{ème} arrondissement. Voilà, je me suis toujours en plus refusée, bon, au même titre que je rencontre l' élu à la culture qui est voisin. Je veux dire que quand on se voit, en tant que voisins on se fait la bise. Par contre, quand on est au boulot, "bonjour monsieur". [...] Voilà, et on ne mélange pas. [...] Mais je conçois que ce n'est pas facile dans ces types de boulots où tout le monde se voit tout le temps. En plus, on a souvent l'occasion d'aller à des vernissages [...].

Malgré sa conviction qu'il faut être prudent quant au rôle que l'on occupe tour après tour, elle reconnaît que sa sensibilité au travail de Là Hors De dépasse les relations strictement professionnelles. Elle aurait souhaité avoir une compagnie comme Là Hors De dans son propre quartier, qui intervient en dehors des établissements culturels.

« Et je crois qu'ils m'ont fait vibrer comme habitante, j'allais dire. Alors, je n'habite pas le quartier mais j'adorerais qu'il y ait des trucs comme ça, que... Alors, c'est vrai que j'habite un quartier qui n'est pas dans la politique de la ville. Mais voilà, maintenant, si je veux aller voir des artistes et bien je prends mon billet pour aller au TNG, ou pour aller voir des concerts. [...] Moi, j'adorerais qu'il y ait des fous furieux qui débarquent dans ma rue et qui animent. »

Mais aussi, le rôle de la culture et donc de Là Hors De réside également dans le fait d'apporter un divertissement aux habitants qui n'ont pas forcément les moyens de se le procurer par ailleurs. Il y a donc, pour elle, un enjeu à moyen terme d'atténuer des « souffrances », ce qui est plutôt une mission des acteurs culturels, et à long terme de réussir un « pari » qui est de faire en sorte que le quartier ne soit plus isolé du reste de la ville, ce qui est la mission du projet urbain.

Le pari on va le faire ! Dans 15 ans, La Duchère, voilà peut-être que ça ne s'appellera même plus Duchère. Voilà parce que du coup la ville, elle aura grignoté. Alors, forcément,

La Duchère, elle va complètement être absorbée par la ville. Totalement. Donc... Le pari on l'aura. On l'aura ! Il y a en ce moment, mais il faut qu'on arrête aussi d'être tirés vers le bas, parce que "Oh mais, vous vous rendez compte, les gens ils souffrent." « Oui, mais bien évidemment, ils souffrent. Bien évidemment." Donc, voilà, et qu'on leur amène un peu de joie, et la culture, c'est ça. C'est un peu de couleur, c'est un peu de fantaisie.

D'un autre côté, dans la présentation du *Projet Sputnik*, la co-directrice de la compagnie Là Hors De parle très peu du statut et du rôle des habitants sauf au moment de l'explication des *ZAT (Zones artistiques Temporaires)*. Ces *ZAT* correspondent à tous les lieux privés ou publics investis comme matière de création « en relation avec les habitants ». Cependant, le statut de l'habitant semble divers : spectateur, participant (notamment dans les performances festives), acteur, etc. Mais dans quelle mesure peut-il être co-concepteur des performances ? Pour la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV, répondre au désir des habitants est important. Pour elle, par exemple, il s'agira notamment de travailler sur les aspects symboliques liés à l'identité du quartier.

C'est né au départ de la concertation. C'est-à-dire qu'il y a un groupe d'habitants qui a travaillé en concertation avec le maître d'œuvre chargé d'aménager la future place centrale du quartier. Donc on avait une petite vingtaine de participants. Et ils ont vraiment travaillé dans une logique de collaboration du projet avec le maître d'œuvre [le paysagiste]. Et à l'issue de cette concertation-là, les habitants ont souhaité suivre le travail et la réflexion sur la thématique du lien entre les espaces publics anciens et nouveaux du quartier, pour réfléchir à l'idée de lien entre un quartier neuf, des espaces nouveaux, et un patrimoine, des espaces anciens, déjà appropriés, comment est-ce qu'on recrée du symbolique dans un quartier comme ça qui se transforme. Comment on remarque l'espace public. Comment on re-signe les lieux forts qui peuvent avoir bougé avec le projet urbain, les entrées de quartier, une place centrale etc. Et donc on s'est dit que l'art dans l'espace public pouvait avoir aussi cette fonction-là. De marquer l'espace, d'avoir un rôle symbolique et identitaire.

Cependant, lors des ateliers d'art urbain, la place de l'art dans l'espace public, sur laquelle une discussion a maintenant eu lieu, ne peut être concrétisée faute de budget (entretien avec la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV). Et pourtant, c'est là que se sont exprimées des propositions en relation avec des éléments symboliques et identitaires du quartier. Mais, pour elle, un engagement a été pris.

Disons qu'on a déjà avancé, on a vu qu'il y avait des préoccupations communes à tout le monde, et donc pour l'instant malheureusement on a encore du mal à trouver les budgets. Parce que c'est vrai que quand ce n'est pas prévu au démarrage des Z.A.C. sur les œuvres pérennes, c'est dur à mettre en place. Donc on va essayer de voir comment débloquer dans les budgets d'aménagement d'espace public proprement dit parce qu'on ne pourra pas avoir de budget supplémentaire. De la ville ou de l'État, ou de la région etc. Mais c'est un travail qui va être continué dans tous les cas. On s'est engagés devant les habitants à travailler sur l'installation d'œuvres donc ce sera fait.

Nous avons vu que la relation aux habitants est un thème récurrent des entretiens. Qu'il s'agisse d'être habitant, de travailler avec eux, de répondre à leurs attentes, un ensemble de discours, souvent articulé à une éthique de la relation, a été développé. Si l'action de Là Hors De (mais aussi celle de nombreux acteurs du GPV) semble évaluée maintenant au regard de cette relation, les modalités d'intégration des habitants dans le processus du projet urbain, fait encore l'objet de questionnements. Cependant, dans la partie sur les apprentissages, nous verrons maintenant comment, de façon générale, les acteurs ont pu faire évoluer leurs représentations au cours du projet.

C) Apprentissages et territorialisation

Le thème de l'apprentissage - compris comme une ressource issue de l'expérience - est revenu très souvent dans les entretiens. Il est considéré comme enjeu important du vécu du projet de renouvellement urbain intégrant une composante culturelle forte. Trois thèmes se dégagent : l'expérimentation du projet envisagé comme un processus de socialisation, la construction d'une culture commune dans un quartier en apprentissage et la création participative.

1. L'expérimentation du projet comme processus de socialisation

Les apprentissages issus du travail effectué dans le cadre du projet de renouvellement urbain se déclinent en plusieurs points. Dans un premier temps, il s'agit d'inscrire l'expérience dans une visibilité et une historicité (dans le sens d'une inscription partagée d'une mémoire collective du projet) et de constituer ainsi une capitalisation de l'expérience (autrement dit une forme de mutualisation des expériences singulières). Dans un deuxième temps, se pose la question de l'évaluation de l'action artistique dans son apport au projet urbain. Et enfin, dans un troisième temps, à travers l'exemple de la temporalité, la contrainte peut apparaître comme un vecteur analytique de l'action dans sa dimension collective car elle est le support d'apprentissages et de confrontation entre les acteurs.

Capitalisation, visibilité et historicité

L'apprentissage semble un souci permanent de la Mission de coopération culturelle car le contexte évolutif de son action impose de continuels repositionnements et une réflexivité importante sur les enjeux politiques portés par la Mission. L'expérience du projet mené dans le cadre du renouvellement urbain de La Duchère sert par exemple la mise en place de nouveaux projets de renouvellement urbain à Lyon comme celui du quartier de Mermoz où « la place de la culture et de la mémoire se pose en amont » (entretien avec la Mission de coopération culturelle). De façon générale, le thème de l'évolution et du changement se rapporte à celui de la progression. En effet, les acteurs de la Mission de coopération culturelle ont le sentiment que de nombreuses étapes ont été franchies et que les choses « avancent ». Le Grand Projet de Ville de La Duchère semble, pour eux, être une forme de *workshop*, de plateforme d'expérimentation qui servira d'autres projets. Le directeur de la Mission parle aussi de « démultiplication » de leurs centres d'intérêt, cela semble montrer que si l'apprentissage concerne des aspects de méthode, il concerne tout aussi bien des aspects de contenu. Leur regard a tout particulièrement évolué sur « la place de la culture dans le projet de renouvellement urbain », « la place de la compagnie Là Hors De dedans », « la question maîtrise d'ouvrage – maîtrise d'œuvre », « le lien entre projet urbain et projet culturel », « la manière dont la place des habitants a été traitée ou pas traitée » et également les interactions entre les acteurs partenaires du GPV.

L'installation de la compagnie Là Hors De a aussi été un prétexte pour « apprendre » à partir de ce que provoque l'arrivée « d'étrangers » sur le territoire. Dans le fait d'incarner la nouveauté, la compagnie a généré des réactions locales qui, pour la Mission de coopération culturelle, permettent d'anticiper sur des conflits qui pourraient se produire à l'avenir notamment entre les anciens et les nouveaux habitants. Il y a ici une analogie entre Là Hors De et les nouveaux habitants, qui, au travers de l'expérimentation, fonctionne comme un support d'apprentissage.

Quand nous les avons interrogés sur le rôle que pourrait avoir notre recherche, les personnes de la Mission de coopération culturelle ont particulièrement insisté sur l'importance de la capitalisation des expériences que ce soit au niveau des acteurs « techniques » que des élus dans la mesure où le calendrier des différentes élections marque des reconfigurations d'équipe et des ruptures dans les projets. Il s'agit alors de « comparer » et de « lire les enjeux » afin d'avoir une « visibilité » de ce qui se fait à l'échelle de l'agglomération et sur un temps plus long que celui des différentes échéances électorales. En même temps, dans l'entretien est apparu l'idée qu'un bilan, un état des lieux ou un historique serait nécessaire ; la Mission de coopération culturelle a été interpellée par des acteurs culturels pour revenir sur la formulation du projet culturel et sur le débat « culture élitiste / culture populaire » par exemple. Malgré la forte réflexivité des acteurs sur leur action, il semble que la formalisation d'un récit collectif de l'expérience serait ce qui permettrait de la mettre à profit dans d'autres projets.

Peut-on évaluer l'action artistique ?

L'agent de développement en charge du quartier de La Duchère à la Mission de coopération culturelle souligne que l'action de Là Hors De sur le quartier renvoie la Mission à des interrogations sur la constitution d'outils d'évaluation des actions culturelles et artistiques d'un point de vue général. Au regard du montant reçu par la compagnie, structure la plus financée de la ville, la mission est obligée d'évaluer leur production. Comment faire cette évaluation dans la mesure où une simple évaluation quantitative de la présence du public habitant ou extérieur au quartier, lors des événements, a très peu de sens ? Où placer la limite qui ferait que leur action serait jugée comme satisfaisante ? Et qui en serait le juge ? La mise en place des Ateliers d'art urbain est pour elle une des pistes de réflexion sur cette question de l'évaluation.

Par exemple, la rencontre entre la Régie de quartier et la compagnie, qui a donné lieu à de nombreux partenariats, est une « rencontre humaine » (entretien avec le directeur de la régie de quartier). C'est en ayant partagé des moments informels de discussion que des affinités ont pu se construire progressivement et que des idées de collaboration sont nées.

Ils ont pu présenter leur projet mais, alors du coup, ça s'est fait ici, ça s'est fait au bistrot du coin, ça s'est fait avec des bénévoles de la Régie, avec des salariés, ça n'a pas été fait en

une fois. [...] Et du coup, en fait, pourquoi je pense que ça a bien collaboré comme ça, entre nous et eux, c'est que justement, ça s'est construit comme ça. Je veux dire que ça s'est construit dans un cadre qui est celui aussi des relations humaines, des uns avec les autres.

Des fêtes entre amis ont également été organisées par la compagnie et auxquelles des habitants ont été invités, elles ont pu jouer un rôle important de socialisation et de rencontres. Pour des jeunes personnes du quartier engagées dans des projets artistiques, la rencontre avec Là Hors De a été l'occasion d'échanges et nouvelles rencontres.

C'est un peu le lieu où, et bien, il y a plein de jeunes du quartier qui peuvent passer. Pas forcément des destroy, je veux dire dans ce quartier il n'y a pas que des jeunes en difficulté. Il y a aussi des jeunes qui vont bien, qui font des études supérieures, qui essaient de s'en sortir même si ils sont issus de familles modestes. [...] Ça a permis de brasser un peu les populations et, sur ce quartier de La Duchère, il y a aussi des gens qui font de la musique, du rap, du hip-hop, de l'électro, [...]. Et quand ils voient d'autres musiciens qui font autre chose comme après Urban, et bien, entre guillemets, ils ont envie de discuter. Même s'ils sont, entre guillemets, à des niveaux différents, ou dans des productions musicales différentes. Mais si le contact passe, il n'y a pas de problème. Après, on est dans les normes. Je veux dire que c'est ça la caractéristique. Et donc, on n'est plus dans une communication institutionnelle qui va délivrer des messages à caractère informatif, on est dans de la rencontre.

Ces moments « interstitiels » sont, pour le directeur de la Régie de quartier, ce qui permet aux projets d'émerger (il donne l'exemple d'un festival dans le cadre duquel la Régie a collaboré avec Là Hors De). Cependant, ces rencontres ne peuvent être programmées. Même si elles répondent aux attentes du projet de renouvellement urbain en termes de dynamique locale et de mixité sociale, les échanges ne peuvent être valorisés auprès des institutions et du GPV.

Maintenant, je dis cela concrètement, essayez de faire une fiche de programmation sur une action de développement social, à l'heure actuelle en disant "bonjour, moi je veux organiser les rencontres sur le quartier". Je caricature le truc. Et bien, vous êtes retoqués, vous n'avez pas un rond pour ça. Vous vous prenez un mur. Vous vous serez fait plaisir et puis vous aurez pris le mur. Donc, c'est compliqué pour les pouvoirs publics. Après, puisse-t-il lui, l'État, surtout dans ces périodes-là, ben voilà considérer que, par exemple, sur un projet urbain, il peut y avoir autre chose pour nous faire vivre que l'approche institutionnelle, avec chacun son petit dossier.

Les relations informelles ont ainsi un rôle considérable dans les dynamiques des initiatives qui sont à l'origine des actions communes et qui permettent aux projets d'être développés.

La contrainte, vecteur analytique : l'exemple de la temporalité

La tension inhérente au processus du projet de renouvellement urbain tel qu'il a été engagé, est une « contrainte » avec laquelle le cabinet Bleu Sud a dû composer. L'idée de réutiliser des appartements vides a conduit à celle de proposer un « village culturel », en lieu et place

d'un « village de vente » traditionnellement associé aux opérations des promoteurs immobiliers. Or, l'occupation d'appartements vides par la compagnie Là Hors De, notamment pour la réalisation du *Musée éphémère*, a montré que cela était finalement possible, mais certainement dans des conditions relativement différentes de celles existantes lors de l'écriture du rapport. Pour l'expert du cabinet Bleu Sud, ce chemin parcouru est intéressant. Il montre bien que l'enjeu se situait bien au niveau de ces conditions spécifiques déterminant la mise en place du projet et non au niveau du contenu de la proposition elle-même (« Mais en même temps, c'est toujours le problème des contraintes. Quand vous avez une contrainte qui arrive, vous trouvez un chemin et vous trouvez quelque chose. Et ce chemin qui était le plus intéressant, c'est la première idée que vous avez eue. »). La contrainte est alors révélatrice des déterminations liées au projet urbain dans sa mise en œuvre.

Que ce soit au niveau de la compagnie ou bien à celui des habitants, le temps semble également être un facteur déterminant des apprentissages : trouver des ressorts de la participation d'un côté et comprendre le rôle que peuvent jouer les artistes d'un autre côté. Le temps long semble ainsi être un facteur de l'apprentissage collectif (entretien avec la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV).

[C'est l'aboutissement d'] un cheminement, moi je trouve que c'est un peu la preuve que en tout cas, il faut du temps à une compagnie pour s'implanter sur un territoire, qu'il faut le temps pour faire son trou par rapport à d'autres acteurs locaux, qu'il faut son temps pour toucher les habitants, pour trouver un bon niveau entre vraiment ce double enjeu de rayonnement et puis de proximité. Et moi je trouve que là-dessus ils ont bien réussi leur opération. Donc ça a été sur les deux plans une réussite. Alors qu'au début on pouvait leur faire le petit reproche que c'était plutôt un travail de rayonnement et pas assez de proximité. [...] Moi si ça ne tient qu'à moi, j'ai toujours trouvé ça super, et il n'y a pas de problème. Après je sais que les Duchérois ont mis un peu de temps à venir et Là Hors De a appris petit à petit comment les toucher. Et déjà cet été j'ai trouvé qu'avec la plage au pied d'un immeuble, il y avait quelque chose qui avait bien marché. Et ils ont appris aussi que parfois en touchant les enfants, ils arrivaient ensuite à toucher les parents. Ils ont appris à gérer des groupes de jeunes pas évidents qui squattaient au pied des immeubles, au tout début, on ne traîne pas comme ça là-bas et ils ont vraiment appris à faire avec aussi. Moi j'ai vraiment vu une évolution de leur action avec le temps quoi. [...] sans dire que le niveau de qualité de ce qui était fait dès le départ était moins bon. Ce n'est pas du tout ce que je dis. Mais voilà de prise de contact avec tout ce monde-là. Ca demande un peu de temps.

Pour la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV également, les apprentissages sont plus lents que l'avancement du projet urbain lui-même, tel qu'il se réalise, ce qui rend difficile cette évaluation des apprentissages de leur réinvestissement dans le projet.

Mais c'est vrai que c'est dommage parce que ça prend du temps et, en même temps, ils [la compagnie] vont vite. Nous la concertation depuis 2005 on a bien avancé mais voilà il reste

toujours des progrès à faire et les projets ils avancent super vite. Et il y aura un jour encore où il sera fini et où on se dira encore : « mais ce n'est pas parfait ce qu'on fait. » Mais voilà je pense que sur le volet artistique et culturel ce sera la même chose. On a toujours envie d'aller plus loin et en même temps, ça prend du temps.

Un des enjeux de la relation entre les artistes et les techniciens de la Mission GPV, semble notamment avoir été de comprendre la temporalité de chacun. La personne qui était en charge de la culture à la Mission GPV évoque ainsi un échange imaginaire avec les artistes sur le thème des temps de chacun où la finalité serait de comprendre l'environnement et le fonctionnement du partenaire :

Et pareil, toi tu vas me dire que je suis obtuse, qu'on est des fonctionnaires, que l'administration c'est long, c'est machin, voilà. Donc la temporalité ce n'est pas la même. Par contre, je t'explique la temporalité dans laquelle je suis. Voilà. Toi, [...] tout cela t'agace, tu passes par-dessus. Et bien, en bout de course, tu vas te planter, sauf si ta temporalité tu essaies de l'adapter à la mienne qui est celle de la réalité, je suis désolée qui est celle de la réalité de la vie de l'administration. Voilà, vous vivez avec des subventions publiques, donc il va bien falloir que tu te plies aussi à cette réalité de temps. Et nous, le temps, c'est ça. Et si tu passes directement là, alors sauf si tu as directement "comment", auquel cas oui, mais si tu te plantes et que tu n'as pas "comment" mais que tu n'as que des intermédiaires, là c'est clair que vous repartez et vous perdez un an. Donc, voilà, à toi de voir entre l'impatience et le... Mais c'est intéressant, je veux dire, c'est ce qu'on fait tout le temps dans la vie... Ce sont deux individus, chacun a une réalité, la sienne, et c'est comme ça qu'on se rencontre, c'est comme ça qu'après, on fait du chemin ensemble.

La compagnie a également le sentiment d'avoir à évoluer. Pour sa chargée de communication, Là Hors De a moins de prétentions, est moins sur la défensive et fait plus de concessions. La compagnie apprend maintenant à prévoir, à anticiper, et à travailler sur un rythme différent, même si la lenteur administrative entraîne des difficultés et l'abandon de certaines idées (« La compagnie apprend aussi à "être carrée" administrativement et eux apprennent à sortir du GPV. Il y a une mise au pas des temporalités. »). Pour elle, les relations de travail se sont améliorées et maintenant, des collaborations plus avancées sont possibles.

2. Construire une culture commune : un quartier en apprentissage

Ce deuxième thème, portant sur la construction d'une culture commune aux acteurs du projet, regroupe des questionnements liés à l'interprofessionnalité, tels que l'apprentissage des complémentarités, l'intégration d'une logique institutionnelle spécifique qu'est le GPV et la socialisation des apprentissages apportés notamment par la compagnie Là Hors De.

L'apprentissage des complémentarités

L'arrivée de la compagnie sur le territoire a modifié en quelque sorte des équilibres en place et en particulier parmi les acteurs culturels. Sur la base d'une complémentarité disciplinaire

(liés aux apports spécifiques de la compagnie), un climat de défiance s'est tout de même imposé, ainsi que des rapports concurrentiels, rendant difficile la mission de coordination proposée à la compagnie. Là Hors De, bien que récemment arrivée sur le territoire, devait accueillir et faire participer les autres acteurs culturels et les artistes. Ainsi, l'action de la compagnie a été vécue comme une incursion dans le terrain des autres (« Eux sont arrivés, ont re-brassé, ont tout ré-agité, et puis, aujourd'hui, les choses se rééquilibrent. » entretien avec la Mission de coopération culturelle). Un temps relativement long a été nécessaire pour que l'action de la compagnie trouve sa place au milieu des autres, pour que les recouvrements de compétences ne soient pas vus comme une forme de concurrence déloyale. Une forme d'apprentissage de la complémentarité des postures a été nécessaire entre les différents acteurs. La Mission de coopération culturelle insiste sur l'importance de cette expérience pour la connaissance des interactions entre les acteurs. Pour elle, Là Hors De a ensuite évolué dans sa relation aux autres acteurs culturels à travers son jugement du travail artistique. Il aura fallu du temps pour que la compagnie reconnaisse l'intérêt des travaux des autres dans leur diversité, s'adressant à des publics variés et dans des domaines différents. Cette dimension hétérogène de l'offre culturelle compte beaucoup pour la Mission mais elle est aussi un aspect conflictuel lié à des points de vue divergents sur l'art et la culture.

Dans le cadre du « comité de pilotage », la dimension transversale du *Projet Sputnik* a permis des échanges de point de vue entre les élus (politique de la ville, culture et événements) sur le rôle de l'action artistique dans une opération de renouvellement urbain⁹⁸. La « grande proximité » de la compagnie avec les élus (« ils les tutoient, ils ont l'habitude de se voir, ils se connaissent très bien », entretien avec la Mission de coopération culturelle) est également une des sources d'apprentissages mutuels (dans le sens d'une initiation). Dans ces échanges quotidiens assez exceptionnels (« toutes les équipes artistiques n'ont pas cette relation-là au début »), chacun a pu faire évoluer son regard d'artiste ou d' élu.

Pour la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV, le travail « collectif » est ainsi un défi pour l'ensemble des acteurs culturels et c'est ce qui donne « sens » à l'action au projet.

Alors peut-être aussi qu'on est plus derrière Là Hors De parce qu'il y a des enjeux de visibilité encore plus importants, et qu'on ne peut pas être en permanence derrière chacun, mais eux aussi ils font partie d'un projet. Vous voyez moi quand je parle de la culture dans le cadre du projet et que je cite quelques initiatives, ça fait partie du projet. Il y a le *Projet Sputnik* qui est dans le cadre du projet culturel, mais qui ne se résume pas à ça et les autres ont leur rôle à jouer. C'est vrai que moi je suis contente quand pour les journées du patrimoine de l'année dernière, on a plusieurs acteurs culturels qui se mettent ensemble

⁹⁸ Voir le paragraphe sur les représentations et la définition de l'action artistique et culturelle.

pour qu'on fasse un parcours commun. Donc l'idée, c'était un parcours à La Duchère pour une journée pour l'art et la rénovation urbaine, donc on avait une visite au GPV, une visite du *Musée éphémère*, on avait un Ciné Duchère, on a vu l'expo *Poézizag* des Arpenteurs qui est là. Et puis après, on avait à Ciné Duchère une production d'un documentaire sur de l'art urbain. *Le Chat Perché* de Chris Marker. Donc vous voyez c'était aussi cette logique de faire sens tous ensemble avec chaque projet, ses particularités, et ses complémentarités. Après, voilà, il faut vouloir fonctionner en équipe, tous les acteurs culturels n'ont pas envie d'être dans le même sac que Là Hors De. Mais ceux qui le font, ont tout intérêt à jouer collectif.

Le Grand Projet de Ville, une logique institutionnelle spécifique

La personne chargée de communication à la compagnie Là Hors De évoque également l'apprentissage fait mutuellement entre la compagnie et la Mission GPV. Pour elle, une connaissance de l'autre passe par une phase nécessaire de « frictions » et d'ajustements. Cependant, ces tensions ne portent pas sur les questions de « fond » mais plutôt sur celles de forme (« modes de fonctionnements »), liées aux différences d'organisation des structures (d'un côté une association d'artistes et de l'autre une structure administrative). Ensuite, selon elle, les changements de personnes au sein de la Mission GPV ont déterminé les changements de priorité dans le projet urbain mais aussi les changements dans les rapports du GPV à Là Hors De, ce qui a compliqué davantage le travail d'ajustement à effectuer avec la Mission GPV. La chargée de communication de la compagnie Là Hors De décrit ainsi, en quelque sorte, le processus de familiarisation entre les deux équipes et les efforts des deux côtés pour apprendre à se connaître et à collaborer.

L'équipe de la mission GPV a ainsi, selon la chargée de communication de la compagnie Là Hors De, développé une sensibilité avec l'art contemporain. Mais il a fallu l'intervention de l'adjoint à la culture de la ville de Lyon pour soutenir la liberté de point de vue du collectif d'artistes, notamment lors de la réalisation du *Musée éphémère* (« Il y a une écoute qui se met progressivement en place et une voix critique peut être entendue. »). Le GPV a ensuite fait un effort pour communiquer sur Là Hors De (une page sur le site internet du GPV) dans le cadre de la médiatisation du volet culturel. Pour la chargée de communication de la compagnie Là Hors De, la relative indépendance financière de la compagnie perturbe le GPV car cela lui permet de développer une autonomie plus grande. De même, elle sent une évolution chez les autres acteurs comme par exemple l'OPAC, qui voit maintenant son intérêt à travailler avec la compagnie notamment sur les opérations de démolition.

Ensuite, le GPV est une institution particulière dont il est difficile de comprendre l'organisation. Selon l'ancienne responsable de la culture au GPV, la Mission GPV est perçue comme un pouvoir centralisé et décisionnaire alors que les fonctionnaires qui y travaillent se voient plutôt comme des relais entre des acteurs locaux et l'ensemble des partenaires du GPV (les collectivités locales).

Et bien, c'est vrai, de rentrer dans cet entonnoir qu'est le GPV, là où voilà, quand on est sur un autre quartier, on dépend directement du droit commun, c'est un peu séparé. [...] Je sais que vraiment, dans ma fonction, c'est quelque chose qui m'a vraiment été reproché par tous les acteurs, les habitants : "Vous, au GPV, vous décidez, voilà". Donc ça aussi, ça s'apprend. [...] Par contre, nous on représente tel ou tel, donc, ça aussi c'est l'apprentissage de... la bureaucratie.

Les habitants font ainsi eux-mêmes progressivement l'apprentissage de ce que sont le GPV et le projet urbain. Une enquête est réalisée chaque année afin de voir l'évolution de la perception que se font les habitants du quartier (l'enquête « Ecoute habitants »).

Et chaque année, on les appelle toujours à la même époque pour avoir la perception de l'évolution. Donc ça, par contre, on le voit bien sur le projet urbain où la première année, et bien, "nous, on en n'a jamais entendu parler", après, la deuxième année, "un petit peu plus", [...] et puis là, maintenant, ils sont vraiment au courant. Et puis, ils connaissent presque la Mission, ils connaissent.

Pour l'agent en charge du quartier de La Duchère à la Mission de coopération culturelle, une familiarisation a également été nécessaire avec la Mission GPV ainsi qu'avec le paysagiste et l'architecte du projet urbain. Et donc, une évolution des relations a mené à des rapprochements entre le projet urbain et les aspects culturels. Certaines autres évolutions se sont faites avec des changements de personnes dans les organismes.

Moi je sens une évolution quand même. Depuis que la direction du GPV a changé. Au début nous n'étions jamais associés aux réunions du mercredi. Depuis l'année dernière, on a eu plusieurs occasions de collaborer et de faire connaissance et maintenant il y a des séances sur la culture et le projet urbain de programmées (2x/an). [...] Quand je suis arrivée, je n'avais pas du tout l'impression que les concepteurs du projet urbain avaient cette sensibilité là. Petit à petit, j'ai découvert au contraire que [l'architecte] est très intéressé par ces questions. Il a écrit une note sur sa vision des choses. On a appris à se connaître.

Le GPV et sa Mission, est un lieu visité car il a maintenant capitalisé de longue date l'expérience du projet urbain (entretien avec la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV), il accueille et organise des formations.

Un quartier en apprentissage

L'apprentissage semble être un enjeu important du processus de projet proposé par le cabinet Bleu Sud. L'accueil à La Duchère d'une nouvelle population qui aura à cohabiter avec une population déjà là et aux caractéristiques sociales très différentes, met en jeu une confrontation culturelle importante et implique une connaissance mutuelle et un apprentissage collectif de la part des populations mais aussi des acteurs professionnels du projet urbain (cf. paragraphe sur la place de la culture dans le projet urbain).

De son côté, le travail de Là Hors De ouvre d'autres possibilités de projets culturels sur le quartier, qui n'auraient pas été possibles auparavant. Le directeur de la Régie de quartier pense que par exemple, il est devenu possible d'organiser un festival de rue à La Duchère, car maintenant il ne serait pas rejeté par la population. Le changement des mentalités permet maintenant de voir le quartier comme étant en cours de « désenclavement ».

C'est la réflexion actuelle sur le contenu de ce que peut-être maintenant une animation culturelle, positive et populaire, je pense qu'il faut vraiment que les trois dimensions soient liées. Je crois que maintenant, à la Duchère, par ce travail préalable qui a été fait depuis trois ou quatre ans, il est possible de concevoir en gros des festivals de rue. Je veux dire qu'une fois que j'ai dit ça, je ne sais pas quel peut en être le contenu artistique précis, le périmètre exact, mais je pense qu'il y a quatre ans ça aurait été une idée complètement ubuesque, utopique, dont tout le monde aurait fait... Un festival de rue, on fait ça à Saint-Jean mais on ne fait pas ça à la Duchère, alors que maintenant, je pense que concrètement c'est faisable, la situation est mûre, et qu'il n'y aura pas de rejet dans la population, qu'il y aura une adhésion.

Il y a donc une forme de sensibilisation de la population mais aussi de l'ensemble des acteurs de la vie sociale et culturelle. Selon le directeur de la Régie de quartier, des changements de représentation ont lieu notamment sur les questions de sécurité. Pour lui, c'est à ce niveau que se situe le travail sur le « désenclavement » qui est souvent réduit à des opérations de transformations spatiales.

S'il n'y avait pas eu un travail préalable en amont, personne n'en serait à se poser ce genre de questions. Tout le monde en serait à se dire : "Il faut faire garder ça la nuit, il faut mettre des barrières partout". Et puis, bon, ça ne serait pas faisable, alors que je pense que maintenant quelque chose de sans grande ambition, mais de cet ordre-là, est faisable. Ça contribue autant -disons que la vie des quartiers, on parle toujours du désenclavement, on ne peut pas réduire le désenclavement en faisant venir [...] deux bus de plus dans la journée et à tracer une nouvelle voirie qui vous gagne trois minutes quand vous voulez traverser- et bien, le désenclavement, il n'est pas que spatial. Sinon, ça serait simple d'ailleurs.

La participation des habitants est également le lieu d'une formation. Par exemple, dans le cadre des *Ateliers d'art urbain*, la compagnie devient une ressource sur la participation des habitants (entretien avec la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV) suite à l'expérience de *Parabole*.

Et en parallèle ça nous a permis de nous ouvrir un petit peu plus à l'idée de la participation des habitants pendant la phase des chantiers, et à leur participation aussi en termes d'art éphémère ou d'art non pérenne. Donc mercredi soir à la suite de la projection du film on aura un petit retour aussi sur *Parabole*, donc l'opération qui a été réalisée par Là Hors De pour qu'ils nous expliquent un petit peu plus comment ça s'est passé, et comment la participation des gens a pu être gérée là-dessus.

Le paysagiste voit le projet urbain entrer dans une deuxième étape du fait des changements de priorité (certains objectifs ont été atteints) et c'est ce qui rend alors possible d'aborder une nouvelle approche des aspects culturels. L'expérience acquise notamment à travers les *Ateliers d'art urbain*, ouvre des perspectives permettant d'envisager autre chose avec les habitants.

C'est-à-dire que maintenant je pense que l'action culturelle, il faudrait retrouver ce raccordement, que les chemins parallèles se croisent. Parce qu'il y a la deuxième phase du projet qui s'engage. Et ce qu'on a vécu en plus sur les espaces publics nous a amenés à faire des ateliers "art urbain" où ça a accroché vraiment bien. [...] Donc, je pense qu'il y a un terrain qui est maintenant installé et on peut faire pousser des choses intéressantes.

Pour la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV, il devient également possible de construire et « partager une culture commune », les *Ateliers d'art urbain* devenant une forme d'université ouverte où se rencontre les habitants et les acteurs professionnels du projet urbain.

A l'été 2007, à la fin de la concertation sur la place centrale, et donc comme on n'avait pas envisagé de budget spécifique sur cette problématique de faire installer des œuvres pérennes, et que c'est une question qu'on avait encore peu abordée, ça a vraiment été soulevé ensemble par la concertation. On s'est dit qu'on allait commencer par partager une culture commune sur l'art dans l'espace public. Donc, [l'agent responsable du quartier de La Duchère à la Mission de coopération culturelle] et moi-même, chacune avec le regard culture et concertation, on a monté un cycle d'ateliers conférences ouvert aux habitants, donc, mais également aux élus, aux techniciens, aux acteurs culturels du quartier, à tous les gens qui travaillent autour du projet. Quatre ateliers conférences pour aborder, pas faire le tour d'horizon mais essayer d'aborder les différents volets que pouvait prendre l'art dans l'espace public. Donc, on a fait venir des intervenants experts qui sont venus gracieusement faire partager leurs connaissances. Et l'idée c'était que ce ne soit pas simplement une information descendante, mais que ce soit un échange où les habitants et les acteurs du quartier pouvaient aussi parler de la Duchère et des problématiques locales. Vraiment dans la logique voilà d'y voir un peu plus clair sur le sujet. Donc on en a eu un [cours] sur l'histoire de l'art dans l'espace public et comment les formes de l'art dans les statues qui ont évolué depuis l'antiquité. Ensuite, on en a eu un sur la notion de patrimoine dans le projet urbain, et comment le projet urbain intègre les atouts patrimoniaux du quartier. Comment de nouveaux espaces marquent le quartier en évolution. [...] Ensuite, on en a eu un sur l'art contemporain avec un responsable de la programmation de Véduta pour la biennale de Lyon, et un dernier sur la fête dans l'espace public avec [...un] spécialiste de la fête des lumières et des biennales. [...] On a eu 37, 38 participants et vraiment un dialogue très constructif qui s'est noué.

Tel un dispositif d'apprentissage collectif, les *Ateliers d'art urbain* permettent alors d'opérer un travail « d'acculturation » (entretien avec la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV) dans une dynamique où la hiérarchie traditionnelle des

savoirs et des expériences est envisagée autrement et où de nouvelles sensibilités peuvent s'exprimer.

Parce qu'il n'y avait pas quelqu'un qui avait le savoir et puis les habitants qui étaient là pour écouter. Et que tout le monde était au même plan, les élus, les gens du GPV. Les techniciens de la ville ou les techniciens de la mission, ou l'OPAC, Ciné Duchère, Là Hors De, tout le monde, donc chacun avec ses façons de voir les choses. Et j'ai trouvé même bien que les acteurs culturels ne mobilisent pas la parole. Et laissent les habitants s'exprimer. Mais que les acteurs culturels soient là aussi pour écouter. [...] Cela durait une heure ou deux à chaque fois. On avait d'abord 20 ou 25 min de présentation par l'intervenant sur sa thématique. Bon en général avec un *powerpoint*. Et puis ensuite on avait un débat sur ce qu'il avait montré, et puis plus globalement sur quelles préoccupations et quelles questions ça pose par rapport à la Duchère. [...] Et donc, l'intérêt des comptes-rendus c'était de rendre compte un petit peu de l'apport théorique, mais surtout la teneur des débats. Par exemple les gens, pour vous donner quelques idées, sont très sensibles aux œuvres participatives. Ils ont appris que l'art contemporain, par sa capacité à nous interroger, avait un intérêt et qu'il ne fallait pas juste attendre une statue sur son socle au milieu de la place centrale. Quelque chose de très figuratif... Ils ont aussi appris qu'il fallait laisser à l'artiste sa liberté, qu'on ne pouvait pas lui tenir le crayon jusqu'au bout, qu'il fallait accepter ce risque et qu'en même temps dans la commande, que c'était important d'expliquer clairement ce qu'on attendait, le rapport au site. Et qu'un artiste s'imprègne au maximum du territoire ça renforçait la richesse des œuvres. Ils ont eu un regard différent sur leur quartier, l'envie aussi de marquer des entrées de quartier par exemple, le bas du vallon, l'entrée de quartier au niveau du vallon, de marquer certains espaces forts, un autre regard sur leur patrimoine -aussi de valoriser certains atouts- un autre regard sur les points de vue qu'on pouvait avoir sur Lyon, de valoriser ça aussi. Il y avait beaucoup de choses sur les thèmes de la transmission aussi. De l'identité qui était forte au niveau des œuvres qu'ils ont apprécié. [...] On avait mentionné les pavés à Berlin là, marqués de noms d'un cimetière juif. Et donc ça avait marqué les gens. Ils ont trouvé ça génial alors que ce n'était pas une œuvre visible. Mais cette idée du souvenir, de cette mémoire, c'est des choses auxquelles les gens étaient très sensibles. [...] Donc à ce niveau-là on a vraiment eu ce travail d'acculturation. C'était intéressant quoi.

Pour elle, un débat moins « passionnel » est alors possible car basé sur l'acquisition de connaissances partagées dans un dispositif où les habitants ne sont infantilisés.

Et puis un dialogue aussi avec les concepteurs du projet urbain, moins passionnel qu'il aurait pu l'être au démarrage du projet quand les choix de démolir étaient douloureux. Là c'était vraiment dépassionné, on était là pour regarder le quartier autrement, pour dire qu'il y avait des atouts. [...] On leur a fait visiter l'expo Keith Harring au musée d'art contemporain, commentée. Ils avaient eu une bibliographie commentée sur l'art dans l'espace public et La Duchère, son patrimoine etc. Donc tous les bouquins étaient à disposition à la bibliothèque de la Duchère. C'est une très belle bibliothèque. On leur a offert par le Grand Lyon le bouquin de la BF 15 sur *l'Art dans l'espace public* de l'agglomération. [...] Pendant les ateliers il y a eu aussi une balade urbaine qui a été organisée avec le CAUE autour de Moris et Novarina. [...] C'était un parcours sur

l'héritage architectural des grands ensembles. [...] Ils ont plus regretté qu'il n'y ait pas eu plus de monde parce qu'ils auraient voulu voilà... C'était tellement bien. On ne les a pas pris pour des idiots, ça aussi ils ont aimé qu'on ne leur fasse pas quelque chose pour des enfants de cinq ans, ils habitent un quartier populaire mais ils ont le droit d'avoir un niveau d'intervention intéressant.

Cependant, c'est une forme de « petite élite » qui a été formée. En échange de la participation aux *Ateliers* permettant aux habitants de devenir des sortes d'experts du sujet, une exigence d'engagement a été demandée.

Et bien on ne voulait pas non plus qu'il y ait trop de monde. Parce qu'on voulait tout de même rester dans un format d'une trentaine pour pouvoir en discuter. Donc en fait on avait écrit à toutes les associations du quartier, à tous les gens qui ont participé à un moment ou à un autre à une action de concertation. Et puis à tous les acteurs culturels. Donc ça fait pas mal de gens avec une proposition à suivre le cycle. Et donc ensuite ils avaient la totalité des dates dès le départ, et les gens qui voulaient venir, ils devaient plus ou moins s'engager à venir aux quatre conférences, pour ne pas être dans une logique de consommation, d'une conférence, et de ne pas venir à l'ensemble. Il est évident que l'on n'avait pas pris le format d'aller au cinéma dans une salle de 200 personnes et que d'être juste dans une conférence, cela n'a aucun intérêt. Il y a des universités populaires pour ça et il y a beaucoup de choses, ce n'est pas le mieux quoi.

Ce dispositif, montré comme exemplaire par la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV, présente donc l'inconvénient de ne s'adresser qu'à une partie de la population et de ne pouvoir être généralisé.

3. La création participative

L'apport de la création contemporaine dans le processus du projet de renouvellement urbain semble être déterminant dans l'évolution des pratiques de travail des artistes comme des acteurs en charge du projet urbain. La participation est apparue comme une injonction faite au travail artistique qui l'a intégrée à différents degrés : dans l'approche du territoire comme matière de création, dans le processus du projet de création et dans les apprentissages propre à la définition de nouvelles pratiques artistiques.

Le territoire, matière de création

La question des apprentissages peut également être envisagée comme constitutive de la pratique artistique de la compagnie Là Hors De dans sa relation au territoire. En prenant le lieu ou le territoire comme matière à création, la compagnie doit, à chaque fois apprendre à connaître le contexte et y adapter son projet. L'expérience de différentes résidences leur ont permis de délimiter leur champ d'intérêt. La codirectrice de Là Hors De cite par exemple leur résidence d'un an au Carré de Soie, qui portait sur des questions de mémoire et mettait en œuvre un recueil de paroles d'habitants. Il s'agissait de la première tentative de participation

et la codirectrice de la compagnie juge les résultats peu satisfaisants. Elle a eu également le sentiment d'être instrumentalisée notamment parce qu'il s'agissait de mémoire. La compagnie, par manque d'expérience, n'avait pas la distance suffisante sur ces questions (en même temps, pour elle, la compagnie a alors acquis un recul nécessaire pour rester maintenant critique vis-à-vis de la commande). Cette première expérience participative sur la mémoire du Carré de Soie a finalement conduit la compagnie à se positionner plus clairement et à ne plus accepter de projet sur ce thème. Cependant, de manière positive, la résidence au Carré de Soie a permis à la compagnie de donner une réalité à l'idée de travailler avec des habitants ou à partir d'une rencontre avec des habitants. L'apprentissage issu de ce contact a permis à la compagnie de se projeter ensuite sur des problématiques plus liées à la ville et, plus spécifiquement, à la ville en transformation (« On s'est dit "là, il y a quelque chose qui correspond à notre situation d'entre-deux au niveau de la création et à notre identité formelle (liée à quelque chose en mutation) et conceptuelle". C'est comme ça que l'intérêt pour la ville est arrivé. »).

La notion d'apprentissage est également présente dans la manière dont a été formulé le *Projet Sputnik*. Il s'agit d'axes de travail permettant d'aborder le contexte en perpétuelle mutation et de proposer des projets en fonction de ces évolutions mais aussi des rencontres et des affinités avec les acteurs du projet urbain ou les habitants du quartier (les ZAT, ZOO et ZAV⁹⁹ présentée dans le premier chapitre). La proposition de projets très différents peut alors prendre place à l'intérieur de ces trois axes dans l'esprit d'un *workshop* à l'échelle d'un quartier. Pour le *Projet Sputnik*, le premier apprentissage de la compagnie concernait la connaissance du contexte de manière élargie. Travailler dans le cadre d'un Grand Projet de Ville implique d'apprendre à connaître ce qu'est un projet de renouvellement urbain, en comprendre le cadre politique et administratif. La codirectrice de Là Hors De souligne combien au départ il est difficile de se situer parmi les sigles (GPV, ANRU, etc.) mais aussi face à des interlocuteurs qui sont totalement inhabituels pour une compagnie d'artistes.

Le projet de création comme processus d'apprentissage

Mais, au-delà de la connaissance d'un contexte particulièrement complexe qui est un travail préliminaire à chaque nouvelle résidence, la codirectrice de Là Hors De évoque, à plusieurs reprises, le travail de médiation et de négociation que la compagnie avait amplement sous-évalué. Dans les expériences antérieures, les résidences étaient préparées à l'avance et les interlocuteurs d'accord a priori sur le projet. Le temps de la résidence correspond alors à la réalisation du projet. Dans le *Projet Sputnik*, la préparation des projets incluant la

⁹⁹ Voir la présentation des ZAT, *Zone artistique Temporaire*, ZOO, *Zones d'observation originales* et ZAV, *Zone artistiques virtuelles* dans le chapitre I.

communication, la négociation avec les différents acteurs du quartier, est comprise dans le temps de la résidence (par exemple récupération d'appartements auprès de l'OPAC, négociation pour obtenir un lieu ayant pignon sur rue, mise en place d'une collaboration avec un acteur du quartier, etc.). Un apprentissage spécifique à ce type de projet porte donc sur le processus même de mise en place d'un projet de création, et sur l'amont de la phase de création. La question de la transversalité, entendue comme un terrain commun à différents interlocuteurs (agents du GPV, de la Mission de coopération culturelle, acteurs culturels historiques, habitants, élus, etc.) a fait l'objet, en début de résidence, d'un dispositif réflexif nommé *Sputnik Process*. La codirectrice de Là Hors De cite comme exemple une réflexion engagée sur la manière de communiquer un même objet à des personnes très différentes.

Si je dois le vendre à telle population avec tel niveau de vie et tel niveau culturel, ou si je dois le vendre à une autre population qui a un autre niveau de vie et qui culturellement n'est pas du tout en demande de cet objet, comment je fais pour communiquer aux deux ? Un support, plusieurs supports pour un seul et même objet ?

En dressant un bilan provisoire des apprentissages liés au *Projet Sputnik*, la codirectrice de Là Hors De estime que la compagnie n'a pas fondamentalement changé ses pratiques car travailler le lieu comme matière de la création, fait partie de l'identité de la compagnie. Elle note toutefois un véritable changement de perspective. Le côtoiement parfois conflictuel des jeunes au pied de la « barre des 1000 » et l'installation artistique dans le *Musée éphémère* qui a découlé de cette confrontation, a joué le rôle d'un déclic. Elle s'est rendue compte, à cette occasion, des limites des territoires imaginaires que tout un chacun se construit et elle-même au même titre que ces jeunes. Elle dit avoir changé de point de vue depuis son arrivée à La Duchère, être plus attentive au monde extérieur alors que la compagnie était plus tournée sur elle-même avant le *Projet Sputnik*.

Elle précise cependant que les apprentissages ont été très différents selon les personnalités de chacun des membres de la compagnie et donne pour exemple deux appréhensions très différentes du *Projet Sputnik*. Le cofondateur de la compagnie Là Hors De reconnaît, selon elle, avoir beaucoup appris depuis son arrivée à La Duchère, mais l'investissement au quotidien est, pour lui, assez difficile. Il a, en conséquence, orienté son travail vers les objets de création les plus distancés du terrain : le site internet et les compositions sonores des créations de la compagnie. Cette distanciation lui permet également d'avoir un rôle critique sur le travail de la compagnie. Selon la codirectrice de Là Hors De, le travail de création de la compagnie est maintenant imprégné par *Sputnik* et La Duchère. D'autre part, l'un des artistes en résidence a, quant à lui, eu un changement important dans sa pratique suite à une intervention artistique dans le cadre de *Sputnik*. Il travaillait auparavant plutôt seul et la compagnie l'a fait travailler sur un atelier d'insertion de femmes dans le cadre d'une activité de couture. Cet artiste, qui n'était pas « du genre à faire des heures participatives », a

découvert un grand intérêt dans la rencontre avec ces femmes qui lui ont ouvert de nouvelles perspectives. Il a donc modifié sa pratique et a poursuivi dans cette direction notamment dans le cadre d'un projet avec des enfants de la Maison de l'enfance.

Un art participatif qui ne soit pas « socioculturel »

A travers ses expérimentations et ses apprentissages progressifs, la compagnie propose en quelque sorte une nouvelle forme artistique qui intègre la participation des habitants et, en ce sens, elle peut être rapprochée d'expériences inscrites dans l'histoire de l'éducation populaire (cf. le travail par exemple des artistes professionnels organisé sous la forme de « stages »¹⁰⁰ dès les années 50). Cependant, définies en opposition au « socioculturel », les actions de la compagnie proposent notamment une nouvelle conception d'un art « social » croisant un ensemble de critères : professionnalisme, participation, mobilisation, médiatisation et accessibilité (entretien avec la responsable du pôle Communication Concertation de la Mission GPV).

Donc, elle [la compagnie] a su faire monter du monde et c'est petit à petit qu'elle a appris à travailler plus avec les habitants, à adapter aussi son travail pour être dans un niveau aussi de création et de production qui ne soit pas du socioculturel comme on pourrait l'entendre parfois mais qu'on garde un niveau de création tout en ayant un niveau d'accessibilité et de mobilisation au niveau du quartier. Donc, c'est vrai que moi je suis particulièrement contente de *Parabole* dans le sens où ce volet-là on l'a vraiment eu. Et, je crois que c'est la preuve que l'on a réussi quelque chose ensemble quoi. C'est qu'il y a eu d'abord une mobilisation des partenaires locaux qui a été très forte, la Régie de quartier qui s'est mobilisée, l'atelier Fil en forme, des groupes de femmes qui ont fait la cuisine, enfin il y a eu beaucoup de mobilisation locale, beaucoup de bénévoles parmi les habitants pour aller peindre, pour faire à manger, pour accueillir, et puis plein de Lyonnais qui sont montés. On a été parmi les événements les plus forts de la Fête des lumières de cette année. Et les retours dans la presse pour le projet et sur cette opération en particulier ont été énormes. Il y a vraiment eu une médiatisation super et une participation au niveau local qui était super. Donc voilà. Je crois qu'avec cette opération-là on a vraiment gagné quelque chose avec une création qui était de très bon niveau, un très bon concert, une belle mise en lumière, pas quelque chose de symbolique, qui en même temps n'était pas compliqué à comprendre pour les habitants, qui avait différents niveaux de lecture mais je crois que le sens a été compris par tout le monde et c'est très positif.

Ici, la médiation de l'action artistique est l'un des critères importants de ce qui distingue une action « socioculturelle » d'une action « artistique » avec un « bon niveau de création ». Les habitants sont associés en quelque sorte dans la performance sans en avoir toutes les clés de

¹⁰⁰ « Avenir d'une utopie, Education populaire. », *Cassandra* n°63, éd. Cassandre-Horschamp, automne 2005, Paris.

compréhension, ils ne sont pas concepteurs de la création mais ils y participent et, à cette occasion, sont initiés à une action qui relève de l'art contemporain.

Pour la personne qui était en charge de la culture au GPV, l'une des difficultés pour les membres de la compagnie a été dans la nature des relations à développer avec les habitants. Ils ont du s'introduire eux-mêmes, se présenter, expliquer leur travail et leur démarche. Ensuite, les habitants de La Duchère sont différents de ceux que la compagnie connaissait auparavant et les modes de socialisation également différents. Par exemple, la relation aux jeunes a été longue à mettre en place et a été particulièrement difficile. Il s'agit notamment de mesurer la bonne distance à construire avec les personnes et de savoir dans quelles limites il est possible de développer des échanges et des relations de proximité.

Je pense que déjà le premier apprentissage, ils l'ont fait malgré eux. Quand on arrive sur un territoire, voilà, on ne vous attend pas avec la banderole *welcome*, donc, c'est montrer patte blanche, c'est prendre son bâton de pèlerin, aller voir tout le monde, expliquer qui on est, qu'est-ce qu'on fait, rassurer, voilà. Donc, ça, je pense que ça a été difficile pour eux. Ensuite, l'apprentissage de l'habitant aussi, l'habitant de La Duchère ce n'est pas l'habitant de Vaise, là où ils étaient. Ce n'est pas l'habitant de La Croix Rousse. [...] Quand ils ont été cambriolés par exemple, ça été dur. Ça a été extrêmement dur, pas la perte financière mais quand, à une époque, ils avaient maille à partir avec les jeunes de la "224", ça aussi, ça a été très dur pour eux parce qu'ils ont essayé de nouer des relations, [...] et puis apprendre aussi que voilà, il faut savoir être ferme, que la paix sociale ça ne s'achète pas.

A travers cette phrase, « la paix sociale ne s'achète pas », elle semble dire que la relation de sympathie ne suffit pas à la construction de liens et à la reconnaissance. Le statut d'étranger se perd autrement, avec le temps notamment, et dans l'acceptation du conflit.

Comprendre un projet artistique

La relation entre le GPV et La Hors De semble fortement marquée par des enjeux de transmission et d'intercompréhension. Selon l'ancienne responsable de la culture au GPV, il aurait fallu notamment que l'expert du cabinet Bleu Sud puisse suivre l'installation de la compagnie sur un plus long terme et, pour cela, il aurait fallu des moyens supplémentaires sur ce suivi. Ce déficit de suivi n'a pas permis l'accueil de la compagnie dans de bonnes conditions. Elle ne connaissait pas La Hors De et a mis du temps à comprendre « ce qu'ils avaient dans la tête » ainsi que leur démarche. Dans ce sens, elle a joué un rôle de médiation entre une culture professionnelle administrative du GPV et celle de la compagnie. Cependant, elle témoigne que la personne la mieux placée pour venir présenter les projets artistiques n'est pas non plus l'administrateur de la compagnie qui a un point de vue essentiellement financier sur les projets. Elle préfère sensibiliser la directrice de la compagnie au langage spécifiquement employé par les personnes de la Mission GPV et lui donner des conseils sur la façon de s'y prendre.

Alors je pense que ce qu'il y a, la difficulté c'est qu'ils carburent à 200 à l'heure [...], et bien à côté, nous, on est quand même plus "administration". Donc, comment se faire rencontrer les deux ? C'est pour ça que je disais toujours à [la codirectrice de la compagnie] : "Tu décodes. Décode." Et puis, d'ailleurs, ce n'était pas [l'administrateur] le mieux placé pour venir présenter les projets, [...] donc il voit projet, il voit dépense. [...] Il parle souvent de moyens là où, du coup, ça agace tout le monde. [...] Et je me souviens quand elle a commencé à parler de *Parabole*... : "Ce n'est pas grave, aujourd'hui ça fait flop, laisse cheminer et on en reparle. Tu reviens dans un mois, on voit où on en est. Et puis, ce n'est peut-être pas nous qu'il faut convaincre, c'est peut-être l'OPAC."

Elle opère en quelque sorte une forme de traduction et de médiation permettant des apprentissages aux membres de la compagnie sur les relations qu'ils peuvent construire avec les autres acteurs institutionnels. Pour elle, c'est un effort à partager avec la compagnie afin de développer une intercompréhension (« Mais en même temps, il faut qu'on soit pédagogue les uns vis-à-vis des autres. Si tu me parles en tant qu'artiste, voilà, il faut que tu m'expliques, que moi je comprenne. »). Au moment de l'entretien, l'ancienne responsable de la culture au GPV, est inquiète car, depuis son départ, elle a le sentiment qu'il n'y a plus de personne à la Mission GPV pour défendre la compagnie et faire ce travail d'intermédiation.

4. Le Lieu comme inscription dans le territoire d'apprentissages collectifs

L'un des apprentissages majeurs qui se dégage des trois années expérimentales de l'accompagnement, par un collectif d'artiste, des transformations sociales et matérielles d'un quartier en renouvellement urbain, est la nécessité de disposer d'un lieu physique, visible, potentiellement partageable par différents acteurs du quartier et surtout public et accessible aux habitants. Dans l'ensemble des entretiens réalisés, les récurrences concernant la présence d'un lieu mutualisé qui serait également le lieu de l'action artistique, témoignent de l'importance de cette question. Que ce soit à propos de la proximité avec les habitants, du mode d'intégration des artistes au sein du processus de fabrication du projet urbain, du partage des compétences et du regard sur un processus en cours, etc., l'ensemble des acteurs s'interrogent sur la manière dont pourrait être envisagé ce lieu.

La présence physique d'un lieu était l'une des préconisations qu'avait développée le cabinet Bleu Sud pour le quartier de La Duchère. A l'image des représentations diffusées par le nouvel acronyme *Nouveaux Territoires de l'Art* (NTA), utilisé pour désigner les nouveaux « territoires » investis par les artistes et qui sont très souvent des lieux à l'état de friche, la première proposition du cabinet Bleu Sud, la *9 Fabrique*, est née de l'idée d'investir des bâtiments progressivement vidés de leurs habitants. L'utilisation de ces espaces rendus disponibles entre le départ des locataires et la démolition des « barres » prenait du sens à travers la mission d'accompagnement du projet de renouvellement urbain formulée par le GPV. Cette proposition, selon l'expert du cabinet Bleu Sud, a été « interdite » par le GPV qui y a vu une violence symbolique envers la population : on expulse des habitants pour les

remplacer par des artistes. Les artistes devenaient alors les symboles du projet urbain et, plus particulièrement, les représentants de la violence symbolique liée à l'arrivée de nouveaux habitants porteurs d'un capital économique et culturel plus important que celui des anciens habitants de La Duchère. Cette proposition a finalement été réinvestie plus tard par la compagnie Là Hors De qui a travaillé dans des appartements dans le cadre du *Musée éphémère*. Il a fallu qu'un temps soit passé pour que ce projet devienne possible et qu'il s'inscrive dans le contexte de la démolition de la « barre » où se trouvaient les appartements réinvestis. Selon l'expert du cabinet Bleu Sud, la proposition ne s'était pas suffisamment inscrite dans une temporalité qui impliquait de la durée (« on voulait aller trop vite »).

En réponse aux préconisations du cabinet Bleu Sud, la compagnie Là Hors De avait, à l'origine, le projet d'installer des architectures « modulaires et modulables » dans le quartier. Les aléas qu'a connu ce projet, et la proposition d'un centre culturel pérenne qui a suivi l'abandon de la première proposition de lieu modulaire, sont porteurs de réflexions constituant des apprentissages pour l'ensemble des acteurs.

Une architecture modulaire et modulable

L'installation de Là Hors De sur le territoire de La Duchère a, d'emblée, posé la question de ou des lieux qui allaient être affectés à la production artistique de la compagnie. Cette question est en effet présente, dans la proposition qu'elle avait faite de *l'Architecture modulaire et modulable*. Cette proposition consistait en l'installation d'édicules légers et temporaires qui devaient prendre place dans les espaces libres du site et se déplacer au fur et à mesure de l'avancée des chantiers et de l'occupation de ces friches. Ces *modules* répartis sur les différents quartiers de la Duchère étaient pensés en complément d'une *matrice*, espace plus important, qu'ils devaient « irriguer ». Ce projet n'a pas pu aboutir car le budget correspondant à ces ambitions était trop onéreux. Par ailleurs, le financement prévu portait sur la construction des modules et il s'est très vite révélé que ceux-ci pouvaient exister sans un budget important de fonctionnement alloué à la surveillance. Pour la personne qui était responsable de la culture au GPV, la question de la sécurité n'avait pas été suffisamment réfléchie et l'impossibilité de réaliser le projet des espaces modulaires est apparue évidente au regard de ce que cela aurait impliqué comme investissement pour assurer la préservation du matériel de la compagnie. Pour elle, l'idée était « séduisante » mais très « compliquée » à mettre en œuvre¹⁰¹.

¹⁰¹ Pour la personne qui était en charge de la culture au GPV, une autre voie de réflexion est envisageable : il faut repenser cette proposition en terme de programmation et de financement. Il existe déjà quatre équipements « sociaux » sur le quartier et en construire un nouveau, n'est pas forcément pertinent. Elle pense que les membres de Là Hors De pourraient réinvestir le lieu actuel de la maison de l'enfance, une ancienne église, qui va

Suite à cette première proposition, la compagnie s'est installée dans un appartement libre, prêté par L'OPAC, de la « barre des 1000 ». Mais après le cambriolage de l'appartement, la compagnie a dû déménager dans un local qui leur a été alloué dans les immeubles en bas de la tour Panoramique. Ce nouveau lieu situé au troisième étage, dont l'entrée est très confidentielle voire invisible pour qui ne la connaît pas, a eu pour conséquence de couper le rapport de proximité avec les habitants qui, selon la codirectrice de la compagnie, existait dans le partage d'un lieu quotidien dans la « barre des 1000 », et qui aurait pu exister très naturellement avec un lieu ayant pignon sur rue.

Si la compagnie est, à la suite de ces événements, installée dans la tour Panoramique, le projet d'*Architecture modulaire et modulable* n'est toutefois pas complètement abandonné. A la veille des élections municipales de 2008, la Mission de coopération culturelle pour qui « les simulations avec des Algécos complètement *redesignés* avaient un peu fait fantasmer tout le monde », transmet à Là Hors De, le souhait des élus de voir leur proposition remaniée, avant un éventuel changement d'équipe municipale.

La chargée de développement pour le quartier de La Duchère, à la Mission de coopération culturelle, décrit des tentatives répétées, de la part de Là Hors De, de prendre contact et de travailler avec les concepteurs sur la localisation de terrains disponibles potentiellement pour l'installation des modules. Mais le contexte complexe est une cause de frein, et notamment, les concepteurs n'étaient pas en mesure de répondre à leurs attentes. En effet, l'installation d'un lieu, même éphémère, sur des terrains libres du quartier, représente une difficulté qui a peut-être été sous-estimée. Pour la chargée de développement à la Mission de coopération culturelle, il s'agit d'un ensemble de circonstances où tout le monde est impliqué mais où personne n'est réellement responsable de l'échec du projet.

Ça a beaucoup traîné aussi parce que Là Hors De demandait aux concepteurs du PU où ils pouvaient mettre les modules. Les concepteurs n'avaient pas vraiment d'éléments pour répondre à ça à cause de l'énorme pression sur les terrains de la part de tout le monde. Les terrains libres pour 2/3 ans, ils n'y en a pas tellement. Cette option de module s'est révélée dans la réalité très complexe à mettre en place. Il y avait la place du marché derrière, le ciné et l'ancienne station service privée. Les démarches pour le terrain revendu au Grand Lyon (puis à la SERL) ont duré un certain temps. Finalement, il y a eu une pression, les élus demandaient l'avancement du projet, Là Hors De n'avait pas de réponse et c'était une galère

peut-être déménager. Et, d'autre part, elle suggère que la compagnie développe le mécénat afin de financer ce futur lieu dédié à la création artistique et donc de relancer également le projet de pépinière d'entreprises liées aux arts numériques, proposé par le cabinet Bleu Sud

pour les concepteurs de gérer un collectif qui venait toujours râler parce qu'ils n'avaient pas les terrains. Collectivement, on n'a pas été très bons.

Un concours de circonstances défavorable apparaît donc parfois comme la source de difficultés partagées par les acteurs du projet.

Proposition d'un centre culturel pérenne

Le projet de lieu *modulaire et modulable* qui n'a pas abouti, posait, selon la codirectrice de la compagnie, la question de la nécessité d'un lieu culturel pérenne à La Duchère pour relier définitivement ce quartier au reste de la ville. A l'issue des aléas de cette proposition, la compagnie change soudainement d'option et présente alors le projet d'un centre culturel « en dur » dont les études ont été confiées à une architecte extérieure aux professionnels impliqués dans le projet urbain de La Duchère. Ce projet, réalisé par « une jeune architecte brillante », selon l'ancienne responsable de la culture au GPV, est salué unanimement pour ses qualités y compris par les concepteurs du projet urbain. L'architecte de la ZAC ne semble, en effet, pas avoir eu un problème à ce qu'une architecte propose la formalisation du projet. Il lui reconnaît en premier lieu un caractère sympathique et volontaire avant de reconnaître son expérience malgré sa jeunesse. Le projet était situé à l'emplacement de l'ancienne station service en haut du parc du Vallon, terrain pour lequel la SERL avait finalement donné une autorisation d'occupation pour trois ans.

Cependant, cette proposition a provoqué des réactions très fortes dans l'équipe de la Mission GPV. Cet épisode du projet d'architecture a mis à mal la relation de la compagnie avec la Mission du GPV. La perception de cet événement nous est apparue intéressante dans la mesure où chacun des acteurs que nous avons interviewé a une version très différente des faits et des enjeux y afférents.

Une réaction de crispation

La chargée de développement pour le quartier de La Duchère à la Mission de coopération culturelle, comme le directeur adjoint du GPV, décrit une situation qui s'est crispée lorsque Là Hors De a remis le projet de centre culturel pérenne principalement pour des raisons de manière de procéder. Ce n'est pas la nature de la proposition qui a créé un blocage, mais la manière dont la compagnie a amené la proposition : le non respect des règles en matière de procédure d'un changement de programme au sein d'un projet urbain a heurté l'équipe opérationnelle du GPV « Ça a été un refus avant même de présenter le projet aux élus ». En dehors même des contraintes liées aux procédures légales de marché public, cette proposition remettait en question les positions relatives des acteurs, notamment les artistes par rapport aux concepteurs du projet urbain : « L'architecte ne s'était jamais vu imposer un bâtiment dans un projet urbain ». Ce procédé a été perçu comme violent par les concepteurs car la compagnie s'octroyait par la force et sans y avoir été invité le rôle prestigieux du maître d'œuvre (« Ça a

un peu agacé qu'ils changent tout. Ça a été un refus avant même de présenter le projet aux élus. Au niveau technique ça a bloqué. L'architecte ne s'était jamais vu imposer un bâtiment dans un PU »).

En proposant un projet architectural d'équipement pérenne, Là Hors De s'est vue mise en cause dans sa légitimité à proposer ce programme. En effet, dans le cadre du projet urbain, les limites des compétences de chacun déterminent également la nature des relations entre les acteurs. En sortant de son champ de compétence, la compagnie a en quelque sorte transgressé le cadre des légitimités en s'attribuant la capacité d'intervenir directement sur la définition du projet urbain, ce qui a été très mal perçu par les « concepteurs » et l'équipe du GPV.

Il y a ainsi des procédures à respecter, ce dont la compagnie n'avait pas forcément fait l'apprentissage ou bien souhaitait transgresser dans le but de provoquer des débats autour de l'implantation d'un équipement culturel.

Une erreur de stratégie

L'urbaniste-paysagiste du projet urbain a perçu le projet présenté par la compagnie en terme de stratégie. Il souligne en effet la manière d'amener le projet qui représente selon lui une erreur. Plutôt que d'arriver avec un projet déjà défini formellement, ils auraient du prouver la nécessité de l'existence d'un lieu en dur.

Pour moi, ils ont fabriqué une usine à gaz et c'est sûr que c'est foutu. [...] Mais ils ont leur propre projet, point. Là, ils ont fait une erreur stratégique énorme. C'est-à-dire qu'il faut, si vous voulez, avant d'expliquer qu'il faut tel objet, tel espace, il faut savoir fabriquer que la nécessité de cet espace ou de cet usage à l'intérieur du lieu fasse jour. Et ensuite, on fait l'objet.

L'architecte dit, pour sa part, avoir ressenti un malaise au moment de la proposition du projet architectural. Il perçoit également cette action comme une stratégie. Mais plus qu'une manœuvre pour imposer un projet architectural, il y voit un moyen pour s'implanter durablement dans le quartier. La critique de cette action est donc parallèle à la suspicion d'avoir cherché une sorte de pérennisation sur La Duchère. Le paysagiste ajoute : « Ils ont pensé plutôt se stabiliser sur le lieu. Faire leur villa Médicis. Plutôt que de participer à l'action. Je pense que c'est un truc qui est un peu critique ». L'architecte pense qu'ils ont « essayé de s'imposer » assez brutalement. S'imposer par la force était donc une erreur d'évaluation qui allait se retourner contre eux.

Mais ils n'ont pas vu venir le coup que leur demande démesurée allait bloquer la situation et se retourner contre eux. Je pense que le rapport de force n'est pas le rapport qui aurait permis, il faut qu'ils se rendent compte d'une manière plus évidente qu'ils allaient dans le mur. [...] Mais on a l'impression que ça ne peut pas être une rampe leur installation dans ce

quartier, vous voyez ? Si je ne veux pas prendre des mots un peu comme ça... Et là on a l'impression qu'ils ont essayé de s'installer d'une manière un peu en coup de force

Sur la signification que revêt la proposition d'un bâtiment en dur, l'architecte estime de plus, que l'on perd ici un élément fort du projet artistique, qui est le travail sur l'éphémère. Le lien entre une action artistique et le développement dans le temps d'un projet de renouvellement urbain apparaissent pour lui ne manière moins évidente.

Et c'est évident qu'ils ont essayé de s'imposer par un projet qui était 5 ou 10 fois plus cher et qui était complètement pérenne. Alors que ça c'était un petit peu à l'encontre d'une idée qui puisse s'installer et s'adapter à la réalité du développement d'un projet, de façon à coller avec ce projet.

Ambivalence des motivations

La chargée de communication de la compagnie Là Hors De décrit le projet de centre culturel pérenne comme la proposition d'un espace de travail artistique sur le site, sans que la direction d'un centre d'art soit assurée forcément par la compagnie. Elle est consciente que ce projet a généré des malentendus. Et à la question de savoir si la compagnie se pose en porteur d'un projet de lieu, la chargée de communication admet que la position de Là Hors De n'a pas été très claire à ce sujet. En tout état de cause, la compagnie défend que cette action était conçue comme une action choc pour obliger les acteurs en présence à avoir une réflexion sur la nécessité d'avoir un centre culturel ou non sur le quartier (sans vouloir s'imposer comme de direction artistique de ce nouveau lieu).

Concernant les motivations qui ont poussé la compagnie à proposer un projet de bâtiment en dehors de toute consultation préalable des acteurs du projet urbain (concepteurs, administratifs et politiques), le discours de la codirectrice est très ambivalent. En effet, se mêlent plusieurs registres qui vont de l'intérêt général, à l'intérêt personnel. La codirectrice affirme en effet, et ce, pour l'intérêt général du quartier et de la ville, que ces études ont été réalisées et financées sur leur budget de fonctionnement (« pour poser des questions que l'on posait déjà depuis un an et demi, auxquelles on n'avait pas de réponse ; on a payé 10000€ d'études pour avoir des réponses à nos questions, la question étant : "faut-il un lieu pérenne dans ce quartier ou est-ce qu'on reste dans du coup par coup, sans pignon sur rue, est-ce que ça reste un dédouanement politique ?" »).

Mais en même temps il apparaît très clairement dans ce discours, que ce projet représente un test quant à la reconnaissance de leur action sur le quartier. La codirectrice y voit même une bonne raison de rester après la première phase expérimentale d'observation ou une bonne raison de laisser sa place à « du sang neuf » au cas où ce projet n'aboutirait pas. Elle ne se dit pas sûre d'être intéressée de poursuivre un tel projet s'il n'évolue pas. « Ce n'est pas une rente de situation et moi je ne suis pas sûre que ça m'intéresse si le projet n'évolue pas et s'il n'y a

pas de pérennisation du travail, de rester trois ans de plus. ». Ce qui est très ambiguë dans ces propos, c'est que l'on ne sait finalement plus distinguer s'il s'agit d'une démarche désintéressée (argumentation portant sur l'intérêt général d'avoir un équipement culturel à La Duchère) ou s'il s'agit d'une stratégie pour s'implanter durablement sur le quartier comme une « rente de situation ».

En tout état de cause, il semble que l'ambivalence du discours de la codirectrice de la compagnie, quant au but recherché à travers cette action, ait été perçue par les acteurs du projet urbain. Cette idée de stratégie préméditée est en grande partie suggérée par la manière dont la codirectrice décrit l'historique du projet comme s'il s'agissait d'un jeu de stratégie. Elle raconte par exemple avoir choisi l'implantation du projet sur l'ancienne station service dans l'idée de démontrer qu'un projet de cette qualité méritait un terrain plus grand et mieux situé. Elle décrit également comment elle est allée sur le terrain de ses interlocuteurs. En effet, elle propose un projet de bâtiment aux concepteurs du projet urbain et aux agents du GPV, qui est représenté par les outils traditionnels des concepteurs puisqu'il a été dessiné par une architecte. Faire un projet trop petit, utiliser les outils de lecture et d'écriture de ses interlocuteurs, faire fi des processus habituels de programmation d'un équipement, a été assimilé à de la tactique sans que le but recherché soit très clair, ce qui a provoqué des malentendus et des crispations.

Au moment où nous réalisons l'entretien avec la codirectrice, celle-ci parle d'un projet en cours et en bonne voie car elle estime avoir convaincu la moitié de ses interlocuteurs. Cette moitié n'a pas forcément le pouvoir de décision. Il manque, selon elle, un vrai soutien politique. Quant à la moitié qui s'est prononcé contre, elle explique que ce n'était pas sur une question de fond, mais de forme (de respect des procédures à suivre). Cette vision optimiste n'est toutefois pas relayée par les concepteurs du projet urbain qui considèrent ce projet comme sans avenir.

Le besoin commun d'un lieu sur le quartier

Le lieu de résidence de la compagnie est lié, dans le discours de la codirectrice de La Hors De à l'avenir de la compagnie sur le quartier. En effet, celle-ci souligne combien il est handicapant de proposer une programmation sur l'année quand on ne dispose pas d'un lieu d'accueil chauffé et aux normes de sécurité. Les actions de la compagnie sont, pour la plupart, dépendantes de la météo et ont lieu en général l'été.

On a résolu [le problème] autrement en agrandissant notre parc immobilier avec l'OPAC, en utilisant l'espace public ou d'autres espaces plus petits qui peuvent être mis à disposition de manière ponctuelle. On n'a pas résolu l'endroit pour faire des choses en hiver. On ne peut rien faire de volumineux d'octobre à mai..

Le directeur de la Régie de quartier, qui a participé à de nombreuses actions de Là Hors De en apportant notamment un soutien logistique, témoigne des difficultés que rencontre la compagnie du fait de ne pas disposer d'un lieu suffisamment grand et adapté à la pratique contemporaine de l'art. Ce besoin est identifié en termes de surfaces de stockage pour le matériel et en un local pour travailler avec les habitants et présenter les actions artistiques.

Ils ont des grosses difficultés de fonctionnement, parce que ils sont éclatés entre, entre guillemets, l'administratif, qui est à la tour Panoramique, le *Musée éphémère* qui est à la barre 220, plus des lieux de stockage [...]. Et comme il n'y a pas d'entrepôt sur La Duchère, [...] ils en ont partout. Donc, ils ont des difficultés de fonctionnement incroyables pour ça. Ils perdent un temps et une énergie folle, face à ce problème technique.

Après, il leur manque un lieu de présentation de leur création artistique, et de celle des artistes qu'ils invitent, aux habitants. C'est-à-dire que, s'ils ne peuvent présenter leur création artistique qu'au *Musée éphémère* mais qui ne peut être ouvert, et bien voilà ce n'est pas simple pour eux de fonctionner dans ces conditions-là.

Donc eux, ils ont effectivement, en tant que compagnie, [...] besoin d'un lieu pour travailler avec la population. Et puis, pour présenter à la population après les choses. [...] Ils rêvent, ils avaient un projet, il y a des espaces modulaires. Ça, je sais qu'ils ont un peu renoncé à ce projet-là, et ils ont réfléchi à un autre concept, je ne sais pas exactement où ça en est mais eux ont un vrai besoin et je suis au courant de ce besoin.

De son côté, le directeur de la Régie de quartier identifie également la nécessité de disposer facilement d'un local qui permette d'accueillir des formations sur le quartier. Il décrit une situation actuelle trop lourde et trop difficile à gérer. Même s'il existe des locaux potentiellement disponibles, par dans certains centres sociaux ou à la mairie annexe, leur occupation représente une gestion qui est compliquée et peu flexible.

On avait un problème très important aussi de locaux, on n'avait aucune salle de formation. [...] Et il n'y en a pas de disponibles de manière fonctionnelle à La Duchère. Il y a 15000 habitants et pas de lieu de formation, même à louer. Donc il faut louer, il faut aller chercher la salle du centre social "truc" qui est disponible si vous la demandez, qui est une salle de réunion mais en fait c'est blindé. Dans la réalité, vous êtes obligés de moduler vos formations en fonction des disponibilités, et puis de toutes celles qui sont capables de les accueillir. La salle de la mairie annexe, effectivement c'était une roue de secours. La salle, elle est superbe. Sauf qu'à chaque fois qu'on change une heure de formation, il faut repartir sur une délibération du conseil d'arrondissement. Moi, en tant que directeur de structure, je ne sais plus fonctionner, dans un fonctionnement aussi lourd que ça.

En septembre 2008, l'occupation par la Régie de quartier et la compagnie Là Hors De d'une boutique vide dans le centre commercial remet comme question d'actualité le fait d'avoir pignon sur rue. En effet, la performance *Parabole* devait mobiliser 300 bénévoles pour la réalisation d'une fresque géante sur la « barre des 1000 » qui sera détruite en 2009. Les relais habituels de mobilisation des habitants ne pouvant drainer qu'un nombre insuffisant de

participant potentiels, la compagnie est allée sur les marchés et a assuré des permanences dans le local du centre commercial. Cette présence dans le centre commercial a été rendue possible grâce à une bonne entente et connaissance mutuelle du directeur de la Régie de quartier et de la directrice de la compagnie qui ont trouvé un intérêt commun à occuper et mutualiser un lieu stratégiquement localisé dans le quartier.

A travers le récit de l'ouverture du local dans la galerie marchande, le directeur de la Régie de quartier explique comment, parfois, les procédures administratives et la bureaucratie empêchent certaines activités d'avoir lieu et des partenariats de se construire. Il montre comment la « politique de la ville » positionnée en interface entre l'ensemble des acteurs du quartier, car administration centralisée à l'échelle du quartier, est parfois plutôt une entrave qu'un facilitateur de projets.

[...] on a prévenu la politique de la ville qu'on allait occuper les locaux. Donc, nous le rez-de-chaussée était parfaitement adapté au besoin qu'on avait de salle de formation. [...]

Et donc, il y avait le premier étage qui donne sur la galerie marchande. Et autant la Régie de quartier on avait vraiment besoin du rez-de-chaussée pour la salle de formation, vestiaires etc., autant le premier étage, je me disais mais finalement qu'est-ce que je vais faire au premier étage? Et donc, du coup, j'en parle à des structures proches avec lesquelles on travaille, et avec [la co-directrice de Là Hors De], autour d'un café en disant « eh bien tu vois ce lieu là-bas, et bien nous on voudrait bien y faire des permanences pour présenter des trucs aux habitants, mais bon en même temps si c'est pour l'occuper 4 heures semaine, ça va être mort ». A la fin de la tasse de café, on savait un peu mieux ce qu'on allait faire du lieu. Voilà comment ça s'est fait. Donc ça s'est fait par une rencontre d'acteurs sur le terrain, tranquillement.

Ce lieu occupé de façon peu légale (c'est une sous-location non autorisée), est une façon de prendre position dans le quartier et de faire comprendre aux institutions et partenaires du GPV, que l'illégalité est parfois la seule réponse possible à une situation de blocage, ici en relation avec une demande de mise à disposition de locaux non accordés.

C'est vrai qu'on a pris un risque technique et juridique. Parce qu'on est dans le cadre d'une sous-location alors que le bail du véritable locataire ne nous permet pas forcément de faire une sous-location. Donc, bien sûr, on a assuré nous les lieux. [...] Lui-même n'a pas résilié son contrat de maintenance, sur les extincteurs, la sécurité etc., mais il y a un risque juridique. Mais si à un moment, en tant que structure associative, nous, on ne va pas de l'avant sur ce genre de choses, et bien c'est clair qu'il ne se passera rien et puis que nous on ne fera rien. Donc c'est aussi ça les marges de manœuvre d'une structure associative par rapport à un dispositif public pur. Si on avait attendu que la politique de la ville nous dise il y a des locaux d'abord, il y aurait encore les rideaux. Donc, le plus simple c'est de se procurer le trousseau de clés, d'ouvrir et puis de dire « regardez comme c'est beau ».

Selon le directeur de la Régie de quartier, cette prise de position et de visibilité sur le quartier a été bien perçue par les responsables politiques qui y voient également leur intérêt. En effet la galerie marchande est l'endroit le plus convivial et quotidiennement fréquenté par les habitants du Plateau. Les rideaux métalliques fermés des commerces ne donnent pas une bonne image du quartier. L'occupation d'un local ayant vitrine sur la galerie marchande est donc un élément apportant, avant la délocalisation des commerces, un peu de vie à ce lieu central. De plus, les actions menées dans ce local sont financées dans le cadre du GPV, ce lieu constitue donc un relais non institutionnel et plus proche des habitants des actions menées par la politique de la ville. D'une manière générale, le directeur de la Régie de quartier souligne l'importance symbolique que revêt pour lui un lieu. Il pense, par l'exemple, que le transfert dans ce local des actions de lutte contre les discriminations, qui se fait en partenariat avec SOS Racisme, actuellement dans des salles « officielles, mieux équipées », pourrait permettre de toucher plus de monde mais surtout de libérer un peu plus la parole et de renforcer la proximité.

On essaie de mutualiser, de se servir de lieux en mutualisant des actions qui touchent des habitants, [...] où les habitants puissent être informés, puissent rentrer et surtout, qui ne soit pas un lieu institutionnel. C'est-à-dire un lieu qui soit aux habitants et pas à un cercle qui à un moment, a son rôle mais aussi des frontières dues à sa perception et à ses missions.

Enfin, pour le directeur de la Régie, ce local met en scène de manière très positive des collaborations entre acteurs sociaux locaux, équipes artistiques et bénévoles.

Pour le directeur de la Régie l'un des facteurs de satisfaction de ce projet de lieu de permanence réside dans le fait que ce projet est né d'une initiative et d'une rencontre entre acteurs du terrain. Il s'agit d'une fierté qui entre en résonance avec les attendus de la Mission GPV qui souhaitait que l'équipe artistique ait une relation plus forte avec les habitants et les acteurs locaux.

Un lieu porteur de médiation sociale

Ce lieu conçu comme un espace partagé par la Régie de quartier et Là Hors De au démarrage, qui pourrait être ouvert aussi à d'autres associations dans le but, non seulement de répondre aux besoins de chacun, mais aussi d'animer la galerie marchande est pensé à la fois comme un lieu d'information et de « convivialité », et à la fois comme un espace de relais pour engager des habitants à participer à des actions proposées.

Il y a un grand espace vitrine et [ce local] est quand même dans le lieu de passage de tout le quartier, on peut s'en servir pour présenter les actions aux habitants, qu'on peut conduire nous, les uns et les autres, et puis d'abord pour que les gens soient au courant, qu'ils puissent rentrer, que ce soit convivial, sympathique.

Par exemple, pour le projet *Parabole*, les habitants ont pu venir pour voter le choix du motif peint lors de la performance et aussi pour s'inscrire à la réalisation de la performance.

Les techniques sont basiques, calques, affiches [...]. Des gens connus et repérés sur le quartier, mais qui sont des bénévoles, [...] alors forcément, comme ils sont connus et repérés, et puis ils appellent leurs potes pour passer, ce qui permet de présenter les projets.

L'occupation du local désaffecté de la galerie marchande au moment de l'élaboration de la performance *Parabole* représente, pour la chargée de communication de Là Hors De, rencontrées quelques jours après la performance, une nouvelle étape dans les méthodes de travail de la compagnie sur le quartier et notamment avec les habitants. Il s'agit peut-être là de l'interprétation que l'on peut donner au nom donné de « parabole » à cette performance : que ce soit une « trajectoire » ou un « récit allégorique des livres saints, sous lequel se cache un enseignement »¹⁰², Cette action peut être considérée non seulement comme une nouvelle direction mais aussi comme un apprentissage que la compagnie a fait durant les trois années qui ont précédé.

La chargée de communication reconnaît que jusqu'à la performance *Parabole*, l'envie était présente, mais les moyens pour toucher la population locale n'étaient pas forcément encore mis en place par la compagnie. Elle considère la performance comme une réussite et exprime la volonté de continuer la permanence « qui doit être un lieu d'appropriation »¹⁰³. De manière parallèle, elle voit dans les relations actuelles avec les concepteurs du projet urbain une première approche qui pourrait se concrétiser dans un avenir à moyen terme. « Peut-être que dans deux ans il existera des passerelles ». Cette possibilité est envisagée grâce à la sensibilité à l'action de Là Hors De qu'ont exprimé les concepteurs (réactions à des propositions de projet de la compagnie pour le projet de *Centre d'art waterproof*, sur le sport et la culture dans le fort Vauban ou sur le projet de centre culturel). De son côté, l'urbaniste paysagiste annonce que le travail avec la compagnie serait aujourd'hui possible : « Maintenant, c'est vraiment possible qu'il y ait cette ouverture. ».

¹⁰² « Par extension, récit allégorique à valeur morale », définition donnée par le *Nouveau Petit Robert de la langue française*, Paris, 2006.

¹⁰³ « La permanence a permis de faire vivre le projet *Parabole* (coups de main, fabrication des badges...) La prochaine résidence des artistes sera en contact direct avec les habitants (un auteur met en scène son travail d'écriture dans la permanence, il fait des entretiens). », entretien avec la chargée de communication de la compagnie Là Hors De.

Synthèse - Conclusions

L'action artistique peut-elle être un facteur d'évolution des pratiques et des manières de faire un projet de renouvellement urbain et notamment dans un quartier situé dans un secteur en politique de la ville ? Ces manières de faire le projet sont entendues, ici, tant du point de vue du rapport des habitants aux mutations de leur quartier que des pratiques professionnelles des acteurs impliqués dans la transformation de la ville (politiques, concepteurs, ingénieurs, techniciens, etc.)

Au terme de cette enquête, sur la portée que l'action artistique a au sein des métamorphoses physiques et sociales que connaît le quartier de La Duchère, se dégagent plusieurs pistes de réflexion.

L'une des pistes de réflexion concerne la manière dont est appréhendé le projet de renouvellement urbain à La Duchère et le retour sur la définition de ce projet urbain que pourrait alimenter cette expérience actuellement menée. Il existe une idée, partagée à différents niveaux chez l'ensemble des acteurs impliqués dans les transformations du quartier, que le projet est un processus ouvert, un processus non linéaire, non figé. Le projet, défini au moyen de grandes directions et d'une indétermination suffisante au sein de chaque phase, permet de laisser une marge potentielle d'évolution des choses. Cette représentation d'un projet « qui se fait en marchant » (avec entre autres, les habitants) pour les concepteurs du projet urbain, est partagée par les personnes en charge du projet de développement culturel, pensé comme une expérimentation dont le cadre se précise au fur et à mesure de l'avancée du projet, par le collectif Là Hors De dont l'essence du travail de création est le territoire en mutation et par l'expert du cabinet Bleu Sud, dont les préconisations portaient sur un processus itératif du projet de développement culturel.

Entre le modèle du projet, processus « vivant », suivant une évolution non strictement planifiée, et le modèle du projet de développement intégrant une réflexivité sur le « vivre ensemble » dans un espace public, ouvert au dialogue, il semble donc n'y avoir qu'un pas. Pourtant le modèle du projet urbain vu comme le projet d'une collectivité semble encore loin du vécu des acteurs que nous avons rencontrés.

Toutefois, dans la volonté commune aux différents acteurs d'œuvrer dans la même direction, sont menées des réflexions parallèles sur les méthodes et sur la définition du cadre de travail de chacun lié à son niveau d'intervention. A travers l'attention portée aux habitants, se dégage l'idée partagée que les moyens de faire les choses ont une importance accrue par rapport à ce qui est produit. Ces réflexions concernant l'éthique des pratiques (prendre « soin » des habitants, prendre en compte la relation que les habitants ont aux choses, etc.) perceptibles dans le discours des acteurs, sont mises en œuvre par des actions qui, par exemple,

reconsidèrent le cadre de la concertation tel qu'il existe aujourd'hui. La concertation critiquée par certains, pour ne toucher qu'une portion non représentative de la population, et par d'autres pour être un dispositif relevant de l'hypocrisie sur le réel pouvoir de décision des habitants, a fait l'objet, au sein du GPV (avec la Mission de coopération culturelle) d'une recherche d'élaboration d'un cadre qui passe par la formation du public, avec, par exemple, la mise en place des *Ateliers d'art urbain*. Ces ateliers ont été conçus selon l'idée que, pour qu'un public puisse intervenir et s'impliquer dans un processus de concertation, il est nécessaire qu'il partage un ensemble de savoirs. Cette initiative a pour effet de créer le lien, chez les habitants et professionnels du projet urbain, entre l'art, la culture et les processus de fabrication d'un projet urbain¹⁰⁴.

Dans un même rapprochement, émergent des réflexions sur la place potentielle d'un collectif d'artiste dans le processus de fabrication du projet urbain. L'urbaniste-paysagiste, directement concerné, imagine que le rôle des artistes serait celui de faire émerger le désir de projet urbain chez les habitants. En d'autres termes, les artistes pourraient être le lien, le maillon manquant de la concertation, qui permettrait de sensibiliser, de toucher des publics que l'on n'arrive pas à capter et à intéresser aujourd'hui.

Dans cette vision, se fait jour la figure de l'artiste vu comme citoyen et habitant mais se distinguant des autres habitants par son apport d'une réflexivité sur la société mais aussi par sa capacité à les accompagner et à les aider à formuler leurs désirs. Ce « super » habitant est, de plus, doté d'une forme de fonction magique propre aux artistes puisque sa présence permet de revaloriser le quartier en lui apportant des ressources culturelles supplémentaires. Dans la vision idéale du rôle de l'action artistique que l'urbaniste-paysagiste développe, il imagine que, finalement, le rôle des artistes serait simplement d'être là sans savoir quel est le but de l'action et s'il y aura quelque chose de produit. Ce rôle pourrait correspondre soit à une activité bénévole comme l'implication politique idéale de tout citoyen, soit à un travail où les artistes seraient rémunérés sans projet précis avec, comme seul gage, leurs compétences à révéler, à donner une distance critique, à accompagner des pratiques professionnelles.

L'urbaniste-paysagiste du projet urbain imagine aussi le regroupement, dans un même lieu de travail, de l'ensemble des acteurs impliqués dans la fabrication du projet. Cette « maison du projet », où chacun des acteurs mènerait ses activités dans son propre champ de compétence,

¹⁰⁴ Cependant, c'est une forme d'élite qui a été formée. En échange de la participation aux *Ateliers* permettant aux habitants de devenir des sortes d'experts du sujet, une exigence d'engagement a été demandée. Ce dispositif montré comme exemplaire, présente donc l'inconvénient de ne s'adresser qu'à une partie de la population et de pouvoir être généralisé.

créerait les conditions pour que se produisent des « frottements » entre les acteurs et entre les choses, ce qui donnait potentiellement lieu à des projets communs.

Cette vision nous permet de mettre l'accent sur un point important de l'expérience menée à La Duchère : la définition du cadre d'intervention des artistes et précisement du mode d'organisation selon lequel pourrait s'articuler le travail des différents acteurs au sein d'un processus de fabrication d'un projet.

Certaines visions, comme celle des artistes chargés de faire émerger le désir de projet urbain auprès des publics, en amont de la concertation, pourraient être envisagée de manière plus précise dans le processus de fabrication du projet urbain.

Toutefois, se pose à ce niveau des questions plus générales concernant les modes de collaboration de différents acteurs pour un même projet et leur place relative dans un processus de création où chacun a la particularité d'être également auteur. C'est, en effet, ce qui se joue dans les représentations de la place potentielle de l'action artistique, au sein du processus de fabrication du projet urbain, qu'ont les concepteurs du projet urbain (urbaniste-paysagiste, architecte) et la codirectrice de la compagnie Là Hors De. Si l'urbaniste imagine les artistes dans le cadre préétabli de la concertation, voire dans une phase légèrement en amont, dans la préparation des habitants à la concertation, la codirectrice se voit, quant à elle, aux côtés et au niveau des concepteurs, accompagnant et nourrissant la conception de parties du projet urbain, comme la définition de l'espace public, le mobilier urbain, ou la couleur de la ville. C'est dans un rapport de co-création que la codirectrice se projette.

Nous avons étudié, dans une recherche précédente¹⁰⁵, sous quelles conditions pouvaient se réaliser des projets en co-conception entre artistes et architectes. Les projets étudiés relevaient de la micro-échelle et la résolution des conflits et tensions, dus à la concurrence pour garder la partie considérée comme la plus noble du projet, la conception de l'idée, était facilitée par le nombre restreint d'acteurs. Toutefois les questions soulevées restent valables dans un système d'acteurs plus complexe.

Parmi les trois projets étudiés la seule co-création est le *Lieu de recueillement et de prière* de l'Institut Paoli Calmette à Marseille. L'artiste Michelangelo Pistoletto et l'architecte Giorgio Ferraris ont œuvré de concert, l'architecte dessinant librement sous la dictée de l'artiste. La condition de cette co-création était la forte relation d'amitié et de complicité liant les deux

¹⁰⁵ Genyk Isabelle (dir.), Saint-Martin Isabelle, Uhl Magali, *L'interdisciplinarité art/architecture à l'épreuve de l'hôpital laïc*, recherche menée pour le Bureau de la Recherche Architecturale du Ministère de la Culture, 2005.

auteurs. Les deux expériences infructueuses de mise en place de la collaboration d'architecte avec l'artiste Ettore Spalletti pour le projet de la *Salle des départs* de l'hôpital Raymond Poincaré de Garches montrent, quant à elles, que, dans le cas où l'organisation du travail des différents auteurs est pensée sur un mode hiérarchique, ces collaborations ne peuvent se réaliser que sous certaines conditions. La première condition concerne la vision de soi, et dans ce cas précis, la représentation très marquée de *l'architecte chef d'orchestre*, et l'impossibilité de renoncer à la conception de l'idée, ont fonctionné comme un empêchement au travail avec l'artiste. La deuxième condition est la nécessité de définir très clairement le cadre de la collaboration à travers le rôle et la place de chacun des auteurs. Et enfin, la troisième condition est l'adhésion des auteurs à ce cadre de travail.

La définition très précise du cadre de travail des artistes, au sein du processus de fabrication du projet urbain, et l'acceptation de ce cadre, nous semblent une condition nécessaire pour engager un travail de collaboration des artistes avec les professionnels de l'aménagement urbain et architectural, quelque soit la phase ou l'endroit du projet où ils interviennent. Il s'agit peut-être là d'une limite intrinsèque à la manière d'aborder la notion de projet (urbain ou de développement culturel). Dans un processus ouvert, où la flexibilité, l'indétermination est potentiellement source de créativité et où l'expérimentation permet de définir petit à petit les missions, les rôles et la place de chacun, l'absence d'un cadre précis préétabli peut, en même temps, constituer un empêchement à une collaboration concrète, notamment entre les artistes et les concepteurs du projet urbain.

A l'échelle du quartier, on peut également voir dans les relations tendues de la compagnie Là Hors De aux acteurs culturels « historiques » lors de son arrivée, et dans le débat sur « culture élitiste *versus* culture populaire », le refus d'adhésion à un cadre perçu comme l'imposition d'une hiérarchie entre les différents acteurs culturels à la Duchère. Tout d'abord, l'introduction par une voie institutionnelle d'une compagnie d'art contemporain, qui, pour le plus grand nombre, a une image élitiste, ensuite, l'imposition d'un système hiérarchique d'acteurs culturels dans la mesure où la compagnie a été désignée comme *chef de file* et enfin, l'interprétation de l'arrivée d'une nouvelle compagnie comme le pointage d'un défaut de compétence chez les acteurs déjà présents sur le quartier, représentent un cadre auquel les acteurs « historiques » ont, pour certains, refusé d'adhérer.

Le cadre tel qu'il a été perçu au départ dans une formulation par défaut, c'est-à-dire une « non formulation » précise, et les tensions que cette situation a provoquées, ont servi de base de réflexion dans ce processus ouvert d'expérimentation du projet de développement culturel.

Dans le cadre du dispositif partenarial du GPV, la Mission de coopération culturelle a du opérer un ensemble de repositionnements importants, dans l'histoire de l'installation de la compagnie Là Hors De. Celle-ci a tout d'abord été en charge d'une « maîtrise d'ouvrage » du

projet culturel de La Duchère, rôle qu'elle n'a pu remplir, n'ayant pu notamment obtenir la légitimité pour le faire. La compagnie Là Hors De a alors été repositionnée dans un rôle de « maître d'œuvre » comme les autres acteurs culturels présents sur le territoire, sous l'appellation de « figure de proue ». On peut souligner le vocabulaire employé pour définir ces rôles, d'un côté il est fait référence à l'imaginaire de l'architecture et du projet urbain (distinction entre maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage) et, d'un autre côté, à un sens figuré dont les deux images très proches (« chef de file » et « figure de proue ») montrent avec nuance le déplacement du statut d'une sorte de coryphée (cerveau, sorte de guide qui est à la tête d'une action) au statut de figure émergente qui apparaît comme une personnalité majeure, une icône, telle un personnage historique par exemple. Nous avons ainsi d'une part un vocabulaire lié à un langage de l'opérationnel et d'autre part, un vocabulaire qui fait image et appartenant d'avantage au champ politique.

Il y a eu également une forme de réévaluation de l'« impact » des différents acteurs culturels au regard des enjeux attachés aux actions menées sur le quartier, par La Mission de coopération culturelle. Par exemple, la mission d'« animation d'espaces de réflexion » dans l'objectif de « produire des choses pour le projet urbain, sur les espaces publics » a été reprise par la Mission de coopération culturelle qui a organisé, conjointement avec l'équipe opérationnelle du GPV, des débats sur la relation entre art et opération de renouvellement urbain (*Ateliers d'art urbain*).

Par ailleurs, le rapatriement de la mission de « maîtrise d'ouvrage » du projet culturel, de Là Hors De vers la Mission GPV et la Mission de coopération culturelle, permet d'identifier plus clairement le rôle institutionnel de médiation à opérer entre les différents professionnels du projet urbain, les artistes, les acteurs culturels et sociaux et les partenaires financiers. Il semble, en effet, qu'en fonction du point de vue, la médiation soit une fonction partagée circulant entre les acteurs. Cependant, si chacun fait de la médiation, il semble que l'intermédiation¹⁰⁶ ne soit pas toujours complètement réalisée telle qu'elle est attendue par les acteurs.

Les repositionnements et les transferts de rôle, permettent d'assurer une continuité du projet (avoir « un regard continu sur les choses ») avec des formes de relais entre les acteurs. Ces

¹⁰⁶ La médiation recouvre des compétences souvent revendiquées telles que l'animation, l'écoute, la traduction... Les nouvelles politiques urbaines et en particulier les politiques contractuelles ont donné lieu au développement de nouvelles professionnalités basées sur l'intermédiation. « L'art de la négociation dans les politiques publiques contractuelles implique, comme on le sait, capacités d'impulsion et de conviction, facultés de contournement, obstination mais aussi ruse ; autant de « tours de main » classiques, mais qui doivent être dorénavant mobilisés en tant que compétences tactiques par les acteurs professionnels de l'intermédiation (Dolez, 1997). Ces dispositions ne recourent pas directement aux codifications générales et aux savoirs académiques puisqu'elles naissent, pour beaucoup, de l'adaptation aux circonstances et d'un management expérimental ». GAUDIN J.P., *Gouverner par contrat. L'action publique en question*, Presses FNSP, Paris, 1999, p185.

repositionnements sont en partie organisés dans le cadre de « comités de pilotage » auxquels les élus, les « techniciens » et la Mission de coopération culturelle, participent. Ces espaces de travail sur le quartier sont des espaces de négociation où les choses sont discutées entre partenaires et réorientées.

Après avoir imaginé que la compagnie pourrait porter l'ensemble du projet culturel du GPV, et de constater l'impossibilité d'accorder cette mission à une compagnie privée, Là Hors De a été plus clairement positionnée sur un accompagnement des grandes étapes du projet urbain, une sorte de calque de l'action artistique posé sur celui du projet urbain. Dans ce cadre, la compagnie Là Hors De est repositionnée en tant que programmateur de temps festifs, d'évènementiel. Sur des questions mémorielles, le partenariat avec d'autres acteurs culturels est envisagé comme moyen de prendre en charge un aspect du relogement qui n'est pas au centre des actions menées par la compagnie.

Dans ce réajustement des missions de Là Hors De et ce rééquilibrage entre les différents acteurs culturels présents sur le quartier se joue la redéfinition du cadre général des modalités d'intégration de l'action artistique dans un projet de renouvellement urbain. Ceci a pour effet de reconsidérer le système hiérarchique dans lequel les acteurs culturels avaient été placés.

Enfin, cette mise à l'épreuve de la définition du cadre de l'action artistique au sein d'un projet de renouvellement urbain peut aussi être envisagée du point de vue de la temporalité. L'injonction paradoxale qui a été faite à la compagnie de faire rayonner le quartier pour désenclaver le quartier, le rendre attractif pour une population future et, dans le même temps, d'avoir une action de proximité très forte auprès des habitants, peut apparaître comme une mission impossible. Ces deux missions à part entière ont essuyé des critiques dans la mesure où les performances artistiques susceptibles d'avoir un rayonnement extérieur important ne sont pas forcément les actions plus confidentielles mettant au centre la proximité avec les habitants et inversement, les actions artistiques de petite échelle menées avec les habitants ne sont pas forcément celles qui feront venir les habitants de Lyon ou les médias. A l'aune de ces trois années d'expérimentation, il semble, qu'envisagées dans une temporalité plus longue et non comme des objectifs à atteindre simultanément, ces deux missions ne soient pas inconciliables.

Si les apprentissages de cette expérience à la Duchère portent beaucoup sur la définition du cadre de l'action artistique dans un projet de renouvellement urbain, ils concernent également les méthodes et notamment celles mises en œuvres à travers l'action de la compagnie Là Hors De. Pour les acteurs sollicités dans notre enquête, ce ne sont pas sur des « savoirs » et des compétences professionnelles que la légitimité de l'action de Là Hors De a été mise en défaut, mais sur des « savoir-faire » d'ordre stratégique ou encore des « savoir-être »

concernant une sensibilité à la relation (avec les habitants ou les autres acteurs du projet urbain).

En effet, la reconnaissance des compétences professionnelles de la compagnie fait l'objet d'un consensus. Elle est notamment reconnue comme étant en mesure de porter un projet artistique de cette envergure, pour ses compétences communicationnelles complétant des compétences transversales croisant différents modes d'expression, et sa capacité à révéler une dimension « poétique », festive et « décalée » du quartier. Ces représentations du quartier ne remportent pas forcément l'adhésion de tout le monde, mais il ne s'agit pas là d'un point focal de la critique. L'action de *Là Hors De* a été mise en question sur la perception d'un défaut d'attention portée aux réactions des gens afin de répondre à une demande sociale qui pourrait être formulée par les habitants. Ce défaut de « savoir-faire » relationnel au sein d'un partenariat a également été mis en cause dans la manière dont la compagnie a proposé de réfléchir à la nécessité d'un centre culturel permanent sur le quartier en faisant une proposition finalement perçue comme une imposition et une stratégie de pérennisation de sa présence.

A travers ses expérimentations et ses apprentissages progressifs, la compagnie a mis, elle aussi, ses pratiques à l'épreuve du terrain et ses récentes actions laissent percevoir une plus grande importance des « savoir-faire » notamment participatifs. La nouvelle programmation artistique de la compagnie dont le projet *Parabole* était le coup d'envoi, laisse entrevoir la recherche d'une création contemporaine qui aurait aussi un caractère de proximité avec les habitants.

Certains acteurs se posent d'ores et déjà la question de savoir quel sera l'avenir de la création artistique dans le quartier une fois que le projet de renouvellement urbain sera achevé, ce qui constitue le signe tangible que l'action artistique fait dorénavant partie de la vie du quartier et de son développement.

Bibliographie

Ouvrages et articles scientifiques

Ardenne Paul, *Un art contextuel. Création artistique en milieu urbain, en situation, d'intervention, de participation*, Paris, éd. Flammarion, 2002.

Augoyard Jean-François, Leroux Martine, *Médiation artistique urbaine, une matière sensible pour la culture ; une épiphanie de l'ordinaire*, rapport de recherche, programme « culture, villes, dynamiques sociales », Ecole d'architecture de Grenoble - Laboratoire Cresson, 1998.

Becker Howard S., *Les mondes de l'art*, Paris, éd. Flammarion, 1988 pour la traduction française.

Boltanski Luc et Chiapello Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, éd. Gallimard, Paris 1999.

Bourdieu Pierre, *La distinction*, Paris, éd. de Minuit, 1979.

Bruston André (coor.), *Des cultures et des villes, mémoires au futur*, La Tour d'Aigues, éd. de l'Aube, 2005.

Collectif, *Nouveaux territoires de l'art*, Paris, éd. Sujet/Objet, 2005.

Corcuff Philippe, *Les nouvelles sociologies*, Paris, Nathan Université, 1999.

« Démocratisation culturelle, diversité culturelle, cohésion sociale », n° spécial de *Culture & Recherche*, n°106-107, décembre 2005.

« Des métiers qui font la ville », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°88, déc. 2000.

Dubar Claude, *La crise des identités, l'interprétation d'une mutation*, Paris, PUF, Coll. Le lien Social, 2000.

Dubar Claude, Tripier Pierre, *Sociologie des professions*, Paris, Armand Colin, 1998.

Dubet François, *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil, 2002.

Dubet François, *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil, 1994.

Foret Catherine (dir.), *Travail de mémoire et requalification urbaine, repères pour l'action*, éditions de la DIV, 2007.

Gaudin Jean-Pierre, *Gouverner par contrat. L'action publique en question*, Presses FNSP, Paris, 1999.

Genyk Isabelle (dir.), Saint-Martin Isabelle, Uhl Magali, *L'interdisciplinarité art/architecture à l'épreuve de l'hôpital laïc*, recherche menée pour le Bureau de la Recherche Architecturale du Ministère de la Culture, 2005.

Giffo-Levasseur Anne-Marie, Vrignon Bernard, *Action culturelle et action sociale : production d'un espace symbolique d'échanges et de pratiques*. A Caen La Paix, quartier de la Pierre-Heuzé, Rapport de Cultures en ville, Centre d'Études sur le social et l'urbain (CESUR), 1999.

Heinich Nathalie, *L'élite artiste. Excellence et singularité en régime démocratique*, Paris, éd. Gallimard, 2005.

Heinich Nathalie, *La sociologie de l'art*, éd. La Découverte, Paris, 2001.

Heinich Nathalie, *Ce que l'art fait à la sociologie*, Les éditions de Minuit, Paris, 1994.

Jacquot Henri, « Origines, enjeux et encadrement juridique des politiques de renouvellement urbain », in GRIDAUH, « Droit et politiques de renouvellement urbain », *Cahiers du GRIDAUH*, 2004.

Jaillet Marie-Christine, « La politique de la ville en France : histoire et bilan », in « Regards sur l'actualité », n°296, *La Documentation Française*, décembre 2003.

Jeannot Gilles, *Les métiers flous. Travail et action publique*, Toulouse, éd. Octarès, 2005.

Kaufmann Jean-Claude, *Ego, pour une sociologie de l'individu*, Nathan, 2001.

Kellenberger Sonja, *Espaces publics et formes de mobilisation politique : le rôle des pratiques artistiques*, rapport de recherche, programme « culture, villes, dynamiques sociales », IPRAUS, 2000.

Les lieux et les gens dans le devenir des villes, Actes du séminaire du Creusot, 22-23 janvier 2004.

Lextrait Fabrice, *Une nouvelle époque de l'action culturelle*, Rapport à Michel Duffour, Secrétariat d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation Culturelle, Mai 2001.

Lextrait Fabrice, Khan Frédéric, *Nouveaux territoires de l'art*, Sujet-Objet, 2005.

Métral Jean (dir.), *Cultures en ville ou de l'art et du citoyen*, La Tour d'Aigues, éd. de L'Aube, 2000

Milliot Virginie (dir.), *Faire œuvre collective aux frontières des mondes de l'art*, rapport de recherche, programme « culture, villes, dynamiques sociales », ARIESE, Lyon, 2003.

Négrier Emmanuel, *Projets d'artistes et médiation territoriale, le programme Nouveaux Commanditaires*, Rapport pour la Fondation de France, mai 2005.

"Nouveaux" territoires, vieux enjeux, revue *Cassandra*, n°46, mars-avril 2002.

« Créa-cité, l'innovation urbaine en débat », actes de la 27^{ème} rencontre nationale des agences d'urbanisme, *Urbanisme*, hors série n°31, mars 2007.

« Pratiques et professions », *Annales de la Recherche urbaine*, N°44-45, 1989.

Raffin Fabrice, *Aux temps des hybrides : les dynamiseurs de culture*, Appel d'offres 2000 de Cultures en ville, Association pour la recherche et le développement en urbanisme (ARDU), 2005.

Raffin Fabrice, *Les ritournelles de la culture. De la critique sociale à la participation citoyenne. Entre mobilités et ancrages urbains*, thèse de Doctorat de Sociologie et Sciences Humaines, Université de Perpignan, 2002.

Autre documents

"L'Entre" des cultures, actes du séminaire de recherche, programme interministériel de recherche « Cultures en villes », Abbaye de Royaumont, 26-27 octobre 2007.

Bilan d'activité 2005 / 2008 Là Hors De / Lyon La Duchère : Projet Sputnik, s.d. (circa 2009), Là Hors De.

Bilan volet culture du contrat de ville, La Duchère, juin 2006, Mission de coopération culturelle, Ville de Lyon.

Bilan volet culture du contrat de ville, Vaise, Saint Rambert, Vergoin, Duchère, juillet 2006, Mission de coopération culturelle, Ville de Lyon.

Charte de coopération culturelle, 2004-2006, Ville de Lyon.

Charte de coopération culturelle, 2005, Ville de Lyon.

Commission Culture – Bilan CUCS quartier La Duchère, Avril 2009, Mission de coopération culturelle, Ville de Lyon

Commission culture, avril 16/04/2007, Mission de coopération culturelle, Ville de Lyon.

Commission culture. Ecriture des CUCS La Duchère, 25/10/2006, Mission de coopération culturelle, Ville de Lyon.

Contrat Urbain de Cohésion Sociale, Grand-Lyon, 2007-2009.

Dossier de presse du Projet Sputnik, s.d. (circa 2005), Là Hors De.

Fiche bilan du volet culture du CUCS 2007-2009 Quartier Duchère, 2009, Mission de coopération culturelle, Ville de Lyon.

Foret Catherine, DRAC Rhône-Alpes / CR-DSU Programme de recherches territorialisées 2002-2004, Les productions mémorielles dans la ville, Lyon et le Grand Lyon. 1^{ère} phase :

inventaire des travaux de recherche disponibles sur l'agglomération autour des thèmes « Mobilité et ancrage des populations dans la ville, mémoire et identité des quartiers ». Note d'analyse sur le travail en cours, 9 juillet 2003.

Foret Catherine, DRAC Rhône-Alpes / CR-DSU, Préparation du programme de recherches territorialisées « Les productions mémorielles dans la ville, Lyon et le Grand Lyon » 2^{ème} phase : Questions issues de l'analyse d'actions mémorielles dans l'agglomération lyonnaise, Février 2004.

Journées nos cultures de la ville 5e édition 27,28 et 29 juin à Lyon. "Des politiques culturelles et artistiques à l'heure de la prise en compte des diversités", juin 2007.

Les carnets du Projet Lyon La Duchère, n°2, « Art & Culture, des leviers pour le renouvellement urbain de la Duchère », décembre 2008.

Les entretiens de La Duchère. Cycle d'ateliers-conférences sur l'art urbain, Compte-rendu des ateliers, 2008, Pôle Communication Concertation de la mission GPV, Ville de Lyon.

Le Grand Paris nous appartient. Ou la culture métropolitaine partagée. Dossier documentaire du cycle *art[espace]public* 2009 dans le cadre du Master 2 professionnel Projets culturels dans l'espace public, de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Programmation 2007, volet culture du CUCS quartiers et tout Lyon, Mission de coopération culturelle, Ville de Lyon.

Programmation 2008, volet culture du CUCS quartiers et tout Lyon, Mission de coopération culturelle, Ville de Lyon.

Programme de recherches territorialisées. « Les productions mémorielles dans la ville, Lyon et le Grand Lyon », 3^{ème} phase, avril 2004, C. Foret.

Projet culturel de développement, GPV La Duchère, rapport intermédiaire n°2, synthèse du projet, concepts et processus, Lyon 9^{ème}, avril 2004, Bleu Sud.

Questionnaire : volet culture des territoires en CUCS. Sans date, Mission de coopération culturelle, Ville de Lyon.

Un quartier, un projet, un nouvel avenir, plaquette de présentation du projet urbain, mai 2007, Mission GPV Lyon La Duchère.

Index des sites cités et référencés

Politique de la ville et projets urbains

Site de la Délégation Interministérielle à la Ville, <http://www.ville.gouv.fr>

Site du Grand Lyon, Communauté Urbaine, <http://www.grandlyon.com>

Site du GPV de La Duchère, <http://www.gpvlyonduchere.org>

Site de la politique de la ville de Lyon, <http://www.polville.lyon.fr>

Site de la Ville de Lyon, <http://www.lyon.fr>

Politiques culturelles et collectifs d'artistes

Le portail culture de la Ville de Lyon, <http://www.culture.lyon.fr>

Site de la compagnie La Hors De, <http://www.lahorsde.com>

Table des matières

Introduction	6
Les artistes, la ville, et l'action culturelle.....	6
L'action culturelle au cœur du projet urbain	8
La portée de l'action artistique dans un projet urbain	12
1. Un impact physique	12
2. Une répercussion sur les représentations	12
3. Une conséquence sur les interactions entre acteurs	13
Démarche méthodologique	13
1. L'action artistique dans un projet urbain comme objet de recherche.....	13
2. Une posture de recherche descriptive et constructiviste	14
3. Le corpus de discours et son analyse	15
Entretiens avec des acteurs clés et matériaux collectés	16
Organigramme de présentation des acteurs.....	17
La grille d'analyse : dispositifs d'acteurs, compétences et apprentissages	18
Chapitre I. Description du terrain et de son contexte	20
I. Politique de la ville et projet urbain	20
A) Politique de la ville (GPV et Renouveau Urbain).....	21
1. Le renouvellement urbain	21
2. Définition de la politique de la ville	21
B) Le « Grand Lyon » et sa politique urbaine.....	22
1. La Communauté urbaine.....	22
2. Sa politique urbaine	22
C) La ville de Lyon et le GPV de La Duchère.....	24
1. La politique de la ville à Lyon.....	24
2. Descriptif de La Duchère et du GPV	25
Objectifs du GPV	25
Présentation du projet urbain.....	25
II. Politiques culturelles et échelles territoriales	31
A) Cadre général de la communauté urbaine	31
B) Lyon et la « coopération culturelle ».....	31
1. Le volet culturel du CUCS sur le territoire lyonnais.....	31
2. Les « nouveaux territoires de l'art »	33
C) Le GPV de La Duchère.....	33
1. Le rapport « Bleu Sud »	33
2. Le rôle de la culture dans le GPV	34
3. Les <i>Ateliers d'art urbain</i>	35
III. Présentation de Là Hors De.....	37
A) La compagnie.....	37
B) Le <i>Projet Sputnik</i>.....	39
1. Présentation du projet par la compagnie	39

2. Axes principaux du <i>Projet Sputnik</i>	40
Les ZAT, Zones artistiques Temporaires	40
Les ZOO, Zones d'Observation Originales.....	41
Les ZAV, Zones Artistiques Virtuelles.....	42
3. Présentation des actions	42
a) Une <i>Architecture modulaire et modulable</i>	42
c) <i>Sputnik Process</i>	45
d) Le <i>Musée éphémère</i>	45
e) <i>Duch'City</i>	47
f) <i>Parabole</i>	48
g) Le <i>Musée Urbain Modulaire Palissadaire</i>	49
4. Revue de Presse	50
Chapitre II. Une action publique prise entre projet urbain et intervention artistique.....	55
I. Discours et représentations sur l'action publique.....	56
A) Transformer un quartier en souffrance	56
1. La politique de la ville, (travailler dans) un contexte difficile	57
Un contexte social tendu	57
Le financement public, un obstacle à la réalisation des projets issus de la société civile.....	57
L'innovation sociale n'est possible qu'en dehors de l'action publique.....	58
Un projet urbain fragile au niveau économique, un contexte de crise.....	59
2. La Duchère, territoire abandonné et tensions sociales	60
La genèse du GPV : un rééquilibrage à l'échelle de l'agglomération	60
La mise en place du projet urbain	61
La mémoire au secours d'un projet urbain traumatisant	62
Une deuxième phase du projet urbain	62
3. Le projet urbain, une vision partagée d'un processus ouvert.....	63
Le projet urbain, un projet « vivant »	63
Le « projet culturel de développement »	64
Une nouvelle forme d'espace public	65
B) Trouver des solutions « sociales ».....	66
1. La concertation, entre expérimentation sociale et leurre participatif	66
Le dispositif de concertation porté par la Mission GPV	66
La concertation, un nouveau processus	69
Une écoute qui reste à construire	70
2. La culture dans le projet urbain	71
Les actions mémorielles, entre politiques culturelles et politiques de la ville.....	71
Les préconisations du rapport Bleu Sud.....	72
Un travail sur les usages culturels	73
Apporter un rayonnement au quartier	74
Une place en amont pour l'action artistique dans le projet urbain	75
L'espace de la production artistique.....	76
3. L'arrivée de Là Hors De	77
La relation au GPV.....	77
Des tensions entre les acteurs culturels	78
Un défaut d'accompagnement du projet	79
C) Tentatives de définitions de l'action artistique et culturelle	80
1. L'action de valoriser	80
« Désigmatiser » le quartier	82
Envisager la culture dans son sens large : une économie culturelle	83
L'art moteur de la transformation sociale et du projet culturel	84
2. Culture populaire / culture élitiste.....	85
Art « contemporain » ou pas ?	86
Un positionnement relatif : « Nous, on fait de la création, pas de la culture »	88

3. Un public d'habitants.....	91
Préfigurer de nouveaux rapports	92
Reconnaissance et valorisation du quartier	93
D) Un contexte d'intervention : le projet urbain	94
1. Action locale / rayonnement extérieur	94
Une échelle d'intervention pas assez ambitieuse	95
Concilier l'approche locale et globale.....	96
Un travail expérimental.....	97
2. L'art comme processus dans un projet urbain.....	98
L'action artistique: le maillon manquant de la concertation	98
Quelle place de l'action artistique dans le processus de fabrication du projet urbain ?	99
Un manque d'implication dans le processus du projet urbain.....	101
L'installation d'une architecte : une action perçue comme injuste	102
3. « Un village » culturel	103
Un village culturel, lieu de développement du projet urbain.....	103
Des « frottements » porteurs de potentiels pour le développement du projet urbain	104
Le rôle de l'art : fabriquer le lieu	105
II. Interactions entre les partenaires du projet urbain.....	106
A) Compétences et légitimité	106
1. Cadre d'intervention et variabilité des attentes.....	106
Les champs de compétence des collectivités locales et le comité de pilotage.....	107
Un triangle communication, concertation et culture, au GPV.....	107
2. Un consensus sur Là Hors De.....	108
Une action culturelle articulée à une dimension territoriale.....	108
Lien social en acte et anticipation	109
Une compétence communicationnelle.....	110
3. « Choix arbitraire » et sentiment d'injustice.....	111
Un contexte conflictuel	111
Une intégration délicate	112
4. Une légitimité naturelle	113
Autodidactes et savoirs techniques.....	113
L'expérience construisant la compétence.....	114
Reconnaissance et connaissance des politiques	115
La rotation des acteurs : une mise en question permanente de l'action.....	115
Compétence et conscience des limites	116
Sincérité et engagement	118
5. Compétences et lien social.....	119
La relation aux habitants comme indicateur de légitimité.....	119
Une attitude qui fait la compétence	120
Des qualités relationnelles.....	121
6. Partager des compétences entre les différents acteurs culturels	122
Le partage de moyens et de compétences.....	122
Un travail participatif	124
Pilotage de projet : jouer la coordination plutôt que la collaboration.....	125
Reconnaissance et justice	128
B) Rôles et missions	130
1. Changer l'image du quartier	130
Communiquer et revaloriser.....	130
Ouvrir le quartier sur le reste de la ville.....	132
Travailler sur l'identité et les représentations	132
Changer de regard et apporter une réflexivité	133
2. "Figure de proue" du projet culturel	135
D'une « maîtrise d'ouvrage » à une « maîtrise d'œuvre » pour le projet culturel.....	135
Médiatisation plutôt que coordination.....	136

Le projet d'une direction artistique pour le projet urbain.....	137
Réflexivité et force de proposition	138
3. "Passeurs" d'habitants.....	139
Trouver un acteur pour prendre en charge l'accompagnement du projet urbain.....	139
Être le relais des habitants.....	140
Faire participer des publics absents de la concertation.....	141
4. Être une compagnie de création contemporaine	142
L'organisation de la compagnie et le <i>Projet Sputnik</i>	142
Préserver une forme d'indépendance	143
Rester relié aux autres acteurs	145
5. Une organisation collective	147
Le GPV : une mise en commun de moyens financiers et humains	147
Une vision hiérarchique des acteurs du projet urbain.....	149
La politique de la ville : le métier de chef de projet en difficulté.....	151
6. la médiation et la condition d'habitant.....	152
Passeurs et médiateurs.....	152
Facilitateurs.....	154
Un manque de relais et confusion des rôles	156
Citoyen, habitant ou travailleur du quartier.....	158
C) Apprentissages et territorialisation.....	161
1. L'expérimentation du projet comme processus de socialisation.....	162
Capitalisation, visibilité et historicité.....	162
Peut-on évaluer l'action artistique ?.....	163
La contrainte, vecteur analytique : l'exemple de la temporalité.....	164
2. Construire une culture commune : un quartier en apprentissage	166
L'apprentissage des complémentarités.....	166
Le Grand Projet de Ville, une logique institutionnelle spécifique.....	168
Un quartier en apprentissage	169
3. La création participative	173
Le territoire, matière de création	173
Le projet de création comme processus d'apprentissage.....	174
Un art participatif qui ne soit pas « socioculturel ».....	176
Comprendre un projet artistique.....	177
4. Le Lieu comme inscription dans le territoire d'apprentissages collectifs	178
Une architecture modulaire et modulable.....	179
Proposition d'un centre culturel pérenne.....	181
Le besoin commun d'un lieu sur le quartier.....	184
Un lieu porteur de médiation sociale.....	187
Synthèse - Conclusions	189
Bibliographie.....	198
Ouvrages et articles scientifiques.....	198
Autre documents.....	200
Index des sites cités et référencés.....	202
Politique de la ville et projets urbains.....	202
Politiques culturelles et collectifs d'artistes.....	202